

W-
Higgs
061

LES MOYENS
D'ADOUCCIR LA RIGUEUR
DES LOIX PÉNALES
EN FRANCE,

SANS NUIRE À LA SÛRETÉ PUBLIQUE,

O U

DISCOURS COURONNÉS

PAR l'Académie de Châlons-sur-Marne
en 1780.

SUIVIS de celui qui a obtenu l'*accesfit*, & des
Extraits de quelques autres Mémoires présentés
à la même Académie.



À CHÂLONS-SUR-MARNE,

SENEUZE, Imprimeur du Roi & de l'Académie.

Chez

Et se vend à PARIS,
DESAUGES, Libraire, rue Saint Louis du Palais,

M. DCC. LXXXI.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

CHICAGO, ILL.

1967

CONFIDENTIAL - EYES ONLY
 100-443880-1000
 100-443880-1000

1950

1. The first group of people who are interested in the results of the study are the researchers themselves. They want to know if the study was successful in achieving its objectives and if the results are consistent with their expectations. They also want to know if the study was conducted in a rigorous and unbiased manner.

2111

AVERTISSEMENT.

L'Académie de Châlons, en publiant ces Discours & les Extraits de ceux qui lui ont paru mériter le plus son attention, n'a pas entendu approuver toutes les idées des Auteurs. Elle a donné son suffrage à leurs talens, à leur humanité, & aux vues utiles qu'elle a cru appercevoir dans leurs Ouvrages. L'Académie applaudira toujours aux découvertes heureuses qui lui seront présentées. La nature même des Sujets qu'elle propose, annonce le désir qu'elle a de répandre de nouvelles lumières sur la Morale & l'Économie politique. Mais dans un temps où le zèle contre les anciens préjugés, dégénere trop souvent en innovations encore plus dangereuses, elle croit devoir déclarer qu'elle s'est fait une Loi d'exclure du Concours tout Mémoire qui ne seroit pas écrit avec tout le respect dû à la Religion & au Gouvernement, quelque mérite qu'il put d'ailleurs renfermer.

D I S C O U R S

DE M. BRISSOT DE WARVILLE,
Avocat au Parlement de Paris.

Les Tyrans ne songent qu'à multiplier les supplices ,
nous cherchons à les rendre inutiles

DISCUSSION

THEORY OF THE DISCUSSION

THEORY OF THE DISCUSSION

THEORY OF THE DISCUSSION

THEORY OF THE DISCUSSION

INTRODUCTION.

INTRODUCTION.



A R quelle fatalité la Jurisprudence criminelle de la France est-elle encore enveloppée des plus épaisses ténèbres , tandis que la Philosophie a répandu le plus grand jour sur toutes les autres sciences ? Marchant sur les traces de l'immortel Newton , nos Géometres ont , par leurs découvertes dans le système du Monde , étonné les esprits ; la nature jusqu'à présent impénétrable , semble avoir laissé tomber son voile à l'aspect de ces génies ardents , qui se vouent à l'étude de ses beautés ; un sage Moderne a fait l'histoire de l'Ame , dont le siècle brillant d'Athenes n'avoit vu que le Roman ; & ce même peuple qui voit éclore dans son sein , tant de prodiges divers , qui admire avec enthousiasme tous ses Philosophes qui l'éclairent , ce peuple laisse subsister mille usages affreux dans sa Jurisprudence pénale ; il dit anathème au tribunal sanglant de l'Inquisition , & conserve pour l'examen des crimes une procédure inquisitoriale ; il prêche l'humanité par tout , & l'inhumanité semble avoir dicté son Code criminel.

*Ah ! verrai-je toujours ma foible Nation ,
Incertaine en ses vœux , flétrir ce qu'elle admire ,
Nos Mœurs avec nos Loix toujours se contredire (1).*

(1) Volt.

Génies dans l'Eloquence & dans la Poësie, Observateurs éclairés de la nature, il semble que nous ne soyons que des enfans en Morale & en Législation. Notre nation, a dit un Philosophe juriconsulte (1), a déjà plusieurs siècles d'existence, & ce n'est que d'hier que nous pensons à la Morale. Des extrémités de la carrière des sciences nous revenons enfin vers nous-mêmes, comme un voyageur qui a tout vu hors sa patrie.

Quelle science a cependant plus de droit à fixer nos regards, que la Législation criminelle? Dans quelle science les préjugés sont-ils plus dangereux par leurs conséquences, les erreurs plus accumulées, l'évidence plus nécessaire, l'intérêt plus important pour tout le genre humain? Conservation des formes sociales; sûreté des chefs, propriété, liberté, honneur, vie de tous les membres d'un État; voilà les grands objets qu'embrasse cette partie de la Législation.

La considération de l'influence puissante des Loix pénales sur le bonheur public, la vue des maux qu'elles entraîneroient, si elles étoient fondées sur des principes-contraires à la raison & à l'humanité, maux qui tomberoient indifféremment sur toutes les têtes; ces considérations n'auroient-elles pas du frapper l'attention des Philosophes, qui se livrent à l'étude de la machine politique?

Disc. de M. Servant sur la Justice criminelle.

Mais s'ils eussent daigné descendre dans le dédale de ces Loix , qu'auroient-ils trouvé ? l'édifice le plus bisarre qu'on puisse imaginer , composé de matériaux assemblés au hasard , souvent incompatibles & contradictoires ; ils y auroient vu regner d'un côté le Digeste , les Pandectes & leurs Gloses volumineuses ; de l'autre un cahos énorme de Coutumes dictées par l'esprit féodal & de Commentaires ennuyeux ; ici une foule de compilations canoniques ; là des Ordonnances qui se remplacent & s'anéantissent tour à tour. Presque nul vestige du droit naturel , de ce droit qui doit être la base de toute bonne Législation : nulle liaison , nulle cohérence entre ces différens droits , dont les rayons devoient cependant aboutir à un foyer commun.

Quand on considère ces fondemens sur lesquels repose notre Législation , quand on la suit dans ses développemens , dans les époques différentes , doit-on être surpris que les irrégularités , le désordre regnent dans toutes les parties ? Permettez-moi , Messieurs , de vous tracer ici une légère esquisse de son histoire ; elle donnera la clef des abus , des variations de notre Code criminel.

Il nous reste peu de vestiges de la première époque , de celle où le Druidisme , trop calomnié sans doute , étoit le système dominant de la

partie du monde que nous habitons. Il fut englouti dans les Loix romaines , qu'apportèrent avec eux les vainqueurs du monde , lorsqu'ils s'emparèrent des Gaules. Ce colosse qui écrasait l'Univers devoit bientôt s'écrouler lui-même , sous les coups riétés que lui portèrent les Sauvages libres , qui n'avoient pas voulu recevoir ses fers. Un essaim de ces Barbares , qui n'avoit d'autres Loix que celles dictées par le besoin , d'autre Justice que celle des Corsaires , sort des forêts du Nord , détruit le joug Romain , & & venge l'Univers des outrages que lui avoient faits ses insolens vainqueurs. Les Francs les remplacent , & mêlent leurs Coutumes grossières aux Loix plus savantes des vaincus. Il s'opère dans le silence des tems une réaction insensible du langage , des mœurs , des usages de chaque nation , l'une sur l'autre ; delà naît une nouvelle combinaison , une Législation moitié barbare , moitié raisonnée ; & c'est la seconde époque de notre Législation.

Voulant jouir en paix des fruits de leurs conquêtes , les Chefs partagent les vastes Domaines dont ils étoient maîtres , & tantôt attachent le collier de l'esclavage à de malheureux cultivateurs , tantôt pressés par le besoin , les rendent à la liberté , & leur accordent une portion mutilée de leur première propriété. Le système féodal paroît dans tout son éclat ; la Justice de-

vient la proie de chaque Seigneur ; chacun despote absolu dans son petit domaine , fait des Loix , régle & classe les crimes , ordonne & distribue les peines , & elles étoient toutes pécuniaires. Car dans ces siècles de barbarie où les vraies sources des richesses , l'agriculture & le commerce , étoient inconnues , le revenu , l'impôt le plus abondant étoit celui qu'on mettoit sur les crimes , parce que le Seigneur pouvoit en raison de ses besoins en augmenter le nombre & doubler le tarif des peines.

Cette échelle fiscale n'étoit pas même exactement graduée , & les Goths qui bouleversèrent à leur tour cette partie du monde , donnèrent à nos peres de savantes leçons , pour imposer les crimes dans une plus juste proportion.

Au milieu de ces alternatives de tyrannie particulière & générale , d'anarchie , d'oligarchie , qu'enfantoient le système féodal , les Loix criminelles étoient aussi variées que les Coutumes & les cantons de la France.

Cette diversité sembla disparaître sous cet illustre Empereur qui réalisa l'idée , devenue depuis impraticable , d'une Monarchie universelle. Charlemagne bien supérieur à son siècle par ses lumieres , lui donna des Loix que celui-ci n'entendît pas , reprima l'oppression des tyrans subalternes , assura l'existence des malheureux : mais cette sage Législation , qui semble une espece

d'expiation des cruautés qu'il exerça sur les Saxons , ne dura qu'un éclair. Les ténèbres étoient trop épaisses pour être dissipées ; l'esprit humain étoit encore dans son berceau , & malgré les efforts de ce génie extraordinaire, il reprit les langes , son ton sauvage : toute la férocité, tout l'arbitraire des tems passés reparurent ; le trône où il s'étoit assis avec tant de gloire s'abaissa sous ses successeurs ; les Grands s'éleverent ; la Noblesse s'aggrandit ; le Clergé s'enrichit ; & dans tous ces balancemens de poids & de contrepoids politiques, il n'y eut, dit l'Auteur de la Félicité publique, que le peuple d'oublié. C'étoit la dépouille que tout le monde se disputoit , c'étoit la proie dont on partageoit la curée ; tout chez lui parut crime , parce que toute peine étoit lucrative. Alors plus d'autres punitions que les amendes & les confiscations de fiefs , plus d'autres voies pour décider de la bonté des causes , que les combats : la justice disparut de son temple ; le glaive seul en fut l'oracle.

En contemplant les maux que produisit en France le funeste système de la féodalité, on a droit d'être surpris, des éloges que lui ont prodigués des Ecrivains modernes. Car enfin un bon Gouvernement n'est-il pas celui , où tous les individus jouissent en paix de leurs propriétés, de la liberté, de l'existence. Et le régime ou plutôt le désordre féodal ne renversoit-il

pas tous ces droits de l'homme, qui chargé de chaînes, périssant lentement sous la tyrannie, n'avoit pas même le droit de se plaindre à la Justice?

La Jurisprudence meurtrière qui usurpoit son nom, entraînoit trop d'abus pour subsister longtemps. C'étoit un accès de frénésie, & les accès, en épuisant les forces, laissent reparoître des momens lucides; on se laissa donc des combats: le Clergé, dont les membres seuls étoient alors instruits, c'est-à-dire, moins ignorans que le Peuple & les Grands, le Clergé profita de cette lassitude, prêcha la paix, & bientôt on préféra son arbitrage à la voie de l'épée. Ce fut sans doute un bien: mais le remède ne tarda pas à se convertir en un poison dangereux. Tout ressortit alors aux tribunaux Ecclésiastiques, qui comme un vaste goufre, absorberent tous les procès; & si l'on doit gémir de cette nouvelle erreur de nos Peres, c'est sur-tout en voyant que le centre de cette attraction procédurière fut placé dans l'ancienne Capitale du monde (1).

Ce fut cependant au milieu de ces épaisses ténèbres que parut un Législateur digne des siècles modernes. Louis IX, frappé des abus qui

(1) Il y avoit alors dans Rome plus de 30000 Procureurs, Avocats, Solliciteurs, gens d'affaires. Saint Bernard,

qui rapporte ce fait, peint ces abus par ces mots énergiques: *Dies diei, nox nocti eruat lites.*

se rencontroient dans toutes les branches de l'administration, conçut le noble dessein de les réformer. Il promulgua ces Loix fameuses (1), dignes peut-être, par la simplicité qui les caractérise, de servir de modele à la Jurisprudence criminelle de tous les païs, si trop souvent une sévérité outrée, dictée par l'esprit superstitieux du douzieme siecle, n'alteroit pas ce beau caractère. Il vouloit tout à la fois simplifier les Loix & la procédure, donner à la recherche du crime, cette publicité qu'évite le despotisme. Ce n'étoit point, comme de nos jours, cette justice cruelle qui cherche le secret & l'ombre pour punir le crime, comme le coupable pour le commettre. Il n'interrogeoit point les accusés avec cet air redoutable, qui décele plus le Bourreau que le Juge. C'étoit un pere tendre qui craignoit de trouver des coupables dans ses enfans.

La douceur & l'équité qui distinguoient sa Legislation, s'évanouirent dans les siècles suivans, quoique peut-être certaines circonstances

(1) Institution de la paix du Seigneur, qui à la vérité fit un partage bisarre des jours consacrés au meurtre & à la paix, mais qui fit disparaître, au moins pendant quelques jours, le spectacle affreux des combats particuliers.

Établissement des Baillies. Création de différens Tribunaux.

Affranchissemens, privilèges accordés aux communes, assemblées de la Nation, premiers pas vers la saine politique.

parussent devoir favoriser son amélioration. Car le système féodal s'adoucissoit, en tendant vers son déclin : les Parlemens prenoient une forme respectable : la nation avoit dans les Etats généraux, de véritables représentans : elle avoit des assemblées, des Juges, des Loix : tout sembloit lui promettre le bonheur : mais bien des causes empêcherent qu'il ne se réalisât.

Je citerai pour une des principales la fatale découverte faite par Irnérius, la découverte de ce Code romain qui vint fournir de nouveaux alimens à la rapacité des gens de Justice ; qui multiplia les Loix, les Tribunaux, les Ecoles, les procès, & par conséquent les calamités des peuples.

Les longues & sanglantes querelles de la France avec l'Angleterre, furent encore un obstacle puissant à la réforme de la Législation. La raison & l'humanité en pouvoient seules donner les vrais principes, & elles furent au bruit des armes. Les troubles que causerent ensuite les guerres Civiles, les guerres de la Religion, de la Ligue, de la Fronde, qui pendant un long intervalle ne firent de la France qu'un vaste tombeau, ces troubles dont nous nous souviendrons long-tems, imposèrent un silence fatal aux oracles de la Justice ; & si quelquefois elle se réveilla de sa léthargie, ce fut pour prononcer des Arrêts contre son Souverain ou contre le Peuple.

On entendit cependant au sein de ces dissen-

sions même, la voix de quelques Patriotes demander & ébaucher la réforme. Mais on se trompa dans les moyens. Ainsi la rédaction des Coutumes , loin d'accélérer la destruction des abus , ne servit qu'à les multiplier , qu'à les couvrir du sceau respectable de l'autorité royale. Ainsi l'on vit Louis XI entreprendre un Code général ; mais son inexécution ne laisse aucuns regrets. La main de ce Monarque pouvoit-elle élever un autel à l'humanité ? Ainsi sous le Restaurateur des lettres , sous François I.^{er} , on vit paroître quelques bonnes Ordonnances ; mais le bien léger qu'elles produisirent , ne fut que trop compensé, par l'introduction de cet abus qu'a défendu Montesquieu , à la honte de la Philosophie , par l'introduction de la vénalité des charges , de la procédure secrete , & d'autres barbaries , qu'ordonna de sang froid le Chancelier Duprat.

Le Ciel sembloit avoir fait naître le Philosophe l'Hopital, pour réparer ces maux. Son esprit tolérant , au sein de l'intolérantisme ; son ame bienfaisante , au milieu de l'acharnement de deux partis ; son génie patriotique , au sein de l'égoïsme , se déployerent avec éclat dans une foule d'Ordonnances. Mais le siècle n'étoit pas propre encore à recevoir l'auguste empreinte de la vérité. L'ignorance générale , l'esprit de faction , de persécution , la foiblesse de la Cour , mille obstacles enfin arrêterent pendant trois siècles

la grande réforme qu'il vouloit opérer. Car elle ne fut qu'entrevue par Sully ; l'esprit despotique de Richelieu ne s'en douta pas même ; & c'est faussement que plusieurs Ecrivains ont assuré qu'elle avoit été exécutée sous le regne fameux de Louis XIV.

Ce Monarque à jamais célèbre qui , du sein de ses ruines , éleva la France au faîte de la grandeur , sentit au milieu de ses conquêtes qu'il manquoit un fleuron à sa gloire : il vit les Loix ensevelies dans une confusion impénétrable , la chicane inépuisable en détours , dévorant ses sujets ; il en ordonna la réforme. Heureux si les Jurisconsultes , aux mains desquels il confia cette sublime opération , eussent été dignes (1) de

(1) Je ne conçois pas comment on a pu préconiser dans le siècle où nous vivons , les Ordonnances de 1667 & de 1670. Un Auteur [M. Garat élogé de l'Hopital] a même avancé que c'étoit les deux plus beaux monumens du siècle de Louis XIV. Il les comparoit sans doute aux Loix imparfaites qui les avoient précédées. Car s'il eut voulu mesurer l'intervalle immense qu'il y a de l'Ordonnance de 1670 à un Code criminel simple & universel dans son plan , clair dans ses dispositions , intelligible dans ses

expressions ; s'il eut considéré qu'il n'y a dans cette Ordonnance , ni ordre , ni régularité ; qu'on n'y fixe ni la valeur des preuves judiciaires , ni la forme des peines , il eut rangé ce protocole de procédure criminelle dans la classe des productions ordinaires du Palais , dont le sceau de l'autorité pouvoit seul le tirer.

Toutes les Ordonnances rendues sous ce regne , portent le caractère de l'imperfection où étoient alors toutes les sciences & les connoissances humaines. Ainsi l'Ordonnance de 1669 sur les

leur maître ; si ne se bornant pas à se traîner pesamment sur les pas des éternels glossateurs du Code Justinien , ils eussent envisagé d'un œil philosophique ces Loix Asiatico Romaines qu'ils vénéroient avec superstition ! Mais Montesquieu étoit encore à naître ; & si le vœu (1) de Louis XIV ne fut pas exaucé , ce fut moins la faute & celle des Triboniens qu'il consulta , que celle de son siècle , dont la maturité n'avoit point été précédée de l'adolescence. Il eut toujours la gloire de faire le premier pas vers le bien : mais il n'étoit réservé qu'au siècle philosophique d'achever cet ouvrage ébauché.

Tel est l'exact tableau des révolutions que

eaux & forêts , décele l'imperfection de la physique d'alors , lorsqu'elle autorise à couper les taillis dès l'âge de 10 ans ; lorsqu'elle ordonne , pour marquer un arbre , de le blesser à coups de hache & de marteau ; lorsqu'elle défend d'arracher de vieux arbres , qui ne peuvent repousser , &c. Voyez à ce sujet les ouvrages de M. Allemand.

(1) On s'est flatté , dit M. de Voltaire. [fragment sur le procès de Monbailly] qu'enfin le grand projet de Louis XIV de réformer la Jurisprudence pourroit être exécuté ; que les lumieres naissantes de

ce siècle mémorable , augmentées par celles du nôtre , répandroient un jour plus favorable sur l'humanité. On a dit : nous verrons le tems où les Loix seront plus claires & plus uniformes ; où les Juges motiveront leurs Arrêts ; où un seul homme n'interrogera plus secretement un autre homme , & ne se rendra plus le seul maître de ses paroles , de ses pensées , de sa vie , de sa mort ; où les peines seront proportionnées aux délits &c. On forme encore ces vœux ; celui qui les remplira fera béni du siècle présent & de la postérité.

notre Jurisprudence a éprouvées ; & en considérant sa base , doit-on être étonné de son instabilité ; en voyant son origine , doit-on être surpris des atrocités qu'elle ordonne ?

Ce tableau a du prouver une grande vérité ; c'est que malgré la vieillesse de la Monarchie , l'économie politique a été long-tems dans l'enfance ; c'est qu'avec la renaissance des lumieres , la société a fait quelques pas vers la perfection ; c'est qu'en augmentant leur masse , tout tend à s'améliorer. Ne désespérons donc pas de voir les vices de notre Législation disparaître. Gardons - nous d'adopter la cruelle opinion de cet Ecrivain , qui semble avoir voulu décourager son siècle , en soutenant que les abus des sociétés étoient incurables ; que les trois quarts d'une nation étoient dévoués à un malheur éternel ; que c'étoit même leur insulter , que de leur faire apercevoir le fardeau sous lequel ils gémissent. Ayons au contraire le courage de croire au remède , de l'indiquer ; non pas que nous prêchions jamais à ces infortunés de faire des efforts criminels pour secouer leur fardeau ; l'effort doubleroit l'oppression & leur malheur.

Mais n'est-il pas évident que plus les Chefs des nations s'éclaireront , plus ils verront que leur intérêt personnel consiste à rendre heureux , non pas seulement la masse générale de leurs sujets , mais même chaque individu ; plus ils

verront que l'esprit de la société ne doit pas être de faire tout pour le riche & rien pour le pauvre, mais en conservant la propriété de l'un, d'adoucir la misère de l'autre, & d'essuyer les larmes de l'indigence désespérée. Pénétrés de ces vérités, qu'aura répandues une discussion réfléchie, ne chercheront-ils pas, en les appliquant à l'état actuel des choses, à réformer les abus qui s'y sont glissés? Ne pourra-t-il pas naître alors un génie bienfaisant qui, anéantissant d'une main hardie les décombres trop révéérés de notre Législation criminelle, saura lui substituer un édifice, dont la base reposera sur la raison & l'humanité, dont la régularité, les proportions, l'ensemble ne laisseront rien à désirer à la sagesse humaine? Voilà l'être sublime auquel il faudroit élever des trophées! Que de sang il épargneroit aux Tribunaux égarés ou séduits!

Mais cette heureuse époque doit être préparée par une longue discussion. Elle seule, en animant les Philosophes, les Ecrivains politiques, les Jurisconsultes, à la recherche des vérités, peut suffisamment éclairer les esprits, & découvrir le secret d'un remède qui, j'ose le dire, a échappé à toutes les constitutions anciennes, & à presque tous les gouvernemens modernes.

C'est sans doute la nécessité d'une discussion publique qui vous a engagé, Messieurs, à pro-

poser le Problème important , dont la solution va nous occuper.

Pourquoi les crimes sont-ils si communs en France , & quel seroit le moyen de les rendre plus rares ?

Un simple coup d'œil jetté sur les inconséquences de notre Législation , donne la solution de la première partie de ce Problème , & en suivant le flambeau de la raison , on touche au but que vous avez marqué.

Au Moral , la débauche , l'adultère , l'improbité ; au Civil , les vols , les assassinats ; voilà les crimes les plus fréquens en France. Or , si la corruption regne avec tant d'empire , c'est que la partie morale de l'éducation est trop négligée ; c'est que l'opinion publique ne frappe plus de son fouet vengeur les coupables qui portent atteinte aux mœurs ; c'est que les riches sont impunément dépravés.

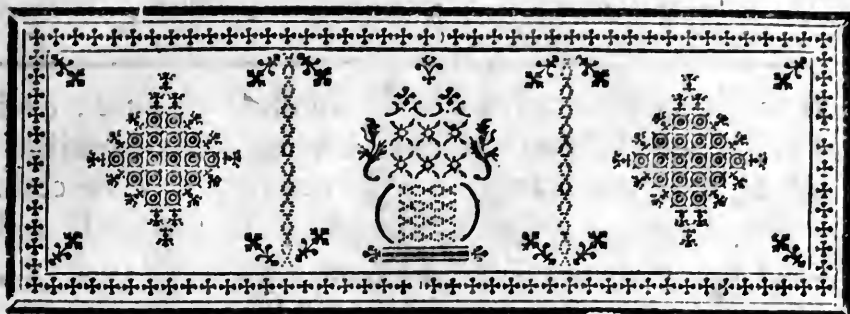
S'il y a tant de voleurs , c'est que les richesses sont trop inégalement réparties ; c'est que la misère afflige la plus nombreuse partie de l'humanité. Or , la misère enfante la mendicité , & de la mendicité au vol , il n'y a qu'un pas.

Enfin , s'il y a tant d'assassins , c'est que les voleurs sont forcés par la Loi même à le devenir. La mort est le terme commun de l'assassinat & du vol. Le voleur qui n'assassinerait pas , s'égorgeroit

de ses propres mains , en laissant exister comme témoin , la victime de son forfait : il doit donc assassiner.

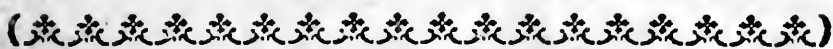
Ainsi , d'un côté la disproportion de la peine au crime , dans la Loi portée contre les vols , rend les assassinats communs en France ; de l'autre l'inégalité de la distribution des richesses , & le peu de secours donnés à l'indigence , nécessitent les vols ; enfin la nullité de l'opinion publique , les abus de l'éducation &c. enfantent mille délits moraux. Redonner du nerf à l'opinion publique , ressusciter les mœurs , corriger les abus de l'éducation , adoucir l'excessive rigueur des Loix pénales , & du plus grand crime au moindre délit établir une dégradation de peines ; en un mot s'attacher d'abord à *prévenir le crime* par d'utiles réglemens , & *ensuite à le punir* ; voilà les moyens qui pourront contenir & réprimer le crime *en ménageant l'honneur & la liberté des Citoyens* ; voilà le vrai secret de rendre à notre Législation son lustre. *Les Tyrans ne songent qu'à multiplier les supplices , nous cherchons à les rendre inutiles.*

MOYENS




M O Y E N S

De prévenir les crimes en France.



PREMIERE PARTIE.

 N bon Législateur, dit Montesquieu, doit moins s'attacher à punir les crimes, qu'à les prévenir ; il doit plus s'appliquer à donner des mœurs, qu'à infliger des supplices. En effet, il étoit prudent sans doute d'armer la Justice d'un glaive ; mais dans une Législation bien combinée, ce glaive doit être plutôt l'instrument de l'effroi, que de la vengeance. Sa vue doit arrêter le bras du coupable, son tranchant doit rarement le punir.

La fréquence des punitions est, dans les Gouvernemens, un symptôme de maladie. L'attentat aux Loix civiles, en prouvant l'audace de leur ennemi, décèle un vice interne dans la constitution, un vice qui fait des malheureux, puisqu'il y a des coupables. Car l'homme ne naît point ennemi de la société : ce

sont les circonstances qui lui donnent ce titre , c'est l'indigence , le malheur ; il ne trouble la tranquillité générale , que quand il a perdu la sienne ; il ne cesse d'être Citoyen qu'au moment où ce nom est nul pour lui , & c'est lorsque la misère a effacé ses droits , qu'il ose porter atteinte à ceux de ses semblables.

Rendre les Citoyens heureux , est donc le moyen de prévenir la naissance des crimes ; leur rareté est en raison directe de la bonté de l'administration. Ce principe simple , quoique souvent méconnu , n'en est pas moins solide , pas moins lumineux , n'en doit pas moins servir de base à la Législation. Si la plupart des Gouvernemens l'ont négligé , c'est qu'il a paru plus facile aux Chefs de punir l'être malheureux , qui réclamoit les droits que lui donnoit la nature , que de satisfaire à sa juste réclamation , d'étouffer les cris de l'angoisse , que de les changer en acclamations. Le Code pénal de tous les peuples ressemble au taureau de Phalaris. Son appareil imposant de formes juridiques , comme les tambours & les instrumens de ce monstre à figure humaine , empêche les gémissemens des victimes de frapper les oreilles. Les Tyrans crient au spectateur qui les croit , que le sang est nécessaire à la sûreté publique ; les bons Législateurs en sont avarés.



Bonté du Gouvernement ,

P R E M I E R M O Y E N

Pour prévenir les crimes.

LE premier moyen, pour prévenir les crimes, réside donc dans une sage administration , qui procure le bonheur général. Lorsque les rayons de l'astre bienfaisant qui gouverne , étendent leur influence jusqu'aux derniers rangs de la société , on les voit rarement souillés par des forfaits. Chacun se concentrant dans la sphere où le Ciel l'a jetté , jouit & bénit le jour qui l'éclaire ; & le crime est si près de celui que le sort force à le maudire ! Si les impôts sont légers , si la perception n'en est pas rigoureuse , si la subsistance est facile , le nombre des mariages augmente , ils sont heureux & la population s'accroît. Le peuple alors ne regrette point ses travaux, puisqu'ils sont entremêlés de plaisirs. Il s'attache à sa patrie qui lui offre le bonheur , à la vie qui lui donne le moyen d'en jouir. Il ne trouble point la tranquillité publique , parce que son bonheur en est le fruit. Propriétaire lui-même , il se garde bien de donner atteinte à la propriété des autres ; & quand la nature ne lui auroit pas inspiré de l'horreur pour l'effusion du sang humain, ses jours lui sont trop précieux, pour qu'il ose trancher le cours de ceux de ses concitoyens (1).

-
- | | |
|------------------------------|--------------------------------|
| (1) » Au reste ne soyez | » facilitiez les mariages. La |
| » point en peine de la mul- | » maniere de les faciliter est |
| » tiplication de ce peuple ; | » bien simple. Presque tous |
| » il deviendra bientôt in- | » les hommes ont de l'incli- |
| » nombrable, pourvu que vous | » nation pour se marier, il |

Qu'on ne s'imagine pas que ce tableau ne soit que le fruit d'un rêve patriotique, plus brillant que possible à réaliser. Non, quoiqu'en disent des Politiques inhumains ou pervers, il n'est pas si difficile de rendre le peuple heureux ; il en coûte si peu même aux Rois de faire aimer leur joug, de l'alléger, qu'on ne conçoit pas ceux qui préfèrent à ce plaisir si pur, la triste gloire d'inspirer la terreur qui suit le despotisme.

Veut-on avoir des preuves incontestables de la vérité qu'on développe ici, que les crimes sont plus rares sous une administration éclairée, dans un état heureux, que dans un état mal administré ; qu'on parcoure les annales de l'histoire ; qu'on compare notre siècle à ceux qui l'ont précédé. Calculons ; trouvera-t-on plus de crimes dans le cours de l'heureuse époque où nous vivons, que dans ces âges de fer, où des hordes de Sauvages intitulant leurs assassinats, des actes de bravoure, faisoient métier d'égorger d'autres Sauvages ; dans cet âge où mille petits Tyrans, pillant les Cultivateurs, & les Marchands, forçoient leurs vassaux désespérés à mourir de misère, ou à assassiner pour leur subsistance ; que dans ces siècles affreux où la France, déchirée par des guerres intestines, couverte d'échafauds & de potences, voyoit le sang de ses enfans ruisseler de tous les côtés, le crime naître du crime, & les différens partis s'a-

» n'y a que la misère qui les
 » en empêche. Si vous ne les
 » chargiez point d'impôts, ils
 » vivroient sans peine avec
 » leurs femmes & leurs en-

» fans. Plus les Laboureurs
 » ont d'enfans, plus ils sont
 » riches, si le Prince ne les
 » appauvrit pas. » Téléma-
 que, *Liv. IX.*

corder en un seul point , dans la multiplicité , dans l'énormité des forfaits ?

Les vols , les assassinats , les poisons , les crimes de toutes les especes , déshonorent-ils aujourd'hui l'Italie qui respire enfin sous des Gouvernemens modérés , qui même éclaire insensiblement les différentes branches de sa Législation , comme ils souillent ces siècles d'ignorance & de confusion , où la rage de la vengeance transportant tous les cerveaux , changeoit cette belle contrée en un bucher , dans lequel le plus fort précipitoit le plus foible , où les Ministres de la Religion , loin de l'éteindre , prêtoient quelquefois son flambeau pour le rallumer.

Dans le sein de ces troubles , la nation comptoit presque autant de malheureux que d'enfans , qui forcés de conspirer contre sa tranquillité , ne conservoient leur existence qu'en sacrifiant celle de leurs semblables. Le crime devoit donc naître à chaque pas. Le cadavre d'un ennemi servoit de degré pour monter à la fortune. Ce bouleversement de tous les rangs dispaçoit aujourd'hui. L'homme du peuple goûte les fruits de la tranquillité & n'est point tenté de la troubler ; s'il a des besoins , il jouit d'un état paisible dont le produit pourvoit à leur satisfaction. Or tout homme qui a un état , n'a point d'intérêt d'échanger son titre , ses privileges de citoyen estimé , contre l'affreuse perspective des tourmens destinés au voleur & à l'assassin.

Transportons-nous encore dans un autre hémisphère ; jettons les yeux sur le climat fortuné qu'habitent les Bramines. Suivant la nature , comme leur guide , ils n'ont d'autres Loix que les siennes ; leur

cœur est pur comme le Ciel perpétuellement serein qu'ils contemplent. Peu susceptibles de grands vices, n'ayant pas même une idée des forfaits, ils ont la plus grande horreur pour l'effusion du sang humain ; aussi le Soleil n'éclaire presque jamais d'affassinats chez l'Indien , ami de la paix. Voulez-vous voir le revers du tableau ; arrêtez vos regards sur les îles éternellement orageuses , qu'infestent plutôt qu'ils n'habitent les peuples d'Achem & de Macassar. Se créant sans cesse des besoins factices, violant dans leurs plaisirs le vœu de la nature, furieux dans leurs jouissances, insatiables dans leur ambition, atroces dans leurs vengeances, ils sont tour à tour les bourreaux de leur patrie, de leurs amis, d'eux-mêmes. Il n'est pas de jour où ces passions, éclatant avec violence dans quelques individus, n'offrent des spectacles de sang ; les Loix y sont rigoureuses, cruelles, ce qui prouve que l'habitant l'est infiniment, & que la Loi est incapable d'arrêter les crimes, qui se multiplient en raison des cruautés légales.

Qui pourroit préférer ce triste état d'orages perpétuels où vivent les Macassars, au calme qui embellit les jours de l'heureux habitant de l'Indus ? Et quel Souverain, méditant profondément sur le contraste des mœurs & de l'état de ces peuples, comparant le double tableau des crimes commis dans des tems ignorans ou éclairés, sous une administration perverse ou dirigée par l'amour du bien général, quel Souverain, dis-je, ne verra pas aisément qu'il a dans ses mains le véritable frein des crimes, dans le ressort du bonheur public, & ce ressort, dans la Législation civile.

Oui , plus elle tendra vers sa perfection , moins on aura besoin de Législation criminelle. Elle sera presque nulle , lorsque la base sur laquelle doit reposer la Législation civile , sera fixe & invariable ; lorsque la propriété , la liberté des sujets seront respectée par le Monarque ; lorsque l'infortuné que le hasard fait naître sans propriété , quoique avec des besoins , pourra par son travail corriger l'injustice du sort , & effacer l'inégalité de la répartition des richesses ; lorsqu'enfin le fruit de son labeur ne sera pas la proie du traitant avare (1).

Nous posons ici , pour fondement d'une bonne Législation , la sûreté de la propriété personnelle & foncière ; un chef-d'œuvre de politique seroit de la rendre inutile , en l'annulant , autant que la raison peut le permettre. Ce seroit arracher au crime sa racine véritable.

Ce fut ainsi que Licurgue , dont on a trop calomnié les Loix , parce qu'elles ont paru inimitables aux esprits étroits , tarit adroitement la source des crimes. Pour prévenir ceux qui bleissoient la propriété , il abolit toute propriété ; pour faire du Spartiate un

(1) L'Ecriture peint ainsi un peuple heureux : *Habitabat unusquisque absque timore ullo sub vite suâ & sub ficu suâ , & comedebat de ficu suâ & vineâ suâ*. Chacun reposoit sans crainte à l'ombre de sa Vigne & de son Figuier , & en mangeoit les fruits tranquillement. Voilà le bonheur , que les bons Princes doivent mettre leur gloire à procurer

aux Peuples , qui leur sont soumis. Ils n'y réussissent pas toujours : une force invincible , & la nécessité des choses humaines , s'opposent quelquefois à leurs vœux & à leurs efforts : mais les Peuples , qui le savent , n'en bénissent pas moins ces Dieux de la terre , dont la puissance ne sauroit toujours égaler la bienveillance.

* A iv

Héros, il en fit l'esclave de sa sévère Législation ; enfin pour arrêter les tristes effets des passions , il ne lui permit d'avoir que celle du bien public. Voilà pourquoi les crimes furent si rares à Spartes, tant que les habitans observerent fidèlement ces Loix. Mais lorsque Lisandre rapporta de sa fatale conquête d'Athènes des trésors , le gout des Arts , la fureur du luxe , alors tous les vices s'introduisirent rapidement à Lacédémone ; alors naquirent les crimes : l'ambition fit commettre des parjures , des assassinats : le vertueux Agis qui vouloit ressusciter les mœurs perit sous le couteau de la Tyrannie : alors parurent les Nabys , les Machaccidès ; on connut enfin un Code pénal , & Spartes ne fut plus qu'une ville ordinaire.

Je ne prétends pas cependant adapter à l'immense Royaume de la France la Législation sévère de Licurgue ; combinée avec sagesse pour le petit territoire où elle étoit circonscrite , il seroit impossible de l'exécuter dans un vaste empire. Elle a pour base l'anéantissement de toute propriété , l'égalité parmi les citoyens , & cette égalité ne sera jamais qu'une chimere chez un peuple Agriculteur , Commerçant & nombreux.

Écartons donc l'erreur de cet Écrivain célèbre, qui déclama avec tant d'éloquence , contre l'inégalité des conditions , qui la marqua comme le premier fléau des sociétés ; c'étoit l'erreur d'une ame sensible , trop enthousiaste des droits de l'humanité , qui voyoit l'état de la société , comme si elle eut joui d'une organisation parfaite , d'une santé vigoureuse. Je déplore avec lui les abus de cette inégalité , qui étouffe un petit nombre de riches , sous l'amas de mille jouissances factices , lorsqu'elle fait un crime à la classe la

plus nombreuse , la plus indigente , de satisfaire même ses besoins naturels ; mais je n'en suis pas moins convaincu qu'un partage égal de propriété seroit impossible & illusoire. Car un léger intervalle de tems verroit reparoître cette inégalité qu'on voudroit proscrire. Ce n'est donc point , par ce moyen chimérique , qu'il faut chercher à rendre les hommes heureux.

Les Romains demandoient pour l'être , deux choses qui en firent le peuple le plus rebelle , le plus cruel , le plus propre à l'esclavage ; *panem & circenses* ; c'étoit leur cri perpétuel. Les vœux du peuple François sont bien plus modestes. Il ne demande pas que l'Administration amassant à grands frais d'immenses provisions , les verse avec une folle prodigalité sur une multitude oisive & insolente ; il ne demande pas que de magnifiques spectacles , ouverts à sa curiosité , l'enchantent par des plaisirs sans cesse renaissans ; il ne demande que le travail , pourvu que son produit , proportionné à ses besoins , fasse disparoître l'indigence , de l'humble cabane qu'il habite : il creuse avec ardeur le sillon qui le nourrit , s'il sçait que la main barbare du despotisme militaire ou financier , ne lui en arrachera pas les fruits. Les liens du mariage que la misère rend si pesans , ne sont plus pour lui que le signal des plaisirs. Heureux alors , sans ambition , sans artifices , sans crainte , puisque rien ne trouble sa joie innocente , il écarte jusqu'à l'idée du crime ; elle souilleroit son bonheur ; & s'il en éclate encore quelques-uns , c'est que dans la politique , comme dans la nature , les plus beaux jours ont leurs nuages.

Je ne détaillerai pas les différens moyens qu'on peut employer dans ma Patrie , pour en rendre tous

les habitans véritablement heureux. Cette matiere a été traitée par une foule de plumes éloquentes & profondes, dont le patriotisme anima les tableaux, & dont il auroit du rendre les écarts excusables aux yeux des Critiques trop sévères (1). Le bonheur n'est pas loin, disoit un Philosophe, lorsque d'un côté la nation fourmille d'Écrivains éclairés, lorsque de l'autre son chef & les ministres ne cherchent & ne veulent que le bien. Or, cette réunion des lumieres & de l'amour du bien ne caractérise-t-elle pas l'époque & l'état où nous vivons ? Ces édits multipliés, où le Prince qui nous gouverne, a tantôt allégé le poids sous lequel son peuple gémissoit, tantôt rendu leur lustre aux provinces, & leur a confié une partie de l'administration, tantôt a adouci le sort de ces victimes de l'ordre que la misere précipite dans les cachots, qu'une cruauté consacrée par l'antiquité faisoit périr en détail par des tourmens savamment ménagés & calculés, tous ces édits ne respirent-ils pas la raison, l'humanité, le patriotisme ? En les lisant, des larmes de joie coulent des yeux des bons François ; un avenir serein s'ouvre à leurs regards ; ils y voient tous les bienfaits que leur jeune Prince versera sur eux, lorsque la guerre ne liera plus ses mains. Ils le voient, par une simplification raisonnée des impôts & de leur perception, diminuer leur poids, augmenter leur produit ; ils le voyent portant le même esprit de simplification dans la Lé-

(1) Voyez Les Intérêts mal entendus de la France, l'Ami des Hommes, la Théorie de l'Impôt, & quelques livres publiés sur l'Economisme, le dernier ouvrage de M. le Trésne, qui a pour titre de l'Administration provinciale, &c.

gislation civile & criminelle , anéantir ce barbare assemblage de Coutumes gothiques & de Droits étrangers , bannir le schisme des Tribunaux , réprimer la rapacité monstrueuse de la chicane ; ils le voient ouvrir des asyles plus nombreux aux infortunés dont les jours commencent , sous les auspices flétrissans de l'opprobre ; ils le voient détruire ces entraves qui arrêtent l'effort rapide du Commerce & des Arts , qui empêchent l'Agriculture d'étendre ses travaux sur nos landes stériles ; ils le voient embellir les villes , ouvrir d'utiles canaux , des routes magnifiques , sans les arroser des larmes , du sang de cette portion malheureuse de l'espece humaine que l'esprit féodal transformoit en bêtes de somme , pour servir aux besoins de l'autre ; enfin ils le voient occupé à tarir la source des crimes publics & privés , en fermant les plaies nombreuses qu'ont faites à la France l'ignorance de nos Peres , leur barbarie , les préjugés , & sur-tout la fureur pour les armes , maladie politique à laquelle , par une inconséquence funeste , on a attaché les titres d'héroïsme & de gloire. Par quel étrange calcul , la gloire consisteroit-elle donc plutôt à faire verser les larmes des peuples , qu'à les essuyer , à se charger de l'horreur publique , qu'à mériter l'amour du genre humain ? Ne cessons de le redire , puisqu'il existe encore des ames assez monstrueuses pour envier le sort des Alexandre , des Gengis ; périssent à jamais ce funeste enthousiasme pour la gloire , qui rend la moitié du genre humain ennemie de l'autre , qui ne trouve de plaisir que dans la destruction ! Périissent les noms de ces conquérans si vantés , & puissent-ils ne sortir de l'oubli , que dans des jours de deuil , pour être voués à une éternelle exécution !

Bénéfisons au contraire ces véritables Héros, dont l'humanité caractérisa les actions, qui bornerent leur gloire à faire fleurir la paix, & perfectionner la Législation. Bénéfisons un Louis IX, célèbre par ses vertus politiques & religieuses, qui rendoit lui-même les oracles de la Justice; un Louis XII qui ne s'occupait que du soin de mériter le titre de père du peuple; & le modèle des bons Rois, Henri qui ne vouloit dater sa félicité que du jour où commenceroit celle du dernier de ses sujets, voilà les tableaux sur lesquels repose agréablement l'œil du spectateur, fatigué des scènes scandaleuses que donnent à l'univers les despotes cruels où les Rois indolens qui jouent sur le trône le rôle des Dieux d'Épicure.

Pardonnez-moi, Messieurs, cette digression sur l'art de rendre le peuple François heureux, art qui prévient, comme je l'ai démontré, une foule de crimes; c'est lorsqu'un malade touche au moment désiré de sa guérison, qu'il faut lui prescrire le régime propre à lui procurer une heureuse convalescence. Et tel est encore le motif, qui dans la thèse dont je m'occupe, me force à m'étendre sur l'amélioration de nos mœurs; comme un des plus puissans moyens de prévenir les crimes.

Améliorer les Mœurs,

DEUXIÈME MOYEN.

De prévenir les crimes.

LES mœurs sont, dans les citoyens, la manière de se conduire, l'habitude de diriger leurs passions & leurs actions. Ont-elles pour but le bien public? Elles sont bonnes. Lorsque l'égoïsme seul en est le mobile,

elles sont mauvaises. Il donne quelquefois des fruits dont l'éclat apparent séduit. C'est le Mancenillier qui trompe l'imprudent voyageur, pour l'empoisonner plus sûrement. Il résulte delà qu'il doit y avoir peu de crimes , là où regne la pureté des mœurs. Jetez les yeux sur les berceaux des Républiques ; l'austérité des mœurs en soutient les colonnes, le vice ne les mine que long-tems après , & le vice précède toujours le crime. Ainsi, lorsque l'amour du bien public échauffoit à Rome toutes les ames , il y avoit beaucoup de Fabricius, & la débauche de concert avec les furies n'avoit pas encore pétri l'ame atroce de Catilina. Ainsi, lorsque l'esprit de Chevalerie animoit la nation Françoisse, lorsque le respect pour l'honneur des Dames étoit sa seule devise , les amours étoient plus longs, mais ils étoient plus saints , le lien de l'Himen étoit plus révééré, l'infame adultere cachoit avec soin ce front hideux qu'il étale avec tant d'impudence dans ce siècle. Ainsi, lorsque la bonne foi étoit l'ame du commerce, lorsque le banqueroutier qui la violoit, livré à l'ignominie, étoit pros crit de la société, moins de faillites interrompoient le cours de ce commerce que nous consolons, dans les secousses qu'il éprouve , par des pasquinades en comédie & en procédure ; en un mot, lorsque l'opinion qui fait les mœurs , imprimoit à l'amour de la patrie le sceau de l'héroïsme, attachoit le respect à l'amour conjugal , aux mœurs la considération civile , il y avoit moins de criminels, parce qu'il y avoit plus de mœurs publiques. Les crimes domestiques étoient plus rares.

Je ne parle point des crimes publics qui ne furent que le *produit* de quelques circonstances politiques

indépendantes des mœurs. Mais à peine l'astuce & la perfidie Italienne eurent infecté de leur poison la franchise respectable de la nation , à peine la débâche qui signala une longue suite de regnes malheureux , eut succédé à la galanterie Françoisise , l'autorité commanda le crime , la Loi n'osa pas le venger ; alors toutes les barrières furent rompues , la nation n'eut plus de mœurs , & elle n'avoit point de Code pénal ; en vain , pour venir au secours de la patrie épiorée , la main sévère de la Justice frappa au hasard quelques coups terribles , les grands crimes paroissent renaître du sein des punitions , & s'ils cesseroient insensiblement de souiller la France , on doit cette heureuse révolution au génie qui , dans le dernier siècle , dissipa les factions , ranima l'amour des lettres , donna plus d'influence aux Souverains sur la masse de l'État. Alors le fléau des crimes cessa ses ravages , & la renaissance des mœurs primitives parmi le peuple , parvint ensuite à procurer ce calme , dont nous jouissons encore aujourd'hui. Elles le conserveront , n'en doutons pas , si la main habile du Législateur suprême fait écarter les vices qui les rongent imperceptiblement.

Car les vices sont aux mœurs , ce que les crimes sont aux Loix. Et le vice est toujours pere du crime. C'est une race de monstres qui , comme dans cette effrayante généalogie du péché , décrite par Milton , semblent se reproduire les uns des autres. Je vois un malheureux prêt à subir le dernier supplice ; dans ses regards se peignent tour à tour les remords , le désespoir. Au travers , je démêle quelques-unes de ces lueurs qui manifestent une belle ame , comme des lambeaux magnifiques décèlent les restes d'un fu-

perbe habillement. Pourquoi monte-il sur l'échafaud ? Suivez la chaîne de ses actions , & vous verrez que le premier anneau a été la violation de la barrière sacrée des mœurs. Il avoit un bon caractère ; mais plongé dans la débauche , il a suivi tous ses goûts , essayé de tous les vices. Une passion en a fait éclorre une autre ; pour les satisfaire , il falloit des ressources ; on a suppléé à la fortune épuisée , par des voies criminelles ; le mystère a présidé pendant quelque tems à ces manœuvres ténébreuses ; enfin l'œil de la Justice a percé le voile ; son bras s'est armé du glaive vengeur , & le dissipateur devenu criminel va recevoir le coup fatal ; il étoit destiné cependant à jouer un brillant rôle dans la société ! Jeune homme , qui , dans tes égaremens , capitules toujours avec le remords qui te poursuit , lis ton sort dans le tableau que j'ai tracé. Législateur qui veux prévenir les crimes , vois la route que suivent tous les criminels ; marque la première borne qu'ils franchissent ; c'est celle des mœurs ; rends la donc insupérable , & tu ne seras pas forcé de recourir si souvent aux peines.

Puisqu'il est démontré que le libertin , le joueur , le dissipateur , l'indigent touchent au voleur , que le voleur est près de l'assassin , que tous les vices sont liés entr'eux , & que la chaîne des vices communie à celle des crimes , il en résulte qu'en améliorant les mœurs , qui préviennent les vices , on diminue le nombre des crimes.

Mais cette amélioration est-elle praticable dans la France ? Observons-y l'état actuel des mœurs ; faisons leurs variations , leurs nuances de différence dans les différens rangs.

Ne confondons point d'abord les mœurs des habi-

tans des villes avec celles des habitans de la campagne. Si les vertus ont encore un asile dans la campagne, il n'est sans doute dans nos campagnes que le vice, le crime, l'adultère du doigt de l'opprobre, l'infame qui a trahi la bonne foi ; l'oubli, à la sainteté des sermens ; on ne voit que de faux mariages ; de bons maris , l'estime publique s'arrête encore à la simplicité sur cette précieuse ingénuité des campagnes, que nos femmes du bon ton persiflent, parce qu'elles se sont hatées de la perdre.

Or , c'est en en conservant la pureté, parmi les êtres vertueux qui habitent la campagne, qu'on étouffera dans leurs âmes les passions, les crimes. Il faut donc écarter de leur milieu tout ce qui pourroit les altérer. Il faut empêcher le pestilentiel des villes d'y pénétrer. Il faut être nécessaire dans ces dernières, pour l'industrie, pour arracher des mains à l'oisiveté, fors qu'elles recéler, ce luxe servile qui se voit dans les campagnes. Il faut qu'elles soient bien vêtues, mais non pas à la mode, proscrire des ajustemens des jeux, des frivolités, qu'invente dans les villes la nouveauté. La simplicité, la modération, les embellir : c'est un mauvais conseil, quand elles ont recouru à la mode, plus recherchés (1). En un mot d

res , inutiles dans les cités , seroient excellents dans les campagnes.

Le voisinage des châteaux , le séjour des fâmes , sont deux sources de corruption des mœurs rustiques. Les Maîtres s'empresse à aller dans leurs maisons de plaisance le luxe , les débauches , & tous les vices agréables de la Cour. On commence par les admirer , on finit par les mépriser. Le paysan jette un coup d'œil sur le sien , connoît sa misère , jette la bêche , & court du sein du bonheur , en se livrant à l'opprobre , qui le rend malheureux. Les Domestiques des Seigneurs , qui aux vices des Maîtres ajoutent l'impudence (1), qui , en violant les mœurs , ne savent pas aussi-bien les bienséances publiques , offrent le spectacle dangereux dans les villages ; ils emploient leurs efforts à séduire les jeunes filles du canton ; ils les tiennent dans leurs mains ; leur jargon , qui n'est qu'une copie d'un ridicule original , les met aux y

pas ces liqueurs mortelles , que la cupidité va chercher au loin pour ranimer les goûts blasés des gens de ville. Bons paysans , égayez-vous , mais ne buvez jamais de café. La franchise suit l'ivresse ; mais

(1) On a publié des Ordonnances pour réprimer l'insolence & les abus des Domestiques. On leur défend de porter des épées ; on leur défend l'entrée des spectacles ; on leur défend de

jeunes innocentes bien au-dessus des jeunes habitans des campagnes : on cède à l'illusion ; on succombe ; le déshonneur suit la défaite , & les regrets le déshonneur. Ce tableau se renouvelle encore pendant le séjour des Soldats sémestriers dans nos villages , où ils apportent , sous un habit respectable , l'infection de leurs mœurs corrompues.

Puisque les riches habitans des villes sont assez malheureux , pour avoir besoin de cent esclaves qu'ils avilissent ; puisque la politique veut que nos Frontières soient gardées par des armées , dont l'incommode célibat est l'esprit , concentrons soigneusement ces deux causes de corruption dans les villes , qui n'ont plus rien à risquer pour leurs mœurs : que la Loi défende aux Maîtres d'emmenner beaucoup de domestiques à la campagne ; qu'elle en bannisse les militaires ; qu'elle élève , s'il est possible , des Lazarets où les habitans des villes soient forcés de se purifier avant d'entrer dans les campagnes , & peut-être l'antique pureté des mœurs y renaitra.

Il faut l'avouer à la gloire de notre siècle , on s'épuise en institutions , pour ranimer leur vigueur : & la fête de bonnes gens , & les récompenses accordées aux travaux , aux vertus des habitans des campagnes , prouvent , (si le charlatanisme ne préside pas à ces établissemens , comme à tant d'autres ,) qu'il est encore des mœurs , & que les habitans des villes savent les estimer (1). Ainsi

(1) Pour la vertu elle sera excitée , & l'on aura assez d'empressement à servir l'État , pourvu que vous donniez des couronnes & des statues aux

belles actions , & que ce soit un commencement de noblesse pour les enfans de ceux , qui les auront faites. *Télem.* Liv. IX.^e

l'aveugle bénit le Soleil , qui ne l'éclaire plus.

A ces institutions politiques, les Gouvernemens peuvent joindre un autre moyen bien puissant pour conserver les mœurs, l'influence de la Religion, qui se manifeste sur-tout dans les missions. On n'est pas assez pénétré, dans ce siècle, de l'ascendant prodigieux, que la Religion peut avoir sur les ames ; on oublie les merveilles, qu'elle a opérées dans ce genre, que toute la France pourroit attester. J'en appelle à cet infatigable Missionnaire, dont l'éloquence onctueuse & persuasive ressuscitoit les mœurs, réchauffoit l'humanité, dans tous les pays, où il faisoit entendre sa voix foudroyante : à cette voix le libertinage disparoissoit ou cachoit au moins sa turpitude : l'impie avoit des remords : le voleur se hâtoit de restituer : les créanciers attendris ouvroient à leurs débiteurs la porte des prisons . . . que la Religion est belle, quand elle opère ces sublimes effets !

Les villes même ont ressenti son heureuse influence. Je parle des villes de Province, où le flambeau des mœurs n'est pas entièrement éteint, comme dans la Capitale. L'indifférence à cet égard régné à la vérité dans les unes, dans l'autre c'est la corruption dans tout son développement. Ici le vice a des promoteurs, mais secrets ; là il lève un front altier, & persifle impudemment la vertu. Ici l'humanité, la religion soutiennent encore le temple des mœurs ; là l'égoïsme contrefait l'une & l'autre pour les détruire plus sûrement. Ames honnêtes, qui avez fui la fange de la Capitale, pour jouir du calme dans la solitude des Provinces, paroissez & attestez la vérité de ce tableau, attestez, s'il n'est pas encore de vestige consolant des mœurs dans les Provinces. Et dans quel

rang ? Citoyens éclairés par l'éducation, rougissez ici , dans la dernière classe des citoyens , dans cette classe où s'étend le voile épais de l'ignorance , où l'indigence dispense , pour ainsi dire , ses malheureuses victimes , d'avoir des mœurs & de croire à la vertu. En effet dans la classe supérieure des habitans des villes , on a l'air d'avoir des mœurs , mais on n'en a point réellement ; le respect seul pour soi-même , pour le décorum public , y supplée. Dans la région inférieure que composent les propriétaires , les riches , on commence à douter si l'on aura des mœurs. Enfin dans la dernière classe , dans la classe la plus nombreuse & la plus méprisée , la plus utile & la plus malheureuse , on a des mœurs sans en avoir le masque ; & ce qui frappera sans doute , le peuple jusqu'au sein du crime a respecté les mœurs.

Un phénomène étrange qui feroit presque douter de l'influence des mœurs sur les crimes , c'est que la première classe des citoyens en produit moins , & qu'on en voit plus dans la dernière , qui respecte davantage les mœurs. Mais si malgré leur corruption , les premiers rangs de la société sont moins souillés de forfaits , c'est que l'éducation supplée aux mœurs , en gravant dans l'âme des principes d'honneur , capables d'arrêter le bras du forcené , qui voudroit troubler la tranquillité publique. La crainte de perdre son état , la considération dont il jouit , la vue de son bonheur effrayent toujours son esprit dépravé. Or , cette perspective salutaire n'est jamais devant les yeux du peuple , & il commet plus de crimes , parce que l'éducation , étant presque nulle dans sa classe , adoucit moins les esprits ; parce que le peuple ne connoît pas le point où il doit s'arrêter ; parce

que la misere qui le stimule lui fait franchir toutes les bornes. Ainsi réformez son éducation, rendez-le plus heureux , & vous aurez amélioré ses mœurs. J'indique ici les remèdes ; avant de les approfondir , qu'on me permette de m'arrêter un instant sur les mœurs de la Capitale. Sous quelques traits qu'on la peigne , on ne sera pas accusé d'en faire la satire , les couleurs ne seront jamais trop noires.

Cité superbe , que l'on prendroit pour la Capitale de l'univers , mais qui n'as point à gémir d'avoir acquis ce titre avec des torrens de sang ; Paris , séjour vanté de la gloire , des plaisirs & des arts , comment peindre les horreurs que renferme ton sein ? De quelcôté que se tournent mes regards , je ne vois que des spectacles révoltans pour une ame vertueuse & sensible. Je vois par-tout les mœurs foulées aux pieds , la vertu se cachant à l'aspect du ridicule , les vices caressés , prônés , adorés. Ici je vois l'adultere montant d'un pied assuré dans la couche nuptiale , & se jouant insolemment du Ciel , des Hommes & des Loix ; là , la misere déguisée sous le masque du libertinage , achetant sa subsistance par le crime , dégradant un sexe , pour empoisonner l'autre ; ailleurs la nature outragée par ces riches voluptueux , vieillards précoces , lorsque leur raison est encore dans l'enfance , dont les sens délabrés invoquent en vain le plaisir , qui les fuit. Les malheureux , ils ne savent pas , qu'hors de la nature il n'est point de plaisir ! Peindrai-je ces repaires affreux où préside la fureur du jeu , où mille Beverleys consumés par son poison dévorant , confient au perfide hasard , biens , titres , honneur , leur sang même , celui de leurs enfans ? Peindrai-je ces cercles agréables où le vice se montre sous des

couleurs si séduisantes, où la tourbe des adulateurs lui prostitue la louange, ce salaire de la vertu, où il se fait un commerce de mensonges perpétuels? Vous y entendrez sans cesse les noms d'humanité, de patriotisme, de probité. Descendez, fouillez dans le cœur de ces fastueux amis des hommes, vous y verrez écrit, que l'humanité n'est qu'un mot, avec lequel on joue les malheureux, en ayant l'air de les plaindre; que le patriotisme est une folie, la probité une vertu de circonstance, tandis que l'art d'opprimer le foible, de s'enrichir aux dépens de l'État ou des particuliers, n'est qu'un jeu d'honnêtes gens. Vous y verrez dans tous les cœurs des autels érigés à l'égoïsme, ce fléau particulier aux Monarchies & aux grandes Villes... A ce nom seul, l'ami du genre humain doit se soulever, le démasquer, le poursuivre.

C'est l'égoïsme qui isole l'homme de l'homme; c'est lui qui arrache de son cœur les semences des vertus patriotiques; qui lui apprend l'art de se jouer des mœurs, en paroissant les respecter; qui donne aux vices un coloris séduisant, à la vertu le masque du vice; & tel est l'esprit de dégradation, où il porte le cœur humain, qu'il met la vertu même en problème, qu'il transforme en un vil commerce de services, l'amitié, *ce don du Ciel, ce plaisir des grandes âmes* ! A la Cour, dans les camps, au milieu des cercles, dans l'empire même des lettres, par-tout on entend sa voix, par-tout on ressent sa maligne influence. C'est lui qui montre au Courtisan l'art de parvenir par les moyens les plus vils, d'enfoncer adroitement le poignard au sein d'un ami, qu'il caresse, l'art affreux de sacrifier tout à son intérêt personnel. C'est lui qui plongeant, dans un coupable

célibat , une foule de libertins , leur apprend à fermer les yeux d'une mere trop crédule , à conduire dans le précipice l'innocente victime de leurs plaisirs , à rire de ses douleurs , à divulguer par-tout sa foiblesse , à trahir doublement les loix de l'honneur & de l'amour. C'est lui qui couvrant de son voile l'asyle de la Justice , prête à la chicane mille stratagèmes ténébreux , pour étouffer les malheureux qui implorent son appui : c'est lui qui attisant dans le cœur de ses Ministres le feu des passions , les rend insensibles aux cris des infortunés que renferment les cachots , & les plonge dans une apathie criminelle.

Par quelle étrange fatalité ce vice , qui dissout tous les liens de la société , se montre-t-il avec tant d'audace , au moment où le nom de l'humanité retentit dans toutes les bouches ? Nos peres la prêchoient avec moins de faste , & la pratiquoient mieux ; & nous , que l'astre de la raison éclaire , nous sommes humains dans la théorie , barbares dans la pratique ! Il semble que la tache de l'égoïsme se soit étendue en proportion des lumières ; qu'on soit convenu de jouer les vertus , en les connoissant mieux.

Mais comment ce vice affreux a-t-il donc pu séduire ? Le malheureux qui savoure à longs traits son poison , fait-il que pour être égoïste , il renonce au titre d'homme , aux douces émotions de l'amour , aux épanchemens de l'amitié , aux plaisirs si purs de la paternité , à tous les charmes qui peuvent faire supporter le fardeau pénible de l'existence ?

Oui , Messieurs , telle est la punition secrete que le Ciel semble avoir réservée à l'égoïsme , c'est que

jamais il ne conduisit au véritable bonheur ; espece de dédomagement & de préservatif accordé à la Justice humaine , qui ne peut le réprimer.

Je suis l'égoïste dans le cours de sa vie ; j'interroge ses actions , ses plaisirs , tous les momens qu'il a parcourus ; je lui demande s'il étoit heureux , lorsque foulant avec audace les Loix les plus sacrées , il étoit tourmenté par les remords & la crainte ; s'il étoit heureux , lorsqu'immolant à sa lubricité une imprudente , qu'il séduisoit par de brillantes promesses , il se jouoit des larmes d'une famille déshonorée ; s'il étoit heureux , lorsque persiflant la parenté , ridiculisant le patriotisme , trahissant l'amitié , il dénouoit , il tranchoit avec impudence tous les liens qui l'attachoient au bonheur. Je lui dirois : égoïste , tu parles de bonheur ; mais as tu jamais senti cette impression douloureuse qu'excite dans l'ame le spectacle de l'humanité souffrante , cette douce satisfaction qu'éprouve le bienfaiteur , qui rappelle à la vie un indigent ? Insensible aux maux de tes semblables , insensible aux caresses de ta famille , au plaisir de l'amitié , tu parles de bonheur ! Lorsque le sort a détruit tes projets , t'a précipité dans l'abîme du malheur , as tu goûté le plaisir de verser tes douleurs dans le sein d'un second toi-même ? Lorsqu'une maladie a menacé tes jours , étendu sur le lit de la mort , entouré seulement de regrets , du désespoir , de la honte , tu n'as point vu d'amis à tes côtés rassurer ton ame épouvantée ; tu n'as point vu couler les larmes d'une famille défolée ; ta main n'a point été tendrement ferrée par la main de ton épouse , & sa bouche collée sur la tienne n'a point cherché à rappeler ton ame expirante ; mourant comme tu as vécu , dans l'hor-

reur de la solitude , tu as été gratuitement scélérat : point de bonheur dans ta vie ; nul regret après ta mort ; & tel est le sort infailible de tous les ennemis de l'humanité.

Voilà les vérités terribles qu'il ne faut point se lasser de répéter aux hommes ; & c'est peut-être le secret unique de ranimer les mœurs , de les épurer dans le cloaque des grandes villes , & par-là de prévenir une foule de crimes , qui naissent au sein des vices , enfans de l'égoïsme. C'est à la Religion , c'est à l'opinion publique , c'est à l'éducation sur-tout à opérer ces grands effets ; peignons ici son influence sur le sort des mœurs & de l'humanité.

Réforme de l'éducation nationale ,

T R O I S I E M E M O Y E N

De prévenir les crimes.

JUSQU'A cette époque intéressante où le caractère de l'homme prend une forme certaine , Medicis & Borgia sont , en quelque sorte , deux machines également organisées , mues par les mêmes ressorts , montées sur le même ton. L'instituteur , comme un nouveau Prométhée , les vivifie , les anime , les crée pour le monde moral , & l'un devient le bienfaiteur , l'ornement de son siècle , tandis que l'autre en est le fléau destructeur. La différence d'éducation , a presque seule produit la différence immense de ces deux caractères. Elle seule peut être , par un enchaînement imperceptible de faits , dont elle tient le premier anneau , a causé le bonheur & la ruine de l'Italie. L'empire qu'elle exerce sur les événemens politiques , elle l'étend encore sur la vie privée de chaque individu ; elle crée les bons peres , comme les héros.

Frappé de ces vérités , frappé des conséquences funestes pour les états , résultantes de l'ignorance qui étouffe la raison , ou des mauvais principes qui l'em-poisonnent , le profond Leibnitz s'écrioit dans le dernier siècle : *Pour corriger les mœurs , pour réformer le genre humain , réformez l'éducation*. Ses cris ont réveillé l'attention des Philosophes ; ils les ont répétés avec enthousiasme ; & les chefs des nations , sortant enfin de leur léthargie , rejetant les absurdités du Machiavelisme , ont vu clairement , que pour être ignorans , leurs sujets n'en étoient ni plus soumis , ni plus heureux. Ils ont d'abord jetté leurs regards sur l'éducation qu'on donne à la jeunesse dans ces maisons qu'on croit l'asyle des sciences & des mœurs , & qui ne le sont souvent que du pédantisme & de la corruption. Le regard du Monarque a été le signal pour les Écrivains. Malgré la force des armes philosophiques , le préjugé appuyé de l'étai sacré de la prescription , lutte encore avec succès. C'est un édifice immense , dont l'antiquité semble en imposer , qu'on n'ose anéantir , parce qu'on se défie des mains hardies , qui veulent élever sur ses débris un monument auguste à la raison. Dans l'espece de réforme qu'on a tentée , on n'a pas même eu le courage de sacrifier la ridicule scolastique à l'étude de la nature ; & la morale , cette partie si essentielle , la morale , qui forme le citoyen , le politique , l'homme religieux , la morale reste encore inculte , abandonnée.

J'ose à peine laisser tomber mes regards sur les éducations particulieres. C'est là sur-tout que les abus fourmillent. C'est là que des mercénaires , déguisés sous le titre d'instituteur , distillent goûté à goûté , dans l'ame vierge de leurs élèves , le poison

de leurs principes; c'est là que transformés en valets souples, ils adulent les vices naissans de ceux qu'on confie à leurs soins; que par un égoïsme raisonné, ils fomentent un égoïsme qui commence à poindre; c'est là que par un marché risible, s'il n'étoit pas atroce, des peres abandonnent au rabais, à des entrepreneurs d'éducation, le soin de former l'esprit & le cœur de leurs enfans, & jouent au hasard leur bonheur personnel, le sort de leur race & de l'État. Que résulte-t-il de ce contrat scandaleux? L'enfant est livré à des vices indéracinables, le pere à des regrets éternels, la société à la corruption que répand ce double exemple contagieux... Peres insoucieux & barbares, osez à présent calculer, sans frémir, les maux que votre négligence impardonnable, pour l'éducation de vos enfans, attire à votre famille, à l'État, à vous-même.

Mais à quelque degré de perfection que la réforme puisse porter l'éducation particuliere, jamais elle ne produira les mêmes fruits que l'éducation publique. S'il est une science qui, pour jeter de profondes racines & se développer, ait besoin d'un vaste théâtre, c'est sur-tout la science des mœurs. L'œil du public, toujours ouvert, cet œil qu'on ne peut tromper ni séduire, est pour l'élève un censeur sévère, dont il craint le jugement, dont il cherche à mériter l'approbation; l'exemple de ses émules est un feu électrique qui le parcourt & l'embrase à chaque instant: par amour propre il sera bienfaisant, il ne sera point égoïste, & ce ressort puissant de l'amour propre est presque nul dans l'éducation particuliere. Là l'élève y sera bon, ici il auroit été meilleur. Que de vœux ardens les bons citoyens doivent donc former pour

qu'on élève enfin à l'éducation morale de la nation, un temple digne d'elle !

Dans les disputes littéraires qui se sont élevées sur l'éducation nationale, il ne se présentait personne pour plaider la cause du peuple , parce qu'il fut toujours multiplier ses services , sans jamais en vanter le prix. Il falloit que sur ce point comme sur tant d'autres , le nord , que nous dédaignons , donnât la leçon au midi (1). Il falloit que la Pologne , au milieu des troubles qui la déchirent, au sein de l'affreux système de féodalité qui la déshonore , apprit aux nations civilisées , qui respirent sous un climat plus riant , sous un Gouvernement moins orageux , les moyens d'augmenter le bonheur public , en élevant des établissemens pour l'éducation du peuple.

Je n'ignore pas , Messieurs , que voués depuis quelque tems avec un zele infatigable à la recherche de ces moyens , vous avez proposé des prix , tantôt pour le meilleur système , qui détruiroit le fléau terrible de la mendicité ; que tantôt vous avez invité les Philosophes à combiner un système simple & facile d'éducation , qui tireroit le peuple de son avilissement , en le tirant de son ignorance. Je rends hommage à ces vues bienfaisantes , à l'exécution desquelles j'ai moi-même osé concourir ; vues qui ne peuvent qu'accélérer la révolution politique , dont le bonheur universel sera le terme fortuné : elle s'approche , n'en doutons pas , cette époque remarquable , où les

(1) Tout le monde a entendu parler des projets d'éducation nationale qu'on exécute aujourd'hui en Pologne & en Suede. Il y a en Dane-

mark une espèce de Censeurs chargés de veiller sur l'éducation tant publique que particulière des enfans.

peuples éclairés par les soins de leurs Rois, leur feront encore plus attachés, & rendront indissolubles ces liens de fraternité sociale, qu'avoit relachés l'ignorance, qu'avoit rompus le despotisme, qui en bannissant le patriotisme, isole tous ses esclaves, qu'affermir enfin la connoissance donnée au peuple de ses devoirs & de ses droits.

Et quel autre mobile que celui d'une bonne éducation, développera, dans le cœur du Plébéien, le germe des vertus sociales? Quel autre lui imprimera ces tendres mouvemens qui le portent vers ses semblables? Quelle autre main que celle de l'éducation gravera ineffaçablement, dans son ame, ce langage dicté par la nature. Homme, aimes tes semblables, tu le dois à la société, tu le dois à toi-même. Sujet, chéris ton souverain, il veille sur tes jours quand tu te reposes. Époux, aimes ton épouse, elle est ton image, elle doit faire tes délices; respectes-là, elle est foible; estimes-là, *elle est ton égale*. Pere, élève avec tendresse tes enfans; étends sur eux une main perpétuellement bienfaisante; ils sont le fruit de ton amour, & leur éducation est un garant sûr de ton bonheur & de leur gratitude. Maître, ne laisses point tomber sur tes domestiques un regard dédaigneux ou courroucé; la nature les a fait naître sur la même ligne que toi: s'ils sont plus malheureux, ils sont plus respectables. Pratiques la religion: mais pour la soutenir, n'emprunte pas le glaive du fanatisme; l'aveugle a droit à ta pitié & jamais à ta haine.

Avouons-le, Messieurs, si tous les esprits étoient pénétrés de ces maximes, si ce langage, gravé dans tous les cœurs, étoit répété par toutes les bouches,

la surface de ce globe seroit-elle souillée par tant de forfaits ? Le voleur qui viole avec hardiesse le droit de la propriété , l'assassin qui verse légèrement le sang de ses semblables , se livreroient-ils à ces excès , si une bonne éducation avoit appris à l'un , à distinguer les bornes sacrées du *tien* & du *mien* , & à courber sa tête sous le faix du travail ; si elle avoit imprimé , dans le cœur de l'autre , ces tendres sentimens qui attachent l'homme à l'homme ?

Encourager , honorer les Lettres & les Arts ,

Q U A T R I E M E M O Y E N

Pour prévenir les crimes.

A l'influence de l'éducation publique sur la réforme des mœurs & sur la proscription des crimes , il faut joindre celle de l'opinion publique. Comme l'éducation , cette dernière créée , change les mœurs & leur imprime à son gré mille modifications différentes. Or l'opinion publique a sa source dans les ouvrages des Ecrivains , qui gouvernant despotiquement leur siècle , adoucissent les esprits , épurent les mœurs & rapprochent l'homme & la société du point de perfection dont ils sont susceptibles. Avec quelle chaleur les Souverains ne doivent-ils donc pas accueillir les Lettres !

Quoique par leurs divisions scandaleuses , les Gens de lettres aient eux-mêmes affoibli l'empire , que leur donnoit la raison sur le Vulgaire , cependant on ne peut nier , qu'ils n'exercent encore cet ascendant ; & ce siècle , tant de fois le témoin de leurs honteux débats , peut en fournir la preuve. Il n'en exista jamais aucun où les connoissances furent plus universelles ,

où l'amour des Lettres fut plus respecté, où les sciences furent plus perfectionnées. On cite les siècles d'Alexandre, d'Auguste, de Medicis : mais vit-on à ces époques, comme à celle où nous vivons, le flambeau de la raison éclairer également le Nord & le Midi, briller sur tous les peuples, tous les rangs, tous les états.

Quand les Démosthenes, les Périclès subjugoient par leur éloquence la Grece policée, le farouche Suéve enseveli dans ses forêts ténébreuses, sacrifioit à la barbarie; les Gaulois & ces fiers insulaires leurs voisins, n'étoient que des hordes de Sauvages, qui ne soupçonnoient pas même l'existence de la lumière. Quand Medicis rassembloit dans sa petite République les sciences effarouchées par les armes des Turcs, la malheureuse Stamboul retomboit dans les ténèbres, qu'avoit dissipées le regne éclatant de Constantin. Il se couchoit pour elle ce Soleil, qui se levoit pour une autre partie de l'hémisphère Européen. Mais aujourd'hui quelle contrée de l'Europe ne participe pas au bienfait général de la lumière ! La Philosophie fait entendre sa voix jusque dans les déserts de la Sibérie : torneo a vu franchir ses glaces par des Gens de lettres, & leur sert d'asyle. En un mot, si la raison embrassant les deux poles, a éclairé tous les esprits, l'humanité, sa compagne inséparable, a adouci les caractères, toujours féroces en raison de l'ignorance.

Incrédules, qui doutez de l'influence bienfaisante des Lettres sur le caractère des nations, jetez vos regards sur le siècle présent, sur ceux qui l'ont précédé ; nos Historiens vous diront ce que nos peres étoient, voyez ce que nous sommes. Ils vous diront que les peuples étoient des meutes de chiens, qui se

laissent conduire à la chasse d'autres peuples ; que les Souverains ne connoissant point les limites de leurs pouvoirs, despotes ou fainéans, & toujours placés à un extrême, se faisoient un jeu de faire couler les larmes de leurs sujets & le sang de leurs ennemis ; que les Seigneurs craints de leurs vassaux, craignant leurs Souverains, écrasoient les uns pour les affoiblir, luttoient contre les autres pour n'en être point écrasés ; ils vous diront que les nations ne se voyant qu'avec les yeux de la jalousie & de la haine, faisoient la guerre par besoin, la finissoient par lassitude, la recommençoient par habitude ; ils vous diront que les peuples portoient l'esprit de férocité dans les camps, l'esprit de corruption dans le sein de la paix, la superstition dans leur croyance, le fanatisme dans leurs disputes religieuses. Opposez à ce tableau celui du siècle présent, & jugez.

La guerre a quelquefois embrasé l'Europe entière, mais au milieu des combats mêmes l'humanité guidait les guerriers : ils se sont montrés pour la première fois avarés du sang de leurs soldats ; pour la première fois on a vu deux Monarques également amis des Lettres, également respectables, que des intérêts politiques avoient réunis, on les a vus soumettre la décision de leurs différends à la raison & non à la force, & faire succéder le calme de la paix à des orages qui menaçoient tout l'univers. N'est-on pas forcé d'attribuer cette manière nouvelle, mais admirable, de terminer les guerres, à l'influence de la Philosophie qui s'est assise sur presque tous les trônes ? Oui, quoiqu'en disent ses destructeurs, elle gouverne dans presque tous les cabinets, elle en a banni l'absurde Machiavélisme, pour lui substituer une

une politique plus douce & mieux raisonnée. Eh ! si elle ne présidoit pas aux Conseils , si elle n'échauffoit pas de son feu sacré l'ame de leurs Ministres , que serions-nous , sinon des esclaves du despotisme ? Qui empêcheroit les Souverains d'appesantir leur joug sur nos têtes , si la raison ne leur disoit pas que leur bonheur est dans le nôtre , que leur gloire est moins dans les conquêtes , que dans une sage administration ? La révolution rapide qui s'est faite , dans la politique , dans les mœurs , dans le caractère des nations , paroîtra sans doute un prodige à la postérité ; nos pères nous l'auroient enviée , nous en recueillons les fruits ; bénissons la main qui nous les procure.

Oui , si les Souverains se rapprochent de leurs sujets ; si les sujets aiment leurs maîtres ; si les savans , moins *enduits de la rouille du pédantisme* , se montrent sous un extérieur aimable ; si les militaires sont valeureux sans être féroces ; si les membres de ce corps , jadis si redoutable par l'arme sacrée dont il se couvroit , sont vertueux sans être intolérans ; si les hommes de loi sont humains sans cesser d'être équitables , les femmes moins ignorantes sans être précieuses , le peuple plus policé , rendons-en grâces aux Écrivains modernes , à ces Écrivains qui , ne respirant que le bien de leurs semblables , ont fait passer dans leurs écrits , la douce chaleur de l'humanité , la haine vigoureuse du préjugé qui les animoient. Ces semences jettées au hasard ont germé dans toutes les têtes ; l'éducation publique , l'éducation bien plus puissante de la société les ont fait éclore ; l'opinion publique s'est fixée & a reçue l'empreinte de l'esprit philosophique ; on a raisonné par-tout ; on a

vu par-tout que le bonheur particulier, dépendoit du bonheur général. On a senti que la guerre étoit un fléau de l'humanité ; que la guerre civile rassembloit tous les fléaux ; que l'état le plus triste étoit préférable aux horreurs de l'anarchie. Nos contemporains instruits , par les scènes sanglantes des siècles passés , ont payé les impôts sans murmurer , ont travaillé sans maudire le travail ; l'agriculture a été honorée ; la carrière du commerce s'est aggrandie ; les arts se sont perfectionnés ; de tous côtés on a élevé des manufactures ; tous les bras ont été employés ; alors plus d'oisifs , moins de criminels parmi le peuple , plus de gens éclairés parmi les grands & les riches , & moins de gens vicieux ; voilà le dernier anneau de la chaîne admirable des prodiges opérés par les Lettres.

Législateurs , qui voulez prévenir les crimes , encouragez donc la culture des Lettres ; honorez ceux qui s'y dévouent ; honorez ceux qui , par leurs mœurs , par leurs écrits , instruisant leurs concitoyens , & leur apprenant à respecter leurs maîtres , à chérir leur état , méritent le titre glorieux de précepteurs du genre humain. Ils sont nécessaires à vos États , protégez-les ; ils sont vertueux , estimez-les ; répandez sur eux vos bienfaits , & vous n'aurez pas encore payé les lumières qu'ils entretiennent pour le bien général.

Quand je parle d'un homme de Lettres , je n'entends pas un mince faiseur de vers , ni le frivole rapsodiste de quelques éloges ; mais cet homme utile , dont les opinions sont caractérisées par l'amour du vrai , les actions par la vertu. Ses écrits étendent

l'empire de la raison ; la douceur de sa morale l'a fait aimer à son siècle ; Rois , peuples , tous s'empres- sent de suivre ses pas , parce qu'ils conduisent au bon- heur.

Pere de la Philosophie moderne , toi qui , dans un discours éloquent , décrias autrefois les Lettres que tu honorois , ma plume a , sans le vouloir , tracé ton portrait. Ton cœur fut égaré par ton imagination ; oui , tu calomnias les Lettres dont tu fus l'ornement. Cette mere qui bravant le préjugé donne à son enfant une seconde vie ; ces époux , qui s'aiment tendre- ment ; ces esprits , qui s'éclairent en te lisant , attes- tent le pouvoir de tes écrits , & l'influence impercep- tible des lettres sur l'opinion , de l'opinion sur les mœurs. J'aime à me persuader qu'en voyant tes ta- bleaux touchans de la vertu , mes contemporains plus instruits l'en aimeront davantage , qu'ils seront moins tentés de porter atteinte aux loix sociales.

Extirper la Mendicité.

C I N Q U I E M E M O Y E N

Pour prévenir les crimes.

MAIS doit-il paroître étonnant que ces atteintes soient si multipliées aujourd'hui , & qu'il y ait en France tant de voleurs & d'assassins , lorsqu'aux cau- ses qui donnent naissance aux crimes & que nous avons développées , il faut joindre encore cette ma- ladie horrible des États Européens , la mendicité ; lorsque les eaux destinées par la nature à étancher la soif de tous les hommes , sont artificieusement détour- nées par des canaux particuliers , pour l'usage exclusif

de quelques individus. Le Malheureux que le besoin tourmente, tombe du morne abattement dans le désespoir, brise avec fureur ces canaux meurtriers, & en fait retomber les éclats sur la tête de ses ennemis.

Les jouissances, les propriétés exclusives ont partout produit la misère de la classe la plus nombreuse; & la misère a enfanté la mendicité, qui dérochant d'une main pour assouvir la faim, a de l'autre plongé le poignard dans le sein du riche, pour étouffer les cris. Voilà en deux mots l'origine du vol & de l'assassinat.

Pour en extirper les racines, il faudroit ramener les hommes à cette égalité de condition si prônée par les Philosophes modernes, mais qui ne peut entrer dans le cadre des Gouvernemens actuels; il faudroit distribuer les richesses dans une juste proportion, parmi tous les citoyens; il faudroit arracher de leurs cœurs le désir corrosif de leur ambition, modérer l'éguillon de leur intérêt personnel; il faudroit.... Mais encore une fois ces idées romanesques doivent être releguées, avec la fable de l'âge d'or, dans les rêveries poétiques. Dans le cercle des constitutions politiques, la main des Souverains a distingué des classes, accordé des privilèges exclusifs. La source des richesses publiques s'éloignera toujours de la circonférence, pour s'engloutir dans le centre; des canaux particuliers en déroberont toujours la plus grande partie; en un mot il y aura toujours des riches; il doit donc y avoir des pauvres. Dans les États bien gouvernés, ces derniers travaillent & vivent; dans les autres, ils se revêtent des haillons de la mendicité, &

rongent insensiblement l'État, sous le manteau de la fainéantise : ayons donc des pauvres, & n'ayons jamais de mendiants ; voilà le but où doit tendre une bonne administration.

Depuis long-tems, le Gouvernement s'occupe de la destruction de la Mendicité. Mais les Réglemens publiés de tous tems, sans même en excepter le dernier, ne sont-ils pas des palliatifs plus propres à cacher la plaie qu'à la guérir ? Grâce à l'artifice cruel des subalternes, peut-être ils n'ont servi qu'à l'augmenter.

Je ne prétends point décrier ici le motif de bienfaisance qui donna lieu aux maisons de force. Je fais que l'humanité devoit présider à leur administration, l'ordre en écarter les abus ; je fais que le Magistrat actif, chargé de veiller sur ces asyles de la misère, s'occupe des moyens d'en bannir l'oïveté, par d'utiles projets (1) ; mais le succès a-t-il répondu aux espérances qu'on avoit conçues de ces établissemens ? Les malheureux qu'on y a confinés, ont-ils toujours été traités avec humanité ? A-t-on adouci leur misère, soulagé leurs infirmités ? Leur a-t-on procuré une subsistance honnête ? Enfin tant de cris qui partent du sein de ces gouffres, sont-ils des cris de joie ou de désespoir ? Je cherche à me faire illusion ; je tire le rideau : mais, ô mes semblables ! si vous êtes sensibles ; si l'infortune a quelquefois fait couler vos pleurs, n'entrez jamais dans des maisons de force.

(1) Voyez Le Programme d'un Prix proposé pour substituer à Bissère le travail

des bras à la force motrice qui fait élever l'eau, &c.

Frappés des inconvéniens qu'entraînent les maisons de force , & de l'influence qu'a la Mendicité sur le sort d'un état , vous aviez proposé aux Écrivains patrioques de rechercher les causes de ce fléau , d'en marquer les remedes. Vos vœux ont été remplis ; une foule d'observateurs zélés & éclairés a concouru à ce projet utile ; & du faisceau de rayons lumineux que vous ont fournis leur discours , vous avez tiré plusieurs remedes efficaces contre la lèpre civile de la Mendicité , qui afflige la France. Puissent-ils être adoptés par le Gouvernement ! La source des crimes tariroit. Moins de mendiants , moins de voleurs ; moins de voleurs , moins d'assassins : ce double axiome est infaillible en politique.

S'il restoit encore quelque doute sur sa vérité , malgré les raisonnemens qu'on a développés , il suffiroit , pour les dissiper , de jeter les yeux sur deux contrées qui offrent le contraste le plus frappant , soit du côté du climat & du caractère des habitans , soit du côté du Gouvernement & des mœurs ; je parle de la Hollande & de l'Italie. Dans l'une , qui paroît être la proie des élémens déchaînés contr'elle , les habitans forcés de leur disputer leur existence , sont condamnés à des travaux perpétuels. Dévorés de la soif des richesses , ils travalloient autrefois pour reculer les bornes de leur commerce ; ils travaillent aujourd'hui pour conserver une prépondérance qui leur échappe : l'activité est un besoin , & le besoin physique est presque nul chez eux. Il semble en un mot que la Hollande recèle une mine inépuisable de richesses ; elle ne manque pas aux hommes , ce sont les hommes qui lui manquent. Il doit donc y avoir peu ou point

de mendiants , peu de voleurs & d'assassins ; l'expérience confirme cette conséquence théorique de la bonté de sa constitution.

Abattu par les chaleurs d'un climat brûlant , l'Italien au contraire se dérobe au travail qu'il déteste ; le repos est sa sphère , le plaisir son élément. Le Noble , à qui la nature a fait présent d'un vain titre , que la fortune avare a déchiré , préfère l'humiliation de demander la *Minefra* à la ressource honnête du travail. L'homme du peuple dédaigné par le Noble , accablé sous le poids des impôts , en proie à des passions que fait fermenter la chaleur du climat , mendie s'il n'a pas de pain , vole si la Mendicité ne lui en procure pas , assassine si dans ses vols il n'est pas le plus fort. Sûr de trouver un asyle dans l'État voisin de celui où il a commis son crime , il ne craint point de les multiplier , parce qu'il a toujours devant les yeux la perspective de l'impunité. L'Italie fourmille donc de mendiants , de voleurs & de sbirres , qui sont nécessaires dans ce pays , comme les medecins dans une maladie épidémique. Mieux vaudroit n'être point affligé de la maladie.

Maréchaussées , Police.

S I X I E M E M O Y E N

Pour prévenir les crimes.

IL paroîtra fort étrange que les pays où il y a plus d'archers , de sbirres , d'alguasils soient ceux où il y a plus de mendiants , de voleurs & d'assassins. Cette vermine destructive pulluleroit-elle donc en raison

des précautions qu'on prendroit pour l'anéantir ? L'Espagne , l'Italie , la France ont des corps nombreux de citoyens chargés de veiller à la sûreté des autres , d'arrêter les malfaiteurs , dont le nombre est considérable. La Hollande & l'Angleterre , qui n'ont point de *Saint Hermandad* , se plaignent peu de vols & presque jamais d'assassinats. Quelle est donc la cause de cette différence ? Elle est dans la différence des mœurs & du sort des habitans , qui est infiniment meilleur , dans ces derniers pays. L'être que la nature y a créé sans fortune , trouve dans l'agriculture , le commerce , les manufactures ou les arts mécaniques , que la politique y comble de faveurs raisonnées , une sûre ressource pour corriger l'influence de sa mauvaise étoile ; il préférera donc le travail à l'expédient cruel & incertain de s'enrichir , en pillant à main armée , parce que le travail lui donne un titre à la considération , au bonheur. Dans les autres , soit excès de population , soit paresse dans les individus favorisée par le climat ou la nature du Gouvernement , soit découragement causé par la vue du fardeau social qui accable , soit disette de ressources occasionnée par l'engorgement des manufactures , le peu de débouchés pour les denrées ou par d'autres vues ; soit enfin par l'impossibilité de jamais réparer , par le travail , l'injustice du sort , un grand nombre d'êtres , qu'il maltraite , se jettent dans les bras de la Mendicité , poussés par la misère ; & n'y trouvant pas le soulagement qu'ils attendoient , conspirent contre la propriété , l'existence de leurs semblables , pour conserver la leur.

Pour réprimer leur audace , le Gouvernement doit

multiplier les Alguasils & les Bourreaux ; hériffer ses chemins & ses villes de potences & de chaînes , que chez les deux autres peuples la nature du Gouvernement rend presqu'inutiles.

Que le François toujours ardent à persifler les usages & les mœurs de ses voisins , cesse donc de crier aux Anglois d'instituer des Maréchaussées , à la place de leurs *Watchmen*. Heureux le peuple , chez lequel un homme seul , revêtu par la société du titre de son gardien , a le secret de la faire respecter , avec le foible signe de sa dignité !

Ce n'est pas cependant que je veuille élever ici ma voix , contre l'institution des Maréchaussées en France ; elle est utile , elle est même nécessaire ; & la Loi qui récemment a illustré ses Chefs , qui a fait disparoître l'absurde préjugé qui les avilissoit , est dictée par une politique bien sage (1). C'est un ressort dont l'absence entraîneroit peut-être la perte de la Monarchie , ou y causeroit au moins un grand désordre. La corruption y dégradant sans cesse les mœurs , la misère y créant une foule de mendiants & de voleurs , il faut pour la sûreté commune prévenir leurs excès , par une force coercitive ; & cette force doit subsister jusqu'au tems heureux où cette lépre , regardée comme incurable , cessera d'affliger les parties intérieures de l'État.

Ils en auroient été jaloux de cette institution , nos ayeux qui sortis à peine des guerres ridicules & cruelles de la ligue & de la fronde , n'osoient pas en-

(1) Voyez Le nouvel Édit sur les Maréchaussées qui accorde rang d'Officiers aux Exempts , &c.

core respirer librement dans les villes , qu'infestoient des effains toujours renaissans de voleurs (1). Les maisons n'étoient point des asyles assurés, contre leur audace ; la nuit couvroit de son ombre leurs coups mystérieux ; le jour même éclairoit impunément leurs assassinats fréquens : il vint enfin un Magistrat éclairé, tourmenté par l'amour du bien public, qui purgea la société de cette foule de flibustiers, que l'appas du gain accroissoit. Une garde nombreuse, répandue dans tous les quartiers de la Capitale, prévint les défordres, effraya le crime prêt à naître ; l'ordre naquit, & avec l'ordre la sûreté publique. Nous goûtons machinalement les fruits de cette admirable institution ; reportons-nous sur les siècles précédens, & nous verrons combien elle a diminué la liste des forfaits.

Heureux si ses décrets, dictés par la sagesse, étoient toujours exécutés avec fermeté (2), si le faïx n'en retomboit pas presque entièrement sur le peuple ! Plus heureux encore si, aux ressorts qu'indiqua la raison pour maintenir la sûreté publique, on ne joignoit pas des moyens terribles, parce qu'ils sont obscurs, de ces moyens qui font trembler jusques dans ses foyers le citoyen, auquel un vil salaire a

(1) On doit se rappeler qu'alors on jouoit la Comédie à deux heures après midi, parce qu'à sept la ville étoit remplie de voleurs.

(2) Une Ordonnance de la Police de Paris du 20 Juin 1779 défend aux Domestiques de porter cannes, sa-

bres ou couteau de chasse, à peine d'amende & de prison. Le lendemain de sa publication, on voyoit une fille publique se promener dans un équipage, derrière lequel étoient deux géans avec sabre & épaulette.

peut-être donné dans son domestique, un espion dangereux, & dont la liberté, les jours même sont à la merci du premier délateur ! Félicitons-nous cependant ; ces armes autrefois si terribles, lorsque l'or les faisoit tomber même sur les innocens, cessent de l'être aujourd'hui que, dans la main d'un Ministre ami de l'humanité, elles sont dirigées avec des précautions scrupuleuses, sur le coupable dont le crime les attire.

L'ordre qui regne dans la Capitale de la France, cet ordre qui cause l'admiration de tous les étrangers étonnés de ce que rien n'échape à l'œil vigilant du Magistrat ; cet ordre, dis-je, devrait être suivi dans toutes les villes de Province.

Ce n'est pas assez que les vallées (1) & les forêts, qui offrent des asyles aux voleurs, soient exactement & perpétuellement parcourues, visitées, fouillées par les troupes de la Maréchaussée ; ce n'est pas assez que le Négociant puisse faire circuler librement ses trésors d'un bout de la France à l'autre. L'enceinte des villes voit quelquefois se commettre des crimes qu'une garde exacte auroit prévenus (2). Il est étonnant

(1) On ne devrait jamais permettre de planter des bois dans ces fonds ou creux, nommés à juste titre coupe-gorge. C'est fournir une retraite aux voleurs.

(2) Il y a deux ans environ, un Chanoine de Chartres fut assassiné chez lui, avec sa servante, à huit heures du soir. Cet assassinat ne fut dé-

couvert que le lendemain, à trois heures après diner. Tous les habitans effrayés & redoutant un sort semblable, établirent une garde pour prévenir de pareils crimes. La terreur disparut peu à peu, & la garde cessa de faire sa ronde. N'est-ce pas inviter l'indigent au crime ?

qu'elles n'imitent pas la Capitale sur ce point , que les leçons fréquentes que leur a données l'audace impunie de quelques assassins , ne les ait pas corrigées de leur funeste sécurité. Pourquoi n'obligeroit-on pas les citoyens , comme dans les tems malheureux des guerres civiles , à veiller tour à tour pour le maintien de la tranquillité publique ? Et si paisibles casaniers , ils préféreroient le repos à ces veilles , pourquoi ne pas les remplacer par ces soldats , qui sur le déclin de leurs jours , s'empresseroient encore d'être utiles aux villes où ils trouveroient une retraite honorable ? Enfin pourquoi négligeroit-on de prendre toutes ces précautions (1) que dicte une sage défiance , d'élever quelques établissemens , qui prévien-
droient une foule de crimes , que les Tribunaux ne peuvent presque punir sans injustice ?

Différens établissemens à élever ,

S E P T I E M E M O Y E N

De prévenir les crimes.

CAR l'on ne peut appeller juste , a dit un Écrivain , la punition d'un crime , tant que la Loi n'a pas employé , pour le prévenir , les meilleurs moyens possi-

(1) Dans toutes les villes par exemple , les Commissaires de Police devroient être chargés de prendre le nom , la demeure , la qualité , le métier de tous ceux qui y habitent ou qui y passent. Dans les bourgs & villages

les Syndics seroient chargés du même emploi , & lorsqu'ils découvreroient quel-
qu'homme suspect , ils en avertiroient l'Inspecteur de la ville voisine. Tous les voyageurs tenus d'avoir un passe-
port.

bles ; vû les circonstances données, dans lesquelles se trouve une nation. Je citerai pour exemple de ces crimes qu'on peut prévenir par d'utiles établissemens, l'infanticide si commun de nos jours. Il est le résultat de la contrariété de la nature, avec nos mœurs & nos Loix. L'opinion publique déshonore les jeunes personnes qui, succombant à leur foiblesse, en portent le triste fruit ; & d'un autre côté, la Loi condamne à la mort celles qui veulent éviter le déshonneur par l'avortement. Quelles contrariétés ! De deux choses l'une ; il faut ou que toute espèce de grossesse soit respectable, ou que la Loi soit moins rigoureuse. Un Souverain (1) qui le premier a donné l'exemple d'une sage réforme dans ses Tribunaux, a embrassé le premier parti & fait taire l'opinion publique. Un autre Monarque, (2) que le même amour du bien public caractérise, a diminué la sévérité de la Loi ; & il en est résulté que les infanticides sont moins communs dans leurs États.

Mais pour opérer leur entière proscription, il faut dans les grandes villes, élever deux établissemens qui feront de la plus grande utilité, dont cette ville étonnante, où l'amour de la patrie produit encore des citoyens héros, Londres a donné l'exemple à ses rivales. Le premier est une maison publique d'accouchement gratuit ; le secret y étant inviolable, l'honneur d'une jeune victime de l'amour n'y court aucun risque. Delà, la société se chargera d'élever l'enfant dans une autre maison, de lui faire apprendre un métier, d'en faire un citoyen utile. Ces deux institu-

(1) Le Roi de Prusse.

(2) Le Roi de Suède.

tions préviendront l'infanticide : car pourquoi une mere ôteroit-elle à son fils le jour, avant de le lui avoir donné ? Elle est rassurée sur le secret de sa foiblesse, & sur le sort de son enfant, par les soins vigilans de la Patrie.

C'est en multipliant les institutions utiles dans tous les genres, que le Génie qui préside aux destins de la Toscane, a su presque entièrement bannir de ses États le crime autrefois si fréquent. Il a rendu au commerce sa liberté, à l'industrie ses droits ; il a supprimé les bannalités, les prohibitions pernicieuses ; il a rétabli, autant qu'il a été possible, l'égalité entre ses sujets : ses regards se sont portés sur l'éducation publique : sa générosité a surveillé aux besoins de ces infortunés, que la crainte de l'opprobre abandonne au berceau : sa fermeté a réprimé les excès des subalternes : enfin il s'est montré par-tout plus ardent à déraciner les abus, qu'à donner des Loix de sang, à tarir la source des crimes, qu'à les punir. Qu'en est-il résulté ? Le nombre des crimes a diminué sensiblement, & peut-être cessera-t-il d'en exister, lorsque la masse de l'État sera entièrement purifiée (1). N'en doutons pas, Messieurs, la même opération, exécutée en France, produiroit la même révolution. Puisse donc le Gouvernement adopter

(1) Par un calcul exact & vérifié on a trouvé en 1779, qu'au lieu de vingt-un hommes condamnés aux galeres, année commune en Toscane, il n'y en a eu que quatorze. Au lieu de dix-sept hommes

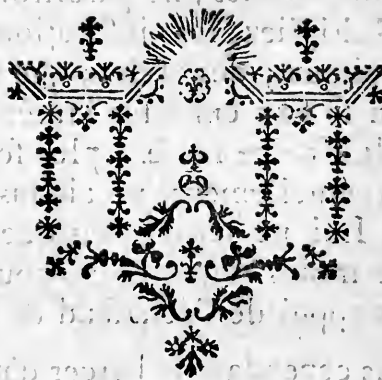
exécutés à mort en dix ans, Il n'y en a eu que deux en treize ans. *Voyez* L'indication sommaire des Réglemens du Grand Duc de Toscane, Bruxelles.

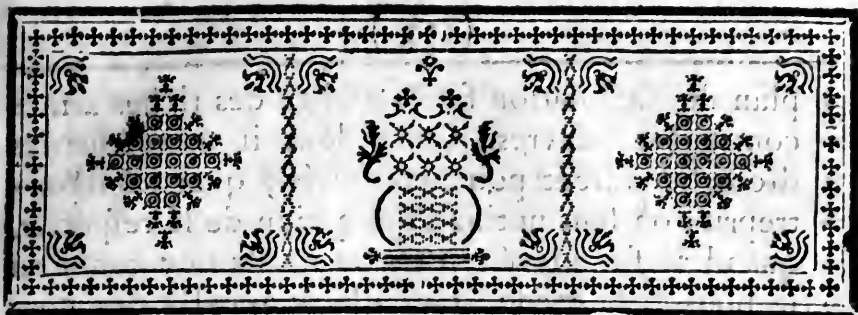
l'esprit philosophique , qui a ressuscité la Toscane de ses ruines !

J'ai indiqué, dans cette première Partie, les moyens de prévenir les crimes. Si le plan que j'ai tracé étoit fidelement exécuté, à peine auroit-on besoin de faire un Code pénal. Détruisez en effet la Mendicité, on verra peu de voleurs, & presque point d'assassins. Rendez aux mœurs leur pureté, à l'opinion publique son empire, aux Lettres leur lustre; améliorez l'éducation du peuple, & les vices qui recèlent le germe de la plupart des crimes, ne paroîtront plus si fréquemment. Multipliez les institutions publiques; élevez des Hôpitaux, des asyles; que les regards de l'administration se fixe enfin sur l'intérêt si méconnu du pauvre, & la France ne sera plus souillée de tant de crimes perpétuellement renaissans. Les peines établies par la Loi ne seront plus que comminatoires. Seroit-elle moins respectable, pour n'avoir plus besoin du triste appui de l'échafaud & des bûchers?

Il ne faut pas cependant se bercer d'un vain espoir; malgré le zèle éclairé qui dirigera le Législateur dans ses établissemens, malgré la douceur qui règnera dans son Code pénal, malgré l'art avec lequel il saura concilier les intérêts de tous les membres de la société, il existera toujours des êtres assez mal organisés, pour ne chercher leur bonheur que dans la calamité d'autrui, assez audacieux pour la faire naître; & c'est pour enchaîner plutôt que pour punir inutilement leur rage, que la Loi doit s'élever, que nous osons lui marquer la route tracée par la raison elle-même. Le Printems, en faisant éclore ces fleurs qui embéllissent le magnifique jardin de la nature,

y voit naître mille insectes dangereux destinés à la ravager. C'est à la main prévoyante de l'art à en extirper les germes, à en diminuer le nombre; & tel est le but des Loix pénales.





SECONDE PARTIE.

Punition des Crimes.

» **L**ES crimes que vous ne pourrez préve-
» nir, dit Fenelon, dans son immortel
» Roman politique, doivent être punis
» sévèrement. C'est une clémence que de
» faire d'abord des exemples, qui arrêtent le cours
» de l'iniquité. Par un peu de sang répandu à propos,
» on en épargne beaucoup. »

Je l'avouerai, j'ai toujours été surpris de trouver ces maximes cruelles & contraires à la saine politique, dans un livre qu'on pourroit appeler le Code de l'humanité. Que j'aime bien mieux le langage d'un des Philosophes de ce siècle, qui osa combattre Montesquieu, & qui se montra souvent digne d'un tel rival (1) ! » La société, dit-il, doit d'autant plus adoucir les peines qu'elle prononce pour les atteintes portées aux droits des citoyens, que ces droits ont été regardés comme tels à la faveur seulement de l'oppression & de la prescription. Le premier

(1) Théorie des Loix T. I. p. 196.

» plan de Législation fut l'ouvrage des riches armés
 » contre les pauvres. Ceux dont il attaquoit les
 » droits ne furent point consultés , quand on l'en-
 » treprit ; on leur notifia l'obligation de le respecter,
 » quand il fut élevé : mais on ne leur en confia ni
 » le plan ni la garde : on ne les y appella que pour
 » les instruire, qu'ils alloient y être soumis, comme
 » un conquérant reçoit les hommages des peuples
 » vaincus, aux pieds d'une citadelle destinée à éter-
 » niser leur dépendance. »

Il a sans doute existé des tems malheureux , où pour arrêter la scélératesse des coupables & la fréquence des crimes , il falloit que la Justice déployât toute la rigueur des Loix , & étonnât par les supplices ceux que rien ne pouvoit étonner. Mais les mœurs s'étant adoucies , les Loix pénales devoient s'adoucir : de même que dans tous les états, le prix des denrées suit la rareté ou l'abondance des monnoies , les Loix criminelles doivent se proportionner à la férocité , ou à la douceur du caractère national : la férocité n'est qu'un état passager & contre nature , quoiqu'en dise le Philosophe de Malmesbury ; avec elle doit s'éteindre la dureté des Loix. Aussi a-t-on remarqué que les Loix violentes n'ont jamais eu un règne fort long. Celles de Dracon , dont l'excessive rigueur faisoit dire qu'elles avoient été écrites avec du sang , n'eurent qu'une existence très-éphémère , & ne survécurent pas à leur auteur.

Je ne connois point d'administration , point de climat qui exigent cette cruauté dans les peines. On a prétendu qu'il falloit des supplices atroces, dans les États où règne le despotisme , parce que les exemples de justice y sont rares , parce que les ames des

esclaves , engourdies dans le vice , ont besoin de violentes secouffes pour être électrisées. On cite un trait de cet Abbas , surnommé le Grand , qui fit rôtir un Boulanger , pour avoir vendu du pain à faux poids. Sans doute la vie des hommes n'étoit pas fort précieuse pour ce Despote , puisqu'il la leur ôtoit pour quelques dragmes. Mais on ne peut rien conclure ni de ce fait , ni des déclamations sans cesse répétées sur la férocité des Monarques Orientaux. L'Asie seroit déserte à présent , si les tableaux des voyageurs étoient un peu ressemblans , s'il n'y existoit ni Juges ni Tribunaux , si le Prince n'étoit toujours que le premier bourreau de ses sujets. Ces administrations ont , comme les nôtres , des accès , des convulsions ; mais ils ne sont qu'accidentels ; & l'état brillant de la santé reparoit enfin. L'existence d'un Gouvernement sans justice , sans propriété pour les citoyens , n'est , & ne sera toujours qu'une chimere. Là , comme chez nous , on cherche plus à punir , qu'à prévenir les crimes ; là , on les punit peut-être sévèrement , & sous cet aspect avons-nous quelques reproches à faire aux Orientaux ? Quand je compare nos supplices à ceux qu'ils ont imaginés , je ne vois par-tout que le raffinement de la barbarie poussée au même degré. S'ils écorchent , s'ils empalent leurs victimes , nous rompons les criminels vifs , nous les brûlons vifs , nous les écartelons vifs. Dans ce combat de cruautés , nous l'emportons sur eux ; & notre atrocité doit d'autant plus révolter , que plus éclairés qu'eux , nous devrions être plus humains. Sans nous égarer dans des saryres injustes sur le Code criminel des Orientaux , bornons nous donc à réformer les abus du nôtre , à rendre nos Loix pénales moins

arbitraires , plus douces , à les plier enfin au ton des circonstances où nous nous trouvons.

Avec quelle facilité ne peuvent-elles pas atteindre ce but , dans l'heureuse contrée où nous vivons , dans cette contrée où tout semble se réunir pour favoriser leur douceur. Car le climat y est tempéré : les mœurs y sont douces : le Gouvernement y est modéré : l'honneur y est la base du caractère national , l'humanité de la religion dominante. Par quelle fatalité déplorable arrive-t-il donc que les Loix y sont plus cruelles que par-tout ailleurs ; que les Tribunaux n'y respirent que le sang ? J'en ai déjà indiqué la cause. En nous dépouillant des mœurs grossières de nos ancêtres , en abjurant cette humeur guerrière qui les précipitoit dans des combats perpétuels , nous avons conservé dans nos Loix leur esprit militaire ; & cette urbanité , dont nous avons embelli le cercle de nos jours , nous ne l'avons pas étendue à notre Législation : elle est encore à son berceau , tandis que l'esprit & les mœurs sont à leur dernier période. Si la postérité ne nous jugeoit que sur la liste effrayante des supplices , dont nous avons consigné l'affreuse invention dans nos livres , elle nous prendroit pour des hordes d'Antropophages. Il est tems d'effacer ce ridicule contraste , qui donne au siècle philosophique l'aspect des siècles d'ignorance : il est tems d'effacer ce caractère de cruauté , unique monument que la raison n'ait pas encore détruit , & qui atteste la barbarie de notre origine. J'ai donné ci-devant l'esquisse rapide des variations de notre Législation pénale. Elle devoit être compliquée & souvent contradictoire , puisqu'elle n'est composée que d'un amas confus d'Ordonnances dictées par la nécessité du moment ;

on n'y a tracé aucune ligue de démarcation entre les différens crimes , aucune échelle de proportion entre les délits & les peines. Sans principes , sans bouffole , égarés par la routine , les Législateurs ont indistinctement appliqué le sceau de l'opprobre à des actes de violences , & des châtimens cruels à de simples atteintes portées aux mœurs. Delà est résulté que les Juges ont été despotes , la Loi barbare , l'accusé presque toujours victime ; que notre Code a choqué tout à la fois & le vœu de la nature & le vœu du pacte social , & par une suite nécessaire , fécondé les désordres , en révoltant les esprits.

Que faut-il faire dans cette situation déchirante ? Le remède est simple ; mais il faut du courage pour l'exécuter. Il faut écarter les inventions compliquées de la barbarie , les Loix empruntées de l'Antiquité par l'ignorance , les échafaudages absurdes dont elle s'est empressée de s'étayer : il faut , en remontant à la source des désordres , ramener l'instruction criminelle à la simplicité que prescrit la raison , & les peines à la juste proportion qui doit toujours exister entr'elles & les délits.

Depuis long-tems les Philosophes & les Jurisconsultes mêmes ont entrevu le mal qu'avoit causé la meurtrière routine de nos peres ; mais comme il falloit reprendre l'édifice délabré , jusque dans ses fondemens , la main la plus hardie n'a osé entreprendre cette pénible & dangereuse opération. J'en aurai le courage ; je dévoilerai rapidement les abus qui rongent presque toutes les branches de nos Loix pénales ; j'appliquerai pour les détruire (1) les principes

(1) Théorie des Loix criminelles.

que j'ai développés ailleurs, en les modifiant cependant ; mais dans cet examen , je m'attacherai plutôt à *indiquer l'esprit d'une bonne Législation, qu'à descendre dans de minutieux détails.*

Peines contre les crimes publics ou qui attaquent l'État.

§. I.

A LA tête de cette classe de crimes, on doit placer ceux qui tendent directement à la subversion de la forme du Gouvernement reçue en France , ou qui attaquent la personne sacrée de nos Rois. On les caractérise de crimes de haute trahison , de lèse-Majesté au premier , au deuxième chef, de sédition , de révolte , &c. &c.

Notre Histoire offre une foule de procès intentés, dans les tems les plus reculés, pour ces forfaits abominables ; on employa de bonne heure contr'eux les supplices les plus douloureux , les plus longs. C'est sous Clovis, une femme qui avoit mal parlé de lui , condamnée à être brûlée vive , attachée à un poteau. C'est le Comte Ganelon écartelé , pour une conspiration sous Charlemagne. Et qui ne connoît pas l'histoire du fameux Comte d'Artois ? de l'infortuné Duc de Nemours ? de ce Montmorency, dont la valeur contribua tant à la gloire de la Monarchie , dont une seule faute flétrit tous les lauriers ?

Les crimes de haute trahison sont sans contredit les plus énormes. Il n'en est point dont les conséquences soient plus funestes aux États ; & si la vraie mesure des peines est le tort que le délit fait à la

société, on doit épuiser tous les supplices pour les punir. C'est pour eux seuls peut-être, pour les Régicides sur-tout, qu'il est permis d'être implacable; c'est pour eux seuls que la cruauté est autorisée, commandée même par l'humanité. Car peut-on regretter que l'art des bourreaux ait épuisé ses ressources sur les Chatels, les Ravaillac, les Damiens, ces monstres vomis par l'enfer, pour plonger notre nation dans le deuil ?

Ma plume se refuse à calculer les peines dues à ces forfaits. Je craindrois également de manquer à la société, ou à la nature. Je frémis de trouver dans l'histoire le nom d'un crime, dont la seule idée fait horreur, & qui sans doute ne reparoîtra jamais. O patrie ! O société ! O peres des peuples ! Non, de tels attentats désormais ne souilleront plus vos annales. Cependant s'il arrivoit qu'un forcené. *Ah ! ma voix ne s'est élevée que pour la défense de l'humanité.* Que ce monstre soit *impitoyablement arraché du milieu des hommes* ; que livré à tout ce que la justice humaine a de plus effrayant & de plus terrible, l'affreuse image de son supplice aille dans tous les âges épouvanter des frénétiques, qui seroient tentés de l'imiter.

S'il est une contrée sur la terre, où les mœurs du peuple & la bonté du gouvernement puissent facilement prévenir ces crimes énormes, c'est sans doute l'heureux pays que nous habitons. Renommée par la douceur de son caractère, la nation Françoisise l'est encore plus par son amour inaltérable pour ses Rois, par sa persévérance à porter les chaînes légères de la Monarchie tempérée. Il n'est aucun de nous qui ne se rappelle, les larmes aux yeux, le sort de ce Bourbon

qui fut forcé de conquérir son trône ; il périt , mais ce fut sous le coup d'un fanatique , dont la nation abhorre le nom. Ce fut encore un Seide qui attenta aux jours d'un de ses descendans. Mais ces scènes funébres ne reparoîtront jamais , parce qu'on ne verra jamais renaître les circonstances malheureuses , auxquelles ce double attentat dut son origine.

Je ne m'arrêterai pas davantage sur cet espece de crimes , parce que les lumieres du siècle , l'adoucissement des mœurs & du Gouvernement en ont anéanti le germe.

Libelles.

Il en est un cependant , qui , malgré toutes ces causes , ne disparoitra jamais entièrement ; je parle des *Libelles diffamatoires* , publiés contre le Prince ou le Gouvernement. Je l'ai dit ailleurs , & je n'ai fait que répéter le sentiment des plus grands hommes : punir les faiseurs de Libelles , en leur ôtant la liberté , c'est un acte de justice : leur pardonner , est un acte d'héroïsme ; & si le Prince qui nous gouverne , resentoit la piquure de ces insectes , il voudroit sans doute ressembler à Louis XII , à Henri IV.

C'est d'après l'exemple de ces Princes , d'après l'opinion des meilleurs Écrivains , qu'on effacera de notre Code , ces longues énumérations de crimes de lèse-Majesté , ces listes énormes de supplices imaginés contr'eux.

Le despotisme subalterne de quelques Ministres y avoit même compris , par un absurde paralogisme , les conspirations qui n'ont d'autre but que de les déplacer ; & ces conspirations ne sont , aux yeux de l'appréciateur impartial , que de simples intrigues.

Ils y avoient compris le vol de quelques pieces de gibier, fait sur les terres du Prince; la mort même ne leur paroissoit pas assez cruelle pour ce délit; & ce qu'il y a de plus déplorable, cette Jurisprudence atroce est encore celle des nations les plus éclairées de l'Europe, où la vie d'un homme vaut souvent moins que celle d'un vil animal.

Fausse Monnoie.

Ils y avoient compris les crimes de fausse monnoie, de fraude, de contrebande. Hâtons-nous de réparer ces erreurs qui ont trop souvent ensanglanté nos Tribunaux. Altérer la monnoie, la falsifier est sans doute un délit public: mais n'étoit-ce pas le comble de l'inhumanité, de condamner le coupable à périr dans une cuve d'eau bouillante? On a mitigé la peine; il faut l'abolir. C'est la misere qui crée le faux monnoyeur; supprimez la misere, & il n'en existera point; & s'il faut des supplices, ne vaut-il pas mieux, s'écrie un des plus ardens défenseurs de l'humanité (1), faire travailler le reste de ses jours le faux monnoyeur à la véritable monnoie?

Contrebande, Fraude.

La contrebande & la fraude sont aussi des délits publics punissables. L'un blesse les Loix du commerce, l'autre les Loix financieres. Mais devoit-on punir le coupable, en confisquant tous ses biens, en le notant d'infamie, en l'accablant des chaînes de l'esclavage, en lui ôtant même la vie? N'est-ce pas renverser tous les rapports qui doivent exister entre

(1) Voyez *Le prix de la Justice* par M. de Volt.

les délits & les peines , toutes les notions sur l'honneur , sur la nature des actions contraires à l'ordre , que de caractériser la fraude & la contrebande , de crimes de lèse-Majesté , que de les punir cruellement sous ce titre ? N'est-ce pas prodiguer en vain la marque flétrissante de l'opprobre , que d'y assujettir l'indigent , forcé par la nécessité impérieuse du besoin à franchir les limites posées par la propriété financière ? La contrebande & la fraude ne sont que des délits pécuniaires (1) ; c'est donc une peine pécuniaire qu'il faut infliger au coupable : ou lorsque le coupable ne

Remontrances de la Cour des Aides de 1775.

(1) N'est-ce pas un inconvénient terrible , dit un Tribunal respectable , que d'employer , contre la contrebande , une sévérité qui fait frémir ; de sacrifier la vie des citoyens à un intérêt de finance , & de faire subir le genre de captivité destiné aux grands crimes & quelquefois la mort , à des malheureux entraînés par l'habitude & l'éducation , qui ne leur ont pas laissé chercher d'autres moyens pour subsister ; d'assujettir la classe d'hommes la plus nombreuse , & tous les citoyens sans protection , au despotisme sans bornes & sans frein de la finance ; & de réduire chaque homme du peuple à souffrir journellement les caprices , les hauteurs , les insultes mé-

mes des supports de la finance ? N'est-ce pas un inconvénient terrible que la Ferme ait un Code immense , une science occulte que personne , excepté les Financiers , n'a étudié ni pu étudier , & qui n'est recueillie nulle part ?

J'aurois pu faire un tableau touchant des cruautés légales , qu'on exerce tous les jours en France contre les malheureux contrebandiers , & sur-tout dans les Tribunaux si connus de Valence , de Reims , de Saumur ; mais je ne ferois que répéter ce que tant d'Auteurs , & sur-tout celui de la Théorie de l'Impôt , ont écrit sur ce sujet. Leurs éloquens tableaux sont encore ressemblans ; on peut les consulter.

peut payer, on peut la commuer en des travaux publics : mais toute autre peine viole la Loi de proportion, qui doit régler le Code pénal.

Observez encore que ces deux crimes naissent d'un vice de l'administration. Otez en effet les prohibitions, les entraves ; donnez (1) un mode unique & simple à la perception des impôts aujourd'hui si compliquée, si étendue dans ses conséquences, malgré l'humanité des Ministres & des Administrateurs, & il n'y aura plus ni contrebande, ni fraude. Puisqu'on n'adopte pas les plans qui pourroient hâter cette révolution, au moins la Loi doit-elle être modérée dans les punitions qu'elle inflige à des délits que l'administration nécessite.

Il est des bornes invariables que ce Code doit toujours respecter ; elles sont tirées de la nature même des choses. Il est des crimes publics, sur lesquels la Justice étend inutilement sa main vengeresse, ils lui

(1) Ne soyons point étonnés ni des fraudes immenses qui se font en France, ni de l'avidité & des cruautés des agens du Fermier.

Il n'y a rien, dit un Écrivain estimable, dans la conduite du Fermier, qui doive surprendre : il fait son métier, & souvent ne le fait pas aussi strictement qu'il y est autorisé. On lui donne à percevoir des droits fort chers sur la consommation journalière. Il faudroit en quelque sorte qu'il eut un commis à chaque bouche. On lui donne à lever

des droits de la perception la plus dispendieuse ; peut-il se dispenser de faire de grands frais ? On met son intérêt en jeu, & il le fait valoir de son mieux : on lui accorde toute protection, & il en profite : on lui remet la force en main, & il en use : on lui donne à gagner, & il accumule des profits. Tout cela n'a rien d'étonnant : il le seroit beaucoup au contraire, que les choses ne fussent pas ainsi.

De l'administration Provinciale & de la réforme de l'Impôt. *A Basle 1773.*

échapent toujours ; tels sont le suicide & le duel.

Suicide.

L'infamie dont nos Loix couvrent le premier, le supplice inutile auquel elles condamnent son cadavre, n'ont point encore arrêté le cours de cette manie qui porte tant d'individus à trancher le fil de leurs jours, parce qu'on ne s'accoutume point à regarder comme lâche tout homme assez brave pour affronter volontairement le trépas. Sa bravoure est un délire ; mais elle n'est pas une lâcheté, & l'ignominie n'est réservée qu'aux lâches. L'impuissance de la Loi perce évidemment ici. Il faut rendre heureux l'être qui porte dans son sein le germe fatal du suicide, & non pas le punir infructueusement, lorsqu'il n'est plus. C'est à l'éducation, c'est à l'opinion publique qu'il faut laisser le soin de diminuer, d'anéantir ce spleen épidémique.

Duel.

C'est encore par ces ressorts puissans qu'on arrêtera la fureur des duels. Les Romains avoient certainement autant de courage, autant d'honneur que nous ; & l'on ne vit jamais chez eux de citoyens envoyer un cartel ridicule à un autre citoyen. Changez l'opinion des François sur l'honneur, mais ne la punissez pas. La peine est insuffisante ; elle irrite le mal au lieu de le guérir (1).

Désertion.

Parlerai-je ici de ces autres crimes publics qui

(1) Le nombre des duels diminue prodigieusement depuis vingt ans, & l'on doit cette diminution à la révolu-

tion qui s'est faite dans l'esprit du siècle. Les Écrivains ont plus fait que la Loi.

dévastent nos armées ? Tel la désertion , ce délit par lequel un soldat abjurant sa patrie , court verser son sang pour une puissance étrangère & souvent ennemie. On a d'abord multiplié les peines les plus cruelles pour arrêter ces funestes émigrations. Après les avoir épuisées , l'infamie a paru la dernière ressource : on a couvert d'opprobre le traître qui renioit sa patrie & son Roi. C'étoit peut-être l'unique remède à ce fléau politique qu'on peut regarder comme incurable , parce que la forme des Gouvernemens modernes le nécessite.

Espionnage.

Parlerai-je de cet artifice , dont toutes les Puissances se servent pour découvrir leurs desseins , quoiqu'elles le punissent rigoureusement , de l'espionnage dont la punition ne sert qu'à renchérir le prix de ceux qui en vivent , sans diminuer leur nombre ? Si les Gouvernemens vouloient réfléchir sur la nature de ce délit , ils verroient qu'il est contre le droit des gens , contre leur intérêt , contre l'équité même , d'envoyer les espions à la mort. Ce sont de vrais ennemis ; ils agissent en ennemis ; il faut les traiter en ennemis. Or on ne pend pas son ennemi (1).

Je ne détaillerai point tous ces crimes publics &

(1) La mort déplorable du Major André exécuté comme espion dans la guerre d'Amérique , mort qui a fait verser des larmes à tous les êtres sensibles , & même à ses Juges , leur fera sans doute dé-

sirer l'exécution de la réforme que je propose ici , de l'abolition de la mort pour les espions. J'ai traité plus amplement ce sujet important dans ma Théorie des Loix criminelles.

bien d'autres , parce que ce détail me conduiroit trop loin ; parce que le but de ce discours est de chercher sur-tout la cause & le remède des *crimes ordinaires de la société intérieure* ; enfin *parce que je ne donne ici que l'esprit de la Législation propre à en diminuer le nombre*. Il suffit de dire que la modération doit diriger le Législateur dans la fixation des peines. L'expérience de notre siècle , où l'on a insensiblement dérogé à l'esprit féroce des siècles précédens , où cependant les crimes que nous avons parcourus sont moins fréquens qu'alors , vient à l'appui de cette Théorie.

Peines contre les crimes moraux.

§. I I.

LA sévérité qui guida les Législateurs François , dans la punition des crimes contre l'État , se fait de même appercevoir dans celle des crimes moraux. On y voit régner la même disproportion de la peine au délit.

Séduction , Rapt.

Qu'on examine , par exemple , les Loix pénales portées contre la fornication , le stupre , la séduction , le rapt ; elles paroîtront certainement arbitraires , vagues & cruelles. On n'y définit point le rapt : on n'en différencie point les especes : on les enveloppe toutes dans la même peine , dans la peine de mort. La séduction n'y est point distinguée du rapt , l'amour de la séduction. L'amant heureux est coupable , aussitôt qu'il plaît aux parens de la jeune personne de lui donner ce titre. On n'examine point

si l'attrait du plaisir est commandé par la nature ; si un goût mutuel a présidé aux furtifs amours. Le pere despotique a dit à sa fille : tu ne recevras un époux que de ma main ; & avec l'appui de la Loi, il écrase le mortel libre qui ose lui plaire sans son aveu. Jusques à quand permettra-t-on ces fatales interprétations de sentimens secrets ? Jusques à quand intitulera-t-on rapt l'union de deux jeunes cœurs, qui n'a d'autre vice que le défaut du consentement des parens (1) ? La Loi de mort portée contre les ravisseurs & les séducteurs, juste peut-être dans son principe, mais devenue injuste par la trop grande extension qu'on lui a donnée, cette Loi de sang que l'humanité abhorre, devrait être abolie ; & cependant des Tribunaux, qui sont certainement composés d'hommes éclairés, indulgens, la font revivre avec des circonstances désespérantes. Qu'on se rappelle en effet l'histoire récente du malheureux *Derugy*. C'est bien en lisant les détails de son affaire, que l'homme de bien

(1) Je suis loin de vouloir combattre l'autorité que les Loix accordent en France aux parens sur leurs enfans : je suis loin de croire que leur consentement ne soit pas nécessaire pour la validité de leur mariage, loin en un mot d'admettre les Loix trop relâchées des Anglois sur cet article ; mais en ce-ci, comme en toute autre chose, les extrêmes sont à éviter. Les enfans sont peut-être trop libres en Angleterre, à coup sûr ils ne le sont pas assez en

France ; on y est trop prompt à accueillir les accusations de rapt, de séduction, &c. à annuler des mariages sur la plainte des parens. On a démontré, il y a long-tems, que la Loi qui forçoit un garçon de trente ans & une fille de vingt-cinq ans, à ne pas se marier, sans le consentement de leurs parens, sous peine d'exhérédation, étoit contraire au bonheur des individus, à la population, & accéléroit la dégradation physique & morale des deux sexes.

indigné, désireroit d'être rejeté au sein des forêts. Il n'auroit pas à y gémir de tant d'atteintes portées à l'ordre naturel, & consacrées par les Loix positives.

Ces Loix donnoient autrefois au séducteur le choix du mariage ou de la mort. C'étoit encourager le crime au lieu de l'éteindre. La séduction existoit toujours : il n'y avoit de changement que dans les rôles des personnages. C'est pour parer à cet inconvénient, que la Loi a ôté l'option, & n'a réservé que la mort pour la punition du rapt. On a cherché à pallier cette cruauté, par une distinction sophistique du rapt de violence, du rapt de séduction. Le premier existait-il ? Quant au second, il est plutôt un article de mœurs, qu'un article de Loix civiles. Le Législateur n'a pas senti que les bornes de son pouvoir étoient, d'un côté l'opinion publique, de l'autre le vœu de la nature : en contrariant cette dernière, il n'a pas prévu que l'opinion publique se rangeroit toujours du côté de la nature, & que la Loi seroit forcée d'être cruelle ou nulle.

Un Écrivain (1) qui a profondément discuté ces questions, en se récriant, comme nous, contre les variations de nos Loix sur le rapt, observoit qu'il falloit bien distinguer l'amour libre qui lioit deux jeunes personnes du même rang, de la séduction d'une jeune maîtresse par un domestique ; que la société qui avoit marqué des rangs, avoit raison d'empêcher, par des peines, les téméraires de les franchir.

Cette distinction est judicieuse ; je ne la combats pas. Mais en recommandant l'adoucissement des

(1) Annales politiques & littéraires.

l'adoucissement des peines pour le premier délit, pourquoi leur donner tant d'extension pour le second? Pourquoi condamner à mort la dernière espèce de séducteur? Quelle disproportion entre le délit & la peine! La classification imaginée par les riches, pour humilier les pauvres, peut-elle, quoique nécessaire dans l'état actuel de la société, transformer en crime une action qui, dans toute autre classe, ne seroit point un délit grave? Si nous ne laissons pas entièrement à l'Inde sa bizarre division de Castes, au moins ne portons pas de peines si cruelles contre nos *Sooders* (1). D'ailleurs cette séduction est souvent l'ouvrage de l'imprudence, de la négligence, de la dureté des parens; & ces circonstances doivent être considérées, quand il s'agit de punir le coupable.

Concubinage public.

Une autre espèce de crime moral qui sur-tout infecte les vastes Capitales, c'est le concubinage public. Son origine remonte en France, comme dans toutes les autres Monarchies, jusqu'aux tems les plus reculés; & comme il découle de la misère, de la mauvaise éducation, de l'amour de la licence, du luxe, de l'aviilissement & de la triste condition des femmes, de la foule des célibataires, & de mille autres causes de corruption; il est aisé de prédire, que la durée de ce mal terrible sera éternelle, comme les causes qui le produisent.

En vain dans tous les tems on a tenté d'en anéantir le germe; en vain les Moralistes l'ont peint sous les couleurs les plus affreuses; les Législateurs ont

(1) La Caste la plus vile dans l'Indostan.

tantôt lancé la foudre vengeresse (1), tantôt cherché à exciter l'amour de la vertu par des récompenses, la haine du vice par l'opprobre dont ils le couvroient, tous ces efforts ont été inutiles. Semblables à ces insectes qui trouvent dans la mort même leur régénération & celle d'une nombreuse postérité ; c'est lorsque la Loi s'acharnoit contre ces victimes du libertinage, que leurs excès & leur nombre paroissoient augmenter.

Puisqu'il est prouvé que ce crime ne peut être détruit ; puisque la peine est infructueuse, & que l'éguillon de l'opprobre est nul, que faut-il faire pour arrêter les effets de son pernicieux poison ? Suivre le conseil de la raison ; le tolérer, dès qu'on ne peut faire autrement ; mais le restreindre dans des bornes étroites. L'insensé Xerxès faisoit, dit-on, battre par ses esclaves la mer qui avoit brisé ses vaisseaux ; c'est le portrait du Législateur dont l'orgueil croit déraciner les passions humaines, ou les dominer à son gré par des châtimens. Un Monarque sage recherchera leurs causes, étudiera l'art de prévoir, de braver leurs tempêtes, & se croira heureux de pouvoir contenir leurs efforts par de sévères réglemens.

Ce n'est pas que j'ignore les funestes effets du concubinage. Je fais, que ce crime entraîne la dissolu-

(1) Le parti qu'on a pris dans ces derniers tems, pour diminuer dans Paris le nombre des filles publiques, non-seulement n'est pas efficace, mais même a des effets très-pernicieux. On arrête ces filles & on les renvoie dans

les lieux de leur naissance. C'est étendre le mal par-toute la France, pour ne pas même en purger la Capitale. Joignez à cela les frais immenses que coûte cette opération au Gouvernement.

tion des mœurs , la ruine des familles , la dégradation de l'espèce humaine , le mépris de la Religion , des Loix , de la décence : mais quelle digue voulez-vous opposer à ce torrent ! Qui pourroit , je ne dis pas l'anéantir , mais même l'arrêter dans son cours impétueux ? Tout art est inutile : bornons-nous à diminuer ses ravages : déplorons le triste état où croupissent de nos jours presque tous les peuples civilisés : mais tel est le délabrement de la société , qu'une réforme entière & dans tous ses membres , en hâteroit peut-être la dissolution. C'est un corps gangrené , dont il faut prolonger l'existence chancelante , avec des palliatifs : vouloir guérir tous ses maux , c'est vouloir réaliser une chimere.

Adultere.

Et tel seroit encore le projet du Législateur qui voudroit bannir entièrement l'adultere de ses États , & qui s'imagineroit y parvenir , en assemblant contre lui les peines les plus cruelles & les plus ignominieuses. Ce crime est affreux dans son principe , vil & lâche dans ses moyens , funeste dans ses conséquences & aux individus & à la société. En brisant les liens du contrat le plus sacré , il dégrade l'infidèle , plonge l'époux malheureux dans un deuil éternel , lui rend ses enfans odieux ; étrangers l'un à l'autre , le crime qui fait naître les uns , rejaitlit sur les autres , & leur enleve un pere , pour ne leur laisser qu'une mere indigne de ce nom , & des freres qui usurpent le leur. Que dirai-je des maux que l'adultere produit dans la société ? Plus funeste pour elle que le fer sanglant des assassins , il attaque sourdement sa

base , & parvient à la détruire , en introduisant la corruption générale des mœurs.

Frappés de cette terrible vérité , les Législateurs de tous les tems , de tous les pays , ont déployé , contre lui , les peines les plus cruelles. Mais la cruauté n'arrête point les débordemens moraux ou politiques. Le grand nombre des coupables étouffe les cris impuissans de la Loi : le crime adroit évite ou trompe les regards de ses Ministres ; & dans ce silence de la justice , le mal augmentant sourdement ses ravages , corrompt tous les ordres de l'État : on commence par l'indifférence ; on parvient jusqu'à tolérer ; on finit par être complice.

L'opprobre étoit peut-être l'unique peine qu'on dût infliger au citoyen qui souilloit le lit conjugal , à l'infidèle épouse qui l'y admettoit. Mais la multiplicité des délits en ce genre , & l'indifférence de l'opinion publique , n'ont-elles pas énervé ce frein salutaire , comme elles ont rendu impraticables les peines corporelles ? Car la corruption de nos mœurs est peut-être arrivée à ce point fatal , où la peine seroit un second scandale ajouté au premier. L'épouse est avilie , le mari ridiculisé , les enfans sont malheureux ; ne vaut-il pas mieux souvent tolérer ce délit dans le silence , que de le punir d'une manière éclatante ?

Il est vrai que dans la punition de l'adultère , nos Loix n'ont pas heureusement emprunté les peines cruelles usitées , chez d'autres nations. Les Francs qui , comme tous les Sauvages , regardoient leurs femmes comme leur propriété exclusive , avoient un tarif pour les différens degrés de l'adultère , comme ils en avoient pour le vol. Nos Loix modernes se

sont sagement bornées à faire enfermer la femme coupable de ce crime , & à la priver des droits que la société lui accordoit.

Mais ne peut-on pas les accuser de partialité , quand on voit le mari qui donne atteinte à la foi conjugale , non-seulement exempt de peine , mais même à l'abri de toute espece d'accusation ? En voyant d'un côté cette injuste prédilection , de l'autre la rigueur des peines portées contre les femmes , dans les cas de concubinage , de grossesse , d'adultère , n'est-on pas forcé de conclure que souvent nos Loix sont une conspiration du plus fort contre le plus foible ? Et ce qu'il y a d'étrange , c'est que tous les Codes de l'univers portent ce caractère de partialité , dont le sexe le plus foible est par-tout la victime.

Cependant , on n'avilit point impunément un sexe. L'effet en rejaillit toujours sur l'autre. Parcourez l'Orient , le Midi ; vous y verrez les femmes méprisées , les hommes abrutis. C'est dans le sein de cette double corruption , que naissent ces crimes abominables qui font frémir la nature. C'est là que le voluptueux , blasé sur les jouissances pures qu'elle lui présente , va chercher dans son sexe d'infâmes instrumens de ses plaisirs. Ce délire de la débauche a pénétré jusque dans le nord de l'Europe ; il n'y a pas encore un siècle , la conquête d'une femme enorgueillissoit un homme ; son amour enflammoit l'héroïsme , développoit le génie. Orientaux dans notre morale , nous sommes devenus despotes pour les femmes ; & le vice effréné a cru se dédommager de la perte de leur estime , par des crimes que la nature condamne. J'en ai peu dit , j'en ai peut-être trop dit sur cet

article, & s'il est encore quelque remède, cherchez-le, mais promptement, dans l'infamie. Il faut en couvrir publiquement le coupable : mais il faut être inflexible, sans pitié, sans acception de rangs, de personnes. Car, si le riche échappe à la peine, à la faveur de son or, le crime triomphe, la Loi doit se taire : si elle se réveille, ce seroit pour écraser le pauvre, ce qui seroit scandaleusement injuste.

On sera surpris sans doute de ce qu'au nombre des peines infligées aux délits moraux, je ne range pas les peines corporelles, comme l'ont fait les Législateurs anciens & modernes. La raison en est simple : cette espece de châtiment violeroit le rapport qu'il doit y avoir de la peine au délit ; rapport dont toutes les Loix se rapprochent insensiblement, malgré les écarts des Législateurs.

Il semble en effet qu'il y ait, dans toute administration, de quelque nature qu'elle soit, une force secrete, qui dans l'espace des tems, ramene toujours au véritable point de sa bonté politique les institutions outrées, qui en sont trop écartées. C'est cette force qui a peu à peu tempéré l'esprit sanguinaire des Tribunaux François, qui a adouci & même annihilé les peines cruelles portées contre les crimes (1) moraux, que nous avons mal-à-propos empruntées de l'esprit justement sévère des Républiques.

Qu'on ne m'accuse point de vouloir ici dégrader

(1) On punit à peine aujourd'hui le pédéraste par la prison ou par quelque amende. Quant à l'inceste on ne le poursuit pas même. On ferme les yeux sur le duel : on travestit le suicide en accident : & voilà comment on élude la Loi. Ne vaut-il pas autant la réformer ?

l'empire des mœurs. Êtres vertueux répandus sur la surface de ce globe, que le méphitisme de la corruption raffinée des villes n'a point encore infectés, je gémis, comme vous, des excès qui déshonorent ma patrie ; excès qui entraînent le désordre dans le sein des familles, la discorde parmi les époux, qui bannissent toutes les vertus de la société. Je fais comme vous des vœux pour les voir ressusciter, ces mœurs antiques de Rome, où l'adultère, le libertinage étoient des crimes inconnus, mœurs dont on trouve encore quelques vestiges dans nos campagnes : oui je bénirois l'équitable Loi qui proscriroit, par des peines sévères, le poison de la séduction. Mais à quoi serviroit aujourd'hui de ressusciter, contre l'adultère, les cruelles peines des Égyptiens & des Juifs ? Laissons plutôt au remords (1) le soin de venger les atteintes portées au lien conjugal ; & si un jour malheureux éclaire ce délit, que l'opinion publique, si elle a encore quelque nerf, fouette de ses ironies sanglantes les coupables qui ont outragé le lit conjugal. Couvrez-les de honte & d'opprobre : mais outrepasser cette borne, c'est inutilement être sévère.

Le Philosophe de Genève, pour ramener le bonheur dans le sein déchiré de la Pologne, pour substituer à son anarchie défectueuse une bonne admi-

*Cur tamen hos tu
Evasisse putes, quos diri conf-
cia facti
Mens habet attonitos, & surdo
verbere cædit
Occultum quatiente animo tor-
tore flagellum.*

*Pœna autem vehemens, ac multo
sævior illis,
Quas & Cæditius gravis inve-
nit, aut Rhadamantus,
Nocte dieque suum gestare in
pectore testem.*
JUVEN. SAT. 13. v. 192. & seq.

nistraton , disoit (1) : » Des mœurs & presque
 » point de Loix ; la raison pour le premier Code
 » des Magistrats ; des citoyens qui soient tous Légis-
 » lateurs , pour qu'il n'y en ait aucun d'esclave. »

Il est bien malheureux que ce magnifique tableau ne soit qu'un beau rêve impraticable dans toute société un peu étendue , où les mœurs ne tiennent pas assez au ressort général.

Crimes Religieux.

§. I I I.

ON ne peut parler de ces crimes sans se rappeler les scènes affreuses que produisit autrefois un zèle mal entendu , pour la Religion que nous professons. Je ne retracerai point ici les combats scandaleux des Ariens ; les Croisades prêchées contre les Vandois , les Albigeois ; les guerres de Religion qui désolèrent si long-tems la France ; les massacres affreux de la Saint Barthelmi , de Merindol. Détournons les yeux de ce spectacle désolant. Oublions que nos peres ont été des forcenés , séduits par des monstres qu'un faux zèle avoit égaré ; & n'écoutons plus aujourd'hui que la raison.

Il est démontré qu'aucune société ne peut subsister sans religion , c'est-à-dire , sans une forme de culte envers la Divinité. Il est démontré que cette religion est en même tems une base de l'État , & un frein dans la main des Législateurs. Tous les membres de cette société doivent donc la pratiquer , la respecter.

On a prétendu que l'hérésie qui lui donnoit une

(1) Voyez L'idée de la Législation de la Pologne par J. J. Rousseau.

atteinte, méritoit d'être punie, par une peine capitale. C'étoit la Jurisprudence des siècles passés ; & à la honte du bon sens , il est encore des contrées où elle regne : il faut distinguer ici.

Une société n'admet qu'une seule Religion , où, comme dans certains États , un tolérantisme universel laisse une porte libre à toutes les Religions. Dans ces derniers , il n'est point d'hérésie , politiquement parlant ; point de peine conséquemment. La France n'en professe qu'une ; elle y est dominante , tous les citoyens doivent la respecter.

Il faut y plaindre l'Hérétique ou le Mécréant , qui ferme les yeux à la lumière : mais doit-on le condamner à mort , s'il ne veut pas faire un parjure ou jouer le rôle d'un hypocrite ? Ce problème n'auroit jamais du exister. Car , s'il garde un silence profond sur ses opinions erronées , la Loi ne doit point , par une inquisition monstrueuse , rechercher ses intentions & punir ses idées cachées.

Sans doute il mérite un châtiment , s'il l'attaque , si son crime , devenu public , frappe également la religion & la société. On a dit que ce châtiment devoit être double : mais , pour ce qui regarde l'offense faite à la Divinité , laissons lui le soin de venger sa cause , & ne rallumons point les bûchers éteints par la raison.

Mais , comment la société vengera-t-elle le trouble porté dans l'ordre public ? Par la perte de la liberté du coupable. C'est le bonheur de la société qu'il trouble ; c'est sa Loi qu'il attaque : puisque ce n'est que par la volonté unanime de cette société que la Religion dominante est reçue , c'est donc à elle seule à venger les affronts qu'on lui fait. Les Minis-

tres du Dieu de paix ne doivent pas souiller leurs mains dans le sang.

En un mot , dans tout attentat commis contre la Religion , il y a double crime. Comme anti-citoyen , l'incrédule perturbateur doit être puni ; comme incrédule , il n'a d'autre Juge de son erreur que Dieu , même. C'est de ce Tribunal seul que doit partir la foudre vengeresse.

» Le mal , dans la condamnation des Hérésies ,
 » dit Montesquieu , est venu de cette idée qu'il faut
 » venger la Divinité : mais il faut faire honorer la
 » Divinité & ne la venger jamais. En effet , si l'on
 » se conduisoit par cette dernière idée , quelle se-
 » roit la fin des supplices ? Si les Loix des hommes
 » ont à venger un être infini , elles se régleront sur
 » son infinité , & non pas sur les foiblesses , l'igno-
 » rance , & les caprices de la nature humaine. »

D'après ces principes qu'avouent la raison & l'humanité , comment apprécier l'usage si fréquent de la censure qui , dans les siècles précédens , a causé tant de ravages , dans les États politiques , sur lesquels elle n'auroit jamais du avoir d'influence ? Cette arme si terrible , s'est émouffée dans la main même de ceux qui menaçoient tout l'univers. La Religion en est-elle moins respectée ? Voit-on plus de crimes religieux , parce qu'elle n'emploie plus , pour convaincre , le fabre d'un dragon ou le feu d'un bûcher ?

Religion sainte , dont les maximes pleines de charité , devroient être gravées dans tous les cœurs , as-tu jamais dicté des châtimens si cruels ? As-tu jamais armé la main de tes adorateurs d'un glaive persécuteur ? Non , tu n'es point une Religion barbare : ton Code sacré ne respire que la douceur ; si tu recommandes à

tes fideles partisans de souffrir paisiblement la persécution , ce n'est pas pour s'en servir à leur tour. Ton divin fondateur versa des larmes , sur ceux qui s'égaroient hors de tes sentiers , mais il n'alluma pas des bûchers , pour les corriger.

S'il est un moyen efficace, pour arrêter le cours de l'incrédulité , il est sur-tout dans les bonnes mœurs des Ecclésiastiques ; voilà la prédication la plus éloquente (1) ; elle frappe les yeux du peuple & le ramène toujours à son devoir. Les châtimens corporels ne font que l'aigrir , sans le corriger : & la Religion & la saine politique s'accordent à conseiller la modération , pour la punition des crimes religieux.

J'aurois pu m'étendre davantage sur ces délits contre la Foi à la Religion dominante , sur ceux qui touchent & sa discipline , & la propriété de ses Ministres : mais pour ces derniers , ils se rangent dans la classe des délits ordinaires contre la propriété : & ceux de discipline , doivent être soumis à l'examen des supérieurs. J'aurois pu compiler , citer , attendrir même par des descriptions touchantes. Mais quel en feroit le but ? Toutes les vérités que j'ai avancées sont dans tous les cœurs , dans toutes les bouches. L'esprit que je prêche est celui du siècle ; il ne s'agit plus que de l'appliquer à notre Code , dans tous ses détails ; & d'opérer sur tous les délits , comme j'ai moi-même opéré sur les principaux.

(1) *Magis conveniunt opera virtutis quam miracula. Chrysost. Homel. 46. in Matth. Ce même Pere de l'Eglise , disoit encore avec raison : Operibus , convertemus universum orbem absque signis. Hom. 6. in 1. ad Corinth.*



Crimes particuliers.

§. I V.

LES délits particuliers peuvent blesser l'honneur, la liberté, la sûreté, la vie, la propriété des citoyens.

Crimes contre l'honneur.

L'honneur est cette considération personnelle qu'attirent au citoyen ses vertus , ses qualités, ses talens, ses actions. C'est le bien le plus précieux pour l'homme qui pense. Sans lui, point de véritable existence civile. On l'affoiblit, on l'outrage, on le détruit, par des fatyres, des calomnies , des libelles. L'envie qui distille son poison, doit être confondue par la Loi, réduite au silence, couverte d'humiliations, traînée au pied de celui qu'elle vouloit écraser. La réparation doit être publique comme l'offense; & l'opinion publique doit en outre flétrir le coupable. Mais, point de peines corporelles; elles renverseroient le rapport de la nature du châtiment au délit. Je ne m'entends pas sur les délits de cette classe, parce que la Jurisprudence de nos Tribunaux m'a paru à peu près suffisante pour les réprimer ou les punir.

Contre la liberté.

On a dit que le citoyen sacrifioit une portion de sa liberté, pour jouir en sûreté de l'autre. Heureux les pays où les attentats portés par les gens en place, à ce reste de liberté expirante, ne sont point impunis. Un Ministre en Angleterre, malgré le vœu de la Loi, fait emprisonner un particulier: il est élargi par les Tribunaux; & le Ministre tyrannique est condamné à réparer le dommage qu'il a causé à ce ci-

toyen. C'est des habitans de cette contrée qu'on pourroit dire avec vérité :

O fortunati cives sua si bona norint.

Contre la sûreté, la propriété.

Par une singulière contrariété, qui naît de nos institutions civiles, la sûreté des citoyens n'est exposée que dans les campagnes désertes, ou dans les villes dont la population est immense. Les villes, destinées à protéger cette sûreté, fourmillent, en proportion de leur population, de bandits & de scélérats qui sous le masque de l'incognito, & à la faveur du tourbillon, cherchent à se dérober au supplice qui les attend. Prévenir ces délits, procurer le repos & la tranquillité des citoyens est, en France, l'objet spécial du Tribunal de la Police. Envisagé sous ce rapport, c'est un chef-d'œuvre de Législation. Le vaste coup d'œil du Magistrat qui y préside, embrasse l'immensité des citoyens; rien n'échappe à sa vigilance. L'institution des Maréchaussées dans les Provinces, est aussi bien propre à diminuer le nombre des crimes privés; mais il seroit à désirer qu'on en augmentât le nombre, & qu'on excitât, par des gratifications & une meilleure paye, leur valeur & leur patriotisme.

Je n'entrerai pas dans le détail de toutes les espèces de violences ni des peines proportionnelles qu'on peut leur appliquer. C'est au Juge chargé de les punir, à consulter la grande Loi des circonstances, à ne jamais s'écarter du principe, qu'il faut mesurer la grandeur de la peine sur la grandeur du dommage fait à l'offensé, & que cette peine doit sortir de la nature-même de la chose.

Il ne faut pas cependant abuser de ce principe, pour faire revivre le Talion, & mutiler un homme dont la violence en aura mutilé un autre.

Si ce Talion est dans la nature, il est souvent contre l'intérêt civil. La société auroit deux membres inutiles au lieu d'un. Le coupable mérite à la vérité deux peines ; mais elles doivent être utiles ; pécuniaires, pour réparer le tort fait à l'outragé ; personnelles, pour l'exemple de la société. La véritable mesure de l'une & l'autre est celle du tort qu'éprouve l'offensé.

De tous les crimes qui blessent l'œil de l'observateur, dans l'état actuel des sociétés, les assassinats & les vols sont, sans contredit, les plus communs, & c'est sur leur punition que nous devons principalement fixer nos regards. En effet, on voit rarement éclore ces crimes contre l'État ou le Souverain, si fréquens dans ces tems malheureux ; où des sujets audacieux osent fomenter des troubles & ébranler la constitution. Ces orages ne sont plus ; le calme regne dans la France. D'un autre côté, la raison qui a éclairé les peuples sur la véritable source du bonheur politique, a marqué les bornes du tolérantisme religieux, qu'ils ne peuvent franchir pour les prétendus intérêts du Ciel. La société n'est donc véritablement troublée, que par ces délits particuliers, qui regardent la propriété ou la vie des citoyens, désignés sous le nom de vols & d'assassinats. Voilà la double espèce de délits qui nous interesse davantage, & nous devons nous attacher au développement des moyens qui peuvent les rendre plus rares en France.

Moyens de rendre plus rares en France les vols & les assassinats, seuls délits bien communs.

Ces moyens sont bien simples : j'en ai déjà indiqué une partie. D'abord, lorsque de sages Réglemens auront détruit presque entièrement la mendicité, source ordinaire des vols (1) : lorsqu'ensuite les voleurs ne seront plus forcés, par la rigueur imprudente des Loix, à massacrer les citoyens qu'ils arrêtent, alors il y aura peu, ou il n'y aura plus d'assassinats. L'intérêt personnel est le mobile de toutes les actions humaines ; & lorsqu'il n'y en aura plus à sortir de la sphere tracée par les Loix, croit-on que beaucoup de citoyens s'en écartent ? C'est l'indigence désespérée qui crée tant d'assassins contre notre sûreté commune. Il est rare que des motifs de vengeance personnelle arment des citoyens les uns contre les autres, sur-tout quand les Tribunaux sont prompts à venger les affronts faits à tous les membres de la

(1) Il est des tems & des états où les voleurs paroissent à certaines époques, comme ces nuées d'insectes qui dévorent les pays du midi. Ce débordement est toujours occasionné par quelque changement dans l'administration, qui a eu une influence considérable sur le sort d'une foule de particuliers, réduits par un accidens subit à une profonde misère. Il faut chercher le remède, non pas dans

les supplices, mais dans la création de ressources qui donnent du pain à ces malheureux. Consultez l'Histoire, & vous verrez que c'est à l'époque des suppressions de places dans les Finances, des réductions, d'engorgemens dans le commerce, & le débouché des manufactures, &c. que les grands scélérats ont paru & même armé des troupes.

société , & à accueillir indistinctement toutes les plaintes. La guerre n'est point un état naturel à l'homme. Ce n'est toujours qu'avec répugnance que l'homme verse le sang de l'homme. Interrogez les plus grands scélérats; ils vous diront qu'ils ont frémi, en égorgeant leur première victime : l'œil se familiarise ensuite avec le sang, & le mécanisme lent de l'habitude rend cruels, avec indifférence, des êtres à qui la nature avoit imprimé son caractère de philanthropie.

Changement de peines.

C'est donc en prévenant d'un côté la misère, qu'on diminuera le nombre des voleurs ; c'est en changeant de l'autre les peines portées contr'eux, qu'on diminuera le nombre des assassinats. La Loi condamne en France également à mort, & l'homme (1) qui, pour subsister, dérobe, & celui qui, pour cacher son vol, assassine. Il est vrai qu'elle met quelque différence dans le genre du supplice. Mais, le scélérat a-t-il jamais, au sein des forfaits, calculé cette différence ? Il ne voit que la mort ; pour lui ce n'est

(1) L'inconséquence imprudente de nos Loix se manifeste sur-tout dans la peine de mort infligée au vol domestique. Que résulte-t-il de cette excessive rigueur ? que les vols de cette espèce sont plus communs & presque toujours impunis. Car un maître volé renvoie son domestique & ne le dénonce pas à

la Justice. Celui-ci, sûr de l'impunité, multiplie ses vols. La Loi, par sa cruauté, favorise donc la fréquence des délits qu'elle entendoit punir. On a dit & répété cela si souvent, qu'il est inconcevable que cet abus, dont les maîtres seuls sentent le fardeau, subsiste encore dans notre Législation.

qu'un

qu'un point de souffrance ; s'il est cruel , il n'est pas long ; s'il est long , il n'est pas cruel. Voilà le raisonnement qui lui fait braver le trépas , avec tant d'audace , qui lui donne même cette espece d'insensibilité qu'on appelle héroïsme , dans le guerrier qui verse son sang , pour la Patrie.

Suppression de la peine de mort.

S'il est démontré que la crainte de la mort n'est point un frein capable d'arrêter les scélérats , que les peines effraient plus par leur durée , que par leur cruauté ; s'il est démontré que cette peine de mort qu'on inflige si légèrement en France , est même nuisible à la société , en ce qu'elle familiarise les yeux du peuple , avec l'effusion du sang ; s'il est enfin démontré que des travaux perpétuels substitués à ce supplice capital , seroient & plus utiles à la société , & plus propres à prévenir le crime & à le punir ; pourquoi ne se hâteroit-on pas d'abolir le supplice de la mort , & d'introduire ces heureux changemens que la raison & la saine politique s'accordent à conseiller au Législateur ? Or , l'examen le plus superficiel du but des Loix pénales , comparé avec les effets qu'elles produisent en France , conduit à cette démonstration.

Quel est en effet le but de la peine ? C'est d'abord la réparation du tort fait à la société , ou au particulier ; c'est l'exemple à donner aux citoyens ; c'est enfin d'empêcher le coupable de nuire par la suite. La Loi portée en France , contre les voleurs & les assassins , remplit-elle ces différens buts ? Non sans doute ; empruntons ici le flambeau de l'expérience , & jugeons. Est-ce en ôtant la vie à un hom-

me , qui a dérobé quelques louis , ou dont la main s'est souillée dans le sang de son semblable , qu'on répare le tort qu'il a fait à la société ? Elle a perdu un citoyen par un crime , & la Loi , pour la consoler de cette perte , lui en enleve un second. Quel étrange calcul ! Quel foulagement d'ailleurs apporté ce meurtre judiciaire , ou à la fortune de celui qui a été volé , ou aux mânes de celui qui a péri sous le fer d'un assassin ? Ressuscite-t-il des cendres de son ennemi , ou son sang lui rend-il ses trésors ? Non , & l'impuissance de la Loi , pour la réparation du tort , n'est ici que trop évidente.

Mais l'exemple , dira-t-on , effraie les citoyens qui pourroient être tentés d'imiter le scélérat. Illusion dangereuse ! La crainte du dernier supplice arrêtera-t-elle ce malheureux que la misère tourmente ? Il a devant les yeux la triste perspective du gibet , s'il devient voleur ; mais une misère éternelle , prolongée sur tous les instans de sa vie , lui offre une perspective cent fois plus cruelle que celle de la mort. Son image peut-elle encore arrêter celui qui , troublant la sûreté des autres , cherche , dans un ténébreux assassinat , l'impunité de son forfait ? Il voit l'échafaud , s'il assassine ; il le voit encore s'il n'assassine pas. Peut-il balancer un moment à doubler son crime , lorsque sa sûreté en est le prix. Eh ! d'ailleurs qu'on lise dans le cœur des scélérats , dont la vie n'est qu'un affreux tissu d'horreurs & d'atrocités , on y verra que le spectacle de la mort qu'ils ont tant de fois donnée aux autres , les a endurcis contre sa crainte. Contractant une espèce de mépris pour la vie & le genre humain , ils parviennent à envisager le trépas avec un œil ferme & tranquille ; ils meur-

rent avec indifférence , & le spectacle de cette mort, loin d'effrayer leurs semblables qui en sont les témoins, les enhardit au forfait, par l'espoir qu'ils ont de soutenir ce dernier moment, avec la même intrépidité.

Il faut l'avouer, cette peine de mort remplit efficacement, au moins en apparence, le troisième but de la Loi ; elle empêche le coupable de nuire par la suite ; en le privant à jamais de la lumière, on lui ôte nécessairement la faculté de pouvoir commettre des crimes. Mais ce remède n'est-il pas aussi cruel que le mal, puisqu'il nuit à la société, pour empêcher de lui nuire ?

Substituer l'esclavage & des travaux perpétuels à la mort.

Mais que substituer à la peine de mort ? Un supplice qui soit plus propre à effrayer les coupables, par sa durée, & à réparer le tort fait ou à la société ou aux particuliers ; un supplice qui soit en proportion avec le délit ; qui concilie l'intérêt de l'État avec les droits du coupable ; en un mot, il faut substituer l'esclavage & des travaux perpétuels pour l'assassin, & proportionnés pour le voleur. On demande des supplices utiles. La France n'a-t-elle pas ses terres en friches, ses mines à exploiter, ses chemins publics, ses canaux à construire, ses colonies à peupler, ses manufactures à perfectionner ? Puisque la fureur d'avoir des colonies est une maladie des États Européens ; puisque pour tirer du sol & élaborer mille productions de luxe, nous avons besoin de milliers de bras ; pourquoi dans ces travaux ne pas remplacer, par des

criminels, ces malheureux négres que notre cupidité enleve de leur pays natal, & ne cesse d'outrager, pour satisfaire à nos besoins toujours renaissans. Pourquoi ne pas occuper, dans nos forges, dans l'exploitation des mines de charbon, à d'autres travaux plus durs, plus terribles encore, les coupables que la Loi prive d'une liberté funeste au genre humain. Par-là, elle rend à l'agriculture & aux arts cette foule d'ouvriers libres, d'hommes utiles, qui, par l'appas d'un lucre considérable, vendent leur liberté & leurs jours, pour travailler dans ces cachots infernaux. Par-là, on procure à la société une réparation utile du tort que lui a fait le coupable ; par-là, on le prive de la faculté de nuire, en ne lui laissant que celle d'être utile.

Mais, infligera-t-on la même peine au voleur, à l'assassin ? Pourquoi non ? Ce sera la même peine, mais on l'adoucirà, on l'aggravera, suivant la nature des délits ; proportion qu'on ne peut jamais suivre dans la peine de mort. Ainsi le voleur n'essuiera pas un esclavage aussi long, aussi dur que l'assassin. On différenciera la peine, en raison de la différence du dommage fait, ou de celui qu'on pourroit craindre.

Pourquoi condamner à traîner sa vie, dans un désespoir éternel, ce malheureux que la nécessité peut-être a réduit à voler ? Punissez son infraction ; mais que la peine ne soit pas éternelle. Il pourra devenir meilleur : lorsqu'il aura suffisamment expié son forfait, rendez-le à la Patrie, dont il peut bien mériter. Que de criminels perdus à jamais, par l'absurde supplice de la mort, on auroit ainsi ramené dans son sein ! Le citoyen violent qui a attenté à la vie de son semblable, doit sans doute avoir toujours les mains liées.

C'est un frénétique qu'il faut enchaîner & occuper sans cesse, pour lui ôter la liberté de nuire.

Mais (1) je voudrois que, pour rendre ce supplice plus terrible encore, on pût réunir tout ce que l'opinion publique a d'énergie, pour accabler le scélérat qui a osé troubler l'ordre. Je voudrois, qu'avant d'être renfermé dans les mines, ou conduit à des travaux, il parût publiquement & à plusieurs reprises; qu'on pût lire son crime, le lui reprocher; qu'exposé aux regards, à l'indignation de ses concitoyens, on ne le vît qu'avec horreur. Je voudrois que, dans certains temps, après avoir préparé les esprits, par un discours sur la conservation de l'ordre social, sur l'utilité des châtimens, on conduisît les jeunes gens, les hommes mêmes aux mines, aux travaux, pour contempler le sort affreux de ces proscrits. Et quels avantages ne procureroient pas ces pèlerinages patriotiques! Je voudrois que les coupables, dont le supplice ne devoit avoir d'autre terme que celui de leur vie, fussent marqués, non pas sur le dos, marque qui peut être cachée, mais sur le front; du caractère visible de l'opprobre, afin qu'ils ne pussent jamais échapper à la peine de leur crime, même en secouant leurs fers, & en reprenant par force leur liberté. Je voudrois qu'on n'ôtât pas entièrement l'espoir de cette liberté, à ces citoyens, que de malheureuses circonstances, plutôt que l'habitude du vice, auroient jetté dans le

(1) On trouvera ici quelques morceaux tirés de ma Théorie des Loix criminelles, que je laisse subsister, parce que ce discours peut tomber entre les mains de personnes qui ne connoissent pas ma Théorie.

crime. Je voudrois.... hommes insensibles , qui doutez de l'effet prodigieux de ces spectacles , sur le cœur humain , ne vous êtes vous jamais transportés dans ces prisons , dans ces maisons de force , où le vice & le crime , courbés sous le poids des fers , arrachent des signes de commisération aux âmes honnêtes , parce que malgré leur abjection , leur réprobation , ils portent encore le caractère de l'humanité. Soyez vrais & répondez : votre cœur ne s'est-il pas resserré , à l'approche de ces maisons de deuil , en contemplant vos semblables avilis , dégradés , transformés en bêtes sauvages , qu'on enchaîne pour ne pas éprouver leur furie ; n'avez-vous pas frémi ? N'avez-vous pas juré , dans le fonds de votre âme , d'être toujours fideles à l'ordre social ? Ne vous êtes-vous pas dit à vous-mêmes ? Voilà donc le séjour qui m'est destiné , si je deviens criminel ! Je vous en atteste ici , militaires François ; vous qui ne redoutiez jamais la peine de la mort , lorsqu'elle étoit la peine ordinaire de vos délits , quelle impression ne fait pas , sur vous , la peine du mépris , la peine *de la vie* , qu'un Ministre qui connoissoit bien le cœur humain lui a substituée. J'ai vu moi-même , dans cette cérémonie lugubre , où l'on dégrade le coupable , j'ai vu l'horreur se graver sur vos visages , vos regards se détourner du misérable revêtu des haillons de l'opprobre. ... La peine de la vie , lorsqu'on la sature , pour ainsi dire , du fiel du mépris , est donc plus terrible que la peine de la mort.

C'est en la supprimant , qu'on pourra rendre les vols & sur-tout les assassinats moins communs. C'est alors qu'on parviendra à ce point , l'écueil de presque tous

les Législateurs, de concilier l'intérêt de la société, avec les droits que conserve le citoyen même couvert de l'ombre de l'accusation. Car, qu'on examine bien les peines que je substitue à celle de la mort, & l'on verra qu'elles remplissent mieux qu'elle le vœu de la Loi; qu'elles conservent l'intérêt de la société; qu'elles ne blessent point celui de l'accusé.

Suppression des peines mutilantes.

Ces droits sacrés que l'homme tient de la nature, que la société viole si souvent avec son appareil judiciaire, demandent encore la suppression d'une partie de nos peines mutilantes, & l'adoucissement de celles qu'on peut conserver. Il est inconcevable qu'une nation douce, vivant sous un climat tempéré, sous un Gouvernement modéré, puisse allier, avec un caractère aimable & des mœurs paisibles, toute l'atrocité des Cannibales. Car, nos peines judiciaires ne respirent que sang, que mort, ne tendent à inspirer que rage, que désespoir dans le cœur de l'accusé. Le tableau des mutilations ordonnées par la Loi est affreux. Nous ne le tracerons point. Il suffit de dire que toute peine corporelle, qui prive un citoyen d'un membre qui lui est utile, est une atrocité politique; & qu'on ne doit faire usage que de celles qui peuvent punir le coupable, sans le mutiler.

Prisons.

C'est encore, pour défendre les privilèges des citoyens que nous élèverons la voix contre l'incarcération légale, dont on use en France avec beaucoup de légèreté, & contre les abus qui règnent dans ces repaires de l'horreur & du désespoir, qu'on appelle

prisons. Ouvrons ces prisons ; que d'abus révoltans y font gémir l'humanité ! Décrivons-les , s'il est possible, si la plume même ne tombe pas de nos mains. Un citoyen né libre est tout à coup investi par une foule de Satellites , attaqué , lié , garroté , traîné avec un éclat scandaleux , avec les outrages les plus marqués , dans le séjour affreux qui recèle le scélérat. Pourquoi l'a-t-on arrêté ? Par ordre d'un seul homme , à qui la Loi laisse le droit exorbitant d'incarcérer les citoyens à son gré , & sous le moindre prétexte ! Ou a-t-il été arrêté ? Dans sa maison , dans cet asyle sacré que la Loi devrait respecter , parce que c'est le seul endroit où l'homme puisse jouir pleinement du droit inamovible & imprescriptible de la liberté. Je suis ce malheureux dans la demeure infernale qu'on lui prépare ; Archers , Geoliers , Bourreaux , subalternes , à l'approche de cette proie nouvelle , laissent entrevoir , sur leurs fronts sourcilleux , cette joie maligne & cruelle que les Poètes peignent dans les Furies , chargées de tourmenter le genre humain. Loin de respecter le malheur de ce citoyen , on l'insulte , on l'outrage , on le fouille indécemment , on lui enlève ses effets ; on le conduit enfin par un labyrinthe obscur de détours , à sa triste demeure où de triples ferrures , des verrouils lugubres répondent de sa liberté : il entre le cœur serré de douleur , dans ce cloaque d'infection , où mille malheureux s'entrecommuniquent le poison lentement dévorant de la mort , d'où les miasmes les plus dangereux s'exhalent & vont porter au loin les germes de la putréfaction. Une nouvelle scène s'ouvre. L'assassin , le voleur , le libertin , tous devenus amis , parce que le même lieu les rassemble , veulent exercer sur ce nouveau

venu une espece de despotisme , même au milieu de leurs chaînes , même dans la fosse affreuse qui les sépare du genre humain. Il faut qu'il rende hommage à l'association de ses nouveaux hôtes ; qui lui disputent jusqu'aux malheureux restes que lui ont laissés les Bourreaux. Ames sensibles , qui avez quelquefois pénétré dans ce séjour horrible , que de blasphêmes , que de malédictions vous avez entendu vomir contre l'Être suprême , contre la société ! Combien de fois ces misérables proscrits , las d'être traînés sur la sellette , n'invoquent-ils pas la mort trop lente , qui leur ferme l'oreille ! ... L'humanité ne frémit-elle pas ! L'innocence à côté du crime ! La vertu accusée , confondue avec le vice ! Oui c'est-là , c'est sur cette pierre infectée du venin du crime , où Cartouche & la Voisin ont attendu le moment affreux auquel ils devoient expier , à la face du Ciel , leurs nombreux assassinats ; c'est-là que des citoyens innocens ont souvent reposé leur tête également fatiguée des interrogations , des outrages , des atrocités qu'ils étoient forcés d'éprouver ! C'est-là que mille de nos semblables épuisent tous les jours la coupe de la douleur , en soupirant vainement après la liberté !

On ne me croira pas , je le fais , parce que la vue du malheur est pénible pour l'égoïsme qui est forcé de le craindre. Mais , ô Magistrats , qui aurez le courage de surmonter le dégoût qu'inspire l'aspect de la misère , ne vous laissez pas prévenir , ne fermez pas l'oreille aux plaintes des malheureux : descendez dans ces cachots affreux ; pénétrez par-tout ; posez les doigts sur les plaies de ces infortunés ; voyez s'il est un seul endroit sur leur corps qui soit exempt de

douleur. Vous frémirez ; des larmes couleront de vos yeux ; & vous mettant bien au-dessus de ces Juges , qui croient avoir rempli leurs fonctions , quand ils ont fait donner la question à un accusé , ou fait pendre un homme que la faim a contraint de voler , vous apprendrez à l'univers , par une réforme sage , que l'humanité est respectée & dans vos Tribunaux & jusque dans vos prisons.

Abus de l'emprisonnement.

Qui le croiroit , à l'affreux tableau que nous venons de tracer , que l'incarcération légale , quoique si funeste , n'est point regardée par les Juges comme un châtiment. Ce n'est à leurs yeux qu'une assurance de retrouver sous leurs mains l'accusé , quand ils viendront l'interroger & le juger. Quelle est donc cette terrible forêt de la société où , pour la liberté , la sûreté de tous , on outrage si cruellement la liberté de chaque individu ? Comment ne réfléchit-on pas , que l'emprisonnement est une peine , qu'on ne doit point infliger de peine à un homme qui n'est point encore convaincu ? Comment ne voit-on pas , que si le bon ordre exige qu'un accusé , violemment soupçonné , soit promptement arrêté , l'humanité demande qu'il soit élargi , quand il offre de donner caution ? Comment ne voit-on pas les maux irréparables que cause cette longue & prématurée détention ? L'infortuné retenu dans les prisons , pendant toute l'instruction de son procès , a perdu biens , santé , honneur , réputation , amis. On compte ces pertes pour rien ; & la Loi lui ôte jusqu'à la ressource si naturelle de demander un dédommagement au ministère pu-

blic , qui a si légèrement donné atteinte aux droits de l'humanité.

Pour remédier à ces abus frappans , je ne connois que deux moyens qui , sans nuire à l'intérêt de la société , rétablissent d'un autre côté le citoyen accusé , dans tous ses droits. Supprimez la contrainte par corps pour dettes ; adoucissez le sort des prisonniers ; voilà ce que demande depuis long-tems la voix de la nature.

La contrainte par corps a été substituée à l'esclavage que les Loix Romaines prononçoient contre les débiteurs insolvables. L'Auteur (1) de la Théorie des Loix civiles a développé les inconvéniens nombreux de cet usage. Il a prouvé que , funeste pour le débiteur dont il lioit les mains , pour les forcer à s'ouvrir , il étoit également pernicieux & pour le créancier dont il trompoit les vœux , en épuisant sa bourse ; & pour la société à laquelle il enlevoit une foule de bras qui auroient pu lui être utiles , bras qui s'armoient ensuite contre sa sûreté. Pour parer à ces inconvéniens , cet Auteur a proposé de ressusciter l'esclavage usité chez les Romains ; il en a vanté les bons effets. . . . Pour nous , convaincus qu'il sera toujours dangereux d'abandonner le foible au despotisme illimité du riche , puisqu'il y a eu des maîtres assez cruels , pour se jouer de la vie de leurs esclaves , nous nous garderons de croire aux beaux tableaux qu'il nous fait de la servitude Romaine ; nous gémissons sur le sort du journalier , de l'indigent Européen ; mais faut-il donc , pour adoucir son sort , le priver de sa liberté , l'abandonner à la cruauté d'un maître ; &

(1) Théorie des Loix civiles , Tom. II.

d'un homme libre, en faire une bête de somme ?

N'est-il pas plus simple de supprimer l'emprisonnement pour dettes ? A qui cette suppression fait-elle tort ? Est-ce à la société, au créancier, au débiteur ? Il est prouvé que l'emprisonnement préjudicie à tous. Mais, dira-t-on, la suppression prive le créancier de sa propriété. Mais n'est-ce pas de son superflu qu'il a prêté ? Mais la suppression de ce droit inique le réduira-t-elle à la mendicité ? Elle l'avertira de prendre des précautions. Qu'on ne croie pas qu'elle nuise davantage au commerce : l'honneur en doit être seul la base : la crainte d'être deshonoré par un protêt, doit plus arrêter le négociant que la crainte de la prison. Mais les fonds circuleront moins. Ils circuleront toujours, parce qu'il est contre l'intérêt des capitalistes, de les laisser oisifs. Il faut donc que la liberté des citoyens soit inviolablement respectée ; que nul n'en soit privé, à moins qu'il n'y ait une conviction presque entière d'un crime : il faut que les prisons soient élevées dans des lieux sains, bien aérés ; que la Loi pourvoie aux besoins des prisonniers ; qu'ils soient exempts de ces infâmes tribus diversifiées sous mille noms, qu'exigent, qu'arrachent de leur indigence leurs avarés gardiens : il faut que ces derniers les traitent doucement ; parce que le malheur doit être toujours respecté ; parce que, jusqu'à la conviction, l'accusé n'est que malheureux (1) : il faut enfin,

(1) Toutes ces dispositions se trouvent dans la Déclaration du Roi du 30 Août dernier, sur les nouvelles prisons, monument éclatant de

sa bienfaisance & de son attention à s'occuper, au milieu de la guerre, du bonheur de ses sujets. » S. M. y » déclare, qu'elle entend

en ramenant chez nous , cette Loi fameuse , le plus fûr rempart de la liberté Angloise , autrefois usitée en France , il faut élargir tout prisonnier famé , domicilié , qui offre caution.

Voilà les dispositions que dicte l'humanité , que ne suivit point dans son Code des Pays-bas , publié en 1570 , le sanguinaire Duc d'Albe ; Code qui paroît avoir servi de prototype au nôtre. C'est de lui que nous avons emprunté le secret de notre procédure , sa rigueur , l'appareil effrayant des supplices , leur disproportion aux crimes , la condamnation à mort des voleurs , des ravisseurs , les peines de la roue & du feu , enfin l'inférieure preuve de la torture (1).

» faire détruire tous les ca-
 » chots pratiqués sous terre ,
 » ne voulant plus risquer ,
 » que des hommes accusés
 » ou soupçonnés injustement
 » & reconnus ensuite inno-
 » cens par les Tribunaux ,
 » aient essuyé d'avance une
 » punition rigoureuse , par
 » leur seule détention dans
 » des lieux ténébreux & mal
 » sains. Notre pitié , ajoute
 » ce Monarque , jouira mê-
 » me d'avoir pu adoucir ,
 » pour les criminels , ces
 » souffrances inconnues & ces
 » peines obscures , qui du
 » moment qu'elles ne con-
 » tribuent point au maintien
 » de l'ordre , par la publicité
 » & l'exemple , deviennent
 » inutiles à notre Justice , &

» n'intéressent plus que no-
 » tre bonté. »

Que d'actions de grace ne devons-nous pas encore au Sully de notre siècle , dont la sage administration a valu à la France plus que des conquêtes & des victoires. Nos ennemis même admirent ses sublimes opérations. Bénissons-le de ce qu'au sein de ses vastes projets , il s'attendrit sur le sort des prisonniers , & cherche à l'améliorer ; soins qu'il partage avec une Épouse respectable.

(1) Ce Code du Duc d'Albe porte , ce qu'on ne croira jamais , ce qui s'y lit pourtant à la lettre , que s'il s'agit d'un crime qui mérite la mort , l'accusé sera appli-

Changement dans l'instruction criminelle.

§. V.

Publicité de la procédure criminelle nécessaire.

A-T-ON jamais pu mettre en doute , excepté dans les pays qui gémissent sous l'inquisition , si la procédure criminelle devrait être publique ? Combien d'innocens ont été les malheureuses victimes de l'ombre mystérieuse qui la couvre en France ? Information , interrogatoire , recolement , tout y est secret. C'est la seule procédure où les Tribunaux François se soient écartés des Loix Romaines ; & par une étrange inconséquence , un solécisme , dit M. de Voltaire , a fait rejeter un principe dicté , par le bon sens , tandis qu'on se hâtoit d'adopter d'un autre côté des absurdités trop claires.

Cependant , tout se réunit ici pour engager le Législateur à adopter la procédure usitée en Angleterre , à donner de la publicité à l'instruction des crimes. Accusateurs , accusés , société , Juges , tous y sont également intéressés. Si l'accusateur a été publiquement offensé , si l'offense est certaine , pourquoi craindrait-il de paroître à la face du public , de produire ses témoins & les preuves du délit ? Quant à l'accusé , n'est-il pas de son intérêt de se justifier publiquement ? Tout citoyen flétri par le seul soupçon d'un

qué à la torture , jusqu'à ce qu'il avoue son crime. S'il n'avoue rien , on le laisse quelquefois pendant trente

heures , & on l'y applique encore , autant de fois qu'on le juge à propos.

crime, ne doit-il pas desirer d'avoir tous ses concitoyens pour Juges ? Il n'aura pas alors à redouter les manœuvres sourdes que peut tramer l'iniquité contre ses jours. Il verra les coups que son ennemi lui porte ; il saura les parer. Il n'aura pas à craindre qu'un Juge prévenu séduise, par des questions capcieuses, des témoins ignorans ; qu'un Greffier infidèle altere des dépositions. La voix toujours équitable du public s'élèveroit bientôt contre la partialité, contre la fraude, & feroit rentrer dans le néant le Juge corrompu qui seroit tenté d'abuser du glaive de la Loi. Des trois anneaux qui composent la chaîne des Loix criminelles, pourquoi faudroit-il voiler l'un, tandis que les autres seroient à découvert ? La publicité du châtiment est destinée à prévenir les crimes par l'exemple ; la publicité de l'instruction rassurera le citoyen innocent, que la calomnie peut flétrir. Quand l'intérêt seul de l'accusé exigeroit cette publicité, il faudroit l'ordonner ; tout en effet dans l'instruction, jusqu'à l'entière conviction de l'accusé, tout doit être en sa faveur.

Serment de l'accusé supprimé.

On suit en France exactement le revers de ce principe. Car, tout s'y fait à la charge de l'accusé. Ainsi on y laisse subsister toujours la coutume barbare d'exiger de lui le serment de dire la vérité ; comme si l'on pouvoit s'obliger de bonne foi, par serment, à accélérer sa propre destruction. Veut-on donc qu'il s'égorge lui-même ? La Loi a voulu être plus forte que la nature, étouffer le mensonge par une obligation forcée. Qu'est-il arrivé ? On a avili le serment,

& le mal n'a point été réprimé : on a fait des parjures inutilement.

Récusation de Juges.

On n'exige point en Angleterre de serment de l'accusé. Cromwell, qui ne respecta ni la nature, ni le droit des gens, ni l'équité, voulut renverser cet usage, mais vainement. Il n'y avoit que son despotisme insolent, qui pouvoit encore ôter à un citoyen la faculté de récuser les Juges, dont la prévention est à craindre. Ce n'étoient pas des Juges qu'il nommoit, c'étoient des Bourreaux. Mais dans les États où l'on respecte la liberté du citoyen, il faut laisser à l'accusé le droit de récuser les Juges qu'il peut soupçonner.

Avocat donné à l'accusé.

La balance à cet égard, comme sur tous les autres, doit être égale entre lui & son accusateur. Mais cette balance n'est-elle pas rompue, lorsque, par exemple, on rejette la justification de l'accusé, jusqu'après l'entière instruction du procès, lorsqu'on lui ôte la liberté de se défendre par un Avocat ? Il semble que, pour la rédaction des Loix criminelles en France, on ait pris le contrepied des Loix civiles. Dans ces dernières, lorsqu'il y a preuves par enquête à faire, on peut, on doit les faire en même tems. Chaque partie peut avoir son défenseur ; mais le Tribunal criminel leur est fermé. Et ce qu'il y a d'étrange, dans l'un il s'agit d'argent ; dans l'autre il est question de la liberté & de la vie.

Faits justificatifs de l'accusé.

Pourquoi d'ailleurs n'admettre les faits justificatifs
de

de l'accusé , qu'après que son adversaire a fait sa preuve ? Pourquoi rendre le sort de l'accusé pire que celui de son accusateur ? N'est-il pas déjà assez malheureux de languir dans les fers , sans lui ôter les moyens de se justifier ? Ses témoins ne peuvent-ils pas disparoître , mourir ? Les preuves écrites , être égarées , altérées , pendant le tems qu'on instruit son procès ? Dans l'intervalle de cette instruction , la prévention ne se fortifie-t-elle pas dans le cœur de ses Juges , qui ne voyent que les preuves de son crime , & que cet aspect prévient imperceptiblement & malgré eux ?

Communication des Charges.

Rendons cette justice à ce Peuple, qui ne nous regarde que comme des ennemis naturels, & que nous traitons en rival ; ses Loix respectent bien plus les droits de l'homme. L'accusé se justifie dans le même temps, que son adversaire prouve le délit ; il emprunte l'organe d'un Avocat (1) , même lorsqu'il s'agit de

(1.) Lorsqu'il fut question , au commencement de ce siècle , en Angleterre , de l'acte touchant les procès pour cause de haute trahison , on agita si l'on accorderoit des Avocats aux prisonniers d'État , ou si on les laisseroit plaider eux-mêmes. Le célèbre Philosophe Shaftsbury , alors dans la chambre des Pairs , prépara un beau discours , pour faire passer le premier parti. Mais , soit qu'il fut in-

timidé par l'assemblée , soit que ce fut toute autre cause , il l'oublia au moment de le prononcer. L'assemblée , après lui avoir donné le tems de se remettre , le pria de parler ; il obéit & dit : Si moi , Monsieur , qui ne parle que pour dire mon avis sur le Bill qui est sur le tapis , suis si troublé , que je me trouve hors d'état de dire la moindre chose de ce que je m'étois proposé , quel-

crime de haute trahison ; & la Loi établit entre eux un exact équilibre , qu'elle ne rompt jamais qu'en faveur de l'accusé. On n'y refuse point à ce dernier la communication des charges ; rien de secret dans la procédure , parce que l'éclairé Législateur qui l'a ordonnée , a bien prévu que le voile du mystère se leveroit toujours à la vue de l'or. Il a vu que cette Loi du secret n'étoit qu'une spéculation de finances pour les Officiers subalternes de la Justice , qu'une charge onéreuse imposée à l'accusateur & à l'accusé. Il a vu enfin que l'accusé ne pouvoit être condamné , sans être entendu ; qu'il ne pouvoit se défendre des coups qu'on lui portoit , s'ils étoient portés dans l'ombre de l'obscurité.

Qu'on examine dans toutes ses parties notre procédure criminelle , on y retrouvera par-tout ce même esprit de partialité , qui se plaît à ne voir que des coupables , à rassembler tout ce qui peut confondre l'accusé , en écartant tout ce qui peut le justifier.

Abus de la lenteur de l'instruction.

Cicéron , dont une saine Philosophie guidait la plume , écrivoit de son tems : *Valeant omnia ad salutem innocentium , ad opem innocentium , in periculum verò & perniciem repudientur.* Et notre Code écrit en caractères de sang , nous prêche que tout doit tendre à convaincre , à condamner , à martiriser l'accusé. On a tourné contre lui jusqu'à la lenteur dans l'examen de la procédure , que Montesquieu conseilloit

le ne doit pas être la situation d'un homme , qui se trouve réduit à plaider sans secours , pour sa vie , & qui est dans

la crainte de la perdre ? Ce raisonnement frappa tellement les esprits , que le Bill passa sur le champ.

dans tout État bien organisé , parce que la tête du moindre citoyen y est considérable , parce qu'on ne doit lui ôter son bonheur & ses biens , qu'après un long examen. Quelle étrange faveur de la Loi , qui ne tend qu'à rendre plus cruel le sort de l'accusé ! Car , tandis qu'il traîne dans les cachots des jours douloureux , on examine lentement son procès ; on l'épuise en interrogats , en confrontations ; on l'avilit avant même de le trouver coupable ; & en le traînant cruellement , & à plusieurs reprises , sur tous les degrés de l'échelle qui doit le conduire à la mort , on le force à envier le sort de l'esclave du despotisme , qui n'a pas le tems de boire goutte à goutte , toute l'amertume de son dernier moment.

Ne calomnions pas ici la Loi ; elle avoit prévu cet inconvénient terrible , suite de la négligence des Juges ; elle avoit fixé le tems où les procès doivent être expédiés ; mais par une fatalité attachée à toutes les institutions humaines , ses dispositions sages sont tombées en désuétude , lorsqu'on a pratiqué , étendu avec une constante cruauté , tout ce qui révolte la nature & la raison. Ainsi l'on a laissé les prisonniers à la merci d'infâmes Bourreaux ; on les a laissé languir dans les prisons , sans égards , sans consolations , & presque sans subsistance ; tandis qu'on violoit d'un autre côté la Loi qui recommandoit l'expédition prompte des procès criminels. Ah ! si les Magistrats , chargés de prononcer sur le sort des malheureux , vouloient se transporter en idée dans les prisons où ils croupissent ; s'ils vouloient prêter l'oreille à leurs sanglots ; s'ils touchoient cette tête brûlante & noircie par les maux , qui repose à peine sur la pierre ; s'ils se souvenoient qu'ils sont les peres de ces infortunés , ne

se hâteroient-ils pas d'abjurer le fatal égoïsme , qui les rend insensibles à leurs malheurs ; d'abjurer cette coupable négligence qui multiplie à l'infini les peines d'un homme , lorsqu'il doit n'en éprouver qu'une , même étant coupable ?

Lenteur dans le Jugement.

En recommandant la célérité dans l'instruction des procès , je suis loin d'enseigner qu'on doive précipiter le jugement. On réfléchit davantage avec le tems ; de nouvelles réflexions changent les anciennes idées. Dans le premier moment , la chaleur de l'imagination , l'entêtement pour une opinion qu'on croit juste , la haine de l'homme , qu'on prend pour la haine du crime , tout peut faire illusion ; laissez le calme remplacer cette première agitation , réfléchissez , méditez ; il n'y aura point de temps perdu , si vous sauvez un innocent que vous étiez sur le point de condamner.

Cette célérité dans l'instruction des procès , également favorable & à la société & à l'accusé ; cette lenteur dans le jugement , qu'exige la faiblesse de notre raison , que réclame l'humanité , doivent être les fondemens de toute instruction criminelle ; & la nôtre suit exactement le contraire ; c'est-à-dire , que la procédure s'y fait très-lentement , & qu'on juge au contraire très-légerement.

C'est en envisageant ces abus déplorables , que l'Auteur (1) de la Théorie des Loix civiles s'écrioit :
 » Quand se trouvera-t-il , dans notre Europe , un gé-
 » nie assez intrépide , pour visiter en détail le champ

(1) Disc. prélim. de la Théorie des Loix , p. 15.

» de bataille redoutable de la procédure , & ne
 » craindra pas de s'engager parmi les débris dont il
 » est jonché ?

Preuves judiciaires.

§. V I.

AH ! si ce génie bienfaisant pouvoit jamais exister, avec quelle ardeur ne devoit-il pas déraciner les abus de notre procédure ? Avec quel zèle ne devoit-il pas réformer une autre partie de notre Code pénal, qui ne présente pas moins d'obscurité , *les preuves judiciaires* ? Philosophes, qui , éclairés par les travaux de vos prédécesseurs , employez vos veilles à chercher les vrais caractères de l'évidence & de la certitude , qui n'osez les fixer , écoutez & frémissez : si l'on vous disoit qu'il existe un pays civilisé , dans ce siècle même , où les indices sont érigés en preuves , les présomptions en vérités ; où l'on calcule la vie d'un homme, par moitié, par quart de preuve ; où, lorsqu'il manque une fraction, on la cherche dans les tourmens de la question ; où l'on compte pour preuve, un aveu arraché par la force, vous regarderiez ce tableau comme une fable digne d'exister chez les Cannibales. Ouvrez nos Criminalistes, & vous verrez cette étrange méthode de jouer au hasard la vie des accusés , enseignée gravement par eux.

A calculer cependant le nombre immense des jugemens qui se rendent en France, on s'imagineroit que les Loix y auroient tracé des moyens faciles pour constater le crime & convaincre le coupable. On ne le croira pas, mais il est très-vrai qu'elles ne

parlent aucunement des preuves judiciaires. On y laisse tout au hasard , tout à la décision arbitraire des Juges. Sommes-nous moins barbares que nos ancêtres ? Ils n'admettoient que des épreuves ridicules , des combats qu'ils appelloient *le jugement de Dieu* , & qui se décidoit toujours pour le plus fort ou le plus adroit. Et n'invoquons-nous pas le hasard de la combinaison d'indices , le hasard atroce de la question ? Comment osons-nous donc calomnier les siècles passés , nous , dont la Jurisprudence est encore dans les ténèbres , au milieu des lumières que répand la Philosophie sur toutes les sciences ?

Une découverte utile pour le genre humain , & qui épargneroit une foule d'atrocités judiciaires , seroit l'art de fixer le degré de certitude de chaque preuve , d'en faire une échelle invariable. Mais cet art est la pierre philosophale de la Jurisprudence. Le nombre des crimes est si considérable , les circonstances qui les accompagnent , peuvent produire tant de combinaisons différentes , qu'il est impossible d'estimer le degré de certitude que peut procurer la réunion de ces circonstances , même dans des cas donnés.

Non , ne craignons point de le dire , l'obscurité la plus profonde couvre nos preuves judiciaires , quoique nous nous servions tous les jours , avec la plus grande confiance , de ces faux instrumens pour juger les hommes.

Question.

La confession volontaire de l'accusé paroît être l'effet du délire qui attente à la première Loi de la nature.

La confession forcée peut-on concevoir que cette preuve atroce (1) subsiste encore chez une nation douce , éclairée , malgré les écrits des Philosophes , malgré le cri de la raison , malgré l'exemple de tant de peuples qui l'ont abandonnée ? Par quelle absurdité a-t-on pu croire trouver la vérité dans le sein des tourmens ? Si les preuves du délit sont incomplètes , peut-on les compléter par un aveu que la violence arrache ? Si elles sont complètes , si le coupable est connu , convaincu , pourquoi le traîner , au travers de ce supplice intermédiaire , à son dernier supplice ? Mais , s'il est innocent , quel remord ne doit pas éprouver le Juge , dont l'ame n'est pas entièrement endurcie ! Quelle indemnité peut compenser cette mutilation ! Abjurons à jamais cette invention d'un siècle barbare , qui n'a d'autre but , comme on l'a dit si souvent , que de sauver le robuste coupable , pour faire périr l'innocent d'une complexion foible. Ne l'employons pas même pour découvrir les plus grands crimes. Car la torture est une peine , & on ne doit jamais infliger de peine , que lorsque la preuve du crime est parfaite.

(1) Au moment où l'Académie de Châlons-sur-Marne couronnoit ce mémoire , elle eut la satisfaction de voir que les principes de l'Auteur sur l'abus des prisons & de la question , se trouvoient consacrés dans les deux Déclarations données au mois d'Août dernier. Le Roi n'y supprime , à la vérité , que la question préparatoire ; mais quoi-

que plusieurs motifs spécieux semblent militer pour celle qu'on a réservée , cependant on doit espérer que des raisons plus solides , plus conformes à l'humanité , & qui ont été développées avec énergie dans le Code de l'Impératrice des Russes , engageront notre Auguste Monarque à supprimer toute espèce de question.

Preuve testimoniale.

— Que dirai-je de la preuve par témoins ? La Loi a-t-elle marqué les signes qui caractérisent les témoins véridiques ? A-t-elle fixé le nombre nécessaire de dépositions , pour servir de base à une condamnation ? N'est-elle pas remplie d'une foule d'erreurs , de contrariétés sur la qualité de ceux qui pourroient avoir droit de tester , sur la manière d'apprécier leurs dépositions ? A considérer cette preuve en elle-même , offre-t-elle toujours l'évidence ? Nos sens sont si foibles , se prêtent si souvent à l'illusion ; l'esprit est si facile à se préoccuper , à convertir des apparences en réalité ; l'intérêt , ce mobile si puissant , a tant de fois enfanté l'imposture , dans la bouche des témoins , qu'un appréciateur impartial ose à peine se fier à cette espèce de preuve. Cependant , comme dans cette matière , le pirrhonisme absolu seroit peut-être aussi dangereux que le dogmatisme le plus tranchant , comme il faut admettre un genre de preuves décisif , le témoignage désintéressé , uniforme , constant de témoins , donne la preuve du crime la plus complète qu'il soit permis d'espérer à la fragilité de la nature humaine.

Par experts.

Quant à la preuve par experts , il est peu de cas où elle soit sûre , beaucoup où elle est douteuse , plus encore où elle est nulle. L'histoire d'une foule d'innocens condamnés sur cette preuve équivoque , doit mettre en garde contre la prétendue certitude des expertises. Avant que d'attacher à cette preuve le sceau de la certitude , il faut attendre que la méde-

cine ait prouvé qu'elle a des principes avec lesquels elle distingue les causes de tous les effets donnés, & que jamais ces principes ne trompent.

Indices.

Les indices ! . . . quel Législateur osera tracer leur théorie , marquer leurs différentes valeurs , parcourir leurs combinaisons infinies , fixer le nombre nécessaire pour constituer une preuve , calculer toutes les quantités morales , toutes les variétés que doivent mettre entr'elles les différences de temps , de lieux , de caractères , d'organisations , de mille autres circonstances ! Quel Législateur , plongeant dans ce cahos d'incertitudes , pourra jamais en tirer la lumière ! Non , ne l'espérons jamais. Quand on joindroit à la sagesse d'un Licurgue , à la philosophie de Locke , les connoissances de Montesquieu , le vaste coup-d'œil de Leibnitz , on n'en sentiroit que plus fortement l'impossibilité de tracer un *Doco-metre* universel. Renonçons donc à la chimère d'une mesure générale des probabilités , résultantes des différentes preuves légales. Des Algébristes avec leurs formules , des Jurisconsultes avec leurs citations , ont tenté de la réaliser. Ce sont des enfans qui , ramassant quelques coquilles sur le bord de la mer , se bercent du ridicule espoir de les rassembler toutes. Si leur prétention n'étoit qu'absurde , on se borneroit à sourire de pitié. Mais ne doit-on pas frémir , en pensant aux atrocités qu'elle a fait commettre ? Si tant d'innocens ont été les victimes de la fatalité des hasards qui avoient séduit leurs Juges ignorans , c'est que ces Juges croyoient malheureusement aux faux calculs , présentés dans les livres de Jurispru-

dence ; c'est que posant mal , additionnant mal , concluant mal , ils versaient tranquillement le sang , en se reposant sur la science fautive de leurs docteurs. Ici la théorie doit presque renoncer à éclairer la pratique ; & la pratique d'un cas , en éclairant la pratique d'un autre cas , ne doit pas même être regardée comme un guide toujours infallible. Car si la science des livres a été funeste , la science des cas mal-à-propos érigée , traitée , régularisée en science d'analogie , a causé plus d'une erreur. Cependant c'est le fanal le plus sûr en Jurisprudence. Or , cette science est celle des Juges , & ne peut jamais être celle du Législateur. Il faut donc abandonner entièrement aux Juges la faculté d'apprécier les preuves physiques & morales , dont la valeur augmente ou diminue suivant les différens cas.

Les Législateurs qui la leur ont ôtée , craignoient de voir retomber les Tribunaux dans l'arbitraire du despotisme ; mais il ne sera point à craindre , mais les Juges ne s'égareront pas aussi fréquemment , s'ils veulent remplacer les gloses énormes de leurs Commentateurs , par les lumières de la raison & de l'évidence ; s'ils veulent leur subroger l'étude de la science par excellence , de la morale ; s'ils veulent leur substituer quelques principes invariables , capables de les diriger dans ce labyrinthe , si rempli de détours. Ces principes ne sont point si difficiles à fixer qu'on le croit. Je prends pour exemple la preuve des indices ; en l'appréciant avec le flambeau de la Philosophie , quels résultats trouve-t-on ?

1°. Une chaîne seule d'indices violens ou légers ne donne point une preuve complète.

2°. Où le nombre des probabilités est en faveur de l'accusé, & il faut l'absoudre.

3°. Où il est égal de part & d'autre, & il faut l'absoudre.

4°. Où il est contre lui, & il faut prononcer le *non liquet*.

5°. Mais si la somme des probabilités est telle, qu'il n'est pas possible que l'accusé ne soit coupable, si l'on joint à cette impossibilité, l'appui de dépositions non suspectes, désintéressées, constantes, alors on peut se flatter d'avoir une preuve moralement complète.

En un mot, la Loi ne doit punir que ceux contre lesquels les preuves sont parfaites, c'est-à-dire, *celles qui excluent la possibilité de l'innocence de l'accusé*. Voilà l'unique caractère de la certitude en matière criminelle.

Je ne le dissimulerai point : cette seule partie du Code pénal, qui roule sur les preuves judiciaires, mériterait d'être approfondie, & ne pourra l'être, qu'en pesant la valeur de chacune, dans la balance de la raison, qu'en fixant irrévocablement les caractères de la certitude judiciaire ; & cet examen peut faire l'objet d'une dissertation longue, mais très-interessante. Je n'ai que légèrement présenté quelques doutes sur ces preuves, quelques vues sur la procédure criminelle ; l'objet de ce mémoire n'est pas tant de réformer toutes les branches de notre Législation criminelle, que *de donner les moyens de rendre les crimes moins communs, en conciliant l'intérêt social avec les droits des citoyens*. Ces moyens, comme je l'ai démontré, consistent, & dans l'art de prévenir les crimes, & dans la suppression des peines qu'on leur

applique , enfin dans le changement de l'esprit de notre Législation criminelle qui , de féroce & d'absurde , doit devenir douce & raisonnable.

Les principes sur lesquels j'ai appuyé la réforme des Loix pénales de la France , ont été peu développés jusqu'à ce jour par les Écrivains , & n'ont jamais été employés par les Gouvernemens. J'ose même dire , sans crainte d'être accusé d'erreur , que les Anciens ont entièrement ignoré (1) les vrais fondemens de cette partie de la Législation & du bonheur public. Les crimes fouilloient la terre , & ils ne connoissoient point d'autre remède que des supplices cruels ; ils pallioient le mal pour un moment , & le mal renaissoit toujours. J'en ai indiqué la raison ; j'ai démontré qu'il n'y avoit tant de criminels , que parce qu'il y avoit une foule de citoyens , sans un pouce de propriété , forcés de renoncer à leurs devoirs , s'ils ne vouloient pas renoncer à la vie ; j'ai démontré que la source de la plupart des crimes étoit moins dans la méchanceté des hommes , que dans l'imperfection de la constitution sociale ; qu'il falloit donc s'attacher à corriger cette constitution , & non pas s'acharner contre les individus , dont elle contrarioit les mouvemens naturels ; j'ai démontré que la société , s'attachant plus à punir qu'à déraciner les abus ,

(1) Les enthousiastes de la République Romaine nous crient sans cesse d'aller puiser nos Loix dans les siennes. Ils n'ont donc pas vu les atrocités , dont étoit parsemée sa Législation criminelle. Voyez avec quelle barbarie

ces modèles d'équité , traitoient leurs esclaves. Pedanius Secundus est assassiné par un de ses esclaves ; Caius Cassius opine à ce que tous soient mis à mort ; & quatre cens hommes expient le crime d'un seul.

multiplioit souvent les crimes , loin d'en tarir la source ; j'ai démontré que quelquefois criminelle elle-même , elle devoit frémir des iniquités qu'on commettoit en son nom , puisque d'un côté , elle violoit les droits naturels de l'individu qu'elle déclaroit coupable de son crime , & que de l'autre , elle le punissoit de fautes qu'il étoit , en quelque sorte , forcé de commettre.

Ces vérités sont effrayantes , mais l'expérience de tous les siècles les a confirmées ; & le Législateur qui ne s'appuiera pas sur elles , s'égarrera toujours ; il étonnera peut-être l'univers par sa sévérité outrée , mais il n'étouffera jamais l'hydre du crime ; il est aisé de copier un dragon ; il suffit de revêtir l'ame d'un Bourreau : mais sans tacher ses mains d'un sang souvent innocent , faire disparaître les désordres qui troublent l'organisation sociale , voilà l'art , le but sublime du Législateur , qui veut concilier la justice avec l'humanité.

Philosophes , Jurisconsultes , Écrivains de toutes les classes , répandus sur la surface de la terre , chargés , au nom de la raison , d'éclairer le genre humain , de guérir ses vices , d'extrirper ses préjugés ; cessez enfin ces combats scandaleux qui déshonorent la carrière des sciences , sans en reculer les bornes. Qu'il s'élève entre vous une ligue sainte , inviolable ; jurez sur l'autel de l'humanité , jurez une guerre éternelle aux crimes , & à l'ignorance qui les perpétue ; il en est temps encore , le vice destructeur n'a pas tout infecté de son souffle impur ; il reste encore dans les cœurs des traces de la vertu , dans les esprits des étincelles de la vérité ; ranimez-les ; bannissez des ames cette léthargie funeste qui les plonge dans

une indifférence stupide sur les maux de l'humanité ; que tous, embrasés par vos leçons, par votre exemple, ne respirent plus qu'un même esprit, l'esprit du bien général : soyez en un mot les oracles révévés des nations & des Législateurs ; & l'univers ne sera plus souillé, par la présence des tyrans, ni bouleversé par les séditions ou les fanatiques.

Et vous, Rois de la terre, vous que le Ciel n'éleva sur le trône que pour le bonheur de vos sujets, renoncez à la folie des combats, à la folie de la gloire qui ne s'achète que par du sang ; & sacrifiant tout à l'amour de la paix, aimez à faire fleurir dans vos États les sciences, les arts & l'ordre qui vivifie tout. Que d'abus à réformer ! Que de nuages à dissiper, avant que d'y faire luire un jour pur & serein !

Vous entendrez, je le fais, une foule d'adulateurs interressés, vous crier que les abus sont indéracinables ; que la réforme est impossible ; que les projets des gens de bien sont des chimères. . . . Gardez-vous de les croire, ces ames abjectes, ces égoïstes apathiques ; ils mettront dans vos mains la massue du despotisme qui écrase tout à la fois & l'esclave & le tyran ; ils vous conseilleront de frapper lâchement & au mépris des Loix, des coups terribles, mais secrets ; de ne marcher qu'entourés d'un appareil Oriental ; d'hériffer l'enceinte de vos Tribunaux de roues & de gibets ; ils vous endurciront le cœur ; ils le rendront insensible aux bénédictions d'un peuple qui ne sollicite que votre amour ; ils vous le peindront comme un troupeau de bêtes féroces, dont il faut enchaîner la furie. . . . Les cruels ! ils se jouent de vous, de votre peuple ; ils préparent un règne de fer, un règne qui fera verser des larmes amères à vos su-

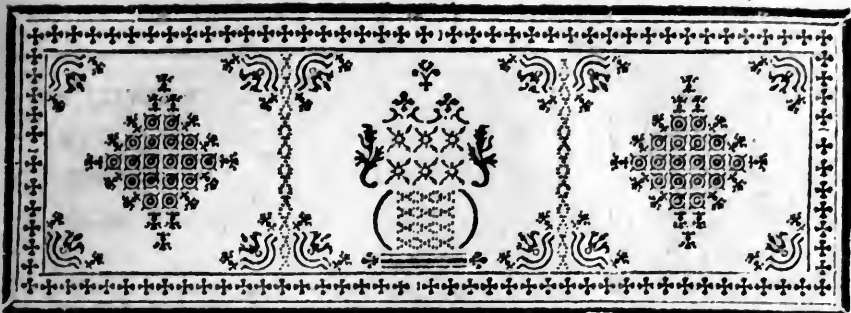
jets, & sans doute à vous-mêmes. Abjurez plutôt ce fatal système, & croyez, Princes, que l'homme tend, par une force constante, à son bonheur, & par conséquent au bonheur général ; croyez qu'il chérira ses liens, s'ils sont légers ; croyez qu'il ne naît point scélérat ; qu'il n'est point assassin par goût, par passion ; qu'il le devient par intérêt, par la force des circonstances qui lui font trouver sa vie dans la mort, son bien dans le désordre ; écarterz donc de lui les roues, les bûchers ; rendez-le heureux ; heureux, il fera vertueux. La plupart des criminels, ne sont que des malades ; on les étouffe pour les guérir ; rejetez cette fatale méthode ; suivez celle que prescrit le bon sens ; & bénis de tous les citoyens, vous affermirez la sûreté des uns, en respectant les droits de l'humanité, dans les autres.

Peuple, ô toi qui, courbé sous le poids de tes fers, as gémi si long-temps, tu commences enfin à respirer : leve un front serein : le siècle des larmes est passé : ton malheur touche à son terme : les lumières se répandent : tes Souverains s'éclairent : on connoît mieux tes droits : on respecte tes titres : tu n'es plus cet esclave vil & infortuné, dont on versoit le sang, avec une prodigalité outrageante ; il est précieux pour tes Chefs : & bientôt il n'aura plus de charmes pour eux, ce laurier ensanglanté de la victoire, qui fit tant de frénétiques & tant de malheureux.

Que le flambeau de la raison luise encore quelque temps, & l'univers ne connoîtra plus de ténèbres ; & l'espèce humaine montée à ce degré de perfection, dont elle est susceptible, ne connoîtra plus l'erreur que pour la détester, la vérité que pour l'embrasser ;

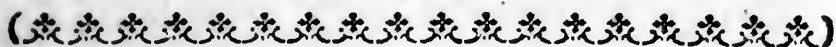
tous les hommes seront freres : les Rois devenus les peres de la patrie , acquitteront leur dette , en te rendant heureux ; ton amour acquittera la tienne. Peuple , je ne te peins pas une chimère ; la félicité vole toujours sur le rayon de lumière qu'apporte la raison ; elle a commencé ce grand prodige , le temps l'achèvera : l'ignorance enveloppa les siècles passés , & ils furent malheureux ; nous commençons à sortir des ténèbres , & l'aurore du bonheur entre-luit pour nous ; il brillera dans tout son éclat pour nos descendants , si la somme des connoissances va toujours en augmentant ; *Le meilleur des mondes est sans doute le monde le plus éclairé.*

F I N.



DISCOURS


PRÉLIMINAIRE.



PREMIERE PARTIE.

§. I.

De la nature de l'Homme.

ORSQU'EN parcourant d'un œil philosophique toute la chaîne des créatures, on s'éleve du plus brut de tous les êtres inanimés, jusques à l'homme, le chef-d'œuvre du Créateur, le premier des êtres sensibles; on voit la nature toujours la même dans son ensemble, changer sans cesse dans les détails; tous les êtres dans un mouvement perpétuel, paroître tour-à-tour sous des formes différentes, & les parties de ce grand tout, renaître continuellement de leur destruction même. Dans cette transformation générale, rien ne se fait au hasard. Chaque être est régi par des Loix particulières assorties à sa nature, à l'étendue de ses rapports, c'est-à-dire, aux relations qu'il a avec les autres êtres. Toutes ces Loix particulières ne sont qu'une éma-

nation d'une Loi générale à laquelle elles correspondent , & qui dans ses ramifications diverses , embrassant tout le système de l'univers , y fait regner un ordre & une harmonie , qui se développent aux regards du sage qui l'observe.

Plus un être a de relations avec les autres , plus il est parfait ; plus la sphère de ses Loix s'étend. Celle des végétaux est plus grande que celle des êtres bruts ; celle des animaux plus vaste que celle des végétaux ; celle de l'homme enfin plus étendue que celle des animaux.

Des Écrivains, qui mesurant l'ouvrage de la création par leurs petites vues , ont voulu mettre des bornes à la magnificence & à la variété , qui distinguent tous les êtres , ont tenté de rabaisser l'homme au niveau des autres animaux. Mais tous leurs sophismes viennent se briser contre une seule observation.

Les animaux, dirigés par l'instinct, suivent toujours leurs Loix d'une manière constante & invariable. S'ils éprouvent des aberrations, dans le cours de leur vie ; elles sont rares & toujours de peu de durée. Ils sont aujourd'hui ce qu'ils furent autrefois , ce qu'ils seront demain , ce qu'ils seront toujours.

Si comme être physique, l'homme suit à peu près les mêmes Loix que les autres animaux ; comme être intellectuel il a des relations , & par conséquent des Loix d'un ordre supérieur. Mais il s'en faut de beaucoup qu'il suive toujours ces Loix avec exactitude , ni qu'il remplisse toujours la carrière distinguée qu'il est destiné à parcourir. Sa perfection dépend beaucoup des temps, des circonstances où il est placé ; brut ou spirituel , stupide ou ingénieux ; méchant ou

bienfaisant , suivant les positions où il se trouve. Pour connoître la vraie nature de l'homme , attrachons-nous donc à rechercher quel est l'état , où il peut donner aux Loix qui le régissent toute leur extension.

L'homme doué du langage , de la raison , de la prévoyance , ne sauroit en faire aucun usage , en vivant éloigné de ses semblables. Son industrie s'éteint alors ; il devient stupide. Cet être , fait pour sentir & pour admirer la magnificence de l'univers , est insensible à tout. C'est le plus infortuné & le plus misérable de tous les êtres. Le génie de l'homme , ainsi que le feu électrique , ne se manifeste que par le rapprochement des êtres qui lui ressemblent.

La nature n'ayant rien fait d'inutile , si les facultés de l'homme ne peuvent se montrer & se perfectionner que dans la société , on peut en conclure , que c'est l'état dans lequel elle l'a destiné à vivre.

Ses desseins à cet égard se manifestent encore mieux , à mesure que l'on réfléchit davantage sur les qualités , dont l'homme a été doué. Nous ne parlerons pas ici de ces relations si étroites , de cette société primordiale qui existe ; entre les deux époux , les peres & les enfans. Ce sont là des choses qui ne peuvent échaper à l'observateur même le moins attentif. Il y a encore d'autres liens par lesquels la nature a voulu unir tous les hommes.

Ceux qui les ont considérés non pas tels qu'ils sont , corrompus par les mauvaises Loix , mais tels qu'ils sont , fidèles aux Loix de la nature , ont remarqué en eux un instinct qui leur fait prendre le plus vif intérêt à tout ce qui regarde leurs sembla-

bles ; qui les identifient en quelque sorte avec eux , les réjouit de leur bonheur & les afflige de leurs peines (1). Le vrai but de la nature , est donc que les hommes vivent en société , pour s'y secourir mutuellement & pour y perfectionner les facultés qu'elle leur a départies , & au développement desquelles elle attache leur félicité. Ceux qui nient l'existence de cette première Loi , & qui voudroient renvoyer les hommes dans les forêts , raisonnent aussi sensément , que s'ils propoisoient de faire habiter les villes par les Lions ou par les Ours.

§. I I.

De l'égalité.

LA destination de l'homme une fois bien connue , nous-mène à la connoissance des Loix , suivant lesquelles il doit se gouverner. En considérant les hommes tels qu'ils sont , sortant des mains de la nature , dépouillés de tout ce dont l'art ou les préjugés les ont décorés , on verra qu'ils sont tous conformés de la même manière , qu'ils sont tous à peu près doués des mêmes facultés , qu'ils ont tous les mêmes sens & les mêmes besoins. Il suit donc de là , que la première Loi de la société doit être l'égalité , c'est-à-dire , que tous les hommes doivent y trouver également leur subsistance , leur bien être , vivre tous également sous la plus grande dépendance des Loix , & sous la plus grande indépendance possible de leurs semblables.

L'inégalité qui se trouve entre les divers individus

(1) *Ut ridentibus arident , ita flentibus adfunt humani vul-*
tus. Horat.

pour les facultés, soit du corps, soit de l'esprit, seconde encore les vues de la nature, qui fait la faire tourner à l'avantage de la société. Elle s'en sert, pour y établir la subordination, si nécessaire à sa tranquillité intérieure. » Il y a, dit Platon, une espece » d'égalité, qui est la plus vraie & la meilleure de » toutes, mais que tout le monde n'est pas capable » de saisir. C'est un discernement qui exige la péné- » tration d'un Dieu. Cette espece d'égalité est la » source de la félicité des États. C'est celle qui dis- » tribue les honneurs & les emplois, suivant les » qualités de chacun ; donnant toujours les plus » grands aux plus vertueux, les plus petits aux moins » vertueux. C'est cette égalité qui doit être le but de » tout Législateur (1). »

La Loi de l'égalité ne tend donc point à détruire la subordination. Elle l'affermir au contraire, en l'établissant sur une baze solide.

Une des premieres conséquences de la Loi de l'égalité est, comme nous l'avons déjà vu, que chaque membre de la société y trouve les moyens de subsister, & y participe à tout le bonheur & à toutes les distinctions, dont il peut être susceptible. Les Loix qui transportent dans une seule classe les honneurs, les richesses & le bonheur, & abandonnent l'autre à la bassesse, à la misère & à l'infortune, choquent donc les premières vues de la nature.

Il s'en faut bien que la Loi naturelle ait elle-même établi le droit de propriété, tel qu'il existe aujourd'hui. Ce droit ne peut être regardé comme légitime, selon Jean-Jacques Rousseau, qu'autant

(1) *De Legif. Lib. VI.*

que le terrain qu'on occupe ne l'est par personne ; qu'on n'occupe que ce dont on a besoin ; qu'on en prend possession par le travail & par la culture (1). Je ne prétends pas pour cela qu'on doive faire un nouveau partage , entre tous les hommes & établir une parfaite égalité entr'eux , ce qui seroit extravagant ; mais je dis que les Loix civiles , pour être justes , doivent tendre autant qu'il est possible à cette égalité.

§. III.

De la liberté.

DE la Loi de l'égalité naît celle de la liberté , qui n'est que la même , considérée sous un aspect différent. La liberté ne consiste point à ne reconnoître aucune Loi ; elle consiste à ne pouvoir être forcé à reconnoître d'autres Loix que celles de la nature , ou encore les conséquences de ces premières Loix. On peut juger par là que ce mot *liberté* est un de ceux qui ont grand besoin d'être expliqué , & qui est le moins entendu par ceux même qui s'en servent le plus souvent. J'entends par *liberté* le droit qu'a chaque homme d'user avec sagesse des facultés , soit physiques , soit intellectuelles , qu'il a reçues de la nature , & de les porter au degrés de perfection dont elles sont susceptibles (2). Plus on jouit de ce droit , dans un État , plus cet État est libre ; plus ce droit est restreint , plus il est esclave.

(1) *Contr. social.* Liv. I. ch. 9.

(2) Dans l'état civil, la liberté est encore le droit de

jouir de tous les avantages , qu'il promet à tous les membres de la société.

La liberté est inaliénable & on ne peut pas plus en disposer que de sa propre vie. Car vivre n'est autre chose pour le corps que sentir , pour l'ame que penser. Retrancher un sens au corps , à l'ame le pouvoir d'exercer sa pensée sur un certain objet , vous retranchez une partie de leur existence ; & si vous multipliez ces privations , vous arriverez à un terme où l'un & l'autre deviendront des êtres purement passifs ou inanimés. Prétendre donc que l'homme renonce à la liberté , c'est vouloir qu'il renonce à son existence. Cela explique très-bien l'horreur que l'homme , non corrompu , a naturellement pour l'esclavage ; horreur qui égale presque celle qu'il a pour sa destruction (1).

(1) Le peuple de la petite République de S. Marin est plus heureux , dit M. Adisson , dans les rochers & les neiges , que les autres peuples , dans les vallées délicieuses & fertiles de l'Italie. Rien ne prouve mieux les avantages de la liberté & l'aversion naturelle de l'homme pour le gouvernement arbitraire , que de voir cette montagne couverte d'habitans & la campagne de Rome dépeuplée. *Remarks in several parts of Italy in the year 1701 , 1702.*

Quel contraste , dit un autre voyageur Anglois , entre cette île [la Sicile] & le pays ingrat & resserré de la

Suisse. Les redoutables effets de l'oppression ne peuvent se trouver nulle part , dans une opposition plus frappante , avec le bonheur de la liberté. La Suisse , cette excroissance de l'Europe , où la nature semble avoir rejeté ses humeurs froides & stagnantes , remplie de lacs , de marais & de bois , est environnée de rochers énormes & d'éternelles montagnes de glace , remparts sacrés de la liberté. Elle jouit de tous les biens , quoique tous les biens semblent lui avoir été refusés ; la Sicile au contraire , quoique favorisée de tous les dons de la nature , gémit dans la pauvreté la plus abjecte ; &

Notre liberté doit avoir des bornes. Car nous parlons ici de l'usage & non pas de l'abus. Si toute la félicité de l'homme naît de l'usage raisonnable de ses facultés, ses malheurs & sa misère ne viennent que de l'abus qu'il en fait. Quelle est donc la ligne qui sépare l'usage de l'abus? Quel moyen un Législateur peut-il employer, pour empêcher les hommes de la passer? C'est-là le point le plus essentiel & le plus difficile à la fois de la Législation. Pour le trouver, il faut bien considérer qu'elle est la progression de l'ame, dans le développement de ses facultés.

L'ame considérée, abstraction faite des passions, n'est en quelque sorte qu'un être sans mouvement & sans vie. Les passions sont les principes de son activité; ce sont elles qui la réveillent, l'agitent sans cesse, & la portent tantôt vers un objet, tantôt vers un autre. Les passions n'ont rien de mauvais en elles-mêmes; c'est par l'abus qu'on en fait qu'elles deviennent pernicieuses. Tout l'art du Législateur consiste à tirer parti de leur activité, à la diriger de façon qu'il la fasse tourner au bien général de la société, & qu'elle favorise cet intérêt que la nature a inspiré à l'homme, pour tout ce qui lui ressemble. C'est surtout dans le principe & avant qu'elles soient entièrement déchaînées, qu'il faut penser à y mettre un frein. On le tenteroit en vain, lorsqu'elles ont pris

ses habitans havres & défairs meurent de faim, au sein de l'abondance. C'est la liberté seule qui opère ces prodiges. Dans ses mains motrices les montagnes s'abaissent, les

lacs se dessèchent; & ces rochers, ces marais & ces bois deviennent autant de sources de richesses & de plaisirs. *Bridoine, voyag. de Sicil. part. 2. p. 41.*

leur cours. C'est alors un torrent furieux qu'aucune digue ne sauroit arrêter. Le peu d'efficacité des Loix, chez les nations corrompues, le prouve assez.

Ainsi, ce n'est point en détruisant les passions, qui sont pour ainsi dire l'âme de l'âme même, s'il est permis de s'exprimer ainsi, qu'un sage Législateur remplira sa mission ; c'est en les dirigeant, avec prudence, qu'il conduira l'homme au degré de perfection dont il est capable : mais pour cela, quique vous soyez, gardez-vous bien d'employer la force & la violence ! Les hommes n'auront que de l'horreur pour le bien même, que vous leur ferez de cette façon. Le Législateur doit les conduire, comme l'aimant attire le fer, c'est-à-dire, par une vertu secrète & invisible. Considérez la marche de la nature, c'est par le sentiment qu'elle mené les hommes. Commencez donc par établir un plan d'éducation ; semez dans les esprits encore tendres les opinions que vous voudrez opposer à l'impétuosité des passions. Que toutes vos institutions concourent à fortifier les premières impressions. Bientôt on ne pourra plus distinguer ces sentimens factices de ceux de la nature ; & les citoyens, en faisant leur devoir, croiront ne suivre que leur propre penchant (1).

(1) Les Loix, dit Hobbes, n'ont pas été inventées, pour empêcher toutes les actions des hommes, mais afin de les conduire ; de même que la

nature n'a pas donné des bords aux rivières, pour en arrêter, mais pour en diriger le cours. *De cive. cap. 17. no 15.*



§. I V.

Des mœurs.

C'EST ainsi que se forment insensiblement les mœurs , qui bientôt tiennent lieu de Loix & les rendent inutiles. Ce mot est encore un de ceux , dont beaucoup de monde se sert & que presque personne n'entend. » Il est une sorte de Loix , dit Jean-
 » Jacques Rousseau , la plus importante de toutes ,
 » qui ne se grave , ni sur le marbre , ni sur l'airain ,
 » mais dans le cœur des citoyens , qui fait la véritable constitution de l'État ; qui prend tous les
 » jours de nouvelles forces ; qui , lorsque toutes les
 » autres Loix vieillissent ou s'éteignent , conserve un
 » peuple dans l'esprit de son institution , & substitue insensiblement la force de l'habitude à celle
 » de l'autorité ; je parle des mœurs , des coutumes
 » & sur-tout de l'opinion peut-être inconnue à nos
 » Politiques , mais de laquelle dépend le succès de
 » toutes les autres ; peut-être de laquelle le grand
 » Législateur s'occupe en secret , tandis qu'il paroît
 » se borner à des réglemens particuliers , qui ne sont
 » que le ceintre de la voûte , dont les mœurs
 » plus lentes à naître , forment enfin l'inébranlable
 » clef (1). »

Les mœurs ne sont donc que le résultat des Loix , c'est-à-dire , l'habitude du bien ou du mal que les Loix ont fait prendre. Les mœurs seront bonnes , si les citoyens sont portés d'eux-mêmes à la vertu , & s'ils font leur devoir , moins par la crainte des peines ,

(1) *Contrat social*. Liv. II. chap. 12.

que par amour du devoir même (1). Les mœurs au contraire y seront mauvaises, si les citoyens ont les habitudes opposées. Enfin , une nation n'aura point de mœurs, si elle se dirige sans principes; si ses Loix sont dans une contradiction perpétuelle, avec elles-mêmes, avec la Religion, la Morale; si la plupart de ses institutions sont absurdes, fondées sur des préjugés contraires aux maximes de la raison.

Les mœurs rendent les Loix inutiles, par la même raison que les digues qu'on a élevées, pour resserrer le cours d'un fleuve, deviennent superflues, au moment qu'il s'est creusé un lit dont il ne peut plus sortir.

§. V.

De la justice & du Droit.

LE but de la Législation n'est donc autre que de procurer aux hommes l'usage raisonnable de leurs facultés, & de les diriger de façon, dans cet usage, qu'on les fasse servir au bien général. C'est par ce moyen, qu'on vient à bout de faire regner dans la société la justice, cet être abstrait, dont les notions ne sont point chimériques, & dont le fondement, comme celui du bon & du beau, est celui même des Loix les plus certaines de la nature.

Le juste n'est que l'expression de l'unité & de l'égalité qui regnent dans toutes les parties de la société, comme le bon & le beau expriment l'unité

(1) C'étoit-là le grand mérite de l'âge d'or si célébré par les Poètes.

Aurea prima sata est ætas quo vindice nullo

Sponte suâ sine lege fidem rectum quod colebat. Ovid.

& le rapport exact des parties des êtres physiques ou intellectuels. Chaque homme porte en lui-même le modèle de tous ces êtres moraux , & le sentiment intérieur d'après lequel il les juge. Si l'on pouvoit se former quelque doute sur l'existence de ce sentiment intérieur, qu'on fasse assembler une multitude d'hommes, & qu'on leur demande leur jugement sur des actions justes ou injustes, sur des sentimens bas ou vertueux ; & l'on verra s'ils ne sauront pas en faire la différence (1) ? Leur penchant naturel pour le juste, le bon & le beau se manifestera malgré eux-mêmes. Ceux qui ont voulu remonter jusques à la source de ce penchant, ont été la plupart forcés de se borner à en observer les effets ; & c'est d'après leurs observations, que se sont formés les préceptes de la justice & du bon goût ; préceptes qui ne sont vrais, qu'au-

(1) Saint Augustin rapporte que la première fois qu'on entendit à Rome prononcer sur la scène, ce beau vers de Térence : *Homo sum nihil humani à me alienum puto. Je suis homme, tout ce qui tient à l'humanité ne sauroit m'être étranger* ; il s'éleva dans l'amphithéâtre un applaudissement universel. Il ne se trouva pas un seul homme, dans une assemblée si nombreuse, composée des Romains & des envoyés de toutes les nations déjà soumises ou alliées à leur Empire, qui ne parut sensiblement touché, pénétré. Or, que nous apprend

un concert si unanime entre des peuples d'ailleurs si peu concertés, si différens d'opinions, de mœurs, d'éducation, d'intérêts ? Que dis-je, la plupart ennemis secrets, quelques-uns même déclarés ? N'est-ce pas évidemment le cri de la nature, qui dans ce moment d'audience que chacun donnoit à la raison, en écoutant l'Acteur, suspendoit toutes les querelles particulières, pour prononcer, avec lui, solennellement cette belle maxime ; que tout homme est notre prochain, notre sang, notre frere. *Essai sur le beau. Chap. 2.*

tant qu'ils sont le développement de ce sentiment intérieur gravé dans le cœur de tous les hommes.

On peut d'après cela, se faire des notions plus exactes du droit, que celles qu'on nous a données jusqu'à présent. Un Philosophe Grec, dont les Jurisconsultes Romains avoient emprunté la définition, appelle la Loi, *la Reine des choses divines & humaines, d'après laquelle on doit établir la règle du juste ou de l'injuste* (1). On voit par ce passage & par beaucoup d'autres du droit Romain, que ces grands Jurisconsultes distinguoient avec raison la Loi de la règle (2). La Loi est éternelle, invariable comme son auteur. Les régies sont l'application de la Loi générale, qui peuvent varier, suivant les circonstances. C'est cependant, d'après la Loi même, qu'elles doivent se former; & leur perfection dépend de leur plus ou moins de conformité avec elle.

La Religion, la Morale & le Droit, qui sont les trois parties principales de la législation, & les trois grands mobiles, avec lesquels on mene les hommes; & dont les préceptes, pour être bons, doivent être uniformes, & se prêter un secours mutuel, ne peuvent être qu'une émanation ou une perfection de la Loi naturelle; & leur conformité avec elle est un des plus grands argumens de leur vérité. Car bien-loin que les institutions civiles soient faites pour ajouter sans raison, ou pour retrancher à la Loi naturelle; elles ne doivent tendre qu'à en assurer l'exécution (3). Il ne doit donc point y avoir de Loix pu-

(1) *Leg. 2. ff. de legib.*

(2) *Leg. 1. ff. de regul. jur.*

(3) La Religion Chrétien-

ne n'étant, suivant l'expression de M. de Montesquieu, que la *Religion naturelle* per-

rement arbitraires. La cause de toutes les erreurs où l'on est tombé en politique, ne vient que de ce qu'on a admis des Loix de cette espèce.

La véritable Loi étant inspirée par la nature, on voit pourquoi il a fallu beaucoup de règles pour nous y rappeler, lorsque nous avons commencé à la méconnoître; & c'est pour cette raison, que toute règle qui n'est pas nécessaire, est par cela même injuste, & que la multiplication des Loix, chez une Nation, est toujours la preuve la plus forte de sa corruption.

La pédanterie qui s'est introduite dans l'étude des Loix, comme dans toutes les autres sciences, a anéanti ces notions claires & simples, pour y substituer des mots obscurs, inintelligibles.

Quoiqu'il n'y ait au fond qu'une seule espèce de Loix, qui sont celles de la nature, la source & les modèles de toutes les autres; on a cependant distingué le Droit en une infinité de classes différentes. Toutes ces distinctions ne sont que de pures distinctions de mots. C'est toujours la Loi naturelle considérée seulement, sous des rapports différens. Ainsi le Droit des gens, n'est autre chose que la Loi naturelle, considérée dans le rapport que les diverses Nations ont entr'elles. Le Droit politique, est le Droit naturel dans le rapport qu'il y a entre ceux qui gouvernent & ceux qui sont gouvernés; le Droit civil enfin, n'est encore que le Droit naturel modifié suivant le climat, l'esprit, le caractère, les mœurs

fectionnée, porte avec elle-même une preuve évidente de sa divinité; preuve d'au-

tant plus forte qu'elle est à la portée de tout le monde.

données d'une Nation. Tous ces mots scientifiques n'ont fait qu'embrouiller des matières, qui ne fau-
roient être trop claires, & détruire cette simplicité
qui est le premier & le plus beau caractère des Loix
de la nature.

§. V I.

Du Gouvernement.

GOUVERNER c'est diriger. Or diriger, n'est autre
chose que conduire conformément à une règle éta-
blie. Gouverner les hommes, n'est donc autre chose
que les conduire, conformément aux préceptes de la
Loi naturelle. Nous avons vu que les hommes pris
en général sont toujours justes, toujours portés au
bien général de la société, & ennemis par consé-
quent de tout ce qui y est contraire. On peut dire,
que cette réunion de toutes les volontés contre les
ennemis intérieurs ou extérieurs de la société, forme
en un sens *la force publique*. Soit que cette force pu-
blique soit exercée par tous les membres de la so-
ciété, soit qu'elle soit déposée entre les mains d'un
seul ou de plusieurs, elle ne tire pas moins son origi-
ne de la volonté générale.

Le Gouvernement ne doit donc faire usage de la
force publique dont l'exercice lui est confié, que
pour maintenir, dans la société, la liberté & l'égalité,
les deux bases de la félicité publique. Toutes les
règles qu'il prescrit ne doivent être que l'expression
de la volonté générale.

On n'auroit pas tant disputé inutilement, sur la
question de savoir qu'elle est la meilleure forme de
Gouvernement, si on l'avoit toujours envisagée sous

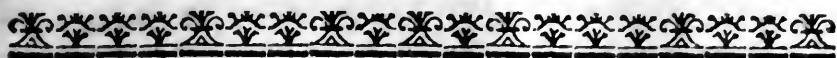
ce point de vue. La meilleure forme de Gouvernement est sans contredit celle, qui conserve le mieux les droits des individus, & oppose le plus d'obstacles, à ce que les dépositaires de l'administration publique, ne substituent leur intérêt privé à l'intérêt général. D'après cela, on ne pourra guère disconvenir que le Gouvernement Républicain ne mérite la préférence.

Mais la forme du Gouvernement dépend aussi beaucoup de la situation de l'État. Plus il est étendu, plus les mœurs sont corrompues; plus il a de relations à l'extérieur; plus aussi il est incompatible avec le Gouvernement de plusieurs. L'asservissement d'un peuple augmente toujours, en raison de ses richesses, de sa puissance & de son étendue.

C'est par cette raison que les Loix sont ordinairement plus sages, dans les petits États, que les idées qu'on y a de la nature de chaque chose, sont plus justes & plus exactes. Dans une République, où tout Citoyen jouit de la liberté, les préjugés ne trouvent pas tant de prise sur les esprits. Les facultés de l'ame étant moins corrompues, ne sont pas aussi susceptibles de prendre de fausses idées. La raison y est mieux écoutée, chaque Citoyen voit son intérêt lié au bien général, & tous les efforts se trouvent naturellement dirigés vers le bonheur public.

Dans les Monarchies où l'intérêt général se trouve toujours mêlé, & souvent opposé à l'intérêt particulier du Monarque; les principes sont exposés à s'altérer plus ou moins; suivant que la Monarchie a plus ou moins de penchant vers le despotisme. On a donné improprement à celui-ci, le nom de Gouvernement, puisqu'il n'est que la corruption de tous.

SECONDE



SECONDE PARTIE.

§. I.

Des premières sociétés.

LA plupart des Écrivains qui ont parlé de l'origine de la société, distinguent l'état de nature de l'état social. Le premier est, suivant eux, celui où l'homme libre de tout joug ne connoissoit d'autre Loi que son appetit, d'autre règle que celle qu'il vouloit bien se prescrire, d'autre frein que la plus grande force qu'on lui opposoit. Personne n'y possédoit rien exclusivement; tous avoient droit à tout. L'esclavage de l'homme, continuent-ils, a commencé avec l'état social. C'est alors qu'il a perdu ses véritables droits, qu'il a dégénéré & qu'aux qualités naturelles ont succédé les qualités factices de la société.

Mais ce que nous venons de dire réfute d'avance cette distinction chimérique, entre l'état de nature & l'état social. Nous avons prouvé que l'homme n'est point fait pour vivre isolé; & que pour qu'il puisse subsister & faire usage des facultés dont il est doué, il faut qu'il se rapproche de ses semblables, & qu'il vive dans une société plus ou moins perfectionnée. S'il y eut jamais des hommes répandus çà & là dans les forêts; ce durent être les plus foibles & les plus infortunés des animaux.

Indépendamment de ce que la révélation nous apprend sur ce sujet, les monumens qui nous restent

de l'état primitif de l'espèce humaine, ne nous apprennent pas qu'elle fut dégradée jusqu'à ce point. Les premiers hommes qui habiterent ce globe, se trouvant en petit nombre, vivoient heureux & tranquilles. Qu'est-ce qui auroit pu en effet troubler leur bonheur ? La terre leur fournissoit une nourriture abondante ; l'or & l'argent étoient inconnus parmi eux, & avec ces métaux presque tous les vices à la fois. Car par-tout, dit Platon en parlant des mœurs de ces anciens tems, où il n'y a ni pauvreté, ni richesses, il y a des mœurs très-pures. On n'y connoît ni l'injure, ni le mépris. On y est bon parce que les besoins, enfans du luxe & des richesses, n'ayant point encore irrité & dénaturé les passions, on s'abandonne aux penchans de la nature ; on s'abandonne à cet intérêt, à cet amour qu'elle nous a inspiré pour tout ce qui nous ressemble ; & ces sentimens sont pour les cœurs non corrompus, la source des sensations les plus délicieuses.

Les premières familles vivoient éparées sur la surface de la terre, sous la direction des vieillards. La crainte des bêtes féroces, qui étoient les seuls ennemis que les hommes eussent alors à redouter, les força bientôt de se rapprocher davantage. Des cabanes couvertes de chaume les mirent à l'abri des injures de l'air ; & les pieux dont ils les environnerent furent les remparts qu'ils opposèrent aux incursions des habitans des forêts.

Quelques génies extraordinaires voulant former une société plus parfaite engagèrent les hommes à se rassembler en plus grand nombre ; c'est ce que fit Thésée en réunissant les Bourgs éparés de l'Attique

& en formant la ville d'Athenes (1). Ce qui ajouta beaucoup à la gloire de ce Héros , ce fut d'avoir , à l'exemple d'Hercule , purgé les forêts & les chemins des brigands & des bêtes féroces , qui les infestoient. Thésée pensoit , dit Plutarque , qu'il n'étoit permis de faire la guerre à des hommes , que pour se défendre contre les méchans.

Comme ceux qui protégerent l'humanité contre les brigands & les bêtes féroces furent ses premiers bienfaiteurs , sa reconnoissance fut sans bornes à leur égard. Ils furent Rois pendant leur vie ; on en fit des Dieux après leur mort. On poussa même la vénération pour eux , jusques à attacher l'idée de la gloire à celle de la force , & à honorer la valeur lors même qu'elle devint un des plus redoutables fléaux du genre humain.

Les Loix de ces premières sociétés ne furent que les règles les plus simples de la morale , tant soit peu développées. Les Magistrats & les Juges n'étoient que les anciens de chaque peuplade. Ils tenoient leurs assises en plein champ , aux portes des villes , en présence de tout le peuple assemblé , qui étoit le témoin & , pour ainsi dire , le juge de leur intégrité.

Homere , dans la description du bouclier d'Achille , parle d'une assemblée de ces anciens Juges. » Les » Hérauts , dit-il , imposaient silence au peuple. » Les vieillards étoient assis en cercle sur des pierres » polies (2). » Aussi trouve-t-on l'administration publique confiée aux vieillards chez tous les anciens

(1) *Plutarque in vit. Thesæi.* (2) *Iliad. Liv. XVIII.*

peuples ; chez les Égyptiens , par exemple , chez les Juifs , les Grecs , les Romains. On retrouve la même pratique chez les premiers Chrétiens , chez les Sauvages de l'Amérique. Tant le langage de la nature est uniforme , dans tous les pays & dans tous les temps. L'expérience que l'âge donne aux vieillards , la confiance qu'inspire pour eux une vie qu'aucune foiblesse n'a ternie , portent d'abord à les désigner pour les dépositaires de la puissance publique.

La manière dont on administroit la justice répon-
doit très-bien à l'appareil des Tribunaux. Tous les Contrats se prouvoient par témoins ; & on s'en rapportoit le plus souvent au serment des parties. La simplicité des anciens temps rendoit les autres formalités superflues. Dociles à la voix de leurs Chefs , les hommes croyoient aisément tout ce qu'ils vou-
loient leur persuader. C'est ce qui diminua beau-
coup l'ouvrage des premiers Législateurs. Quelles difficultés au contraire ne rencontreroit pas aujour-
d'hui celui qui voudroit détruire , dans les diverses sociétés , tant d'abus contraires à l'intérêt général , & qui pour faire le bien de tous seroit obligé de croiser tant d'intérêts particuliers ?

La propriété ne tarda pas à s'établir parmi les hommes. Les monumens les plus anciens parlent des bornes qu'on mettoit dans les champs , pour en mar-
quer les limites. La division des terres étoit la pre-
mière opération que l'on faisoit , dans l'établissement d'une colonie. Mais comme si l'humanité eut réclamé contre ces partages , le vol ne fut pas d'abord censé un délit , à l'égal de tant d'autres actions , qui dans tous les temps & dans tous les pays ont révolté l'hu-

manité. On regardoit les voleurs comme des hommes adroits (1).

On lit encore dans Homere, que les Loix pénales étoient fort douces. Le meurtre fut d'abord puni d'une amende pécuniaire. On y substitua ensuite l'exil. La peine de mort ne vint que fort tard. Les progrès de la sévérité dans les peines suivirent ceux de la corruption des mœurs. C'est à quoi ne font pas assez d'attention, ceux qui au milieu de la perversité des mœurs modernes, proposent de rétablir des Loix faites pour des temps de simplicité & d'innocence.

Les enfans succédoient également à leurs parens. Les femmes n'apportoient rien en dot à leurs maris. C'étoit au contraire ceux-ci qui les dotoient. Agamemnon, dans Homere, pour appaiser Achille, offre de lui donner en mariage celle de ses filles qu'il voudra choisir, sans exiger qu'il la dote. Cet usage qu'on trouve chez les Germains, y rendoit, au rapport de Tacite, les mariages heureux & chastes. Comment ne l'auroient-ils pas été? C'étoit la convenance des mœurs, la vertu, l'inclination qui unissoient les époux. Rien n'y étoit corrompu par l'avarice. Mais on sent bien que c'étoit des peuples barbares, qui pensoient si grossièrement. Pour nous, qui sommes policés, nous avons su faire un objet de commerce de ce qu'il y a de plus doux & de plus saint dans la nature.

Après avoir pourvu au maintien de la tranquillité intérieure de la société; il falloit la défendre contre

(1) Il y a eu des sociétés qui ont vécu heureuses sans connoître le droit de propriété, comme le Pérou, & quelques autres peuples de l'Amérique.

les attaques des ennemis extérieurs. On choisissoit, pour le mettre à la tête des armées, celui des citoyens qui s'étoit le plus distingué par sa bravoure ou par sa force. L'autorité de ce chef étoit presque bornée à la guerre. S'il se mêloit de l'administration intérieure; ce n'étoit qu'avec le concours des vieillards, dont l'élection appartenoit au peuple (1). Quelques-uns plus heureux ou plus adroits, vinrent à bout d'étendre leur puissance aux dépens de la liberté publique. D'autres virent détruire leur autorité, au moment où ils voulurent en abuser. Les hommes, que de mauvaises institutions n'avoient point encore avilis & corrompus, repoussèrent le joug, sitôt qu'ils s'appercurent qu'on vouloit le leur imposer.

La plupart des États de la Grece, qui avoient commencé par être gouvernés par des Rois, finirent par devenir des Républiques.

Voilà ce que nous avons trouvé de plus certain & de plus important dans les mœurs des premiers habitans de l'univers. Voyons à présent qu'elles modifications ces mœurs reçurent dans les différens Gouvernemens. Nous ne nous arrêterons qu'aux plus fameux.

§. I I.

Des Égyptiens.

CE fut en Égypte que le Gouvernement civil commença à prendre une forme plus assurée & plus stable. Aucun peuple n'a jamais eu de Loix qui eussent autant d'étendue & qui entraissent dans tant de dé-

(1) Tout cela se retrouve encore chez les Américains. Voyez Robertson.

tails. Elles embrassoient , dans leur disposition , tout ce qui pouvoit intéresser la société ; les fonctions de la Royauté , les cérémonies de la Religion , l'exercice de la Justice , la santé & la tranquillité des citoyens , l'ordre des saisons & des jours de l'année. En prescrivant ces Loix le Législateur s'étoit exactement conformé à la situation & au caractère de la nation. Tout jusques au culte de certains animaux & de certaines plantes , qu'on a tant reproché à ce peuple , avoit quelque motif dans le climat du pays & le physique des individus.

Les Anciens regardoient l'Égypte comme la mere de la sagesse. C'étoit à cette école que s'étoient formés les plus célèbres Législateurs de l'Antiquité. Ce qui prouve sur-tout la sagesse des Loix Égyptiennes , c'est l'attention qu'elles donnoient à l'éducation des enfans. Platon , qui avoit appris en Égypte ce qu'il a dit de mieux , loue beaucoup cette éducation (1).

Les Prêtres n'y étoient point de membres inutiles ou à charge à la société. Il n'y a point de pays où ils aient été d'une plus grande utilité. Ils étoient chargés des Magistratures , de la conservation des Loix , des Archives , du dépôt de l'Histoire , de l'éducation publique , de la composition du calendrier , des observations astronomiques , de l'arpentage des terres , & enfin de tout ce qui comprenoit la médecine , la salubrité de l'air & les embaumemens.

La Justice s'y rendoit avec beaucoup d'intégrité. Les procès y étoient exposés avec précision. On en écartoit les charmes de l'éloquence & les vétilles de la chicane.

(1) *De Legib.* Lib. VII.

La Chronologie des Loix Égyptiennes étant fort incertaine, il n'est guere possible de connoître le développement de la Législation de ce peuple. Ce qui nous reste de ses Loix pénales annonce qu'une grande sagesse avoit présidé à leur rédaction. On ne donnoit le nom de crime qu'aux actions vraiment contraires au bien public. Les coupables étoient punis par la partie qui avoit péché. On y étoit fort indulgent sur le vol. Il y avoit des compagnies de voleurs, qui avoient chacune leur capitaine, chez lequel on dépofoit les choses volées. Ceux à qui elles avoient été volées pouvoient les recouvrer, en abandonnant le quart de la valeur. C'est delà que sont venues toutes les idées de Lacédémone, & même des Loix Romaines sur le vol.

Il n'y avoit que le parricide, l'homicide, & le parjure, qui fussent punis de mort (1). Il nous paroîtra peut-être extraordinaire, que le parjure fut mis, chez les Égyptiens, au rang de deux crimes aussi affreux que l'homicide & le parricide. C'étoit là un reste de la simplicité & de la droiture des anciens temps. Platon dit quelque part que chez les premiers hommes le parjure étoit également puni de mort. Dans des temps où les formalités, par lesquelles on a cru remplacer la bonne foi, étoient inconnues, tout se decidoit par le serment. Le parjure étoit par conséquent regardé comme un crime de lèse-Majesté. Il renversoit toute l'économie de la société ; &

(1) S'il est vrai que Sabacon eût aboli la peine de mort pour y substituer la condamnation aux travaux publics, comme l'ont écrit

quelques Auteurs ; cela ne dura pas, puisqu'après ce Prince, on prononçoit encore la peine de mort contre certains délits.

attendu la simplicité des hommes d'alors il supposoit peut-être plus de corruption dans celui qui s'en rendoit coupable , que n'en supposent parmi nous les crimes les plus graves.

On pouvoit en Égypte faire saisir les biens des débiteurs ; mais la contrainte par corps pour dette n'y étoit pas permise. » On croyoit, dit Diodore , que » les biens appartennoient aux particuliers qui en » avoient hérité , mais que les hommes appartenoient à la Patrie, qui devoit seule les avoir en sa » disposition , pour les besoins de la paix ou de la » guerre. »

Les Loix des Égyptiens tomberent enfin dans l'oubli. Cela arriva lorsque les Rois voulurent étendre leur autorité au-delà des bornes qu'elles leur prescrivoient ; qu'ils voulurent être tout & ne compter plus leurs sujets pour rien. Le Gouvernement devint alors despotique , de Monarchique qu'il étoit. Ce fut-là le terme de la prospérité de cette contrée , jadis si renommée par sa sagesse. Asservie d'abord par les Perses , elle n'a fait depuis que changer de maître , dans les fréquentes révolutions dont elle a été le théâtre.

Avant de suivre les Loix Égyptiennes dans leur transplantation en Grece ; jettons un coup d'œil sur les révolutions de l'Empire Persan ; & guidés par un Philosophe célèbre , tâchons de connoître les causes de sa prospérité & celles de sa décadence.

C'est ici l'histoire de tous les États où rien n'arrête les entreprises du Souverain.



§. I I I.

De l'empire des Perses.

L'ÉDUCATION qu'on donnoit chez les Perses au temps de Cyrus, avoit établi une espèce de modération dans le Gouvernement. (1) Le Prince n'affectant point une autorité sans bornes, les soldats étoient plus attachés à leur Chef & s'exposoient plus volontiers au danger. Les talens & les vertus qui ne faisoient point ombrage au Monarque, étoient sûrs d'être apperçus & récompensés. Il fut facile à Cyrus de faire tout ce qu'il voulut avec des hommes, parmi lesquels il fit régner l'union, l'amitié, la liberté, l'égalité. Il établit un vaste Empire.

Malheureusement ce Prince si savant dans l'art de régner, négligea l'éducation de ses enfans. Il l'abandonna à des femmes, qui laissant à l'écart les mœurs austères des Perses, élevèrent les jeunes Princes dans le luxe, la mollesse & le faste des Médes. Qu'en arriva-t-il ? C'est qu'à peine Cyrus fut mort, que de ses deux enfans l'un fit périr l'autre ; & le meurtrier devenu bientôt lui-même le jouet de sa propre Cour, perdit enfin une Couronne qu'il avoit flétrie par ses infamies.

Darius son successeur qui, n'étoit pas fils de Roi, & qui n'avoit point été élevé dans la mollesse, s'attacha à faire revivre les maximes de Cyrus. Son Empire ne fut guère moins étendu que celui de ce Prince. Mais ce qui a terni tout l'éclat de son règne, c'est qu'au lieu de profiter de la faute qu'a-

(1) *Plat. de legib. Lib. VII.*

voit faire Cyrus , en négligeant l'éducation de ses enfans , il laissa élever Xerxes à peu près comme Cambyse l'avoit été. La même cause produisit les mêmes effets. Depuis lors les Rois de Perse ne furent les grands Rois , que de nom.

Des Princes élevés dans le faste & la mollesse , environnés dès le berceau des honneurs & de la pompe la plus éclatante , se persuaderent bientôt qu'ils étoient d'une espèce différente des autres hommes ; que leurs sujets étoient faits pour eux , & non eux pour leurs sujets. Dans un État gouverné par des Monarques imbus de ces funestes maximes , on ne voit bientôt plus qu'orgueil & que hauteur d'un côté , que bassesse & esclavage de l'autre. Une méfiance générale se répand dans toutes les conditions , & détruit la société , dit Platon , dans la société même. Le Souverain ne veille plus à la conservation ou au bonheur de ses sujets ; il ne songe plus qu'à son intérêt particulier , qu'il a eu la maladresse de séparer de l'intérêt général. Quoiqu'il domine sur un grand nombre d'hommes ; il en trouve très-peu qui obéissent de bon cœur à ses ordres. Les courtisans & les adulateurs , pour qui toutes les graces & les faveurs sont réservées , ne les aiment pas plus que le peuple , qui n'a en partage , que la misère & le malheur. Cette inégale distribution de l'aisance & du bonheur est la source de beaucoup de divisions & la racine de tous les vices. Car s'il n'y a point de bonheur sans vertu ; il ne peut y avoir de vertu sans bonheur. Un État arrivé à ce degré de dépravation , est toujours , comme celui des Perses , le théâtre de quelque révolution ; à moins que des causes étrangères à sa constitution ne l'arrêtent.

§. I V.

Des Grecs, de la Crète & de Sparte.

DU centre du despotisme passons au sein de la liberté, je veux dire dans la Grece. Deux Législations attirent d'abord l'attention des Philosophes, celles de Crète & de Sparte, dont la première avoit été le modèle de l'autre, & qui toutes deux avoient pris leur source en Égypte.

Minos & Licurgue firent de la liberté & de l'égalité, la baze de leur institution. On a reproché avec raison à ces deux grands Législateurs, de n'avoir eu pour but principal que de rendre leurs Nations guerrières. La question n'est point ici, de savoir si leur but étoit bon, mais s'ils ont pris les moyens les plus propres pour y arriver. Or c'est surquoi il n'y a pas même de doute. » Lycurgue, dit Plutarque, » estimoit que pour rendre une Cité heureuse & vertueuse, cela devoit être empreint par la nourriture » dans les cœurs & dans les mœurs des hommes, pour » y demeurer à jamais immuable. C'est la bonne volonté qui est un lien plus fort pour les hommes, » que toute autre contrainte; & le pli qu'ils prennent par de bonnes institutions dès leur première » enfance, fait que chacun d'eux se sert de Loi à lui-même. «

L'une des ordonnances de Lycurgue, portoit expressément qu'il n'y auroit point de Loi écrite. Tout étoit à la discrétion & à l'arbitrage des Magistrats, qui étant bien institués, avoient le droit d'ajouter aux Loix, ce que l'occurrence & la disposition du temps exigeroient. Mais aussi falloit-il que les Sé-

nateurs fussent âgés de plus de soixante ans ; & ce devoit être , ajoute Plutarque , les plus vertueux d'entre les hommes vertueux.

Les institutions de Lycurgue donnerent des mœurs à Sparte. Elles ôterent non-seulement l'occasion , mais encore l'idée de mal-faire. Elles rendirent par conséquent les Loix civiles presque inutiles. C'est ainsi que s'opérèrent ces prodiges , qui nous étonnent dans nos Gouvernemens modernes ; ou , suivant les expressions du même Plutarque , on néglige absolument l'éducation des enfans ; & où au lieu de les diriger dès leur naissance à une même fin , on fait que les citoyens sont dans chaque État , comme des passagers dans un même navire , qui s'y trouvant l'un pour une affaire , l'autre pour une autre , & tous à diverses intentions , ne communiquent jamais ensemble si-non en une tempête , par la crainte qu'ils ont de leur propre & particulier péril ; car hors delà chacun ne pense qu'à soi.

§. V.

D'Athènes.

CETTE discipline sévère établie en Crète & à Sparte , fut inconnue dans le reste de la Grece & sur-tout à Athènes. Celle-ci reçut ses premières Loix des Princes Égyptiens qui la fonderent. Cécrops institua les Tribunaux , & la Police publique sur le modèle de ceux d'Égypte. Il ne fut pas permis dans l'Aréopage , comme chez les Égyptiens , d'employer la voix des Orateurs pour la défense des procès. Les causes devoient être discutées avec simplici-

té, sans faire usage d'une éloquence qui put en imposer aux Juges.

En transportant dans la Grece les usages des Égyptiens, qui pouvoient convenir à sa situation, les premiers Législateurs s'étoient bien gardé d'y rien ajouter de ce qui tenoit uniquement aux mœurs & au climat du país. C'est encore une chose à remarquer que quoique les plus grands Législateurs de la Grece, tels que Lycurgue, Solon, Platon &c. eussent, avant de donner leurs Loix, voyagé en Égypte; aucun n'en copia servilement les institutions. Ils y puiserent des principes & non des détails.

Aussi les anciens Grecs eurent-ils d'abord très-peu de Loix. Dracon fut le premier qui en donna à Athènes, qui eussent une certaine étendue. Mais ces Loix d'une sévérité atroce, eurent le sort de tout ce qui choque la nature des choses, elles tomberent par leur sévérité même. La discorde & les dissensions, qui régnoient parmi les citoyens, obligerent de recourir à Solon pour en donner de nouvelles.

On a beaucoup censuré les Loix de ce grand homme. On apperçoit cependant en les approfondissant, que son but étoit de rétablir l'égalité & la liberté parmi les citoyens; de faire renaître les mœurs que les désordres passés avoient détruites. Il n'établit pas pour cela les meilleures Loix possibles; mais, comme il le disoit lui-même, les meilleures que les citoyens pussent souffrir. Son exemple prouvera à jamais, que la force des Loix dépend moins de leur sagesse, que des dispositions de ceux pour qui elles sont faites.

Malgré tout ce que Solon avoit fait pour maintenir la liberté dans sa patrie, il eut la douleur de

la voir sur la fin de ses jours tomber dans l'esclavage. Tel devoit être tôt ou tard le sort d'un peuple inconstant & léger, inconséquent dans ses principes, accordant sans distinction, & sans réflexion son estime & sa haine; & que Platon a peint en deux mots, en disant que ceux qui étoient honnêtes gens chez lui, l'étoient plus que par-tout ailleurs, parce que rien ne les invitoit à l'être.

Athènes recouvra encore sa liberté; mais elle n'en fit pas un meilleur usage. Le péril dont la Perse la menaça pendant quelque temps, y réunit les esprits. Mais le danger passé, ce peuple retourna à son inconstance & à sa légèreté. Les Loix & les Magistrats y tomberent dans le mépris; & l'État y fut en proie à l'Anarchie, jusqu'à ce qu'il fut irrévocablement asservi par les Romains.

Chez un Peuple qui brilla par toutes les graces de l'esprit, & qui comme la Nation avec laquelle on prétend qu'il a une grande ressemblance, eut beaucoup de défauts agréables (1); les Loix ne devoient pas être dures. On voit parce qu'il nous en reste, qu'il y avoit beaucoup de douceur dans le Code criminel.

L'homicide même y étoit rarement puni de mort. La forme des jugemens étoit sur-tout admirable. Les procès se jugeoient en public en présence de tout le peuple, ou par le peuple lui-même. En même-temps que l'accusateur produisoit ses témoins, l'accusé pouvoit produire les siens. On les interrogeoit tous à la fois. L'accusation & la défense marchaient d'un pas égal. Il paroît par un passage de Cicéron, que

(1) Voyez *L'art. Paris de l'Encyclopéd.*

la sentence qui prononçoit définitivement sur le sort d'un accusé, étoit toujours précédée de deux autres (1).

On fait encore que c'est d'Athènes qu'est venue cette Loi, imitée dans la Jurisprudence Française, qui prononce l'absolution de l'accusé en cas de partage (2). Les Athéniens croyoient que cette Loi avoit été inspirée par Minerve. Cette idée prouve du moins leur respect pour les droits de l'humanité.

La science du Droit ne fut cependant pas si bien développée chez les Grecs, qu'elle l'a été chez les Romains. » Que l'on compare, dit Cicéron, notre » Droit civil avec celui de Lycurgue, de Dracon, » de Solon ; & l'on verra combien le leur est à l'égard du nôtre, incomplet & presque ridicule (3). »

Ce furent néanmoins les Loix attiques qui, jointes aux lumières que les Romains, puisèrent dans cette partie de l'Italie, que l'on nommoit la grande Grèce, & qui y avoient été déposées par quelques Philosophes, qui les avoient apportées d'Égypte, formèrent le germe des Loix romaines. Ainsi, par une tradition non interrompue, les préceptes de la raison humaine avoient été transmis des Égyptiens aux Grecs & des Grecs aux Romains. Ce sont les Loix de ces derniers, qui par des événemens assez extraordinaires sont devenues celles de la plupart des Na-

(1) *De Orator.* Lib. I. n°. 231.

(2) Lorsqu'il y avoit trois opinions différentes sur la peine qu'un coupable devoit subir, ceux qui tenoient pour la plus douce l'empor-

toient, si leur nombre surpassoit celui des autres, pris séparément. *Heliod. Æthiop.* Lib. I.

(3) *De Orator.* Lib. I. n° 197.

tions de l'Europe, que nous allons à présent examiner. Comment du plus haut degré de sagesse sont-elles parvenues à ce point d'avilissement & d'absurdité, où elles sont encore aujourd'hui dans la plupart des États? C'est ce que nous tâcherons d'expliquer, dans le tableau rapide que nous allons tracer de leurs révolutions.

§. V I.

Des Loix Romaines.

LES Loix des Romains eurent comme leur Empire de foibles commencemens. Elles s'accrurent & se développèrent insensiblement, à mesure que l'expérience & l'esprit d'observation éclairèrent ceux qui en étoient les interpretes. Celles que les Rois avoient prescrites se ressentoient un peu du ton despotique. Il y avoit sur-tout beaucoup de sévérité dans les Loix criminelles. On trouve même encore des traces de cette rigueur excessive, dans les Loix des douze Tables.

Ce ne fut que lorsque le peuple Romain se fut mis entièrement en liberté, en secouant le joug de la noblesse, que les Loix acquirent plus de douceur. Alors Rome put se glorifier, que jamais aucun peuple n'avoit eu des Loix aussi justes & aussi humaines que les siennes. Mais, à peine Sylla eut-il attenté à la liberté publique; on vit les Loix romaines devenir plus sévères.

Ce changement fut bien plus rapide sous les Empereurs; dont quelques-uns se servirent du prétexte des vices des citoyens, pour satisfaire leur soif du sang. Leur despotisme altéra tous les principes fon-

damentaux de la Législation; imagina de nouveaux crimes & de nouveaux tourmens. Il multiplia surtout à l'infini les crimes de lèse-Majesté. On appella de ce nom les actions les plus indifférentes. Ce fut là, suivant l'expression d'un Ancien, le crime de tous ceux à qui on ne pouvoit en imputer d'autre. Quelques Empereurs touchés des maux que la corruption avoit causé, crurent les arrêter par des peines sévères. Ils ne voyoient pas que cette corruption prenoit sa source dans l'arbitraire du Gouvernement; & que pour la détruire, c'étoit cet arbitraire, qu'il falloit commencer de réformer.

Alors se perdit aussi cette publicité des jugemens, qui avoit passé d'Athènes à Rome, & qui y avoit été constamment en usage depuis sa fondation. L'instruction secrète ce raffinement du despotisme, tire son origine des Loix des derniers Empereurs Romains (1).

§. V I I.

Du Droit François.

TEL étoit l'état de la Législation en Europe, lorsque cette contrée se vit tout à coup en proie aux dévastations des peuples du Nord. Celles de ces nations barbares qui s'y établirent sur les débris de l'Empire romain y apportèrent leurs Loix, le mépris de tous les arts utiles, & mille préjugés absurdes, dont il s'en faut bien que nous soyons encore

(1) *Leg. nullum. cod. de testibus.* Cette Loi, sans introduire l'instruction secrète; semble dire que les té-

moins seront ouïs lors de la présence des parties, ce qui est contraire à l'ancienne pratique Romaine.

délivrés. La base de leur Gouvernement étoit le régime féodal , qui pouvoit convenir aux nations féroces du Nord , qu'on mene presque toutes encore aujourd'hui par le bâton , mais qui choquoit ouvertement le caractère des habitans des pays Méridionaux , que leur activité & leur extrême sensibilité rendent susceptibles d'un Gouvernement plus humain.

Aussi le Gouvernement féodal , qui fut presque aussitôt adopté dans les Provinces Septentrionales de la France , ne fit-il que peu ou point de progrès dans les Provinces Méridionales. Les maux affreux qu'il a causés & qu'il cause encore dans les pays où la violence a surmonté la résistance du climat , viennent à l'appui de ce que nous disons ici.

Si la simplicité des Loix , leur conformité au caractère des nations pour lesquelles elles sont faites , constituent leur perfection , la première race de nos Rois a été l'époque la plus glorieuse de la Législation Françoisse. On ne connoissoit point toutes ces formalités , qui ont fourni dans la suite des armes si puissantes à la mauvaise foi & à la chicane. Il n'y avoit point d'appels. Toutes les causes se décidoient sur les lieux , par des Juges impartiaux , au choix desquels les parties avoient concouru. Dans les affaires criminelles chacun étoit jugé par ses pairs. Les peines étoient très-douces ; & elles devoient l'être chez un peuple , dont les délits étoient plutôt l'effet de la rusticité que de la corruption. C'étoit des peines pécuniaires , des amendes , des pénitences publiques , la privation du mariage.

La Législation Françoisse n'a fait que décheoir depuis lors. Les capitulaires de Charlemagne , ces Loix

si vantées, sur-tout par ceux qui ne les ont jamais lues, commencerent à mettre de la confusion dans la Législation, en mêlant les Canons des Conciles, les Loix Romaines, avec celles des peuples barbares. Les capitulaires ne sont, en grande partie, que de nouvelles éditions de toutes ces Loix.

Sous les foibles successeurs de ce Prince l'État se vit tout à coup en proie à la plus affreuse anarchie. L'autorité royale fût anéantie & ses prérogatives les plus essentielles divisées entre une infinité de petits tyrans, qui Rois, Législateurs & Juges tout à la fois dans leurs Seigneuries, faisoient gémir leurs vassaux infortunés sous le plus dur esclavage.

Les Rois comprirent alors que leurs vrais intérêts étoient inséparables de ceux du peuple. Ils en rechercherent l'appui, pour se délivrer de ces usurpateurs ; & commencerent par affranchir les serfs de leur Domaine. Avec la liberté on vit naître en France des Loix nouvelles. La corruption que l'esclavage avoit introduite ne pouvoit plus être réprimée par les anciennes Loix pénales. On abolit presque par-tout l'usage de racheter, par une composition en argent, un meurtre ou tout autre acte de violence, incompatible avec l'ordre & avec la sûreté des individus. Les coupables de ces crimes furent punis de mort ou de tout autre peine grave proportionnée au délit. On infligea pendant long-temps la peine du talion, sur-tout dans les cours Ecclésiastiques.

Car, au milieu des désordres dont l'Europe fut inondée sous la foible postérité de Charlemagne, des débris de la puissance civile, se forma la puissance Ecclésiastique, dont les chefs, les principes, les intérêts étoient diamétralement opposés à ceux de la

première. Les Ecclésiastiques furent non-seulement faire respecter les privilèges qui leur avoient été accordés par les Empereurs Romains ; ils en dénaturèrent encore l'origine , & firent croire pendant long-temps qu'ils tenoient de Dieu même , des droits qu'ils n'avoient reçu que de la libéralité ou de la foiblesse des hommes. L'ignorance & la superstition les seconderent si bien , que le chef de la Religion Chrétienne , dont toute la puissance n'est que spirituelle , se trouva avoir en Europe une autorité temporelle plus absolue , que celle dont y avoient joui les Empereurs Romains.

Le Code de Justinien & les Nouvelles du même Prince , qui renfermoient les principaux privilèges que les Empereurs avoient accordé aux Ecclésiastiques , furent toujours par eux maintenus en vigueur ; & probablement ce fut ce qui empêcha ces deux parties de la Législation Romaine de tomber dans l'oubli , où demeura si long-temps le Digeste , qui ne contient que les Sentences des Jurisconsultes Romains. Les maximes du Code & des Nouvelles furent la base de la domination Ecclésiastique. Les premières décrétales des Papes n'en font gueres que le développement.

Enfin , le Droit Romain reparut en entier. On commença à l'étudier avec ardeur vers le commencement du onzième siècle. Des Loix qui établissoient la puissance absolue du Prince devoient plaire beaucoup à des Rois , arrêtés sans cesse par leurs grands vassaux , qui leur disputoient les parties les plus importantes de la puissance Souveraine. Ce fut là sans doute la vraie cause du grand usage que fit Saint

Louis des Loix Romaines & du zèle qu'il témoigna pour en étendre l'Empire.

Lorsqu'il s'agit de mettre ce Droit en pratique il fallut , sur-tout dans le pays où il ne s'étoit pas au moins conservé par tradition , avoir recours à la pratique des Cours Ecclésiastiques (1). Cette pratique n'étoit autre chose que celle du Droit Romain mêlée avec les maximes du Tribunal de la Pénitence. Ce dernier fut le principal modèle de la méthode adoptée par les Ecclésiastiques , qui devoient en connoître mieux les principes que ceux de la pratique du Droit Romain. Cet alliage étrange d'une justice toute spirituelle , dont l'exercice suppose la soumission volontaire de ceux qui exécutent ses décrets , avec la justice humaine , dont la force & la coaction physiques sont les principaux instrumens , fut la source des inconséquences & des absurdités qui ont existé & qui existent encore dans l'ordre judiciaire. Delà naquit l'instruction secrète (2) ; la procédure barbare de l'inquisition , & une infinité d'autres usages pareils , que nous aurons occasion de remarquer dans le cours de cet ouvrage. Delà encore , ces inconséquences , ces contradictions qui regnent dans tous

(1) Il est démontré aujourd'hui , que si le Droit Romain se perdit entièrement dans les pays coutumiers ; il se conserva , du moins par tradition , dans les pays de Droit écrit en Italie. Voilà pourquoi l'instruction secrète , qui étoit celle des Tribunaux Ecclésiastiques , ne fut d'abord connue que dans les

pays coutumiers ; ce fut l'Ordonnance de 1539 qui l'étendit aux pays de Droit écrit.

(2) La glosse sur le *Chap. 52. est. de testib.* dit , que le témoin , en déposant , doit être seul avec le Juge , parce que le Pénitent qui se confesse est seul avec le Prêtre.

les livres des Jurisconsultes , qui ne viennent que de celles qu'ils trouvoient dans les Codes d'après lesquels ils travailloient.

Quand on parcourt ce nombre infini de volumes , qu'on a écrit sur le Droit & qu'on n'y trouve nulle connoissance des principes de la sociabilité , nulle idée exacte de la nature de chaque chose , une ignorance profonde des droits les plus sacrés de l'humanité ; qu'au lieu de tout cela on n'y rencontre que des subtilités qui ont été si long-temps les instrumens de la vexation & de l'injustice ; des questions aussi frivoles qu'insensées ; on n'est plus étonné de tous les récits , qu'on trouve dans les Historiens , des ravages affreux de la chicane. Elle dévorait tout à son aise les malheureux qu'elle attiroit dans ce dédale de mensonges.

D'après le tableau que nous venons de faire des maux que le Droit Romain & le Droit Canonique ont causés , soit en France , soit dans le reste de l'Europe , il n'est pas douteux qu'on doit regarder l'adoption qu'on a faite de ces Loix , comme un des plus redoutables fléaux qui aient affligé l'espèce humaine dans cette partie de l'univers. Si elles n'y avoient jamais été connues , les progrès de l'esprit humain que son activité porte toujours vers la perfection auroient été bien plus rapides. Au lieu de ce mélange bizarre de maximes étrangères , il se seroit formé insensiblement un Code de Loix conformes à nos mœurs & à notre constitution. Ceux qui auroient voulu faire le bien , n'auroient pas eu à lutter contre des préjugés d'autant plus dangereux , qu'ils paroissent autorisés par leur antiquité , & par la pratique

d'un peuple regardé comme le modele de toute perfection.

§. V I I I.

Des Ordonnances de nos Rois.

SI l'on veut se convaincre que nous n'exagérons rien ici, qu'on parcoure les ordonnances de nos Rois, depuis Saint Louis jusqu'à présent, & on verra que la plus grande partie & les plus fameuses ont eu pour objet de simplifier la Jurisprudence, de détruire les subtilités, dont le droit Romain & le droit Canonique avoient inondé notre Législation, & de combattre l'hydre de la chicane, qui pour une tête qu'on lui retranchoit en a toujours reproduit des milliers d'autres. Charles VII lorsqu'il fut tranquille sur le trône fit rédiger par écrit les coutumes, qu'il falloit presque dans chaque procès prouver par des enquêtes. Son dessein étoit d'en faire une seule pour tout le Royaume. Louis XI parut vouloir exécuter ce que son pere n'avoit fait que projeter & substituer à ces coutumes quelquefois inintelligibles, un Code de Loix claires, précises & une forme pour toute la Monarchie. Si cette idée fait honneur au génie de ce Prince, la manière dont on avoit précédemment rédigé les coutumes, prouve que cette entreprise étoit au-dessus de son siècle. Ces coutumes ne sont qu'un mélange absurde du droit coutumier & du droit Romain. L'un ou l'autre y domine, suivant que les Jurisconsultes qui présidoient à leur rédaction, avoient plus de penchant pour l'un ou pour l'autre.

La renaissance des arts & des sciences sembloit de-

voir apporter quelque changement favorable dans les Loix; François I, le Restaurateur des lettres, fit bien quelques Loix très-sages; mais elles furent obscurcies par d'autres bien opposées. Il étendit dans tout le Royaume l'instruction secrète, inconnue auparavant dans les païs de droit écrit & même dans quelques païs coutumiers; & c'est à son règne que remontent toutes les barbaries, que l'on reproche à notre Procédure criminelle.

La fermentation que causa dans tous les esprits le schisme qui s'opéra dans le sixième siècle; les troubles qui le suivirent, auroient peut-être tourné à l'avantage de la France, si le Gouvernement avoit été assez éclairé ou assez ami du bien public, pour savoir diriger à propos l'agitation, qui étoit dans tous les esprits. Le Chancelier de l'Hôpital en profita, pour porter les derniers coups au despotisme féodal, & pour faire beaucoup d'autres Loix, qui auroient influé considérablement sur la prospérité publique. Mais le fanatisme du peuple, les intrigues de ceux qui étoient intéressés à la continuation des abus, la foiblesse ou la politique de la Cour arrêterent tout l'effet de ses travaux pour le bien public. Les préjugés & les erreurs que l'esprit de la ligue conserva & accrut, retarderent de nouveau en France les progrès de la Législation. Sully reprit le travail du Chancelier; mais les mêmes obstacles qui avoient arrêté celui-ci, empêcherent long-temps l'exécution des projets de l'autre, la mort de Henri IV les fit évanouir.

Les Loix de Louis XIV, ces Loix si vantées par ses adulateurs, ne sont qu'une copie souvent défigurée des Loix antérieures, & sur-tout de celles du Chan-

celier de l'Hôpital. Nous aurons
quelques-unes des erreurs da
ba. Pour son Code criminel, il
que les droits de l'humanité n'y so
pectés.

Cependant sous le règne même
préparoit une révolution dans les
tôt ou tard en amener une dans
vérité avoit déjà jetté un grand éc
ges de Grotius & de Puffendorf.
illustres créèrent parmi nous la sc
turel, & rendirent à l'humanité un
égarés depuis si long-temps. La cri
coup à reprendre dans leurs ouv
voit faire attention que relative
ils ont été écrits, à l'ignorance &
enveloppoient alors la raison hum
dans leurs Auteurs, peut-être au
en a fallu, pour composer l'espr
vrai qu'ils sont beaucoup déchu
réputation, dont ils ont joui si lo
le sort de tous les Écrivains, qui
les premiers pas dans quelque scie
Le plus grand défaut de Gro
dorf est sans doute, de ne s'être
qu'escortés d'une foule d'autorité
avoir réunis pour être les garanc
Mais c'étoit alors la manière d'éc
soit de Jurisprudence, soit de T

qu'il n'en faudroit pour faire un Code entier, ger une de ces ordonnances des donations, mens, des substitutions &c., dont tout l'é de détruire quelques subtilités, pour les par d'autres; qui, faisant dépendre la validité les plus essentiels, de l'omission d'un m clause, ont livré la tranquillité des familles création d'un Notaire fripon ou ignorant, m'empêcher de rappeler la fable de la mo travail. A dieu ne plaise, que je veuille le Magistrat à jamais célèbre qui prési rédaction. S'il ne porta pas la Législation au degré de perfection, dont elle est su c'est qu'il rencontra des (1) obstacles qui le de renoncer au vaste projet qu'il avoit gloire eut été de les écarter, & de les vain il laissa nos Loix, telles à peu près qu'il trouvées.

Alors parut un Génie, qui sembloit faire rer dans cette partie une grande révolution Montesquieu. Mais dominé, par l'esprit de au lieu de principes, il n'avança que tro des paradoxes.

Il résulte de ce que nous venons de dir Législation parmi nous, a rarement parlé l de la raison. Enfin, sa voix commence à se

tendre, Louis XVI a fait asseoir avec lui, l'humanité sur son Trône. C'est elle qui lui a inspiré l'abolition de la peine de mort contre les déserteurs, celle des servitudes, le changement des pays d'élection en pays d'États, la suppression de la question préparatoire; & tant d'autres réglemens aussi sages qu'utiles, dont l'avenir nous montrera encore mieux les avantages. Ce jeune Monarque a peut-être plus fait pour le bien public, en six ans de règne, qu'on n'avoit fait avant lui dans l'espace de six siècles.

§. I X.

De la Législation des autres États de l'Europe.

QUAND de la Législation François, on passe à celles des autres États de l'Europe, on les trouve toutes, à l'exception néanmoins de celle d'Angleterre, beaucoup plus imparfaites. Les Loix Angloises présentent à la vérité une grande confusion. Cela est inévitable, dans un État qui a essuyé tant de révolutions. Mais, cependant elles y rendent le citoyen libre, il ne dépend que de la Loi.

Quelques autres États du nord sont à peu près dans le même cas que l'Angleterre. Le Droit Romain n'a jamais fait beaucoup de progrès en Suede ni en Danemark. Aussi les Loix y ont-elles toujours été plus sages qu'ailleurs, & plus conformes au caractère des hommes pour lesquels elles étoient faites.

La Russie a paru vouloir profiter la première des lumières que la Philosophie avoit répandues en Europe. Mais, on a vu dans cet Empire le contraire de ce qui arrive dans les autres États. Ici ce sont les sujets qui desirerent une réforme, tandis que le Gou-

vernement est insensible à leurs vœux ; là au contraire le Gouvernement a fait tous ses efforts pour donner la liberté aux sujets ; & les sujets ont témoigné la plus grande indifférence pour ce don précieux : ce qui contrarie un peu l'opinion de ces Philosophes qui ont prétendu que le Nord étoit le séjour de la liberté. L'Impératrice régnante a voulu consoler l'humanité du défaut d'un Code qu'elle eut seule inspiré. Les instructions qu'elle donna aux rédacteurs de ce Code sont puisées en grande partie dans l'esprit des Loix & le Traité des délits & des peines. Cette Princesse a recueilli , avec un discernement digne d'elle , les maximes les plus sages répandues dans ces deux ouvrages célèbres. Nous ignorons si ce Code , annoncé avec tant d'éclat , a répondu aux espérances qu'il avoit fait naître.

La Législation est-elle autant perfectionnée en Prusse qu'on avoit lieu de l'attendre d'un Monarque tel que Frédéric ? Le rédacteur du Code Prussien semble s'être traîné servilement sur les pas de Tribonien & de Cocceius. Il eut fallu que les Loix de Prusse portassent l'empreinte du génie de son Roi , comme tant d'autres choses qu'il a faites par lui-même.

Le reste de l'Allemagne gémit encore sous le joug du Gouvernement féodal , des anciennes coutumes Germaniques , du Droit Romain & du Droit Canonique ; on diroit que la Législation de cet partie de l'Europe est encore au berceau. La constitution même de l'empire est un obstacle presque insurmontable à une réforme salutaire. On ne doit guere espérer d'en voir jamais une en Allemagne , excepté dans les pays héréditaires. Il est peut-être peu de pays où la Législation soit plus barbare qu'à Vienne. On y publiâ

il y a quelque-temps, sous le nom de *Code Thérésien*, des Loix criminelles bien indignes du nom auguste sous lequel elles ont paru. » Il paroît, dit un voyageur moderne, que le bourreau a été souvent en conférence avec les grands Jurisconsultes qui ont rédigé ce Code. Une partie de l'ouvrage consiste dans des détails concernant les différentes tortures, & en des planches qui représentent les façons d'appliquer les prisonniers à la question. On est allé jusques à prescrire en certains cas la perfidie aux Juges. Enfin tout ce que Carpzou & Farinace contiennent de plus cruel & de plus révoltant, y a obtenu le caractère sacré de Loi (1). »

Pour l'Italie elle est encore aujourd'hui ce qu'étoit la France il y a quatre siècles. La Législation de ce pays n'est qu'un cahos, un mélange barbare, du Droit Canonique, du Droit Romain, du Droit Féodal, des décisions des interprètes & des Tribunaux de justice. On peut regarder cette contrée comme le centre de la chicane. Elle y a des ressources inconnues par-tout ailleurs. C'est delà même, qu'elle a étendu son empire sur toute l'Europe. L'art de raisonner, ainsi que celui de bien dire, est banni de son antre. Il semble que ses Ministres ont fait vœu, en y entrant, de ne jamais faire usage de leur raison, & de s'exprimer toujours dans le langage le plus abject. Toute la science des Avocats y consiste à compiler, d'après des tables arides, les passages dont ils composent leurs ennuyeux plaidoyers. Cette méthode qui anéantit toutes les facultés de l'ame a été introduite & soutenue par le despotisme. Par ce moyen, les

(1) *Voyag. faits en diff. pays en 1774*, &c. Tom. I. p. 5.

erreurs une fois reçues ne font que se perpétuer. Les Italiens sentent tout le vice de leur Législation. Ils ont même publié plusieurs ouvrages où ils en font des peintures énergiques. C'est ce qui fait espérer que les lumières pourront enfin se communiquer des particuliers aux Gouvernemens, dont l'intérêt n'est pas de tenir les hommes enchaînés dans l'erreur & la barbarie.

L'Espagne & le Portugal sont peut-être moins avancés encore que l'Italie. Il est vrai que la renommée publie que dans le premier de ces deux États, on s'occupe de la rédaction de nouvelles Loix. Ce sera sans doute une chose curieuse, qu'un Code nouveau dressé dans un pays où l'inquisition a encore autant d'influence. Ne désespérons cependant pas de la réforme de la Législation Espagnole; il paroît que la nation commence à avoir le sentiment de ses maux : c'est le premier pas vers la santé. L'état le plus critique pour un malade, est de se croire plein de vigueur, lorsqu'il est dans une situation critique. Tel est à peu près l'état du Portugal. Il semble qu'on y ait pris le contrepied des autres Gouvernemens. Dans ceux-ci on fait au moins quelques pas vers la perfection; mais là tout est encore engourdi, tout y est mort.

CONCLUSION.

De ce Discours.

IL faut rappeler ici en peu de mots, les causes principales de l'imperfection & de l'injustice des Loix modernes.

Le premier vice de ces Loix a été leur confusion ; & cette confusion est née du mélange de tant de droits différens , de leur contradiction , de leur opposition avec les principes fondamentaux de l'ordre social.

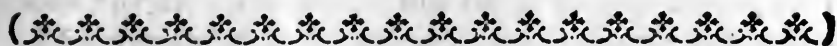
Cette confusion s'est beaucoup accrue par l'ignorance ou la mauvaise foi des interprètes. Ils ont méconnu l'esprit de la plupart des Loix qu'ils ont trouvées établies. Ils ont pris pour des Loix perpétuelles , des Réglemens qui , dans l'intention du Législateur , ne devoient être que momentanés. On trouve à chaque pas , des exemples de ce que nous disons ici , dans notre Jurisprudence.

Pour concilier tant de Loix contradictoires , on a été obligé d'en faire d'autres ; ce qui a encore accru la confusion & les contradictions. Delà tant de Loix inutiles , qui ont surchargé la machine politique & en ont embarrassé la marche.

Les Législateurs ont souvent erré dans les ténèbres , parce qu'ils n'étoient guidés par aucun principe. Ils se sont plutôt attachés à ménager les intérêts particuliers qu'à procurer le bien général.

Le plus grand vice des Législations modernes , & la cause principale de tant de Loix injustes ou inutiles qu'on y trouve , vient de ce qu'on y a presque toujours méconnu tous les rapports ; qu'on a voulu régler les choses de mœurs & de justice universelle , comme on règle celles de justice particulière & de droit rigoureux ; qu'on n'a jamais su comparer la force des Loix avec celles des vices qu'on vouloit réprimer. » La connoissance de ces rapports ; dit un » grand Philosophe , fait la véritable science du » Législateur : car s'il ne s'agissoit que de publier » Édits

» Édits sur Édits, Réglemens sur Réglemens, pour
 » remédier aux abus à mesure qu'ils naissent; on
 » diroit sans doute de fort belles choses, mais qui
 » pour la plupart resteroient sans effet; & serviroient
 » d'indications de ce qu'il faudroit faire plutôt que
 » de moyens pour l'exécuter. »



PREMIERE PARTIE.

DE LA NATURE DES DÉLITS.

TITRE I.

§. I.

Des délits en général.

NOUS avons prouvé que la Nature a donné des Loix aux hommes, à l'observation desquelles elle a attaché leur bonheur & leur prospérité. Les délits sont les actes par lesquels on viole ces Loix.

Comme il n'y a point de Loix purement arbitraires; il ne sauroit y avoir de délits de cette espece.
 » Les Loix, dit une grande Princesse, ne doivent
 » défendre que les choses qui peuvent être nuisibles
 » à chaque individu en particulier ou à la Républi-
 » que en général. Tout acte qui ne comporteroit
 » rien de pareil en soi, ne sauroit en aucune ma-
 » nière être censé un délit. » Telle est la première
 règle qu'il faut suivre dans la fixation des délits.

Pour connoître ensuite la différence qu'il y a en-
 tr'eux, nous observerons que les Loix n'étant fon-
 dées que sur les rapports qui existent entre les diffé-

rens individus , le délit sera plus ou moins grave , suivant qu'il y aura plus ou moins de rapports entre le coupable & l'offensé ; que la Loi qu'on violera sera plus authentique & plus certaine ; que les conséquences du crime seront plus funestes pour la société. Ainsi , le parricide sera plus grave que l'assassinat ; parce qu'il y a plus de rapports entre un pere & un fils , qu'entre un particulier & un autre particulier. Celui qui ôtera la vie à un homme , commettra un plus grand crime que celui qui ne lui prendra que sa bourse ; parce qu'il est plus sûr que sa vie lui appartient que son argent. Enfin , le crime qui attaquera la sûreté de la société sera plus grave que celui qui n'attaquera que celle d'un individu.

Si nous considérons ensuite le crime dans son rapport avec son auteur , il sera plus ou moins grave , suivant qu'il supposera plus ou moins de corruption dans la volonté de celui qui s'en sera rendu coupable. J'appelle corruption toute altération des sentimens & des Loix que la Nature a gravés dans le cœur de l'homme pour le diriger. L'homme en effet ; nous l'avons déjà dit , l'homme est né bon. Il n'est pas du moins plus méchant que les bêtes féroces , qui ne se dévorent entr'elles , que lorsque la faim ou quelque besoin pressant les irrite.

Dès-lors , pour qu'on puisse imputer justement un délit quelconque , à son auteur , il faut supposer que le Gouvernement n'a établi que des maximes conformes aux principes de la Loi naturelle ; que tous ses établissemens tendent à les faire observer & à en prévenir la violation. S'il se trouve en défaut de ce côté-là ; s'il a adopté même des maximes opposées à celles de la nature ; si ces maximes ont fait prendre

aux citoyens des habitudes vicieuses ; c'est à lui & non aux particuliers , qui se conduisent presque toujours d'après les opinions & les préjugés qu'on leur a inspirés , que l'on doit imputer les crimes qui troublent la société.

Éclaircissons ceci par un exemple. Nous avons vu que l'égalité est une des Loix fondamentales de la société ; qu'elle y fait regner l'union , la tranquillité & le bonheur. Mais faites-la disparaître , tous ces avantages disparaîtront avec elle. Transportez dans une seule classe les richesses & le crédit ; ne laissez dans l'autre que les besoins & l'impuissance de les satisfaire. Que par une suite nécessaire de cette inégalité le riche écrase le pauvre ; qu'il insulte à sa misère & à sa foiblesse par son faste & par son orgueil ; bientôt la société ne fera plus que le théâtre du trouble & de la dissention. Les passions déploieront toute leur activité pour se procurer les richesses , ces dangereux instrumens , qui seuls peuvent les satisfaire. Chacun du moins voudra avoir sa subsistance ; & cette subsistance sera plus ou moins étendue , selon que le luxe aura multiplié les besoins & rendu nécessaire ce qui n'étoit que superflu. Les pauvres regarderont le superflu du riche , comme un vol qui leur est fait. Ils sauront bien , pour le reprendre , éluder les Loix impuissantes qu'on leur opposera. Une pareille société sera nécessairement en proie à tous les crimes. Et ces crimes seront plus ou moins atroces , suivant que le caractère de la nation sera plus ou moins bouillant & impétueux , les ames plus ou moins avilies. Le Gouvernement lui-même , dans l'impuissance d'arrêter des désordres , dont les mauvaises institutions sont la cause , fera souvent obligé

de fermer les yeux & de tolérer les délits les moins graves.

La corruption de la volonté étant la véritable cause des délits, ils sont plus ou moins graves, suivant que cette volonté est plus ou moins corrompue. C'est donc la malice de l'acte qui constitue la gravité. Il ne faut pas confondre le délit en lui-même, avec le tort qu'il cause à la société ou au particulier, qui en est l'objet, comme a fait l'Auteur du traité des délits & des peines. C'est prendre l'effet pour la cause. La malice de l'acte doit être la mesure de la peine ; comme le tort qu'il cause l'est de la réparation ; deux choses qu'il faut aussi bien distinguer, comme nous le verrons tout à l'heure.

§. I I.

Des Complices.

LA malice de l'acte étant la vraie mesure de la gravité du délit, on peut en conclure, que les complices d'un délit sont moins coupables que les Auteurs immédiats. Ils doivent donc être punis moins sévèrement. » Quand plusieurs hommes s'unissent, dit » très-bien le Marquis Beccaria, pour courir un risque commun ; plus ce risque est grand, plus ils » s'efforcent de le rendre égal pour tous. Des Loix » qui puniront plus sévèrement les exécuteurs du » crime, que les simples complices, empêcheront » que le risque ne puisse se distribuer également, & » feront qu'il sera plus difficile de trouver un homme, qui veuille prêter sa main à un crime médité, » parce que son risque sera plus grand par la différence de la punition ».

Le même Auteur examine ensuite la question de savoir, s'il est bon de promettre l'impunité au complice qui trahit ses compagnons. Un pareil usage, dit-il, à ses avantages & ses inconvéniens. Il détaille les uns & les autres, avec beaucoup de sens & d'éloquence. Pour nous, nous croyons qu'un pareil usage ne peut-être de quelque utilité que dans des Gouvernemens dépravés, qui pour se maintenir ont besoin d'avoir recours aux expédiens les plus bas & les plus honteux. Quand il ne feroit qu'autoriser par l'exemple de la Loi même, les noirceurs, la lâcheté, la perfidie; il sera toujours en horreur aux Gouvernemens bien constitués, qui voudront asséoir la félicité des citoyens sur la base inébranlable des vertus (1).

(1) Il y a sur l'article que nous venons d'examiner, dans le Code criminel de France, une Loi dont l'atrocité effraie. Cette Loi, qui est de l'an 1559, ordonne que lorsque quelqu'un aura été condamné, soit par défaut ou autrement, à la peine de mort ou autres grandes peines corporelles, ou bien banni à perpétuité du Royaume; personne, pas même ses parens ne pourront le recevoir ni le cacher dans leurs maisons; qu'ils seront tenus de le saisir pour le représenter à la Justice, sous peine d'être condamnés au même supplice, que celui à qui ils auront donné retraite.

N'oublions jamais, que les Loix doivent toujours respecter les droits de la nature; & qu'obliger les parens & même les amis de se saisir de ceux qui viennent se réfugier dans leurs bras, pour les livrer au supplice, c'est vouloir, pour prévenir un léger inconvénient, détruire la base de toutes les vertus. La Loi Romaine, presque toujours si raisonnable, sur-tout lorsqu'elle n'a pas été dictée par le despotisme; ne manque jamais à ces convenances. On en voit un exemple dans le cas dont nous parlons ici. En ordonnant de punir les receleurs des criminels, elle a soin d'avertir qu'on doit pu-

§. I I I.

De la division des crimes.

APRÈS avoir fait connoître ce qui constitue, & la nature & la gravité des crimes, il faut tâcher d'en établir une division beaucoup plus juste & plus exacte que celle qu'on trouve, je ne dis pas dans les ouvrages des Criminalistes; car, c'est la partie où ils ont le plus erré; mais dans ceux des Philosophes qui ont bien voulu s'occuper d'une matière si intéressante pour l'humanité (1).

Nous avons vu que le délit étoit la violation de la Loi; que la Loi étoit la suite des rapports qu'il y a entre les divers êtres; que ces rapports ne sont pas

nir plus sévèrement ceux qui ont donné retraite à des étrangers, que ceux qui n'ont fait que dérober leurs parens aux poursuites de la Justice. *Voyez Le ff. de receptat.*

(1) M. de Montesquieu divise les crimes en quatre classes. Dans la première sont ceux qui attaquent la Religion; dans la seconde ceux qui attaquent les mœurs; dans la troisième ceux qui troublent la tranquillité publique; dans la quatrième ceux qui attentent à la sûreté des citoyens. *Espr. des Loix. Liv. XII. ch. 4.*

L'Auteur du Traité des délits & des peines ne met au

nombre des crimes, que les actions qui tendent directement ou indirectement à la destruction de la société, ou de ceux qui la représentent; qui attaquent le citoyen dans sa vie, dans ses biens, dans son honneur; enfin celles qui sont contraires à ce que la Loi défend ou prescrit de faire en vue du bien public.

Cette division quoique plus exacte & plus raisonnable que celle de M. de Montesquieu, ne l'est pas pourtant encore autant qu'il le faut pour mettre, dans cette matière, la clarté & la précision qui y sont si nécessaires.

tous de la même espèce; c'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue, dans la division des crimes.

La division la plus connue des délits est celle des délits publics, & des délits privés. Les premiers comprennent tous les délits, qui attaquent la société elle-même, & les droits essentiels de l'homme, tels que sa vie & sa liberté. Les seconds n'intéressent proprement que les particuliers & n'attaquent que les droits qu'ils tiennent de la société. Tel étoit à peu près l'esprit des Loix romaines, dans la division des crimes publics & des crimes privés. Elles n'avoit été imaginée, que pour distinguer les accusations publiques des accusations privées, ce qui appartient à l'instruction, comme nous le verrons dans la troisième partie de cet ouvrage; elle est par conséquent insuffisante pour fixer cette juste proportion, qui doit régner entre les délits & les peines.

Nous diviserons donc les délits en cinq classes différentes.

La première comprendra, ceux qui attaquent la sûreté de la société.

La seconde, ceux qui sans en ébranler la sûreté, en troublent la tranquillité & l'harmonie intérieures.

La troisième, ceux qui blessent les mœurs.

La quatrième, ceux qui portent atteinte à la propriété des citoyens.

La cinquième enfin, ceux qui ne violent que de simples Loix de police.

Avant de développer, les différentes branches de cette division, qui peuvent rentrer souvent les unes dans les autres, suivant les circonstances dont les délits sont accompagnés; disons quelque chose de la nature des peines qu'on peut y appliquer.

D iv

T I T R E I I.

§. I.

Des peines en général.

LEs délits n'étant que l'effet de la corruption du coupable, c'est-à-dire, des passions mal dirigées ou laissées sans frein; pour empêcher la ruine & le bouleversement de la société, il faut nécessairement leur opposer un obstacle qui en arrête l'activité. C'est-là le but principal des peines. Elles n'ont pas été introduites, dit Platon, pour tourmenter les hommes, car tous les tourmens possibles ne feront pas qu'un crime qui a été commis, ne le soit pas. Elles ont plutôt pour objet de prévenir les crimes futurs, que de réparer les crimes passés.

C'est en quoi les peines diffèrent de la réparation ou des dommages & intérêts, dont le véritable but est de réparer autant qu'il est possible, les dommages causés par le délit.

Les peines étant destinées à arrêter par leur impression l'activité des passions, il s'ensuit que leur intensité doit être proportionnée à cette activité. De-là on voit que la sévérité des peines est inséparable des mauvais Gouvernemens & que plus les mœurs y sont corrompues, moins les citoyens y jouissent de la liberté, plus les châtimens doivent être rigoureux pour les contenir.

La division que nous avons faite des délits a du déjà faire entrevoir ce que nous développerons mieux dans la suite, qu'il y a beaucoup moins de délits dans les États libres que dans les États despotiques ou ten-

dans vers le despotisme. La sombre méfiance n'y veille pas sans cesse sur les citoyens, pour leur faire un crime des paroles innocentes ou du moins indifférentes au bien public. Ces États ont encore l'avantage, de n'employer que des peines plus modérées & plus douces. L'horreur & l'infamie y sont d'une ressource infinie au Législateur. Ces deux mobiles peuvent en quelque sorte suffire. La raison en est sensible.

Outre que dans ces États la vertu est toujours encouragée ; que les honneurs & les dignités en sont la récompense , & non le partage des richesses & de l'intrigue ; les esprits non retrecis par la crainte ou affaiblis par le poids de leurs chaînes , s'abandonnent à tout leur effort. Les arts & les sciences y font des progrès rapides , & y parviennent bientôt à leur dernier degré de perfection. On voit arriver à leur suite non pas un luxe d'ostentation , qui est celui des États despotiques , mais un luxe qui annonce la richesse & l'abondance. Delà naissent une infinité de jouissances inconnues aux esclaves , & qui sont d'autant plus chères à celui à qui elles sont accordées ; qu'elles le touchent de plus près. Il jouit en entier des biens de l'esprit & de l'ame. Le séjour des lieux où l'on porte atteinte à ces riches présens du Ciel , sera insupportable pour lui. Sa patrie lui deviendra plus chère , par la comparaison qu'il en fera avec les autres pays. Les moindres peines auront plus d'effet dans cet heureux climat ; qu'ailleurs les peines les plus atroces. Enfin , comme les peines bien considérées ne sont que des privations ; il est aisé de voir que plus ils aura de jouissances , plus il sera facile de diversifier & de multiplier les peines , & par conséquent de les rendre plus douces.

Dans un État despotique au contraire, où l'homme ne conserve de ses facultés que la vie, c'est-à-dire, le pouvoir de respirer, toutes les peines doivent porter sur elle. Aussi, voyez les moindres ordonnances de police qu'on y publie; elles prononcent toujours quelque peine afflictive, souvent même celle de mort. Les peines corporelles y étant presque les seules qu'on y connoisse, l'infamie ce frein si puissant pour arrêter le crime, demeure sans action & sans force.

C'est donc d'abord la nature du Gouvernement, ensuite celle du délit, son importance par rapport à la société, la méchanceté qu'il annonce dans le coupable, qu'il faut considérer principalement, dans la fixation des peines. Les dommages que le délit a causés, doivent servir de mesure pour les réparations. Papinien appelle fort bien les peines une espèce d'estimation (1). » C'est le triomphe de la liberté, » dit très-bien Mr. de Montesquieu, lorsque les » Loix criminelles tirent chaque peine de la nature » même du crime. Tout l'arbitraire cesse; la peine » ne descend point du caprice du Législateur, mais » de la chose; & ce n'est point l'homme qui fait » violence à l'homme (2). »

Il faut encore qu'il y ait de l'harmonie dans les peines, & qu'il y ait une certaine différence entre celles qu'on prononce contre les citoyens d'une classe distinguée & celles qu'on prononce contre ceux d'une classe inférieure. Comme les premiers ont plus de privations à effuyer; on a par conséquent plus de peines à leur infliger.

(1) *Leg. 41. ff. de pœn.*

(2) *Esp. des Loix. Liv. XII. ch. 4.*

Enfin, la justice des peines dépend de leur exacte proportion avec le délit. Cela est vrai, soit que l'on considère la peine comme un frein, ou comme une réparation. Si elle excède comme frein, c'est une cruauté inutile. Si elle excède comme réparation, c'est une injustice, puisqu'on dépouille un citoyen de son bien, pour le donner à un autre.

Il doit donc y avoir une gradation depuis la moindre peine, jusqu'à la peine capitale la plus sévère; qui corresponde à une pareille gradation dans les délits, depuis ceux qui sont commis par imprudence, jusqu'à ceux qui sont l'effet de la corruption la plus affreuse. Elles doivent être fixées par la Loi & non pas laissées au caprice de ses Ministres.

Les peines n'étant que des privations que l'on fait subir, à celui qu'on veut châtier comme nous l'avons déjà dit, ces privations ne peuvent porter que sur les biens dont l'homme jouit. Ces biens, l'homme les tient de la nature ou de la société; ou de toutes les deux ensemble. Les biens qu'il tient de la nature sont la vie, la liberté, l'honneur. Ceux qu'il tient de la société, sont le droit de propriété, celui de tester, de porter témoignage, de posséder des honneurs & des dignités &c. La société en beaucoup de ces choses ne fait qu'assurer à l'homme les droits qu'il tenoit déjà de la nature.

Nous diviserons donc les peines :

1°. En peines capitales, qui comprennent toutes celles qui tendent à priver le coupable de la vie.

2°. En peines corporelles, qui seront celles qui tendront à le priver pour toujours de sa liberté.

3°. En peines infamantes , qui sont celles qui tendront à le priver de son honneur & de la plupart des avantages de la société.

4°. En peines correctionnelles , qui ne le privent que pour un temps de sa liberté , & dans le dessein de le rendre meilleur.

5°. Enfin , en peines pécuniaires.

Fixons la nature de chacune de ces peines.

§. I I.

De la peine de mort.

LA peine de mort est-elle nécessaire ? L'Auteur du Traité des délits & des peines a fait tous ses efforts pour établir la négative. Mais , je doute qu'il y ait réussi.

Il est forcé de convenir que les momens malheureux de la vie d'un esclave , ne sont pas rassemblés en un seul point , mais qu'ils sont répandus sur toute sa vie ; au lieu que la peine de mort exerce toute sa force dans un court espace de temps. Il doit y avoir par conséquent la même différence entre l'idée qu'on se fait de ces deux espèces de peine, qu'entre leur intensité. L'une est une idée très-complexe qui demande de la méditation , pour qu'on puisse en appercevoir toute l'étendue. Elle est par conséquent incapable de faire cette impression nécessaire , pour arrêter l'activité d'un scélérat , qui réfléchit rarement sur les suites du crime qu'il médite. L'idée de la mort au contraire , emportant avec elle celle de la destruction , est simple , une indivisible , à la portée de tout le

monde : Elle frappe pour ainsi dire à plomb sur l'ame (1).

Soutenir donc que la peine de mort est moins efficace, que la peine de l'esclavage, c'est contredire la nature, qui nous a donné une vive horreur pour la destruction, & qui, par le doux sentiment de l'existence, nous rend tolérables des maux, qui ne le seroient pas sans lui.

Aucun Auteur n'a mieux réfuté les sophismes du Marquis Beccaria, que Mr. l'Abbé de Mably. Cet Écrivain si estimable défie ceux qui veulent substituer la peine de l'esclavage, d'entrer là-dessus dans quelque détail, d'imaginer pour punir les coupables des travaux, qui ne soient pas partout, le partage de l'indigence; de façon que toute la peine de l'assassin, se réduiroit à avoir le sort du pauvre. D'ailleurs qui peut assurer qu'on ne se relâchera jamais dans ces travaux; que la pitié ou même la corruption n'auront jamais d'accès dans l'ame des Boureaux, chargés de les faire exécuter? Ne sait-on pas enfin de quoi est capable l'habitude; qu'elle peut faire trouver du plaisir dans la situation qui nous paroît au premier coup d'œil la plus malheureuse. La joie, la gaité qui regnent parmi les galériens, sont un spectacle

(1) » Quelque ingénieux » néant à notre existence;
 » que nous puissions être à » sans quoi le décourage-
 » foment nos misères, à » ment & le désespoir se se-
 » force de belles institutions, » roient bientôt emparés du
 » nous n'avons pu jusques à » plus grand nombre, & le
 » présent nous perfection- » genre humain n'eut pas sub-
 » ner au point de nous ren- » sisté long-temps. » Rouff.
 » dre généralement la vie à » *Lett. sur l'Optimis.*
 » charge, & de préférer le

bien peu propre à servir d'exemple & d'instruction. La facilité presque journalière qu'ont ceux qui sont condamnés aux galères de s'échaper; jointe à la difficulté des preuves, sera très-capable de fomenter tous les crimes par l'espérance de l'impunité (1). Il n'y a guère à repliquer à ces raisons.

On a reproché avec fondement à quelques Législateurs, d'avoir puni le vol avec autant de sévérité que l'assassinat, & d'avoir par-là multiplié ce dernier crime. On doit prendre garde de ne pas donner dans un excès opposé, c'est-à-dire, de punir l'assassinat avec autant de douceur que le vol; ce qui auroit le même inconvénient. L'existence est le premier bien de l'homme, celui sans lequel tous les autres sont inutiles. Le but des Loix, doit être principalement de le leur conserver. Et il faut pour cela qu'il y ait une différence remarquable entre la peine du voleur & celle de l'assassin. Quand la douceur des peines envers ce dernier, n'auroit que l'inconvénient d'épargner la vie d'un criminel, & d'exposer celle des innocens; ç'en seroit assez pour qu'elle fut difficilement accueillie par le Législateur. La conservation de mille scélérats, n'indemniferoit pas la société de la perte d'un seul citoyen honnête.

C'est ici sur-tout que reçoit son application le principe que nous avons posé plus haut, que dans la fixation des peines, il faut considérer surtout la nature du Gouvernement. Ceux qui ont proposé d'abolir la peine de mort, ont cité l'exemple des premières sociétés, où l'on admettoit les compositions en argent pour les meurtres, ou l'exil étoit la plus

(1) *De la Législat.* Liv. III.

grande peine qu'on infligeoit à ces crimes; ils ont parlé des républiques d'Athènes & de Rome, où la peine de mort fut long-temps inconnue.

Mais, ils n'ont pas fait attention que chez des hommes simples, où les mœurs étoient bien éloignées du degré de dépravation, où elles sont parmi nous, les meurtres n'étoient que les suites des querelles, ou d'un premier mouvement de colère, & non l'effet d'une méchanceté atroce & réfléchie; que de généreux Républicains n'étoient pas faits, pour devenir des meurtriers de guet-à-pens; qu'enfin les citoyens Romains ne jouirent de cette prérogative, qu'autant qu'ils jouirent de la liberté.

Dans un État libre, où il y a tant de différence entre un citoyen & un esclave, on regarde l'asservissement perpétuel comme la plus grande des peines. Mais, ce ne peut-être la même chose dans un État despotique; & même dans quelques Monarchies, où tout tend à accabler le peuple; qui est la classe des citoyens où se trouvent pour l'ordinaire les scélérats, au moins ceux que l'on punit. Je ne vois aucun État en Europe, si l'on en excepte la Suisse, où il ne fut très-dangereux d'abolir la peine de mort. Les Romains en l'abolissant pour les citoyens, la laissèrent subsister pour les esclaves; & cela vient à l'appui de mes principes.

En soutenant la nécessité de la peine de mort, nous sommes bien éloignés de penser, qu'on doive la prodiguer, comme on fait, dans la plupart des États modernes. Nous pensons au contraire, que l'impresion qu'elle peut faire dépend beaucoup plus de la rareté des supplices que de leur intensité. D'ailleurs en rendant la peine de mort, moins commune, on

la rend plus juste. Car en condamnant au même supplice celui qui arrête sur le grand chemin, & celui qui assassine, on met tous les brigands dans la nécessité de tuer; & lorsqu'ils en viennent à cette cruelle extrémité, on ne peut distinguer s'ils l'ont fait par méchanceté, ou pour défendre leur propre vie. Si l'on met au contraire une différence entre la peine du voleur & de l'assassin, on voit alors facilement le degré de corruption de ce dernier, puisqu'il se porte à un crime aussi horrible, sans y être excité par le désir de conserver sa vie.

Enfin, on doit avoir attention de rendre le supplice le moins cruel qu'il est possible. En Égypte, on étourdissait les criminels, avant de les conduire à la mort, en leur faisant avaler un grain d'encens, qui les jettoit dans une espèce de délire. Règle générale; le supplice devrait être à la fois le plus doux possible, pour celui qui le souffre, & le plus effrayant possible, pour tous ceux qui en sont les témoins. Le supplice de la roue introduit depuis environ deux siècles en France, manque le premier de ces deux effets, sans opérer le second : » Une peine
» cruelle, dit M. de Montesquieu, use le ressort du
» Gouvernement. L'imagination se fait à cette grande
» peine, comme elle s'étoit faite à la moindre; &
» comme on diminue la crainte pour celle-ci, on
» est bientôt forcé d'établir l'autre dans tous les
cas (1). » D'ailleurs le supplice de la roue imaginé par les Nations dures & féroces du Nord, a choqué évidemment les climats plus doux, où on l'a adopté. Pourquoi n'a-t-on jamais tenté de l'introduire en

(1) *Esp. des Loix.* Liv. VI. ch. 12.

Italie ? Il auroit révolté des hommes , dont les fibres délicates sont si facilement ébranlées (1).

§. I I I.

Des peines corporelles & afflictives.

APRÈS les peines qui tendent à priver l'homme de la vie viennent celles, qui le privent de sa liberté, son premier bien après l'existence. Telle est la servitude publique, comme la condamnation aux galères, aux travaux publics, aux mines &c.

Les uns y sont condamnés pour toute leur vie ; d'autres seulement pour un temps déterminé. Les premiers sont ceux qu'on désespère de pouvoir rendre aux devoirs de la sociabilité, & dont la liberté seroit funeste au repos & à la tranquillité publique ; tels que les brigands de grand chemin ; les voleurs avec effraction ; ceux qui ayant été condamnés pour un temps à la servitude publique, seroient retombés dans de nouveaux crimes, après en être sortis.

Les seconds sont ceux qui ont commis des crimes moins graves, & qui n'annoncent pas dans leur Auteur une corruption complète ; tels sont ceux que l'oisiveté, le libertinage, le défaut d'expérience au-

(1) En Italie il n'y a pas d'autre peine établie contre les meurtriers, que la corde. Quelquefois, cependant, on assomme le coupable avec un coup qu'on lui donne à la rempe. Dans les deux cas, on le dépèce en quartiers après sa mort. Montagne, dit, dans ses voyages, qu'ayant assisté à une de ces exécutions, le peuple fut assez tranquille pendant qu'on pendoit le criminel, mais qu'on entendit de toute part des cris & des gémissemens, lorsque le Bourreau commença à en couper les membres. Cette méthode est bien préférable à la roue.

roient entraînés. On doit avoir attention de les occuper pendant qu'on les tient dans l'esclavage, à des travaux qu'ils puissent continuer, lorsqu'ils auront recouvré la liberté. Autrement ils n'en seront pas meilleurs qu'auparavant ; & c'est-là une des raisons pour lesquelles, ceux qui sortent des galères viennent pour l'ordinaire périr sur l'échafaut.

Ceux qui sont condamnés pour toujours aux travaux publics, doivent porter sur eux une flétrissure apparente, qui puisse les faire arrêter s'ils viennent à s'échaper. Il ne doit pas en être de même pour ceux qui n'y sont que pour un temps, & qui sont destinés après cela à rentrer dans la société. On les mettroit par-là dans la nécessité de continuer leur brigandage, puisque personne ne voudroit plus se servir d'eux.

§. I V.

Des peines infamantes & de celles qui privent le citoyen des droits de la société.

L'INFAMIE est la privation de l'honneur. L'honneur n'est autre chose que la considération due à chaque citoyen pour l'accomplissement de ses devoirs. L'Auteur du Traité des délits & des peines s'est beaucoup alambiqué l'esprit pour chercher l'origine de l'honneur. Rien cependant ne nous paroît plus simple. Il n'est pas vrai, comme il le soutient, qu'il soit enfant de l'opinion seule. L'opinion peut bien entrer pour quelque chose dans la composition de l'honneur. Comme elle entre dans la composition de la justice & des autres êtres moraux.

Si l'on se rappelle ce que nous avons dit dans

notre Discours préliminaire , de l'influence qu'a la nature du Gouvernement sur les idées qu'on se fait des choses ; on appercevra comment l'opinion influe sur l'honneur dans les États , qui tiennent le milieu entre la liberté & l'esclavage : parce que les idées de vertu n'y sont pas si simples , que dans les États entièrement libres. Dans ceux-ci il n'y a qu'un seul intérêt , qui est celui de la société. Dans les autres il y en a souvent plusieurs , celui du Monarque d'abord , celui du Peuple , celui des différens Corps. Tous ces intérêts , en se croisant , font naître des idées différentes sur ce qu'on doit appeller vertu ; & ces idées y seront plus ou moins fausses , suivant que les intérêts particuliers l'emporteront plus ou moins sur l'intérêt général.

Il pourra arriver que la considération publique n'y soit pas toujours le prix des actions vraiment vertueuses ; & l'infamie la peine des actions criminelles. Dans les États despotiques , où il n'y a d'autre intérêt que celui du despote , l'honneur consistera à obéir servilement à ses volontés. Mais comme ces volontés varient , l'honneur ou l'idée de l'honneur , variera avec elles. Ainsi , l'homme , en perdant sa liberté , se corrompt & s'avilit. Elle seule lui fait sentir la dignité de son être ; lui en fait connoître les devoirs & l'empêche de se dégrader par des actions basses & honteuses.

L'infamie n'étant , comme nous l'avons dit , que la privation de l'honneur , il s'ensuit que pour que la peine , qui emporte l'infamie soit juste , elle ne doit être appliquée qu'aux actions véritablement infâmes , c'est-à-dire , contraires au bien public. » Car comme
» ses effets ne dépendent pas absolument des Loix ,

» dit le Marquis Beccaria , il faut que celle que
 » la Loi inflige , naisse des rapports des choses &
 » de la morale universelle , ou du moins de la mo-
 » rale particulière , qui résulte des systèmes particu-
 » liers des Législateurs , & des opinions vulgaires
 » de la nation qui les a adoptés. Déclarer infâmes
 » des actions indifférentes en elles-mêmes , c'est di-
 » minuer l'infamie de celles , qui méritent effecti-
 » vement d'être notées. »

Les Romains , grands Maîtres en fait de Législa-
 tion , avoient admirablement bien distribué la peine
 d'infamie. Il y avoit une espece de gradation. On
 connoissoit d'abord la *note légère* (1). Elle étoit pour
 ceux qui , sans commettre des actions méchantes ,
 menoient cependant une vie honteuse. Ensuite venoit
 l'infamie de fait , & l'infamie de droit.

La première comprenoit toutes les actions infâmes
 en elles-mêmes , & s'encouroit par le seul fait.

La seconde étoit celle qu'une disposition expresse
 de la Loi avoit attachée à certaines actions. Ces ac-
 tions étoient celles , qui étoient contraires aux devoirs
 les plus communs de la société ; telles , par exemple ,
 que la violation de sa promesse , l'infidélité dans le
 dépôt , dans le mandat , dans la tutele , &c. (2). Dans
 ce dernier cas les Loix permettoient au coupable de
 prévenir la condamnation , en transigeant sur le délit.
 Elles ouvroient toujours la porte au repentir , & n'al-
 lioient pas , comme les Loix modernes , une dureté
 souvent inflexible , avec une indulgence quelquefois
 scandaleuse.

Ces Loix sages ont disparu de nos Codes. Tous

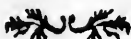
(1) *Levis notæ macula.*

(2) *Ff. de his qui not. infam.*

ces misérables Commentateurs, qui ont voulu expliquer les Loix Romaines sans les entendre, n'y ont pris que des subtilités, qui ont rempli la société des plus affreux désordres; & y ont méconnu tous les principes de sagesse & de justice, qui auroient pu en faire le bonheur. Ainsi, tandis qu'on accumule les peines afflictives & infamantes sur la tête d'un malheureux, que la faim & le désespoir ont porté à ravir un morceau de pain au riche impitoyable, qui le lui refusoit; il n'y a aucune peine établie contre ceux qui manquent aux promesses les plus solennelles, qui violent les contrats sacrés qui sont la base de la société. C'étoit cependant contre les auteurs des délits de cette espece, que la Loi Romaine avoit tourné toute sa sévérité. Elle les privoit des avantages les plus précieux de la société, & de tous les droits qu'ils tenoient des Loix civiles; comme de celui de tester, de porter témoignage, de posséder des dignités, &c. (1).

(1) Suivant tous les Criminalistes François, on ne connoît point, dans le Royaume, d'infamie de fait. Il n'y en a point d'autre que celle qui est prononcée par le Juge, ou qui est la suite des peines qui l'emportent avec elles. Ainsi, tout scélérat à qui on n'a pas fait son procès, a droit à la considération publique, comme les citoyens

les plus honnêtes. Il n'y a point aussi d'infamie pour la violation du dépôt, du mandat, des promesses & des contrats. Tous ceux à qui on fait des procès sur cela, en sont quittes pour les dépens, lorsque les Loix elles-mêmes, ou les usages absurdes, qu'on appelle ainsi, ne leur fournissent pas les moyens de justifier leur délit.



§. V.

D'un préjugé atroce de quelques constitutions modernes.

IL ne faut pas oublier ici un des préjugés les plus absurdes & les plus injustes de quelques États modernes ; je veux parler de celui , qui étend l'infamie d'un coupable à toute sa famille , & qui pour le crime d'un seul , punit tant d'innocens. » On doit louer & » honorer , dit Platon , les enfans ou les parens vertueux des hommes méchans ou criminels (1). » Car il est certain qu'ils ont fait plus d'efforts que les autres pour être vertueux , puisque outre les obstacles que l'on rencontre pour l'ordinaire dans la culture de la vertu , ils ont eu à surmonter les exemples toujours contagieux de leurs proches.

C'étoit d'après ces sages maximes que s'étoit déterminé la Loi Romaine , qui disoit : » Que le crime » & la peine d'un pere lui étoient absolument personnels , & ne faisoient aucun tort à ses enfans. » Chacun , ajoute-t-elle , est responsable de ses » actions , & l'on n'hérite point du crime d'autrui (2). »

Après avoir long-temps cherché d'où pouvoit être venu ce préjugé parmi nous , je pense l'avoir trouvé dans la même source , d'où sont sorties toutes les atrocités de la Jurisprudence criminelle moderne , je veux dire , dans les maximes despotiques des derniers Empereurs Romains , transplantées ensuite dans

(1) *De Legib.* Lib. IX. (2) *Leg.* 26. ff. *Leg.* 2. *Cod. de Pæn.*

le Droit Canonique. Une Loi de l'Empereur Arcadius , après avoir réduit à la dernière & à la plus triste condition les enfans innocens d'un pere coupable de lèse-Majesté , croit leur faire grace de leur laisser la vie (1). Il y a une décrétale qui flétrit les enfans des Hérétiques jusques à la quatrième génération (2). En Espagne , toute famille où il y a eu quelqu'un de repris par l'Inquisition est pour toujours exclue des emplois publics. Les Tribunaux Laïques qui avoient adopté aveuglément en France , les maximes des Tribunaux Ecclésiastiques , y avoient aussi puisé celle-là. En Angleterre , ces maximes n'ont jamais fait de progrès , on n'y connoît point cet odieux préjugé. Il ne seroit juste qu'à l'égard de ceux qui s'allieroient volontairement avec des personnes déjà notées d'infamie. Charondas en avoit fait une Loi à Thurium. Nous indiquerons plus bas le moyen de faire disparaître ce préjugé.

§. V I.

Du bannissement & de l'exil.

PARMI les droits que la société nous assure , un des plus considérable est celui de Cité. La peine qui nous en prive est le bannissement. On sent qu'une

(1) *Leg. 5. §. 1. Cod. ad Leg. Jul. Majest.* Dans le Deutéronome Dieu menace souvent les Juifs rebelles de les punir jusques à la quatrième génération. Lorsque l'adulation eut persuadé aux Princes qu'ils étoient des Dieux

sur terre , ils voulurent punir les offenses qu'on leur faisoit , comme Dieu lui-même menaçoit de punir celles d'un peuple , qui mit si souvent sa patience à l'épreuve.

(2) *Cap. 2. de Hæret. in 60.*

pareille peine ne peut faire quelque impression , que dans les pays où il y a vraiment une Patrie , & où le Gouvernement la fait aimer. Or , la plupart de ceux à qui on inflige cette peine , sont fort indifférens sur ce sujet. La Patrie d'un brigand est par-tout où il peut voler.

Le bannissement d'une Province à l'autre est une peine vraiment ridicule , puisqu'elle ne sert qu'à rejeter un homme dangereux d'une partie de la société , dans une autre. On l'envoie dans un pays où il n'est pas connu ; & où par conséquent l'on est moins sur ses gardes à son égard. On lui facilite les moyens de commettre le crime.

Le bannissement n'est vraiment une peine que pour les citoyens domiciliés , & qui ont dans un certain lieu un domicile & une fortune considérable. Il est pour eux alors à peu près ce que l'exil est pour les Grands.

L'exil diffère du bannissement en ce que celui-ci emporte toujours avec lui une tache d'infamie , & prive non-seulement le banni de la faculté de s'établir dans un certain endroit , mais lui enlève encore tous les droits de Cité ; tandis que l'exil ne prive absolument que de la faculté de choisir le lieu de sa demeure.

Le bannissement hors du Royaume ne peut s'appliquer qu'à ceux dont la présence trouble la tranquillité publique , mais dont la conduite n'est pas assez criminelle , pour qu'on doive attenter à leur vie ou à leur liberté. Pour les gens du peuple il faudroit préférer , au bannissement , le transport dans les Colonies ; ou bien , comme le propose un Auteur

Anglois , l'échange contre d'autres citoyens esclaves chez les Barbareſques (1).

L'abſence d'un pays , pour un certain temps , devroit être établie pour les délits commis par imprudence , cas fortuit , &c.

§. V I I.

Des peines correctionnelles.

LEs peines correctionnelles ont pour objet , la ſimple violation des Loix de police ; les crimes légers , tels que les bleſſures faites dans une querelle , les injures de ceux qui , ſans-avoir commis encore des actions repréhenſibles , en prennent cependant la voie.

Il faudroit pour les coupables de cette eſpèce , des Maisons de force ; où on les occupat à des travaux utiles , pendant tout le temps qu'ils y ſeroient (2). Les

(1) Le transport eſt tout à la fois une des peines les plus douces & les plus propres à prévenir les progrès de la corruption & du vice. En envoyant ceux qui en ſont infectés dans les parties éloignées de l'Empire , diſoit-on l'année dernière , dans le parlement d'Angleterre , où l'induftrie & la vertu ſont le plus remarquables ; il eſt à eſpérer que l'exemple influera ſur la réforme. Ce qu'on a de mieux à faire eſt de diſperſer , non pas de rasſembler en corps les ſujets vicieux dont les mœurs ſont conta-

gieuſes. On peut envoyer aux Indes orientales ceux qui ſont à un point moins décidé , pour y ſervir en qualité de ſoldats pendant cinq ans , ou dans les Indes occidentales pour les diſperſer dans les plantations. *Cour. de l'Europ.* n°. 12. 1779

(2) On voit par un capitulaire de Charles le Chauve , qu'il y avoit autrefois en France de ces maiſons de correction , qu'on appelloit *Ergaſtula*. Celles des femmes s'appelloient *Gynécées*. *Capitul. Carol. Calv. tit. 3. cap. 4.* Elles ſubſiſtent encore en Al-

Maisons de force d'aujourd'hui, ou les prisonniers sont oisifs, ne servent qu'à leur faire contracter de nouveaux vices.

Chaque Gouvernement peut modifier toutes ces peines, suivant les circonstances, où ils se trouve.

§. V I I I.

Des peines pécuniaires & de la confiscation.

LES délits qui ne tendent qu'à troubler la propriété des autres citoyens, sans être accompagnés d'aucune circonstance aggravante, ne devraient être punis que par une amende pécuniaire. Celui qui a voulu s'enrichir du bien d'autrui, mérite qu'on le dépouille du sien. » Mais, dit le Marquis Beccaria, » les peines pécuniaires ôteroient souvent le pain à une » famille innocente, & contribueroient à multiplier » les vols, en augmentant le nombre des indigens. » D'ailleurs, ces crimes sont commis ordinairement » par des hommes pauvres, par ces malheureux auxquels le droit de propriété n'a laissé que la simple » existence. »

Mais, pour prévenir les délits d'une manière effi-

lemagne. Il y en a aussi en Angleterre. Mais on se plaignoit l'année dernière dans le Parlement, que les Concierges n'y avoient pas l'autorité effective, c'est-à-dire, la force nécessaire pour contenir des êtres hardis & toujours prêts à tout entreprendre. L'objet de ces institu-

tions, ajoutoit-on, est de contraindre au travail les sujets que le Magistrat y condamne. Elles seroient d'une grande utilité dans l'intérieur du Royaume, si on les construisoit de façon, que chaque prisonnier eut sa loge séparée.

cace, c'est d'abord cette injustice que les Loix doivent s'attacher à corriger. Ensuite dans le cas où les peines pécuniaires ne pourroient recevoir leur application, elles prononceroient quelque autre peine, qui pour un premier délit n'excéderoit point les bornes d'une peine correctionnelle.

En infligeant les peines pécuniaires, on suivroit autant qu'il seroit possible le tempérament suggéré par Platon, de laisser toujours à chaque citoyen ce qui lui est absolument nécessaire pour vivre. Si ce tempérament est juste & sage à l'égard du coupable lui-même, il l'est bien plus encore à l'égard de ses enfans. En confiscant les biens d'un pere, les enfans devroient avoir toujours le droit d'y prendre au moins une légitime. Je ne vois pas quel est le motif qui porte à les faire participer si cruellement, à la peine encourue par leur pere. On seroit révolté sans doute, si on proposoit de les faire mourir avec lui. Mais y a-t-il une grande différence entre priver quelqu'un de la vie, ou lui enlever ce qui lui est nécessaire pour la soutenir ?

Écoutons encore sur cet objet la Loi romaine, dont le despotisme corrompt cependant quelquefois les maximes. » La Loi naturelle accordant, dit-elle, en quelque sorte aux enfans l'hérédité de leurs peres, il faut avoir quelque égard pour eux dans la confiscation de ses biens, & leur en laisser une partie. Il n'est pas juste qu'ils meurent de faim, pour la faute d'autrui. Il vaut mieux, disoit l'Empereur Adrien, remplir l'État de citoyens que le fisc d'argent (1). »

(1) *Leg. 7. §. 3. ff. de bon. damnat.*

Comment se peut-il que dans des pays où l'on ne parle que de Philosophie, la confiscation soit encore en usage? *C'est que*, comme le dit très-bien le Marquis Beccaria, *les Loix de la plupart des nations, sont toujours en arrière de plusieurs siècles à leurs lumières.* C'est encore que la vérité est souvent reléguée dans le cabinet obscur du Philosophe; & que si elle trouve de l'accueil, ce n'est qu'auprès des malheureux qu'elle console; & qu'elle est toujours rebutée par les Grands qu'elle incommode; c'est qu'enfin les abus les plus crians deviennent des droits en s'affermissant; que ces prétendus droits sont attribués à des hommes puissans, dont les clameurs, quand on veut y toucher, arrêtent toujours l'Administrateur le mieux intentionné.

T I T R E I I I.

Des délits qui attaquent la sûreté de la société.

APRÈS avoir fixé la nature des délits & des peines, il est temps de développer la division que nous avons faite plus haut des délits. La première classe est celle des délits, qui attaquent la sûreté de la société. Ce sont ceux que l'on comprend ordinairement, sous le nom de crimes de lèse-Majesté.

§. I.

Du crime de lèse-Majesté.

LE crime de lèse-Majesté renferme tous les attentats, commis contre la société ou contre la per-

sonne de ceux qui la représentent. Telles sont les conspirations contre l'État, les séditions & tous les actes qui en sont la suite; la correspondance avec les ennemis, l'attentat contre la Personne sacrée des Souverains, &c. C'est à peu près l'énumération que fait des crimes de lèse-Majesté, un Jurisconsulte Romain, qui n'avoit point adopté les principes tyranniques, que les Empereurs avoient établis sur cette matière. C'est ici sur-tout que l'on apperçoit la vérité de ce que nous avons dit ailleurs; qu'à mesure qu'un Gouvernement s'avance vers la tyrannie, tous les vrais principes s'alterent & se perdent avec la liberté des citoyens.

Si l'on en excepte l'hérésie, il n'y a guère de mot, qui ait plus servi à tourmenter l'humanité malheureuse, que celui de lèse-Majesté. Parcourez Tacite & Suétone, & vous verrez comment les Tiberes, les Caligulas, les Nérons, tous ces monstres en un mot, dont le nom seul inspire l'horreur, commirent toutes leurs barbaries, sous le prétexte du crime de lèse-Majesté. Il reste bien des vestiges de cette tyrannie dans le Digeste, & sur-tout dans le Code (1); & personne peut-être avant Mr. de Montesquieu, ne les y avoit apperçus. Ils ont souvent servi d'instrument à la tyrannie des despotes modernes (2).

Concluons donc avec Mr. de Beccaria : » Qu'il
 » n'y a que les crimes qui tendent directement à la
 » destruction de la société, qui puissent être mis au
 » nombre des crimes de lèse-Majesté. L'ignorance &
 » la tyrannie, qui confondent les mots & les idées

(1) *Leg. 1. ff. ad Leg. Jul. Majest.*

(2) *Ff. Ibid. & Cod. eod. tit.*

» les plus claires , peuvent seules appeler de ce nom ,
 » & par conséquent punir comme tels , les délits
 » d'une nature différente & rendre ainsi , comme
 » dans mille occasions , les hommes victimes d'un
 » mot. L'art des interprétations odieuses , Phi-
 » losophie ordinaire de l'esclavage , peut seul con-
 » fondre ce que la vérité éternelle a distingué par
 » des rapports immuables (1). »

Le cœur se soulève d'indignation , quand on voit tous les criminalistes , mettre au rang des crimes de lèse-Majesté , la fausse monnaie , la falsification du Sceau royal , les mots vagues de rébellion aux mandemens du Souverain , &c. Si pour être coupable de lèse-Majesté , il suffisoit d'être rebelle à ses ordres , tous les coupables de quelque crime que ce soit , en seroient atteints , puisque le Souverain est censé défendre tous les crimes (2).

(1) Henri VIII se servit des Loix du Code pour perdre le Duc de Norfolk , & Richelieu pour faire périr De Thou.

(2) La Législation Française ne contient aucun principe , aucune notice exacte des délits de cette classe. Elle y range des crimes d'une espèce bien différente ; de simples délits contre la police , comme le *port des armes* , les *assemblées illicites* , &c. Ceci nous indique un défaut , qui n'est pas des moindres de la Législation criminelle de France. C'est qu'on yregar-

de comme des Loix perpétuelles , des Réglemens faits dans des momens de crise & de troubles. Qu'on l'observe bien , les Loix qui mettent au nombre des crimes de lèse-Majesté , le port des armes , les assemblées illicites ont été faites pendant les guerres civiles , temps auquel ces délits pouvoient avoir des suites dangereuses , & occasionner peut-être le bouleversement de l'État. Il en est de même de la plupart des autres Loix pénales de France. Elles ont été faites dans des circonstances bien différentes

La peine du crime de lèse-Majesté, ne peut-être moindre que la mort. Celui qui a compromis l'existence de tant de milliers d'hommes, mérite bien d'être privé de la sienne. En traitant la société en ennemie, il l'a mise dans le cas d'user de représailles à son égard.

Si le respect & la reconnoissance qu'on doit aux Souverains, si l'intérêt même qu'a l'État à leur conservation, fait mettre les attentats contre leur Personne au rang des crimes de lèse-Majesté, peut-on en user de même à l'égard des autres actions, auxquelles la tyrannie des Empereurs Romains avoit donné le même nom; telles par exemple, que les propos inconfidérés, &c?

Ce seroit faire injure aux Princes bienfaisans qui gouvernent l'Europe, que de les mettre en parallèle avec les Tyrans de l'ancienne Rome. En recherchant la peine qui pourroit être infligée aux délits de cette espèce, nous craindriens d'être accusé de plus de sévérité que ces Princes eux-mêmes, & de vouloir mettre des bornes à leur clémence; tandis qu'eux-mêmes n'y en mettent pas d'autres, que celles qu'exige la manutention de la justice & de l'ordre public. Nous ne pouvons donc que répéter cette belle Loi des Empereurs Honorius & Arcadius, à laquelle il ne manque que d'avoir été faite par Trajan. *Si c'est par légèreté qu'on a tenu des propos imprudens, nous les méprisons; si c'est par folie nous en avons pitié; si c'est par malice nous les pardonnons.* Ces Princes ne suivirent pas toujours ces belles maximes.

de celles où nous vivons. en éclairant les Loix par
C'est ce qu'il est aisé de voir, l'Histoire.

T I T R E I V.

Des délits qui attaquent l'harmonie & la tranquillité intérieure de la société.

TROIS choses contribuent principalement à maintenir le bonheur, & la tranquillité de la société ; savoir, la Religion, la Morale, & les Loix civiles, qui, comme nous avons vu, dans notre discours préliminaire, forment ce qu'on appelle la Législation.

Toutes les actions qui tendent à faire mépriser la Religion & la Justice, ou à en troubler l'exercice, à corrompre la Morale, sont donc des délits, qui peuvent être rangés dans cette classe. Ceux qui attaquent la Religion méritent un examen particulier.

§. I.

Des délits contre la Religion.

DANS la Religion, il faut bien distinguer les dogmes qui sont vraiment utiles à la société, & qui forment pour ainsi dire la Religion civile, tels par exemple, que l'existence de Dieu, l'immortalité de l'ame, la vie à venir; les cérémonies qui rassemblent les hommes à certains intervalles, & qui sont propres à leur rappeler leurs devoirs & leurs obligations. Toute Religion qui admet ces dogmes & ces pratiques, mérite la protection de la société, lorsqu'elle est embrassée par un nombre considérable de citoyens.

Pour les autres dogmes nécessaires, il est vrai pour gagner le Ciel, mais indifférens pour vivre sur la terre,

terre, ce n'est point au glaive du Magistrat civil à les défendre. Ce soin doit être réservé à chaque Religion en particulier, bien entendu cependant que pour punir l'incrédulité à cet égard, elle n'aura d'autre peine que l'excommunication ou l'exclusion de la participation aux graces attachées à ses pratiques.

On voit disparaître par ce moyen du Code criminel des délits, qui en ont fait jusqu'ici la honte, tels par exemple, que tous ces crimes de lèse-Majesté divine, imaginés pour défendre des intérêts purement humains, sous prétexte de défendre ceux de Dieu. La Religion ne pouvant être considérée par rapport à la société civile; que comme un des moyens que le Ciel lui a donné, pour maintenir sa tranquillité intérieure, elle n'a droit de punir que les délits qui peuvent altérer cette tranquillité.

Les Loix françoises en mettant l'hérésie au nombre des Cas royaux, ont supposé par-là qu'on ne devoit la punir qu'autant qu'elle troubleroit l'ordre civil. Il n'y a que les Hérétiques séditionnaires, qui soient vraiment punissables.

Un des principaux prétextes des Loix qu'on a faites en France, contre les Protestans, ont été les troubles que l'hérésie y avoit causés. Mais ce qu'il auroit fallu examiner, c'est d'abord, si ce sont les Protestans qui ont été les agresseurs; ensuite, si lorsqu'on les a laissés tranquilles, ils n'ont pas été des citoyens fidèles; si enfin, quand il y auroit eu parmi eux encore quelque levain de sédition, il n'auroit pas été plus sage, plus conforme aux vrais principes de l'humanité, de tâcher de les faire disparaître par des Loix douces, que de les aigrir par la persécution?

Il y a encore une réflexion importante à faire sur

les délits de cette classe, c'est qu'il ne faut pas confondre les délits, commis contre la Religion ou les Loix, avec ceux qui auront été commis contre un Prêtre ou un Magistrat, & qui n'auront aucune relation avec leurs fonctions. Hors delà le Prêtre & le Magistrat ne sont que de simples particuliers. Ils sont les égaux des autres citoyens, & n'ont pas des privilèges différens des leurs, pour ce qui concerne leur sûreté & leur propriété. Faute d'avoir fait cette sage distinction, l'Auteur des institutions criminelles, qui à l'exemple de tous les compilateurs, a ramassé sans discernement toutes les absurdités qu'on avoit dites avant lui, range l'insulte faite à un Prêtre au nombre des crimes, qu'il appelle de lèse-Majesté divine; & M. Bodin dans sa République, met l'insulte faite au Magistrat, comme personne privée, au rang des crimes de lèse-Majesté humaine. Il faut convenir cependant, que pour maintenir dans les peuples le respect dû à la Religion, & aux Loix, les Prêtres & les Magistrats doivent être spécialement sous la protection du Gouvernement.

§. I I.

De la peine due aux délits de cette classe.

LA peine de mort ne doit point avoir lieu pour les délits de cette classe. L'esclavage, la prison perpétuelle ou à temps, l'infamie, les amendes pécuniaires suivant la gravité du délit, suffiront dans tous les cas pour les réprimer (1).

(1) Il y a des Ordonnances qui se rebelleront à la Justice qui prononcent la peine de mort. Ces Loix sont du seizième siècle, temps auquel les

Si la Justice ne permet pas qu'on fasse couler le sang de celui, dont le crime tendoit à renverser ce qui maintient l'harmonie & la tranquillité intérieures de la société, la prudence le défend absolument dans les délits inspirés par le fanatisme ou pour ou contre la Religion. Car les incrédules ont souvent montré autant de fanatisme, en l'attaquant, que quelques-uns de ses défenseurs, en la soutenant.

Les ouvrages les mieux faits, les plus dangereux, ne se repandent jamais, que dans une classe bornée des citoyens. Peu de gens du peuple sont capables ou se soucient de les entendre. Mais, le spectacle d'un homme mourant avec fermeté pour ses opinions, est celui qui a toujours fait sur le vulgaire la plus vive impression. C'est le plus éloquent de tous les sermons. Le ridicule est la première & peut-être l'unique peine qu'on peut employer avec succès, contre ces enthousiastes. Ensuite, la prison perpétuelle ou à temps, suivant la gravité du délit ou l'entêtement du coupable.

Mais, pour que ces peines soient justes, deux choses sont essentiellement requises. 1°. Qu'il y ait un véritable délit, c'est-à-dire, des actions ou des écrits tendant à faire mépriser la Religion & les Loix. Tant que l'intention du coupable ne s'est pas manifestée par des actes extérieurs, il n'y a point de délit. Le cœur & l'esprit de l'homme, sont des lieux inacessi-

Grands comptoient encore au nombre de leurs privilèges de ne reconnoître point de Loi. Elles sont maintenant évidemment trop dures. La privation de leurs dignités,

la dégradation de la Noblesse feroient, ce semble, aujourd'hui des peines suffisantes pour les Grands, coupables de ce crime.

bles à l'autorité des Loix civiles. L'homme règne en maître absolu sur ses sentimens & sa pensée. La raison & la religion seules ont droit de les diriger par la force de la vérité, & par la douceur de la persuasion.

20. Il faut que la Législation n'enseigne ou ne commande rien, que de conforme à la nature de l'homme, à ses prérogatives, à ses devoirs, à ces Loix immuables, que nous avons montrées être la règle essentielle du Législateur. C'étoit sans doute, ainsi que l'entendoient les sages de l'Égypte & de la Grèce, lorsqu'ils défendoient qu'on doutât même de la sagesse des Loix une fois établies, & qui ne laissoient qu'aux vieillards le droit d'en parler, & d'en proposer la réforme.

On donneroit en effet improprement le nom de *Loix*, à ces maximes tyranniques qui ont fait si longtemps le tourment de l'humanité, & qui n'ont servi qu'à favoriser les passions des hommes puissans, & à opprimer les foibles. Où en serions-nous si la raison n'avoit enfin élevé sa voix contre tant d'abus, & si ses cris si souvent répétés n'étoient parvenus jusqu'aux Souverains, & ne les avoient enfin réveillés sur leurs propres intérêts & sur ceux de leurs peuples? Verrions-nous tous les États de l'Europe occupés à améliorer leur Législation, & à chercher des remèdes aux maux, qui les ont affligés jusques à présent?

Il s'en faut donc de beaucoup qu'on doive regarder comme criminels les écrits de ceux, qui s'efforcent de dévoiler les vices des Législations actuelles. Qu'on soit persuadé au contraire, que le premier pas que doit faire un État, qui veut secouer le joug des préjugés, c'est de permettre une sage liberté de la

presse. Les lumières , par ce moyen , se répandent dans tous les États. Elles brillent par le choc de la discussion. En pénétrant dans les esprits elles en chassent l'erreur & les préjugés , & y préparent les voies à la vérité , & quand elle y est solidement établie , cette même liberté contribue encore à l'y maintenir. Mais cette liberté doit toujours respecter les puissances légitimes & la Religion. Attaquer le trône & l'autel ce n'est point éclairer , c'est troubler la tranquillité publique.

T I T R E V.

Des délits contre les mœurs.

L Es mœurs renfermant tous nos devoirs , on pourroit dire que tous les délits quelconques offensent les mœurs. Mais on entend particulièrement sous ce nom les délits qui violent la continence publique ou particulière , c'est-à-dire , la police sur la manière dont on doit jouir des plaisirs attachés à l'usage des sens.

Le mariage , ou l'union de l'homme & de la femme , fût un des premiers objets , qui fixerent l'attention des Législateurs (1).

L'on n'en est pas surpris , lorsqu'on fait attention que cette union est tout à la fois & l'image & le fondement de la société civile ; & que c'est de l'exécution des devoirs qu'elle prescrit , que dépend le bonheur des individus qui composent la société. Il n'y a guere de matière qui ait été plus surchargée de

(1). *Concubitu prohibere vago , dare jura maritis.* Horat.

Loix, pour le moins inutiles, chez les nations modernes, que celle du mariage. Pour connoître quelles sont ses véritables Loix, nous le considérerons sous deux rapports différens; dans son rapport avec la société entière; ensuite dans son rapport avec chaque individu en particulier.

§. I.

Du mariage considéré dans son rapport avec la société.

LE premier objet de la nature, en unissant l'homme avec la femme, a été la multiplication de l'espèce humaine, & la continuation de la société. Ainsi, à ne considérer les choses que dans l'ordre naturel, dès qu'il se trouve deux êtres qui consentent à s'unir, & qui ont l'âge & les facultés nécessaires pour remplir les vues de la nature, il y a un mariage. Son essence est par conséquent dans le consentement des deux êtres qui s'unissent. Telle est la première Loi de la nature.

Les Législateurs se sont bornés à faire des Loix pour en assurer l'exécution, pour constater cet engagement & le diriger vers le but prescrit par la nature. La Religion même a voulu, presque chez tous les peuples, le sanctifier & y ajouter des grâces qui lui manquent dans l'état de nature.

Mais les Loix de la Religion n'ont & ne doivent avoir qu'un effet spirituel; de sorte qu'un mariage étant nul comme Sacrement, auroit pu cependant ne pas l'être comme contrat civil.

La société a, sans contredit, le droit de fixer les formalités nécessaires pour constater l'existence du mariage; mais ces formalités ne peuvent aller au-

delà de ce qu'exige l'intérêt réel de la société. Or, le mariage consistant dans le consentement des parties, le premier intérêt de la société paroît rempli, dès que ce consentement est constaté. D'où il sembleroit que s'il y a diverses Religions dans un État, on ne devroit pas forcer les sectateurs de l'une à suivre dans leur mariage les formalités prescrites par l'autre. Mais cette manière importante & délicate ne doit point être discutée dans ce Mémoire; c'est au Législateur à combiner dans sa sagesse, jusqu'où peut aller à cet égard la liberté des citoyens, qui ne sont pas de la Religion dominante.

§. I I.

Des mariages clandestins & faits in extremis.

DE ce que le consentement des parties constitue l'essence du mariage, il s'ensuit que par-tout où ce consentement existe, les Loix civiles doivent le respecter, & qu'il ne dépend pas d'elles de l'anéantir, à moins qu'il n'en résulte un dommage pour la société. Elles choqueroient autrement la nature des choses, & mettroient des entraves aussi injustes qu'inutiles à la liberté des citoyens.

Les Empereurs, après même qu'ils eurent été éclairés par la lumière de l'Évangile, décidèrent que des enfans nés de deux personnes libres, qui auroient pu se marier entr'elles, étoient légitimes, lorsque le pere les avoit reconnus, soit dans un acte public, soit dans un acte privé, signé par lui & par trois témoins. Ils regardoient aussi comme légitime un mariage contracté sans aucun écrit (1). Car c'étoit alors

(1) *Novell. 117.*

la seule manière d'en constater l'existence. La bénédiction nuptiale n'a été universellement adoptée que depuis l'Ordonnance de Blois.

Les Loix Romaines autorisoient également les mariages avec les concubines , qualité que notre ignorance seule a mal-à-propos déshonorée , en confondant le concubinage avec le libertinage. Les concubines étoient , chez les Romains , comme chez nos peres , des épouses d'un rang inférieur. Mais leur postérité n'étoit point illégitime. On trouve encore des vestiges de ces mariages dans ceux qui sont connus en Allemagne sous le nom de *mariage de la main gauche*. Il est étonnant que le Roi de Prusse , dont les vues sont si sages & si dégagées des préjugés , ait permis qu'on mit dans son Code tant d'entraves aux mariages de cette espece , qui dans un État où le luxe a fait perdre le goût du mariage , peuvent le faire revenir , par le peu de dépenses & de formalités qu'ils exigent.

La Loi qui proscriit les mariages secrets & faits *in extremis* , ne paroît-elle pas encore injuste , surtout en ce qu'elle fait retomber la peine , non pas sur les prétendus coupables , mais sur leur innocente postérité ? Quelle proportion entre le délit & la peine ! Ou pour mieux dire quelle justice dans la distribution de la peine ! A la bonne heure que les Loix privent les époux de tous les avantages , qu'ils pourroient se faire mutuellement ; mais n'auroient-elles pas dû épargner les enfans qui ne sont en rien coupables du délit de leurs peres ? Si l'on reconnoît qu'ils ont droit de jouir de la vie , pourquoi leur enlever ce qui est nécessaire pour la soutenir ?

La postérité pourra-t-elle croire , que chez un

peuple , dont on vante la douceur & l'humanité , lorsqu'un pere expirant veut assurer l'état des êtres qui lui doivent le jour ; les Loix , bien loin de l'encourager dans ce louable dessein , viennent lui donner le dernier coup & ne lui laisser en mourant que la triste assurance des persécutions qui les attendent après sa mort ; que ces mêmes Loix , qui par-tout ailleurs sont les protectrices des foibles & des Orphelins , excitent d'avidés collatéraux à oublier les liens sacrés qui les unissent avec eux , pour envahir leur dépouille , & arment ainsi les parens les uns contre les autres (1).

Tels sont les écueils où vont donner ces hommes , qui sans caractère & sans mission osent entreprendre le grand ouvrage de donner des Loix aux nations. Pour éviter quelques désordres passagers , souvent ils blessent les droits les plus sacrés de la nature.

§. I I I.

De la polygamie.

APRÈS avoir établi les Loix du mariage dans son rapport avec la société , il nous reste à rechercher quels peuvent être les délits , qui le concernent sous ce même rapport. La pluralité des femmes est-elle permise par les Loix de la nature ; ou bien cette pluralité est-elle un délit qui les viole ? L'accord de tant de nations à la rejeter ; tant de raisons solides qu'il y a à dire contre elle , indépendamment des

(1) Les Tribunaux de Justice, frappés de la dureté de la Loi qui annule les mariages faits *in extremis*, ne la sui-

vent que pour les mariages, qui ont été précédés du concubinage.

lumières que la Religion nous fournit , suffisent pour faire regarder comme une Loi naturelle , la défense d'avoir plusieurs femmes à la fois.

Cependant , la violation des Loix sur ce sujet , ne doit pas être punie par une peine corporelle. C'est un délit qui ne peut jamais être contagieux parmi nous , où l'on a tant de peine à engager la plupart des hommes à se charger d'une seule femme , & où on ne doit pas craindre qu'il s'en trouve beaucoup , qui veuillent en prendre plusieurs. L'infamie , des dommages & intérêts envers la partie trompée ou séduite , & surtout de sages Loix de police sur les formalités à remplir avant de se marier , peuvent suffire pour prévenir ce délit.

§. IV.

De l'inceste.

IL faut avouer avec M. de Montesquieu , que c'est une chose très-délicate de bien poser le point , auquel les Loix de la nature s'arrêtent , sur la question de savoir jusqu'à quel degré il est permis de se marier & où les Loix civiles commencent. Je n'examinerai point ici si les raisons qu'il donne pour établir ce point de division sont toujours bien solides ; j'observerai seulement , que dans les choses même où l'instinct de la nature se fait le plus sentir , c'est alors qu'on a le plus de peine à rendre raison de ses Loix. L'accord du plus grand nombre des nations est , dans ces circonstances , le plus sûr garant qu'on puisse avoir à cet égard.

Or , d'après cet accord unanime ou presque unanime , on trouvera que le mariage des ascendans &

des descendans a toujours été regardé comme contraire aux vues de la nature. On a eu presque partout la même horreur pour les mariages des freres & des sœurs, mais les Loix de la nature ne vont pas au-delà.

Les Loix civiles ont ajouté ensuite à celles de la nature. Après la prohibition du mariage entre les descendans & les ascendans, on a établi la même défense entre le beau-pere & la belle-fille, la belle-mere & le gendre, &c. La prohibition que la nature avoit établie entre les freres & les sœurs, on l'a étendue jusques aux cousins germains, & même au-delà.

» Ce furent des motifs de charité, dit S. Augustin, qui firent étendre à des degrés éloignés la prohibition du mariage. On voulut que les hommes, à qui l'union & la concorde sont à la fois si utiles & si honorables, fussent attachés entr'eux par les liens de diverses habitudes; & au lieu de permettre que ceux qui étoient déjà unis par les rapports de frere & de sœur, de cousin, d'oncle & de neveu, y ajoutassent encore la qualité d'époux, de beau-pere & de gendre, on aima mieux transporter ces qualités à des étrangers, & réunir ainsi plus de personnes par les liens de la parenté (1). »

La voix de la nature applaudit à cette disposition, ou pour mieux dire, elle l'inspira. Indépendamment des raisons que nous venons de rapporter, il y en a une autre observée par les Naturalistes & qui mérite toute l'attention des Législateurs. C'est qu'on a remarqué qu'il arrive une dégénération dans tous les

(1) *August. de civit. Lib. XV. cap. 16.*

animaux nés d'accouplemens incestueux soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, au premier degré; & que dans l'espece humaine, comme chez tous les autres animaux, les races croisées sont toujours les plus fortes.

D'après ce que nous venons de dire, on voit que pour mettre une juste proportion entre la peine & le délit, il faut bien distinguer l'inceste du droit naturel de l'inceste du droit civil. L'on ne peut guere prononcer contre celui-ci que des peines correctionnelles, des amendes pécuniaires, &c.

Quant à l'autre, laissons d'abord à la nature le soin de punir elle-même la violation de la plus manifeste de ses Loix. Que les remords, toujours renaissans, soient substitués aux flammes, auxquelles des Loix atroces condamnent le coupable. Si ces crimes sont secrets, il n'y a qu'à perdre pour les mœurs de vouloir les tirer des ténébres ou leurs auteurs voudroient pouvoir s'ensévelir avec eux. S'ils sont publics, que les Loix civiles secondent alors celles de la nature; qu'elles tendent à fortifier les remords des coupables & l'horreur qu'ils inspirent. L'infamie, la privation de tous les droits de la société, une rupture entiere de tous les liens qui unissoient les coupables, & l'anéantissement de tous les avantages qui peuvent en être la suite, telles sont les peines qu'elles doivent infliger.

§. V.

Des crimes contre nature.

ON ne suivra pas d'autre règle à l'égard du crime contre nature. » A Dieu ne plaise, dirai-je avec M.

» de Montesquieu , que je veuille diminuer l'hor-
 » reur qu'on a pour un crime , que la Religion , la
 » morale & la politique condamnent tout à la fois.
 » il faudroit le proscrire , quand il ne feroit que don-
 » ner à un sexe les foibleffes d'un autre , & préparer
 » à une vieillesse infame par une jeunesse honteu-
 » se (1). »

Platon ne condamne les coupables de ce crime qu'à l'infamie & à la privation de tous les avantages de la société ; encore exige-t-il que le crime soit notoire & public (2). Mais dans le système de la République de Platon , où chaque citoyen avoit une occupation , où les emplois & les richesses étoient distribués à propos , un pareil crime devoit être bien rare. Ce sont les grandes villes qui en sont ordinairement le théâtre ; ces villes opulentes , remplies de citoyens oisifs , auxquels la débauche , & cette satiété qui naît d'un trop grand usage des plaisirs , font rechercher sans cesse de nouveaux moyens d'irriter des sens émouffés.

Qu'on facilite les mariages ; qu'on empêche les habitans des Provinces d'aller s'ensévelir avec les mœurs dans des capitales immenses ; qu'on n'accumule pas des richesses exorbitantes entre les mains d'hommes oisifs & célibataires ; & l'on verra bientôt la nature reprendre ses droits. En vain , sans ces précautions , on tenteroit de rétablir les mœurs par des peines sévères. Ces peines tomberont par leur sévérité même ; & elles ne serviront qu'à prouver que les supplices ne sauroient remplacer les mœurs. L'ha-

(1) *Esp. des Loix* Liv. XII.
 ch. 6.

(2) *Plat. de Legib.* Lib.
 VIII.

bitude du crime diminuera insensiblement la honte ; & l'on en viendra à ce degré de dépravation , que les coupables seront exposés à peine à quelques raileries , s'ils ne font pas même gloire de leurs infamies (1).

§. V I.

Du mariage considéré dans son rapport avec chaque particulier.

SI l'homme est fait pour jouir de quelque félicité sur la terre , c'est dans le mariage qu'il doit la trouver. C'est-là que naissent de tous côtés une infinité de sentimens & de sensations , qui font les délices de la vie , mais qu'il n'est donné qu'aux âmes vertueuses de pouvoir goûter. La marque la plus certaine de la perversité d'un siècle , dit le célèbre Adisson , est lorsque cet état si honorable est dédaigné & ridiculisé. Mais cette source de notre félicité peut devenir celle des douleurs les plus cuisantes. Car le mariage forme en général la scène de notre bonheur ou de

(1) Auguste avoit prononcé la peine de mort contre le crime contre nature , mais il falloit pour cela qu'il fut accompagné de violence. Les Empereurs Chrétiens voulurent qu'il fut puni de mort , même lorsqu'il ne seroit accompagné d'aucune circonstance aggravante. Charlemagne , dans un capitulaire de l'an 780 , prononce contre ce crime la peine du feu.

Il y fait une peinture bien énergique des maux que cause la débauche dans la société. On s'apperçoit que ce vice commence à faire des progrès dans les pays du nord ; ce qui prouve que ce n'est point un vice de climat ; & que s'il avoit été plus fréquent jusques à présent dans les pays du midi , cela avoit sa cause dans la Législation.

notre misère. Et l'on ne sauroit se dissimuler que ce dernier cas arrive plus souvent que le premier. Mais qu'elle est la source de ce mal , sinon de ce qu'on se détermine presque toujours dans son choix , par des motifs qui ne sauroient contribuer en rien à notre vrai bonheur. On n'a jamais égard qu'à la naissance , aux richesses ; & on ne fait aucune attention à la sagesse , à la vertu , à la conformité d'humeur & de caractère. Cet abus se rencontre sur-tout dans les pays où le mariage des enfans est remis tout entier à l'arbitrage des parens. De jeunes personnes dans le cœur desquelles les maximes perverses du monde n'ont point encore surmonté les sentimens de la nature , se laissent encore diriger par celle-ci , dans le choix d'un époux ou d'une épouse. Mais c'est ce qu'il est difficile d'espérer d'un pere ou d'une mere avancés en âge , & dont le cœur n'est ordinairement ouvert qu'aux sentimens de l'ambition & de la cupidité.

» Cependant , dit-on dans un ouvrage célèbre ,
 » tout homme est maître de disposer de son bien &
 » de sa personne. Il n'est point de cas où l'on puisse
 » être moins gêné , que dans le choix de la person-
 » ne à laquelle on veut s'unir ; car qui est-ce qui
 » peut aimer par le cœur d'autrui , comme le dit
 » Quintilien.

» J'avoue qu'il y a des pays où la facilité de ces
 » sortes de mariage sera plus ou moins nuisible. Je
 » fais qu'en Angleterre même les enfans ont souvent
 » abusé de la Loi pour se marier à leur fantaisie , &
 » que cet abus a fait naître l'acte du parlement de
 » 1755. Cet acte a cru devoir joindre des formes &
 » des gênes à la grande facilité des mariages ; mais
 » il se peut que des contraintes pareilles nuisent à

» la population. Toute formalité restrictive ou gênante est destructrice de l'objet auquel elle est imposée. L'assemblage des fortunes les plus disproportionnées, n'est-il pas de la politique la meilleure & la plus avantageuse à l'État. C'est cependant ce vil intérêt peut-être, qui, plus que l'honnêteté publique, plus que les droits des pères sur les enfans, a si fort insisté pour anéantir cette liberté des mariages. Ce sont les riches plutôt que les nobles, qui ont fait entendre leurs imputations (1). »

Les mariages, disoit un ancien Philosophe, où l'on ne s'attache qu'au bien, tendent à détruire l'égalité dans la société. C'est pourquoi il faut tâcher, par des exhortations pressantes, d'engager les citoyens à faire moins d'attention, en se mariant, à l'opulence de leurs épouses qu'à leur caractère. Il ne faut point faire de Loi contre ceux qui seront rebelles à ces exhortations, mais il faut les couvrir d'opprobre & de honte (2).

C'est donc une Loi trop dure & en même-temps opposée à la prospérité publique, que celle qui ôte aux enfans tout droit de se marier sans le consentement de leurs parens. On voit en général beaucoup plus d'union parmi les époux, dans les pays où les enfans conservent à cet égard une partie des droits qu'ils tiennent de la nature.

A la bonne heure que les parens eussent le droit de diriger le choix de leurs enfans ; mais il ne faudroit pas qu'ils eussent celui d'en disposer. Il faudroit que les Loix fixassent les cas, où ils pourroient re-

(1) *Encyclopéd.* Voyez *Mariage* (*Droit natur.*)

(2) *Plat. de Legib.* Lib. VI.

fufer leur consentement ; mais ces cas ne devroient être que ceux où les bonnes mœurs feroient vraiment offensées ; où les personnes auxquelles les enfans voudroient s'unir , meneroient une vie honteuse & feroient répréhensibles dans leur conduite. On sent combien une pareille Loi serviroit à maintenir les mœurs.

§. V I I.

De l'adultere.

IL paroît que les Anciens entendoient par adultere, tout usage des plaisirs des sens contraire aux vues de la nature. Cela montre assez quelle idée ils avoient du délit que nous appellons spécialement de ce nom. Il contrarie en effet toutes les vues que la nature s'étoit proposées dans l'établissement du mariage. Il détruit l'union des époux , ne leur inspire que de l'aversion pour eux & pour leurs enfans. Il enleve au mariage les sentimens qui en font les délices , pour ne lui laisser que les chaînes qui en font le tourment. Enfin il fait perdre la pudeur aux femmes , la gloire & le vrai mérite de leur sexe , le frein que la nature leur a donné pour les diriger. Un des plus grands peintres du cœur humain a dit qu'une femme , après avoir perdu la pudeur , étoit capable de tous les crimes (1).

» Toutes les nations , dit M. de Montesquieu , se
 » sont également accordées à attacher du mépris à
 » l'incontinence des femmes ; c'est que la nature a

(1) *Neque fœminâ amissâ pudicitia cætera flagitia abnuerit.*
 Tacit.

» parlé à toutes les nations. Elle a établi la défense,
 » elle a établi l'attaque ; & ayant mis des deux côtés
 » des desirs , elle a placé dans l'une la témérité &
 » dans l'autre la honte. Elle a donné aux individus
 » des années pour se conserver , & ne leur a donné
 » pour se perpétuer que des momens.

» Il n'est donc pas vrai que l'incontinence suive
 » les Loix de la nature , elle les viole au contraire.
 » C'est la modestie & la retenue qui suivent ces
 » Loix (1). »

Les Loix civiles, dont la perfection consiste à prendre pour modèle celles de la nature, ont dû donc s'attacher à maintenir la barrière, qu'elle avoit élevée contre le débordement des mœurs. Les plus grands Législateurs ne l'ont point affoiblie lors même que leurs institutions sembloient le plus la contrarier.

Je demanderai donc à celui qui se proposera de faire des Loix contre l'incontinence, s'il a facilité les mariages autant qu'il a pu ; si dans sa société chaque individu en trouve aisément un autre qui l'affortisse ; si pour les unir il ne s'en seroit pas trop reposé ou sur le préjugé, ou sur la puissance paternelle. Si vos institutions sociales, lui dirai-je, favorisent le penchant au crime, je n'y vois point de remède. Car l'adultère est un de ces délits fugitifs qu'il est possible de prévenir jusques à un certain point, mais qu'il est presque impossible de réprimer par des peines.

Parcourez, ajouterai-je, les Loix Romaines ; voyez Auguste, Tibère, Constantin, Justinien, épuiser toutes les ressources de leur esprit, pour trouver des

(1) *Esp. des Loix.*

peines capables de réprimer l'incontinence. Lisez l'histoire de leur temps , & vous verrez de quel succès leurs Loix furent couronnées.

Où les mœurs sont encore respectées , & alors tout votre soin doit être de les maintenir. Dirigez , mais ne contrariez pas directement les penchans de la nature ; autrement vos Loix éprouveront une résistance continuelle , qui à la fin les anéantira.

Si au contraire les mœurs sont entièrement dépravées , gardez-vous bien de vouloir les rétablir par des peines sévères. Le moindre des inconvéniens dans lesquels vous tomberiez , seroit de faire des Loix inutiles. Il faut alors combattre une passion par une autre. A l'incontinence , par exemple , opposer la vanité , la honte publique , l'infamie , la perte de la considération attachée à la pureté des mœurs , & sur-tout l'interdiction de la parure aux femmes honnêtes. Ce sont les seules peines capables d'arrêter un sexe vain & impérieux , pour lequel la perte de l'honneur & de la considération publique est la plus grande de toutes , & qui voudroit toujours conserver le masque de la vertu , après en avoir perdu la réalité.

Les Loix Romaines punissoient le mari coupable d'adultère comme la femme. Elles avoient suivi en cela l'avis de Platon. La société conjugale étant un contrat obligatoire de part & d'autre , je ne vois pas pourquoi il sera permis au mari de l'enfreindre plutôt qu'à la femme. Il est vrai que la violation de la part de la femme a des suites plus funestes , en transportant dans la famille du mari des enfans étrangers. Mais ce seroit là tout au plus une raison

de diminuer la peine du mari, & non de l'en exempter entièrement (1).

(1) Nous allons rapporter ici le précis des débats qu'occasionna l'année dernière dans le parlement d'Angleterre un Bill proposé par l'Évêque de Landaff, aux fins de prévenir l'adultère; il servira à prouver combien nous avons raisonné juste dans tout ce que nous avons dit à ce sujet. L'Angleterre paroît être parvenue à ce moment où le luxe, les progrès de la puissance arbitraire ayant corrompu tous les membres de l'État, annoncent sa décadence prochaine. Telle fut Rome sous Auguste. Ce Prince entreprit d'y rétablir les mœurs par des Loix. Mais la corruption triompha de tous ses efforts. Le Bill de l'Évêque de Landaff portoit qu'une femme, après le divorce, ne pourroit se remarier qu'après l'expiration d'une année. C'étoit-là un foible remède pour de si grands maux. Le Comte d'Effingham, observa d'abord qu'il seroit beaucoup plus sage d'obliger la femme adultère d'épouser, douze heures après le divorce, le complice de son crime, que de différer ce mariage pendant une année. » En général, ajouta-

» t-il, rien de si absurde,
 » rien de si contraire à l'esprit de la saine politique, &
 » en même temps rien de plus
 » inutile, que de faire des
 » Loix contre la corruption
 » des mœurs, par-tout où
 » cette corruption est parvenue au point de familiariser les femmes avec l'idée
 » de fouiller le lit conjugal;
 » de se prostituer à la face
 » de la Morale & de la Religion; il n'est point de
 » Loix propres à ramener
 » aux idées de décence &
 » de chasteté des esprits qui
 » en sont si étrangement éloignés. »

Le comte de Carlisle, en convenant de la corruption des mœurs & de la nécessité du Bill, dit que pour qu'il répondît suffisamment à son objet, il falloit qu'il comprît les hommes comme les femmes. » Car, c'est aux hommes, ajouta-t-il, qu'on doit
 » essentiellement attribuer &
 » la fréquence de l'adultère
 » & la multitude des divorces que ce crime occasionne. Il y a de la rudesse,
 » pour ne pas dire de l'injustice, dans l'idée qui sert
 » de fondement à la Loi pro-

Suivant l'ancien droit Romain c'étoit le mari qui , assisté de ses plus proches parens , jugeoit sa femme comme coupable d'adultere. On appelloit ces jugemens , *jugemens de mœurs*. Ils en supposoient donc. Justinien les abolit ; il ne pouvoit guere faire une plus cruelle satire de son siècle. Nous parlerons plus au long de ces jugemens dans la troisieme partie.

» posée. Tout Bill dont l'ob-
 » jet est de réprimer quelque
 » vice, ne devoit point être
 » une satire de l'une ou de
 » l'autre partie de la créa-
 » tion ; il doit être général
 » dans son étendue , égal
 » dans ses conséquences. Je
 » suppose même que l'on ne
 » me passe pas l'affertion que
 » j'ai faite , que l'on doit
 » essentiellement attribuer la
 » fréquence de l'adultere à
 » la conduite des hommes,
 » on m'accordera du moins
 » qu'à cet égard les hommes
 » méritent autant d'être blâ-
 » més que les femmes ; que
 » par conséquent des deux
 » portions qui composent le
 » genre humain , chacune
 » doit prendre pour son lot
 » la moitié de la censure. »

Le Lord Chancelier con-
 vint de la maxime , que lors-
 qu'un esprit est assez dépravé
 pour secouer les devoirs que

prescrit la Morale , on s'ef-
 forceroit en vain de rectifier
 des dispositions naturellement
 vicieuses par une Loi expres-
 se. » Il n'en est pas moins
 » vrai cependant , ajouta-t-
 » il , que lorsque les crimes
 » contre les mœurs sont por-
 » tés à un tel excès qu'ils
 » deviennent un objet de no-
 » toriété publique ; l'inter-
 » position du pouvoir Légis-
 » latif devient non-seulement
 » expédient mais même né-
 » cessaire. Il faut une peine
 » pour arrêter la dépravité
 » dans ses progrès , pour
 » forcer les dépravés à cir-
 » conscrire leur conduite ,
 » de maniere que leurs mau-
 » vaises mœurs n'aient point
 » d'influence sur les mœurs
 » d'autrui , & que le crime
 » ne soit pas encouragé par
 » l'impunité. » Le Bill passa
 tel qu'il avoit été proposé.
Cour. de l'Europ. 1779. n°. 28.

§. VIII.

Des Courtisannes.

LES peines que nous avons suggérées contre l'adultère , supposent qu'il reste encore dans les femmes , qui s'en sont rendues coupables , quelque sentiment de pudeur & de honte. Mais pour les courtisannes , chez qui ces sentimens ont entièrement disparus , je n'y vois point de ressource. Tout sage Législateur doit s'attacher à aggraver l'opprobre & l'infamie de cet État si avilissant pour l'humanité. Mais pour cela il faut qu'il y ait entr'elles & les femmes , qui passent pour vertueuses , une distance infinie ; & que toute la différence ne consiste pas dans un peu plus ou un peu moins de publicité dans les désordres.

La seule peine que les Romains infligerent d'abord aux femmes publiques , ce fut de les obliger de se faire inscrire chez les Édiles (1). Cela fait l'éloge de leurs mœurs. On prononça ensuite contr'elles l'infamie , la privation des principaux avantages de la société ; on leur interdit les habits des femmes honnêtes. Cette peine étoit très-sage. Le spectacle scandaleux du luxe des courtisannes , séduit plus de femmes , que les attraits même du libertinage. La corruption des mœurs étant montée à son comble , on vit les courtisannes paroître en foule , traînant après elles tous les infâmes ministres de leurs débauches. On se contenta de leur faire payer un impôt.

(1) *More inter veteres receptio , qui satis pœnarum adversum impudicas , in ipsâ pro-*

fessione flagitii credebant. Tacit. Annal. Lib. II. cap. 85.

T I T R E V I.

Des délits qui attaquent la propriété des citoyens.

LA propriété des citoyens peut se diviser en trois propriétés différentes.

La première est celle de la vie , de sa propre personne & des facultés dont elle est douée. Cette propriété dérive uniquement des Loix de la nature.

La seconde espece de propriété est celle de l'honneur ; c'est-à-dire , de la considération due à chaque citoyen pour l'observation des devoirs que la société lui impose.

Cette propriété dérive tout à la fois & de la nature & des institutions politiques.

La troisième espece de propriété enfin est celle des biens. Si l'on en excepte ce qui est absolument nécessaire à chacun pour sa subsistance , à quoi la nature donne un droit incontestable , la propriété du restant ne dérive que des Loix civiles (1).

C'est en ne perdant jamais de vue cette distinction entre l'origine des diverses especes de propriété , qu'on viendra à bout d'établir une exacte proportion entre le délit & la peine.

(1) Lorsque les Romains revendiquoient la propriété d'un fond quelconque , ils employoient une formule ,

qui indiquoit bien que cette propriété ne prenoit sa source que dans les Loix civiles.
Hoc meum est jure quiritum.

§. I.

Des délits qui attaquent la vie des citoyens.

LES crimes les plus graves de la classe que nous examinons maintenant , sont sans doute ceux qui attaquent la vie des citoyens & qu'on comprend sous le nom général d'*homicide*.

Il faut d'abord distinguer l'homicide volontaire d'avec l'involontaire.

Le premier se subdivise encore en celui qui a été commis dans un premier mouvement de colere , & en celui qui l'a été de sang froid.

On ne sauroit soumettre l'auteur d'un meurtre purement involontaire à d'autre peine qu'à des dommages & intérêts, envers la famille du défunt.

Les Grecs y ajoutoient une absence de quelques années du lieu où le meurtre avoit été commis. C'étoit, suivant Platon , une ancienne tradition parmi eux, que celui qui avoit fini ses jours, par une mort violente, conservoit du ressentiment contre son meurtrier pendant un certain temps ; & que de son côté il l'épouvantoit à son tour , & faisoit tout son possible pour lui inspirer le trouble dont il étoit lui-même agité, appelant à son secours la mémoire & la conscience du coupable. C'est pour cela qu'on avoit établi que le meurtrier s'absenteroit pendant un an de la patrie du défunt & des lieux qu'il fréquentoit. Il paroît que les Romains avoient adopté cette Loi (1). Quoiqu'il en soit de cette tradition, on ne peut défavouer que la Loi à laquelle elle avoit donné lieu,

(1) Voyez La Loi 16. §. 8. ff. de Pœn.

étoit très-sage. Si elle étoit inutile pour le mort elle ne l'étoit pas pour sa famille.

La même peine devoit être infligée au meurtre commis dans un premier mouvement de colere. C'est là une espece de meurtre involontaire. On n'est guere plus le maître de retenir sa colere dans certains cas, que d'empêcher l'effet des causes physiques qui occasionnent les actions involontaires.

§. I I.

De l'homicide volontaire.

LEs crimes sont plus ou moins graves, suivant qu'il y a plus de rapport entre le coupable & l'offensé, & suivant qu'ils supposent plus ou moins de corruption dans celui qui les a commis. En appliquant ce principe à l'homicide, nous le considérerons d'abord dans les rapports qu'il y a entre le coupable & l'offensé, ensuite dans les moyens qu'on a employés pour le commettre.

L'homicide, considéré sous le premier rapport, se divise en parricide, infanticide, suicide, & meurtre.

§. I I I.

Du parricide.

LE parricide est un crime si atroce, il suppose dans celui qui le commet une dépravation si affreuse, que toutes les nations se sont accordées à le mettre au premier rang des crimes, compris sous le nom d'homicide.

Les Romains appelloient du nom de parricide, le meurtre de tous les parens, sur-tout de ceux qui

étoient à un degré supérieur ou égal à celui du coupable. On ne donna ce nom au meurtre des enfans par leurs peres, que lorsqu'on eut privé ceux-ci du droit de vie & de mort sur leur postérité.

Nous ne balançons pas de prononcer la peine de mort contre le parricide. En laisser respirer les auteurs, ce seroit laisser des monumens d'un crime détestable, dont il faudroit que les citoyens n'eussent pas même l'idée. Mais, nous pensons en même temps, qu'au lieu d'accroître la sévérité du supplice, comme on a fait chez beaucoup de nations, il faudroit seulement l'accompagner d'un appareil propre à seconder l'horreur, que la nature inspire pour un crime si opposé à ses Loix. Platon veut que le parricide soit mis à mort hors de la ville, & qu'on laisse son corps sans sépulture. Tel étoit le but des Législateurs Romains, lorsqu'ils avoient établi pour le parricide un supplice aussi extraordinaire, que celui dont il est fait mention dans le Digeste & dans quelques Auteurs (1).

En Perse on ne donnoit point le nom d'enfant à celui, qui avoit tué son pere. On le regardoit avec raison comme un enfant supposé. En écartant ainsi toute idée de parricide, on respectoit encore les Loix de la nature, au milieu de leur plus grande violation, qu'on faisoit regarder comme impossible.

C'est la nature elle-même qui, dans les crimes de cette espece, doit être le premier bourreau. De tous les supplices qu'on ait jamais imaginés, je n'en connois point de plus sévère, & en même-temps de mieux proportionné au délit, que celui qu'on faisoit

(1) *Leg. 9. de Leg. pomp. de parric.*

souffrir en Égypte au pere qui avoit tué son enfant. Il étoit obligé de tenir son corps entre ses bras , pendant trois jours , en présence du peuple.

§. I V.

De l'infanticide.

» **L'**INFANTICIDE , dit le Marquis Beccaria , est
 » l'effet de la situation terrible , où se trouve une
 » personne , qui s'est laissée séduire ou insulter. For-
 » cée de choisir entre l'infamie pour elle-même &
 » la mort d'un être incapable de sentir la perte de la
 » vie , comment ne préféreroit-elle pas ce dernier
 » parti , pour éviter la honte & celle de son mal-
 » heureux enfant ?

Lorsque la Loi civile , en obligeant cette malheureuse victime de la séduction à dévoiler publiquement sa foiblesse , la met dans la triste alternative , ou de mourir ou de renoncer à la pudeur , il se fait entr'elle & la nature une espece de combat , dans lequel la Loi devroit trembler d'avoir le dessus. M. de Montesquieu l'a très-bien observé au sujet de cette Loi Françoisse , qui porte , *que toute femme dont l'enfant se trouve avoir été privé de baptême & de sépulture publique , faute par elle d'avoir déclaré sa grossesse , est présumée avoir homicidé son enfant , & pour réparation punie de mort & du dernier supplice.* Cette Loi offense la nature en voulant conserver la vie aux enfans.

Elle fait plus ; elle fait ce qui n'est jamais permis en matiere criminelle , comme nous le verrons dans la seconde partie de cet Ouvrage , elle change les présomptions en preuves.

On peut obliger ; comme le dit encore M. de Montesquieu , une fille enceinte à dévoiler sa situation à quelqu'un de ses parens. Mais l'obliger à renoncer à toute pudeur , à s'élever au-dessus des sentimens qui font la vraie gloire de son sexe , la mettre dans l'alternative de l'infamie ou de la mort , c'est une rigueur dont il n'y a peut-être point d'exemple. Si cette Loi est exécutée , elle annonce la perte de la honte ; & son moindre inconvénient est de n'être utile qu'aux femmes entièrement corrompues. Comment se peut-il qu'un illustre Chancelier ait osé dire que la Loi Françoisé , dont nous parlons , étoit plus sage que celles des Romains sur la même matière (1).

Ce peuple dont la Législation fut si sage tant qu'elle ne fut pas corrompue par le despotisme ; & qui au milieu de sa plus grande corruption conserva tant de traces de son ancienne sagesse , ne punissoit que de l'exil l'avortement volontaire (2).

Les Loix Romaines mettoient , avec raison , une grande différence entre la suppression du fruit & le meurtre d'un homme fait. Le tort que ces deux crimes font à la société n'est point égal. Le premier ne la prive que de l'espérance d'un citoyen , que mille événemens peuvent lui enlever encore ; tandis que l'autre la prive d'un membre , dont les services pouvoient lui être utiles.

Le meilleur conseil qu'on puisse donner à un Législateur au sujet de ce crime , c'est de s'attacher plu-

(1) *d'Aguesf. dissert. de l'état des person.*

(2) *Leg. 8. ff. ad Leg. Corn. de Sicar.* Voyez une

distinction un peu subtile dans les Loix 38 , 39. ff. de *Pæn.*

tôt à le prévenir qu'à le punir. Le danger qu'une mere court toujours dans un avortement , indépendamment de cet amour que la nature lui a inspiré pour ses enfans , rendront ce crime rare , pourvu que les Loix civiles veuillent bien seconder , avec sagesse , le penchant de la nature.

Mais dans les États où le luxe , la corruption des mœurs & le libertinage rendront les mariages rares , ce crime sera nécessairement commun ; & les Loix atroces qu'on établira pour le réprimer , ne s'exécuteront plus qu'à l'égard des femmes , qui n'auront ni les moyens , ni le crédit de s'y soustraire.

§. V.

Du suicide.

LE suicide est un de ces délits , que le Législateur doit chercher à prévenir autant qu'il est possible , en répandant dans chaque partie de la société la somme du bonheur dont elle peut être susceptible , mais qu'il est difficile de punir une fois qu'il est commis. » Au reste , dit le Marquis Beccaria , les hommes » aiment trop la vie , les objets qui les environnent » les y attachent assez ; le phantôme attrayant du » plaisir , & l'espérance , cette erreur si douce qui » leur fait boire à grands traits les maux mêlés de » quelque goutte de bien , les séduisent trop fortement , pour qu'on puisse craindre que l'impunité » contribue à rendre ce crime trop commun. »

Si ce délit néanmoins , par des circonstances malheureuses , devenoit fréquent ; ce seroit un avertissement à ceux qui gouvernent , que quelques parties du corps politique est dérangée ; puisque plusieurs

de ses membres dédaignent l'attrait général des hommes pour la vie , au point de s'en arracher par la violence. Mais la sagesse du Législateur doit peut-être , même en ce cas , consister plutôt à remonter à la source de ce crime , qu'à le punir par des peines , impuissantes sur un cadavre inanimé , & dont tout l'effet est de déshonorer une famille innocente.

§. VI.

Du meurtre.

LA vraie peine du meurtre volontaire & surtout de celui de guet-à-pens , est la mort. Nous avons justifié plus haut notre sentiment à cet égard. Nous avons fait voir que si , chez certains peuples , l'homicide n'avoit été puni que d'une peine pécuniaire ou de l'exil , c'est parce qu'ils avoient des mœurs pures & une patrie , & que , par conséquent , une pareille modération ne pouvoit convenir à des citoyens , qui ont abandonné les mœurs & qui méconnoissent leur Patrie.

Il y a certains cas où le meurtre est excusé par les circonstances où il a été commis. Tel est par exemple , suivant les Loix Romaines , le meurtre du voleur nocturne ; celui d'un homme qui veut attenter à l'honneur d'une fille ou d'un garçon ; de celui que le mari surprend en adultère avec sa femme , du meurtre commis en se défendant , &c.

Il est des circonstances qui aggravent le meurtre ; c'est ce qui forme le second rapport sous lequel nous avons considéré l'homicide.



§. V I I.

De l'homicide considéré dans les moyens qu'on a employés pour le commettre. De l'empoisonnement.

PLUS un crime aura été médité ; plus le coupable aura su prendre de précautions pour se dérober à la vigilance de la Justice ; plus les moyens qu'il aura employés pour exécuter ses projets criminels , annonceront de bassesse , de barbarie , de corruption dans son ame ; plus son délit sera grave. On sent qu'il est impossible de rappeler en détail toutes les circonstances qui peuvent , sous ce rapport , aggraver un délit. Nous nous contenterons d'en rappeler une des plus remarquables , qui est l'empoisonnement.

Ce crime est celui des nations esclaves que les Loix ont rendues fourbes & lâches. Chez un peuple libre , de sages Réglemens de Police sur la distribution des poisons , suffiront pour le prévenir. Mais plus une nation sera corrompue , plus l'empoisonnement sera commun chez elle ; & pour l'anéantir , il faudra nécessairement faire disparoître la cause qui l'aura occasionné. Ce crime est ordinairement le fruit du despotisme , de cette bassesse , de cette méfiance , de cette perfidie , qu'il fait germer dans tous les cœurs. En même-temps qu'il répand l'allarme parmi tous les citoyens , il n'épargne pas le despote lui-même. Par les angoisses continuelles où il le tient , il est le premier & le plus terrible vengeur des maux qu'il fait à l'humanité. Sans cesse en garde contre ses sujets , qu'il craint comme ses ennemis ; toutes les fois qu'il cherche à soutenir une vie malheureuse , il tremble d'avalier la mort avec ce qui est destiné à l'écarter.

Heureux encore lorsqu'une vie passée dans les allarmes les plus cruelles , n'est point terminée par quelque catastrophe , qui fait frémir les Tyrans sans les corriger.

§. V I I I.

Des blessures.

APRES avoir parlé des délits, qui tendent à détruire l'espèce humaine ; il faut dire un mot de ceux qui, sans la détruire entièrement , tendent à la rendre moins propre à remplir les fonctions auxquelles elle est destinée ; telles sont les mutilations , les blessures.

Il faut, dans les blessures, comme dans le meurtre, distinguer d'abord celles qui sont volontaires d'avec celles qui ne le sont pas.

Les unes & les autres ne peuvent guere donner lieu qu'à des dommages & intérêts, qui doivent être cependant plus étendus pour les premières que pour les secondes. Les blessures volontaires mériteroient même une peine corporelle ; si elles étoient accompagnées de quelque circonstance aggravante ; comme si elles avoient été faites dans le dessein de tuer , ou dans une attaque qu'on n'auroit pas provoquée.

Les réparations doivent se régler sur le dommage, la difformité , la douleur, que la blessure a causés. On doit surtout prendre pour règle les obstacles qu'elles peuvent mettre à ce que celui, qui les a reçues, ne jouisse de toutes ses facultés, & ne remplisse les fonctions de l'état auquel il est destiné.

Les blessures & les mauvais traitemens, de quelque espèce qu'ils soient , sont plus ou moins graves, suivant les relations, qui se trouvent entre le coupable

&

& l'offensé ; mais ces relations , pour aggraver ou diminuer l'injure , doivent être fondées sur les droits de la nature & non sur les institutions civiles seulement. Ainsi , les blessures faites par un enfant à son pere & à sa mere ; par un jeune homme à un vieillard doivent être punies plus sévèrement , que celles qui seront faites d'égal à égal. L'exil , la prison , seront les peines les plus convenables aux délits de cette espèce.

T I T R E V I I .

Des délits qui attaquent la liberté des citoyens dans l'usage de leurs facultés.

NOUS avons défini plus haut la liberté , le droit qu'a chaque homme d'user sagement des facultés soit spirituelles , soit corporelles qu'il a reçues de la nature , & de les perfectionner. L'ordre social a été établi non-seulement pour garantir à l'homme cette liberté , mais encore pour lui assurer la jouissance de tous les autres droits qu'il a cru devoir y ajouter , tel que celui de propriété , &c.

Tout ce qui tend à restreindre ou à anéantir cette liberté , doit être mis au nombre des délits qui concernent la classe que nous examinons. Ce sont ceux que l'on comprenoit , chez les Romains , sous le nom de violence publique ou de voie de fait , par opposition à la force , qui étoit autorisée par la Loi (1).

La violence publique peut être considérée d'abord en égard à ceux qui l'exercent , si ce sont des per-

(1) Voyez ff. titul. ad leg. jul. de vi public.

sonnes privées ou des personnes publiques ; ensuite , en égard aux choses qui en sont l'objet.

La violence , qui est exercée par un particulier , n'a pas les mêmes conséquences que celle qui est exercée par une personne publique. On peut voir dans la compilation des Loix Romaines l'énumération de la plupart des délits de cette espèce. Tels étoient les amas d'armes , les séditions , l'enlèvement des biens par force , l'incendie avec attroupement , la violence faite à quelqu'un dans sa maison ; le viol , le rapt avec violence , le vol avec effraction ou sur le grand chemin (1). Par la division que nous avons faite des délits , quelques-uns de ceux-là se trouvent placés dans d'autres classes.

Sous les voies de fait exercées par les personnes publiques , on peut ranger les délits de ceux , qui ne se servent de l'autorité , qui leur est confiée , que pour vexer & pour opprimer ; ceux encore des personnes en crédit qui surprennent des ordres pour priver les citoyens de leur liberté ou de quelque autre droit précieux.

Les dommages & intérêts , l'infamie , l'exil , l'esclavage perpétuel ou à temps , suivant la qualité de la violence & des personnes , qui l'ont soufferte ou exercée , sont les peines qu'on peut appliquer aux voies de fait de la première espèce.

Pour celles de la seconde , l'infamie , l'exil , l'incapacité de posséder jamais aucune charge , & surtout des dommages & intérêts considérables envers ceux qui auront été vexés par l'abus du crédit & de

(1) *ff. itid.* ...

l'autorité , sont les véritables peines capables de les réprimer.

La fréquence des délits de cette espèce annonce toujours un vice intérieur dans le Gouvernement. Qu'on rejette les accusations clandestines ; qu'on les renvoie toutes pardevant les Tribunaux de Justice ; que l'énormité des frais ne mette pas le pauvre dans l'impuissance de s'y défendre ; qu'on les compose de façon que le crédit des grands n'y opprime pas les foibles ; qu'on n'accorde les emplois publics qu'à des hommes d'une vertu éprouvée , & non à l'intrigue & aux richesses ; qu'on ne confie pas à un homme seul une autorité trop étendue ; & l'on n'entendra bientôt plus parler des délits, dont il est ici question. On se flatteroit en vain de les détruire autrement. En vain on publieroit contre les prévaricateurs les Loix les plus sévères. Le crédit qui a servi d'instrument au crime servira aussi à en assurer l'impunité. Les plaintes de l'opprimé , ou ne seront point écoutées , ou ne pourront parvenir jusques au Souverain. Heureux même s'il n'est point encore puni pour avoir osé en faire !

Les voies de fait , considérées à l'égard des objets qu'elles attaquent , concernent ou les facultés intellectuelles de l'ame , ou les facultés du corps , ou les biens dont nous tenons la propriété de la société. Il sera question de ces derniers dans le chapitre du vol. Nous ne nous occuperons ici que des deux premiers objets.



§. I.

Des délits qui attaquent les facultés intellectuelles.

AP R È S les crimes qui , en donnant la mort à un être , le privent de son existence , viennent ceux qui gênent ou répriment les ressorts de l'ame & lui enlèvent en totalité ou en partie l'usage de ses facultés.

Telles sont les violences qu'inspirent les maximes affreuses du despotisme , & de l'intolérance qui blesse les Loix sociales. Elles ne tendent qu'à ôter à l'esprit humain toute sa force & toute son énergie , & à ne lui laisser que le mouvement nécessaire , pour suivre les impulsions que veulent lui donner les imposteurs , qui prétendent le maîtriser. C'est dans les esprits ainsi façonnés , que la tyrannie sème & fait germer ses maximes. Les préjugés les plus absurdes & les plus nuisibles pour la société s'étendent insensiblement , se fortifient avec le temps , & jettent de si profondes racines , que les révolutions même les plus universelles ont peine à les arracher.

Dans tous les pays où l'on respecte tant soit peu les droits de l'humanité , la tyrannie de l'intolérance doit être inconnue. Tout homme a droit d'user de ses facultés , ainsi qu'il le juge à propos ; pourvu que l'usage qu'il en fait ne tourne point au préjudice de la société. Ma pensée est bien plus à moi que tel ou tel champ ; pourquoi me laissera-t-on le libre usage de celui-ci & m'interdira-t-on l'exercice de l'autre ?

Malheureusement les délits dont nous parlons en ce moment , sont en quelque sorte au-dessus de la portée des Loix. En avilissant les peuples , l'intolérance déprave l'entendement humain ; elle parvient

à lui faire regarder ses principes comme les fondemens de l'ordre social ; & bien loin qu'on se doute de l'injustice de ses maximes ; au contraire on traite de rébellion les réclamations les plus justes contre ses attentats. Ce sont les excès seuls dans lesquels elle se laisse infailliblement entraîner , qui la démasquent à la fin. Les peuples , réduits au dernier degré d'oppression , sont forcés d'examiner leurs droits. Éclairés alors par la raison qui vient à leurs secours ils savent revendiquer leurs privilèges ; & ils arrêtent du moins la tyrannie , quand ils ne la détruisent pas entièrement.

Il seroit inutile après cela de chercher des peines, pour réprimer les attentats de l'intolérance. Le seul moyen peut être , qu'un Prince sage doive employer pour écarter de ses États ce redoutable fléau , est sur-tout la réforme de l'éducation publique , si elle est vicieuse , & son affermissement , si elle est bonne : que les citoyens soient de bonne heure instruits de leurs droits & de leurs véritables devoirs ; & les Gouvernemens n'auront plus à redouter les efforts de l'intolérance & du fanatisme.

T I T R E V I I I.

Des délits qui attaquent la liberté des citoyens dans l'usage de leurs facultés corporelles.

CETTE classe comprend principalement le viol , le rapt de violence & de séduction. Dans la définition de ces crimes , il faut bien distinguer leurs différens caractères ; & sous prétexte de l'horreur

qu'ils inspirent, ne pas donner dans une crédulité grossière, & ne pas établir en conséquence des Loix atroces.

§. I.

Du viol.

» **L**E progrès des lumières, a dit un Philosophe
 » célèbre, acquises par nos vices, a beaucoup chan-
 » gé sur le viol les anciennes opinions parmi nous.
 » On ne parle plus guere de violences depuis qu'elles
 » sont si peu nécessaires & que les hommes n'y
 » croient plus. (Il faut, pour qu'elles puissent avoir
 » lieu, qu'il y ait une extrême disproportion d'âge
 » & de force.) Au lieu qu'elles sont très-communes
 » dans les hautes antiquités Grecques & Juives,
 » parce que ces mêmes opinions sont dans la sim-
 » plicité de la nature, & que la seule expérience du
 » libertinage a pu les déraciner. Si l'on cite de nos
 » jours moins d'actes de violence ce n'est pas que les
 » hommes soient plus tempérans ; mais c'est qu'ils
 » ont moins de crédulité, & que telle plainte qui
 » jadis eut persuadé des peuples simples, ne feroit
 » de nos jours qu'attirer les ris des moqueurs : on
 » gagne davantage à se taire (1). »

Cependant lorsque la violence a été réelle, qu'elle a sur-tout été exercée sur une personne d'un âge encore foible, les Loix ne sauroient s'armer de trop de sévérité. Des dommages & intérêts, l'infamie, l'esclavage perpétuel ou à temps, sont les peines qu'on pourroit infliger contre ce crime. Les Loix sages

(1) *Emil.* Tom. IV.

qu'on fera sur la continence publique, la facilité des mariages rendront ce crime bien rare.

§. I I.

Du rapt de violence & de séduction.

JUSTINIEN, dans sa Loi contre le rapt, ne met aucune différence entre le rapt de violence & celui de séduction (1). C'étoit à peu près la même Loi à Athenes. Mais il paroît que dans cette ville on entendoit par séduction, non-seulement la corruption d'une fille, mais encore d'une femme, ce qui comprenoit nécessairement l'adultère. Lysias, en donnant les motifs de cette Loi, dit que ceux qui usent de violence se rendent par-là odieux à la personne qui la souffre. Au lieu que ceux qui usent de séduction corrompent le cœur des femmes, l'enlèvent à leurs maris, & par-là s'emparent de toute la famille; outre qu'ils mettent les enfans dans l'incertitude de savoir qui est leur pere (2).

Pour nous, nous pensons qu'on doit mettre une grande différence entre le rapt de violence & celui de séduction. Le rapt de violence ne laisse aucun exercice à la liberté. Il enlève la personne qui en est l'objet, à ses parens, à elle-même. Le rapt de séduction au contraire suppose toujours une espèce de consentement dans la personne ravie. Les intrigues du séducteur auront été, si l'on veut, si multipliées, ses promesses si séduisantes, ses ruses si bien concertées; qu'il aura été presque impossible d'y échapper. Malgré

(1) *Leg. unic. Cod. de rapt.*
Virg.

(2) *Lysias Orat. Cap. 12.*

cela la personne qui se prétend séduite aura toujours à se reprocher de n'avoir pas bien jugé des moyens qu'on a employés pour la séduire , & d'avoir été imprudemment la dupe du séducteur.

Le rapt de violence peut avoir lieu sans aucune faute de la part de la personne ravie. Le rapt de séduction suppose toujours une fréquentation préalable, une tolérance, un penchant de la part de la personne séduite. Justinien a donc tort de vouloir égaler le rapt de violence à celui de séduction , sous prétexte que sans les ruses du séducteur , la personne ravie n'auroit jamais succombé.

Dans les motifs que Lyfias donne de la Loi d'Athènes & dans ceux dont Justinien appuie la sienne , on voit clairement la preuve , comme nous l'avons dit , d'après M. Rousseau , de la crédulité des Anciens sur les violences faites aux femmes. Justinien & son Tribonien étoient des hommes bien simples , s'ils croyoient que rien ne peut occasionner la chute d'une fille ou d'une femme que les promesses & le manège des hommes. Aux yeux de ceux qui ont un peu étudié le cœur humain , ce ne sont-là que des prétextes , dont les femmes cherchent à couvrir leur foiblesse.

Il faut distinguer non-seulement le rapt de violence de celui de séduction ; mais encore il ne faut pas confondre , comme fait la Loi de Justinien , le rapt commis contre la volonté de la personne ravie , avec celui qui est commis de son consentement. On donne improprement le nom de rapt au dernier , à moins que la foiblesse de l'âge de l'un des coupables , ne fasse regarder son consentement comme nul.

Des dommages & intérêts considérables , l'interdiction du mariage avec la personne ravie , la privation de tous les avantages de la société , l'infamie , & même suivant l'exigence des cas une peine corporelle , sont les châtimens qu'on doit infliger au rapt de violence.

Pour le rapt commis de concert entre les deux parties , on ne sauroit le punir ; à moins qu'il n'y ait des raisons , qui autorisent les parens à ne pas consentir au mariage.

Au reste la séduction ne doit pas être présumée sur la simple assertion de la personne , qui se prétend séduite. Mais lorsqu'elle est bien prouvée ; le séducteur doit être puni par des dommages & intérêts , par la privation de quelques avantages de la société , par exemple , de posséder des emplois publics , jusqu'à ce qu'il ait réparé le tort qu'il a fait à la personne séduite. On pourroit même prononcer l'infamie , s'il avoit employé , pour venir à bout de ses desseins , des moyens qui annonçassent de la noirceur & de la perfidie.

Il n'est pas sans doute inutile d'observer que l'on doit avoir quelque égard à l'inégalité des conditions ; & qu'on doit souvent punir plus sévèrement la séduction d'égal à égal ; que celle qui a eu lieu entre deux personnes d'une condition inégale. Car cette inégalité est une raison , qui a du mettre en garde contre la séduction.

Nous ne devons point encore , comme on l'a fait jusqu'à présent , confondre le rapt avec le stupre , c'est-à-dire , avec le commerce illicite , mais volontaire , entre deux personnes libres. Ce délit rentre dans la classe de ceux qui offensent les bonnes mœurs

& dont nous avons parlé plus haut. Il ne peut donner lieu à aucune espèce de réparation. Puisque les deux parties sont également coupables (1).

(1) La Jurisprudence Française, en adoptant toutes les distinctions plus subtiles que vraies de Justinien sur le crime de rapt, en a créé de nouvelles plus contraires encore à la saine morale. La Déclaration de 1730 qui rappelle les dispositions des Ordonnances précédentes sur la même matière, distingue la séduction qui a pour objet le mariage, d'avec celle qui ne se propose que de tromper ou de corrompre une fille. Elle prononce la peine de mort dans le premier cas ; mais dans le second elle ne veut pas que les coupables soient punis de mort, à moins qu'il n'y eut quelque circonstance aggravante, qui demandât cette sévérité. Il n'est guère possible de trouver un renversement plus complet des droits de l'humanité. Car cette Loi prononce une peine atroce contre un délit dont les moyens peuvent avoir été répréhensibles, mais dont la fin étoit une action licite ;

tandis qu'elle traite avec indulgence un crime dont les moyens & la fin sont également abominables. Le même esprit qui a dicté la Loi, qui défend aux enfans de se marier contre le consentement de leurs parens, a inspiré aussi celle sur le rapt. C'est toujours l'injuste cupidité des riches, qui craignent que leurs enfans ne fassent quelque mariage disproportionnés pour les richesses, & ne partagent une fortune souvent acquise par les moyens les plus honteux, avec quelque personne vertueuse mais indigente.

Encore si cette Loi qui punir si sévèrement ce qu'elle appelle *rapt de séduction*, avoit clairement défini la nature de ce délit. Du moins la vie, l'honneur des citoyens ne seroient point exposés à toutes les suites funestes de l'interprétation arbitraire, que des Juges ignorans ou prévenus peuvent donner à des expressions vagues & obscures.



T I T R E I X.

Des délits qui attaquent l'honneur des citoyens.

L'HONNEUR n'est autre chose , ainsi que nous l'avons établi plus haut , que la considération due à chaque citoyen pour l'accomplissement de ses devoirs. Attenter à l'honneur de quelqu'un n'est autre chose , que de vouloir persuader qu'il est mauvais citoyen.

Les délits qui attaquent l'honneur s'appellent proprement *injures* (1). Les injures se divisent d'abord en verbales ou écrites ; ensuite en légères & atroces. La qualité de la personne qui la fait ou qui la reçoit , le dessein prémédité , & mille autres circonstances , décident de sa légèreté ou de son atrocité. La retractation pour les injures verbales & même écrites , lorsqu'elles sont légères , un exil à temps ou une réparation publique , si elles sont atroces , doivent être les peines des délits de cette espèce.

Ceux qui voudront de plus grands détails sur les injures , les trouveront dans les Loix Romaines , qui contiennent des règles bien sages sur cette matière. Nous croyons inutile de nous y arrêter davantage.

Nous rappellerons seulement ici une question sur

(1) On entend en général par *injure* toute action qui est contraire à la disposition du droit. Ce qui étend prodigieusement la signification de ce mot. Il y a encore l'injure

réelle , dont nous ne parlons pas ici , parce qu'il en a déjà été question , dans l'article des blessures & des mutilations.

laquelle les Loix criminelles paroissent opposées , & dont la discussion servira à confirmer les réflexions que nous avons faites ci-devant , sur la différence de l'esprit des Loix criminelles suivant la forme des Gouvernemens.

On demande , dans le Digeste , si celui qui reproche à l'autre un crime qu'il a commis , est excusé par la vérité du fait ? Le Jurisconsulte répond que l'auteur de ce reproche n'a point commis d'injure (1).

Dans le Code au contraire on décide qu'il y a vraiment injure (2) , & cette dernière décision a été adoptée par tous les Criminalistes modernes. Voici la raison de cette contradiction. Les Auteurs du Digeste étoient des Jurisconsultes Philosophes , qui ne se décidoient que d'après la raison & la nature des choses. Ils voyoient que l'injure n'étant autre chose que le vol de l'honneur ; en reprochant un crime à une personne déshonorée , on ne pouvoit lui voler ce qu'elle n'avoit pas.

Les décisions du Code n'étant au contraire dictées que par le despotisme , devoient respirer par-tout ce petit esprit , cette méfiance ombrageuse , qui font le caractère de ce Gouvernement. Les Tyrans craignant qu'on ne leur reprochât leurs propres crimes , privèrent les citoyens de la même liberté entr'eux ; & ôtèrent un frein capable de contenir beaucoup de malhonnêtes gens. Qu'on l'observe bien , on verra que tandis que dans le Gouvernement despotique , la méfiance , l'envie , la jalousie , la dissimulation , les noirceurs , enfin les passions les plus basses regnent dans tous les États ; que les intrigues , les manœuvres sour-

(1) *Leg. XVIII. ff. de injur.* (2) *Leg. V. Cod. de injur.*

des, les diffamations secrètes y sont l'ame & le ressort de toutes les affaires; on y pousse extérieurement la délicatesse sur les mots & sur les cérémonies jusqu'à un excès ridicule.

La franchise, cette noble compagne de la liberté, ne permet pas, que dans un État où celle-ci regne, on punisse quelqu'un pour avoir reproché un crime véritable. Ce doit être même là une des peines du Code criminel. On aura seulement soin de distinguer les injures légères, qui auront été suivies d'une réparation suffisante; & il ne sera pas permis de les reprocher. Mais, il n'en sera pas de même des infamies durables, ou des actions qui traînent une honte ineffaçable avec elles.

§. I.

Des libelles diffamatoires.

LES Loix du Digeste ne punissent l'auteur d'un libelle diffamatoire que par la privation du droit de tester (1). Celles du Code au contraire prononcent contre lui la peine de mort. Elles regardent même comme complices de la diffamation, ceux qui ayant connoissance du libelle, ne le dénoncent pas; & elles prononcent la même peine contre eux que contre l'auteur (2).

On peut appliquer aux libelles diffamatoires les réflexions, que nous avons faites dans le paragraphe précédent sur les injures, qu'il doit être permis ou non de reprocher. On ne doit punir que les diffama-

(1) *Leg. V. §. 9. ff. de injur.*

(2) *Leg. unic. Cod. de famos. libell.*

toins obscures , dont l'auteur cherche à s'envelopper dans les ténébres. Tout homme qui se nomme doit être écouté ; sauf à celui qui est attaqué de se justifier , & de demander les réparations convenables ; si son accusateur se trouve être un calomniateur.

La liberté de la presse introduit une censure salutaire , que les citoyens exercent les uns sur les autres. Elle peut même beaucoup influencer sur le bien public , en contenant ceux qui sont à la tête de l'administration & ceux qui exercent des emplois subalternes , par la crainte de voir dévoiler publiquement leurs prévarications : mais comme il seroit dangereux que cette liberté ne dégénéraît en licence , elle doit être contenue par de sages Réglemens.

§. I. I.

Du duel.

C'EST sur-tout dans les Loix portées contre le duel , que se fait sentir l'imperfection des Législations modernes. Nous n'examinons point ici si l'honneur consiste à savoir bien tirer une tierce ou une quarte , si lorsqu'on a reçu une injure , on est déshonoré , si on ne la lave dans le sang de son auteur ; s'il n'y auroit pas plus de gloire & de magnanimité à la pardonner , qu'à chercher à en tirer une vengeance si atroce. On sent qu'une pareille question seroit bientôt décidée , si on la jugeoit d'après les principes de la Religion & de la saine Philosophie. Ce à quoi nous devons faire attention , dans ce moment , c'est que telle est l'opinion publique ; & que les hommes devant toujours se laisser conduire par elle , pour changer leurs idées sur ce sujet , il faut nécessaire-

ment changer l'opinion. Or, ce n'est pas par la violence qu'on doit se flatter d'opérer une pareille révolution. » Rien n'est plus indépendant du pouvoir » suprême, dit très-bien Jean-Jacques Rousseau, que » le jugement du public, & l'on doit bien se garder » de mêler, parmi ses décisions, des décisions arbitraires. Pour déraciner le duel, il ne falloit donc » pas commencer par condamner à mort tous les » duellistes indistinctement ; ce qui étoit mettre » d'emblée une opposition choquante entre l'honneur » & la Loi. Car la Loi même ne peut obliger personne à se déshonorer. Si tout le peuple a jugé » qu'un homme est poltron ; le Roi, malgré toute » sa puissance aura beau le déclarer brave, personne » n'en croira rien ; & cet homme passant alors pour » un poltron, qui veut être honoré par force, n'en » sera que plus méprisé (1). »

Si la fureur pour les duels s'est ralentie, ce n'est pas à la sévérité de nos Loix contre les coupables de ce délit, mais bien à l'extrême dépravation de nos mœurs, qu'il faut en attribuer la cause.

On sera peut-être étonné, que j'attribue un pareil effet à la corruption des mœurs. Mais l'étonnement cessera en faisant attention, que si les duels sont devenus plus rares, ce n'est pas que l'opinion publique ait changé à cet égard ; mais c'est qu'on en est venu au point de mépriser cette opinion publique ; marque la plus certaine de la dépravation des mœurs.

Que falloit-il donc faire pour anéantir le duel ? Il falloit rectifier l'opinion publique. Le Philosophe que nous venons de citer, indique pour cela un moyen,

(1) Lettr. à M. d'Alemb. sur les spectacl.

qui prouve qu'il connoissoit bien les ressorts avec lesquels on doit gouverner les hommes.

T I T R E X.

Des délits qui attaquent les citoyens dans la propriété de leurs biens.

EN parlant ci-dessus de l'origine de la propriété, nous avons montré qu'elle ne déritoit point des Loix naturelles, en tout ce qui excédoit les besoins du propriétaire; & que le surplus de la propriété ne prenoit sa source que dans les Loix civiles.

Il suit delà que celui qui vole à quelqu'un une chose, qui ne lui est pas absolument nécessaire pour sa subsistance, ne viole qu'une Loi civile, & ne peut par conséquent être puni que par des peines qui dérivent des Loix civiles. Delà encore on voit la raison pour laquelle dans les Gouvernemens anciens, tels que celui d'Égypte, où les notions naturelles n'étoient point encore obscurcies par des préjugés, les voleurs étoient traités avec tant d'indulgence; comment le vol a pu être encouragé par les Loix à Lacédémone; pourquoi enfin il ne fut jamais puni chez les Romains que d'une peine pécuniaire, tant que les principes de la justice & de la raison n'y furent point altérés par le despotisme.

Sous les Empereurs où la corruption des mœurs, cause ou effet ordinaire de la tyrannie, multiplia extrêmement les vols, on crut devoir les réprimer par des supplices atroces. Il s'introduisit une Jurisprudence très-sévère contre les voleurs. On avoit l'injuste précaution

précaution de leur couper les mains ; & quelquefois on les faisoit périr par un supplice , qui différoit peu de la roue moderne. Justinien qui , parmi beaucoup de Loix absurdes , en a fait quelquefois de très-sages , défendit de punir le vol simple d'une peine capitale & même par la mutilation (1).

Les Peuples du Nord qui éleverent tant d'empire en Europe sur les débris de celui de Rome , ne punirent les voleurs , comme tous les autres criminels , que par des amendes pécuniaires. Ce ne fut que lors de la renaissance du Droit Romain , que ses obscurs Commentateurs introduisirent encore la peine de mort contre le vol. Ces hommes qui n'avoient des idées justes sur rien , dont l'esprit étoit farci des préjugés les plus absurdes & les plus révoltans , & qui avec cela avoient la manie de vouloir interpréter des Loix , que souvent ils n'entendoient pas , s'imaginoient qu'une Loi du Digeste , qui prononce la peine de mort contre le *Latrocinium* , c'est-à-dire , contre les excès commis sur le grand chemin , devoit s'entendre du vol simple (2). Les Législateurs trompés par ces misérables interpretes adopterent ces décisions insensées , qui ont fait périr plus de monde , que les épidémies les plus cruelles. L'Empereur Frédéric II , fit une Loi portant que celui qui voleroit la valeur de cinq sols seroit pendu. Ceux qui voloient moins de cinq sols ne devoient être qu'écorchés (3).

Nous croyons que dans la matière du vol , il faut bien distinguer le vol simple d'avec le vol qualifié , c'est-à-dire , celui qui est accompagné de quelque

(1) *Novell.* 134. *cap. ult.*

(2) *Leg.* 28. *ff. de Pon.*

(3) *Ferd. Lib.* II. *tit.* 27.

§. 9.

circonstance aggravante , comme effraction ou toute autre espèce de violence , &c. Dans ce dernier cas , outre le vol on a encore la violence à punir.

§. I.

Du vol simple.

LA peine la plus naturelle & en même-temps la plus juste du vol simple , est la peine pécuniaire double , triple , ou quadruple , suivant l'importance ou les circonstances du vol. On ne doit substituer à la peine pécuniaire une peine afflictive , qu'autant que le coupable se trouve dans l'impuissance de satisfaire à la première , ainsi que nous l'avons observé plus haut.

Avant de prononcer la peine , quelle qu'elle soit ; il faut bien peser les circonstances , considérer quel motif a fait agir le coupable ; si c'est la corruption des mœurs , l'oïveté ou bien la nécessité. Dans ce dernier cas on ne voit pas quelle peine , si légère qu'elle fut , on pourroit infliger à l'accusé.

Dans les deux autres , il faudroit l'enfermer dans une maison de correction ; où on tâcheroit , pendant quelques années , de l'accoutumer au travail. L'habitude de l'oïveté qu'il y perdrait , pourroit le préserver d'une récidive ; qui seule peut autoriser les Loix civiles , à condamner un voleur à l'esclavage perpétuel ou à temps. Le transport dans les Colonies ou dans des lieux en friche , susceptibles d'être cultivés , seroit une peine bien applicable au délit dont nous parlons.

C'est une mauvaise distinction que celle que fait cette fameuse Loi d'Allemagne , appelée la Caro-

line , qui mesure la gravité des vols par l'importance des sommes qui ont été volées , & qui proportionne les peines d'après cette mesure fautive. Pour l'ordinaire un voleur n'emporte une somme légère , que quand il ne peut pas s'en procurer une grande. Ce n'est donc point à l'importance de la somme volée , qu'on doit avoir égard dans la distribution des peines , mais à la corruption & à l'incorrigibilité du coupable , dont on ne peut guere bien juger qu'après des récidives.

Les Romains ne regardoient pas le vol comme un crime public. Il n'y avoit que celui qui avoit été volé , qui eut droit de poursuivre le coupable. Nous nous sommes très-mal-à-propos écarté de cet usage ; & ce n'est que par un renversement de tous les principes , que nous avons permis à la partie publique de poursuivre d'office un délit , qui ne touche point au bien général de la société , & qui ne peut intéresser que les particuliers.

Il faudroit donc en revenir aux principes du Droit Romain à cet égard ; permettre aux parties de transiger sur le vol ; en diminuer la peine lorsque le voleur restitueroit la chose volée dans un délai fixé par la Loi. Les Loix ne peuvent trop ouvrir la porte au repentir.

§. I I.

Des vols qualifiés.

ON appelle vols qualifiés , comme nous l'avons déjà dit , tous ceux qui sont accompagnés de quelque circonstance aggravante ; comme l'effraction , la violence sur le grand chemin , &c. L'esclavage per-

pétuel doit être la peine de ces crimes. L'intérêt de la société exige qu'on ne leur inflige point la peine de mort (1). Ce n'est que dans les occasions où les violences devenant trop fréquentes, il seroit nécessaire, pour les arrêter, de punir de mort quelques-uns de ces brigands, qu'on pourroit avoir recours à cette peine. Mais, ce moment de crise passé, il faudroit en revenir à des principes plus doux & plus modérés.

Il y avoit des vols qualifiés chez les Romains, pour lesquels les Loix accordoient une action particulière ; tels étoient le vol des choses mobilières avec violence qu'on appelloit *rapine* ; l'enlèvement d'un troupeau entier appelé *abigat*, &c. la peine étoit toujours pécuniaire.

Le lieu où le vol est fait ne change rien à la nature du crime. Car, ou le vol est pur & simple, ou il est accompagné de quelque profanation, ou d'un manque de respect pour le lieu où il a été fait. Dans le premier cas, le vol simple ne mérite que la peine attachée à ce crime ; dans le second, la profanation

(1) Si l'on veut une preuve du bon sens qui a présidé à la rédaction de plusieurs des Loix criminelles de la France, on en trouve une bien frappante dans celles qui ont été faites contre les voleurs de grand chemin. François I introduisit contre eux la peine de la roue. Henri II, son fils voulant établir une peine sévère contre les meurtriers de guet-à-pens,

n'en trouva pas d'autre que celle de la roue. En sorte que sous François I on rouoit celui qui avoit arrêté sur le grand chemin, tandis qu'on se contentoit de pendre l'assassin ; & que depuis Henri II jusqu'à présent on a toujours puni du même supplice deux crimes entre lesquels il y a cependant une distance énorme.

ou le manque de respect est un crime distinct du vol, qui doit être puni par une peine qui y soit proportionnée (1).

§. I I I.

Du vol domestique.

LA Caroline, cette Loi Allemande dont nous avons parlé dans le paragraphe précédent, nous offre une singulière contradiction, avec les Loix Françaises, au sujet du vol domestique. Elle veut qu'on punisse moins sévèrement les voleurs de cette espèce, que les autres (2); tandis qu'en France on les traite avec une barbarie, que la familiarité même avec des Loix atroces, n'a pu rendre encore tolérable.

» Chez les Romains, dit l'Abbé Dubos, un
 » homme passoit pour barbare, s'il faisoit marquer
 » d'un fer chaud son esclave qui avoit volé le linge
 » de table, crime pour lequel les Loix condamnent
 » à la mort dans la plupart des pays Chrétiens (3). »

(1) La Déclaration du 15 Janvier 1677, qui prononce la peine de mort pour les vols commis dans les maisons Royales, ne convient ni à l'humanité, ni à la Justice du Prince qui en est l'auteur.

(2) *Art. 165.*

(3) *Réflex sur la Poës. & sur la Peint. Part. 1. sect. 2.* Voyez encore *Leg. 11. §. 1. ff. de Pæn.* C'est la Déclaration de 1724 qui a introduit en France la peine de mort pour le vol domestique. On

prétend que Saint Louis l'avoit déjà établie. Ce n'est point en cela qu'il méritoit d'être imité. Cette Loi fut reçue sans aucune réclamation. Comment ne l'auroit-elle pas été, puisque la plupart des Parlemens de France pronçoient la peine de mort contre le vol simple, bien qu'aucune Loi Française ne l'ordonnât. C'est ce qu'on voit dans le recueil des Lettres du Chancelier d'Aguesseau. On apprend dans ce

On reconnoit bien dans ces Loix sanguinaires la barbare cupidité des riches , qui regardent comme des êtres méprisables tout ce qui n'est pas eux ; & qui s'indignent lorsque l'on ose toucher à ces trésors accumulés , souvent par des forfaits plus odieux mille fois , que le délit du voleur qui les leur enleveroit en entier.

On a beau dire , pour excuser cet étrange parallèle que l'on fait entre la vie d'un homme & la privation d'une somme légère , que la sûreté des maîtres exige cette sévérité. Mais leur prudence , leur vigilance seront plus capables de prévenir les délits de cette espèce , que cette Loi barbare , qui a l'inconvénient des Loix sévères , de se détruire par son atrocité même. Si un maître qui a été volé conserve quelque sentiment d'humanité , il se garde bien de dénoncer le coupable à la Justice. L'exécution publique qui accompagne toujours ces maîtres barbares , & qui est une preuve certaine que la Loi est mauvaise , l'en puniroit bientôt. Cette Loi n'est vraiment que pour ces ames viles , qui s'élevant au-dessus de l'opinion publique , fermant leur cœur à tous les sentimens de la justice & de l'humanité , ne suivent que les mouvemens d'une cupidité aussi sordide qu'inhumaine. Des gens de cette espèce valaient-ils donc la peine qu'on violât pour eux les droits les plus respectables ?

même recueil *Tom. IX. Lett.* 99. que la Tournelle d'un Parlement vouloit condamner à mort des Payfans, pour avoir coupé les arbres de l'avenue de leur Seigneur. C'étoit sans

doute quelques malheureux que l'oppression avoit porté à cette vengeance. Tout cela prouve combien il est nécessaire que les peines soient fixées par les Loix.

§. I V.

De la banqueroute.

LA banqueroute est une espèce de vol, toujours important dans son objet & dans ses conséquences. Cependant il s'en faut de beaucoup, qu'on le punisse avec autant de sévérité que les autres vols d'une moindre importance, & qui n'annoncent dans leur auteur ni autant de méchanceté, ni autant de corruption. Nouvelle inconséquence des Loix criminelles modernes (1).

Quand j'appelle la banqueroute un vol, j'entends parler de la banqueroute frauduleuse; car pour celle qui arrive sans dol ni faute de la part de celui qui l'a fait, elle ne mérite pas plus d'être punie, que tout autre événement produit par des causes auxquelles il étoit impossible de résister. Le Marquis Beccaria a donc bien raison de ne vouloir pas qu'on les confonde l'une avec l'autre, & de vouloir même qu'on mette quelque différence entre la banqueroute, causée par la faute légère, & celle qui est la suite d'une faute grave.

(1) On a tort de croire que la Loi de Lacédémone, qui permettoit le vol, soit abolie parmi nous. Il n'y a en France, comme dans cette République, que les voleurs mal adroits, qui soient punis. Au reste si la banqueroute frauduleuse y est impunie, ce n'est pas la faute des Loix, qui prononcent

contre elle la peine de mort. Mais ces Loix ne sont point exécutées, tandis qu'on exécute, dans toute leur étendue, celles contre le simple vol. Mais dans le premier cas ce sont le plus souvent les riches qui volent le pauvre, tandis que dans le second ce sont les pauvres qui ont l'audace de voler les riches.

Le banqueroutier non frauduleux , n'étant coupable d'aucun délit , ne peut être soumis à aucune peine. Un abandon général de tous ses biens , est tout ce qu'on peut exiger de lui à la rigueur ; & l'on ne peut attenter à sa liberté sans déranger cette exacte proportion , qui doit regner entre la peine & le délit. Quand un homme entre dans le commerce , c'est son bien & non sa liberté qu'il prétend hasarder dans cette espèce de jeu. Une fois qu'il en est dépouillé , il est quitte envers tout le monde. Personne n'a aucun droit sur sa liberté ni sur sa vie , parce que ce sont deux espèces de bien , dont la société peut disposer , si elle le juge à propos pour sa sûreté , mais qu'on ne peut engager envers aucun particulier.

Les peines qui portent sur la liberté doivent être réservées pour les banqueroutiers frauduleux ; non pour indemniser les particuliers des pertes qu'ils ont souffertes ; (car qu'on mette mon débiteur en prison ou qu'on le fasse pendre , cela ne me fera pas rentrer l'argent qu'il m'a volé) mais pour punir la violation de la foi publique. Peut-être même dans un État bien organisé n'auroit-on pas besoin de recourir à ces peines extrêmes ; l'infamie pourroit y suffire pour contenir les banqueroutiers frauduleux. Nos peres les obligeoient , en les privant de tout commerce avec les autres citoyens , de porter un bonnet vert. C'auroit été une Loi très-sage , si elle n'eut affecté également les banqueroutiers frauduleux & ceux qui ne l'étoient pas. On peut voir encore les excellentes réflexions de l'Auteur du Traité des délits & des peines sur cette matière.



T I T R E X I.

Des délits contre la Police.

» **D**ANS l'exercice de la Police , dit M. de Montesquieu , c'est plutôt le Magistrat qui punit
 » que la Loi ; dans les jugemens des crimes c'est
 » plutôt la Loi qui punit que le Magistrat. Les ma-
 » tières de Police sont des choses de chaque instant ,
 » & où il ne s'agit ordinairement que de peu ; il ne
 » faut donc guere de formalités. Les actions de la
 » Police sont promptes , & elles s'exercent sur les
 » choses qui reviennent tous les jours. Les grandes
 » punitions n'y sont donc pas propres. Elle s'occupe
 » perpétuellement de détails : les grands exemples
 » ne sont donc pas faits pour elle. Elle a plutôt des
 » Réglemens que des Loix. Les gens qui relevent
 » d'elle sont sans cesse sous les yeux du Magistrat ;
 » c'est donc la faute du Magistrat , s'ils tombent dans
 » des excès. Ainsi il ne faut pas confondre les gran-
 » des violations des Loix , avec la violation de la
 » simple Police (1). »

Quelque bien fait que soit ce portrait de la Police ; quelque exacts que soient les principes posés par M. de Montesquieu sur cette matière , il fut convenir cependant qu'il n'a pas assez bien distingué la grande de la petite Police , deux choses absolument distinctes , soit dans leur objet , soit dans les principes , qui les dirigent.

(1) *Esp. des Loix.* Liv. XXVI. ch. 24.

§. I.

De la grande Police.

LA grande Police comprend tout ce qui concerne l'approvisionnement de l'État, comme le commerce des grains & de toutes les autres choses absolument nécessaires à la vie, la levée des Impôts, l'administration des Finances, le commerce intérieur & avec l'étranger. Elle s'étend encore sur toutes les actions, qui sans être des délits en elles-mêmes peuvent en occasionner, comme le port des armes, les assemblées nombreuses sans la permission du Prince, le jeu, le luxe, &c.

Les règles prescrites sur tous ces objets sont plutôt des Réglemens que des Loix ; & il y a cette différence entre les violations de ces Réglemens & les violations des Loix, que celles-ci tendent directement à la destruction de la société, tandis que les autres n'y tendent qu'indirectement.

Les peines correctionnelles, telles que les amendes, la prison, &c. sont donc suffisantes pour réprimer ces violations. Il est cependant des cas où les infractions par leur multiplicité ou par les circonstances deviennent si dangereuses, qu'il est nécessaire de les arrêter tout à coup en augmentant la sévérité des peines. Mais cette sévérité doit cesser avec la cause qui y a donné lieu.

Quelques-uns des délits contre la Police, tels que ceux qui sont la suite du jeu, du luxe, ou qui se commettent dans le commerce de première nécessité, ou dans la perception des impôts, pourroient faire chacun la matière d'un traité particulier. Contentons-

nous d'observer ; que leur multiplication annonce toujours un vice dans le Gouvernement ; & que ce n'est qu'en le rectifiant qu'on peut se flatter de les faire cesser. C'est ce qui résultera de ce que nous allons dire du plus important & du plus connu des délits de cette espèce , je veux parler de la contrebande.

§. I I.

De la contrebande.

LA contrebande , dit le Marquis Beccaria , est un vrai délit contre le Souverain & contre la nation. Mais il suppose sans doute que l'impôt est le plus léger possible , que permettent les besoins de l'État , combiné avec la perception la moins onéreuse possible. Tout ce qui excède ces besoins réels n'est plus qu'un attentat à la propriété des citoyens , qu'un vol qui leur est fait pour enrichir de leurs dépouilles quelques sang-sues puissantes ou protégées. Quand on viole les droits les plus sacrés des citoyens ; faut-il être étonné qu'ils fassent de leur côté tous leurs efforts , pour éluder des Réglemens tyranniques , dont on a voulu étayer ces voies de fait ?

La plus grande peine de la contrebande doit être les amendes , les confiscations , & au pis aller le travail du coupable appliqué au fisc qu'il a voulu frauder. Mais la prison du contrebandier ou l'esclavage auquel on le condamnera , ne doivent pas être les mêmes que pour l'assassin ou le voleur. C'est en effet renverser tous les principes , que de ne mettre nulle distinction entre des coupables d'une espèce si différente :

Comment est-il possible de se persuader, qu'il y a

des hommes capables de demander , de tolérer même qu'on punisse de mort ou d'une privation entière de leur liberté , des malheureux auxquels on ne peut reprocher autre chose , que de leur enlever une bien foible portion de ces profits immenses , qu'ils font tous les jours aux dépens du public (1) ? Si on les dépouilloit un moment de cette force , qui fait tous leurs droits , quelle peine faudroit-il leur infliger à eux , qui ne se présentent jamais dans la cabane du pauvre , que pour y porter l'allarme & le désespoir , & souvent pour lui ravir le dernier morceau de pain qu'il avoit conservé , pour soutenir sa vie ou celle de ses malheureux enfans.

Rien ne prouve mieux la constance des Loix de la nature dans le moral comme dans le physique , que cette horreur , que toutes les nations non encore entièrement dépravées , se sont accordées d'avoir pour les Traitans (2). Aussi , comme l'a très-bien dit avant nous M. de Montesquieu , la marque la plus certaine de la dépravation d'un État est lorsque les Traitans parviennent à y jouir de la considération publique.

(1) Pourroit-on croire encore, si l'on n'en étoit témoin, qu'il y a des hommes assez vils , pour sacrifier légalement leurs concitoyens à l'avidité des Traitans ? La nation , depuis long-temps , demande la suppression de ces Commissions , soudoyées par la finance , & qui osent cependant rester Juges entr'elles & les malheureux que sa

cupidité poursuit. Il faut espérer de la modération & de l'humanité de l'administration actuelle ; qu'enfin ses vœux seront exaucés.

(2) C'est principalement sur le peuple que s'exercent les vexations des Financiers. On feroit des volumes de toutes les ruses , des détours qu'emploie cette innombrable milice de Commis , gagée

§. I I I.

Des délits contre la discipline des différens corps.

ON peut ranger dans la classe des délits contre la Police , la violation de la discipline des différentes Communautés , qui sont dans un État. Mais il faut que ces Communautés aient des Réglemens connus , autorisés par la puissance publique, & qui viennent s'unir & ne faire qu'un corps avec les Loix générales de l'État. La violation de ces Réglemens ne peut être punie, que par la privation à temps ou pour toujours des avantages qu'on trouve dans ces différentes Communautés.

§. I V.

Des délits militaires.

CHEZ les anciens peuples où les armées n'étoient composées que de soldats citoyens , on n'avoit besoin que de l'honneur qui , bien entendu , n'est autre chose que l'amour de la vertu & de la patrie , pour les contenir & les diriger. Chez nous, où elles sont différemment composées , on avoit cru pendant longtemps, qu'on ne pouvoit les mener que par la crainte.

Un Ministre François avoit pensé qu'il seroit possible de rendre la profession du soldat plus honora-

par les Traitans , pour supposer des contraventions de la part des gens de la campagne, & pour leur faire payer des amendes. Ces pirateries sont toujours impunies, soit à cau-

se du haut prix où se rend la justice en France, soit à cause que certaines Loix veulent que les procès verbaux, dressés par les Gardes, fassent pleine & entière foi.

ble , en lui accordant des distinctions qui lui fissent aimer le service ; & qu'en sachant diriger les sentimens d'honneur , qu'on retrouve dans tous les cœurs , lorsque le mépris ne va pas les y éteindre , on parviendrait à lui faire regarder la désertion comme une lâcheté indigne de lui. Ce Ministre n'avoit pas , comme on voit , des idées vulgaires. Elles furent long-temps oubliées , parce qu'il étoit plus court & plus aisé de faire assassiner les soldats , que de les conduire par les sentimens.

Le regne qui annonce à la France un avenir si heureux a commencé par la suppression de la peine de mort envers les déserteurs. La Loi qui a été faite à ce sujet , a tous les caractères d'une bonne Loi. Elle ouvre la porte au repentir , en donnant le temps au déserteur de réfléchir sur les suites d'un délit , dans lequel l'inconstance , la légèreté , souvent même la débauche , peuvent l'avoir entraîné. Il reste sans doute bien des choses à faire encore , pour perfectionner cette Loi. C'est toujours cependant un grand pas qu'on a fait vers le bien.

Cet amour inné que l'homme a pour la liberté , excuse facilement celui qui fait tous les efforts pour la recouvrer. Une pareille action , qui ne sera jamais un vrai délit aux yeux du public , ne pouvoit être punie par la mort , sans l'injustice la plus révoltante. En supprimant une des plus grandes disproportions entre la peine & le délit qui existât , dans la justice criminelle , & en condamnant les déserteurs aux travaux publics , on les rend utiles à l'État ; & comme ceux qui ont osé s'exposer à la servitude pour recouvrer leur liberté , ne sont jamais des lâches ou des poltrons , l'État les conserve pour une occasion pres-

fare ou pour un coup de main , au prix duquel on peut leur faire racheter leur liberté.

§. V.

De la petite Police.

LA petite Police prend connoissance des ventes journalières , qui se font des choses nécessaires à la vie, de la sûreté & de la propreté des villes, de leur approvisionnement, &c. C'est un établissement très-sage que celui des Magistrats destinés particulièrement à veiller sur cette partie.

Leur vigilance & leur activité seront plus efficaces, pour prévenir les délits dont la petite Police est susceptible , que les Réglemens les plus sévères. Les amendes, les confiscations sont les seules peines qu'ils doivent prononcer. Au lieu de clouer les fausses balaces ou les fausses mesures dans les places publiques , comme on le pratique dans beaucoup de pays, il seroit plus à propos de les clouer à la porte du coupable, & de les y laisser plus ou moins de temps, suivant la gravité de la contravention. Un tel marchand tomberoit nécessairement en discrédit, & l'activité seroit punie par le côté le plus sensible pour elle.

§. VI.

De quelques autres espèces de délits. Conclusion de cette Partie.

NOUS venons de parcourir les principales espèces de délits, ceux sur-tout qui sont comme la tige de toutes les autres. Parmi ceux que nous pouvons avoir

omis , il n'y en a aucun qui ne rentre dans quelque une des clases que nous avons établies. Tel est , par exemple , le crime de faux , qui tient presque de toutes les autres espèces de délits.

En effet , le faux est un vol , si l'on suppose un Testament ou un Acte authentique par lequel on s'attribue une succession , une propriété , un droit quelconque. C'est un assassinat , si l'on porte contre quelqu'un un faux témoignage , qui puisse le mener à la mort ou à une peine afflictive. Enfin c'est toujours une violation de l'ordre public , dont la bonne foi & la sûreté des Contrats font un des plus solides fondemens.

La première attention du Législateur doit être de prendre garde de ne pas favoriser ce crime par ses institutions , de le prévenir par des Réglemens sages. Par exemple , le faux témoignage , comme nous le verrons dans la seconde Partie , est moins commun dans les pays , où les témoins sont ouïs publiquement , & en présence de l'accusé , que dans ceux où ils le sont en secret. Dans le premier cas ils trouvent moins de facilité à déguiser la vérité.

Ce crime sera encore commun dans les Gouvernemens où regneront la perfidie & la dissimulation. Comment des hommes faux dans toutes leurs actions , pourront-ils ne pas l'être dans les témoignages qu'ils porteront en secret ?

Le faux est toujours plus punissable dans un dépositaire public que dans un particulier. L'infamie , le bannissement , sont des peines suffisantes pour ce dernier ; mais il faut pour l'autre des peines plus sévères.

Nous n'avons point parlé encore de certains délits , qui ne doivent l'être qu'à l'ignorance & à la superstition ,

superstition , tels que le sortilège , la magie , &c. Tout cet Ouvrage n'a pour but que de prouver , qu'il n'y aura jamais de Loix sages chez un peuple affermi par les préjugés ou par l'erreur. Voulez-vous détruire ces délits , faites-en disparaître la cause ?

Après avoir fixé les principes d'après lesquels on doit décider de la nature des délits & de celle des peines qu'on peut leur infliger , il faut voir de quelle manière on constate l'existence du délit aux yeux de la Justice. Cette partie est une des plus importantes , des plus difficiles , & malgré cela jusques à présent des plus maltraitées de la Justice criminelle.

S E C O N D E P A R T I E .

DE LA PREUVE, DE LA NATURE, ET DE LA FORCE DES PRÉSUMPTIONS.

LA preuve d'un fait est ce qui conduit à sa certitude.

La certitude , suivant M. d'Alembert , est proprement une qualité du jugement , qui emporte l'adhésion forte & invincible de notre esprit à la proposition que nous affirmons (1).

L'objet de la preuve en matière criminelle est tout à la fois de constater l'existence d'un fait & d'en connoître l'auteur.

Un fait est toujours vrai ou faux en lui-même. Les doutes qui peuvent se former sur son existence , ne

(1) *Disc. Prélimin. de l'Encyclop. & art. certitude.*

font que dans l'esprit de celui qui veut s'en assurer. Il n'y a que deux moyens pour faire disparoître ces doutes ; savoir , notre propre témoignage , ou le témoignage d'autrui , tel que la déposition de plusieurs personnes , ou bien les traces qu'un fait a laissées après lui.

La première voie est sans contredit la plus courte & la plus sûre pour parvenir à la certitude. Tout homme qui jouit de ses cinq sens, qui a été à même d'appercevoir la cause , les progrès , en un mot tout le développement d'un fait , est moralement sûr de ne point se tromper dans le jugement qu'il en porte.

La seconde manière d'acquérir la certitude , c'est-à-dire , par des témoignages étrangers est beaucoup plus fautive & sujette à erreur ; parce qu'il faut alors non-seulement s'assurer de la certitude du fait , mais encore de celle de la preuve. Cette seconde voie est cependant la seule qui soit en usage en matière criminelle. Il arrive bien rarement que le délit soit commis sous les yeux de ceux , qui doivent juger le coupable.

Pour parvenir donc à la certitude par ce moyen , il faut que la multiplicité des présomptions , leur accord , supplée à la foiblesse de la preuve. C'est en effet leur union , leur corrélation , qui fait toute leur force ; en sorte que les mêmes présomptions qui , réunies , obligent l'esprit à donner son assentiment , considérées séparément , ne font plus sur lui qu'une impression légère.

Ainsi , par exemple , deux témoins disent avoir vu commettre un assassinat à Titius. Ils l'affirment avec serment. Voilà sans doute une présomption bien grave. Cependant comme je ne fais point si ces témoins

se trompent ou veulent me tromper , mon esprit demeure encore en suspens. Je recherche alors dans la conduite de Titius , dans les circonstances du fait lui-même , s'il n'y auroit rien qui contredit la déposition des témoins. Si je trouve que tout s'accorde avec elle , la probabilité croît de beaucoup & s'approche de la certitude. Si ensuite Titius , accusé de l'assassinat , avoue le crime , ou ce qui revient à peu près au même , varie & se contredit dans ses défenses , la preuve est poussée alors au plus haut degré de probabilité où elle puisse arriver ; & l'esprit le plus obstiné est forcé de convenir que Titius est coupable du crime , dont on l'accuse.

Mais routes ces présomptions se réunissent rarement ensemble. Le plus souvent un accusé fera chargé par les témoins , & les indices ne diront rien contre lui ; ou il sera chargé par les indices , & il n'y aura aucun témoin. Rarement avoue-t-il le fait : & les contradictions qu'il peut y avoir dans ses défenses , viennent autant de sa timidité que de la conscience du crime. C'est alors dans un balancement scrupuleux des indices & des présomptions , qui peuvent résulter des circonstances du délit , que le Juge doit chercher la conviction ou l'innocence de l'accusé.

Mais quand est-ce que par le moyen de ces indices ou de ces présomptions , il peut se flatter d'être arrivé à la certitude qu'il cherche ? C'est ce qu'il n'a pas encore été donné à la prudence humaine de définir. La certitude étant une adhésion forcée de l'entendement à la proposition que l'on affirme , on n'est censé y être arrivé , que lorsque l'on en est au point où tout homme jouissant de sa raison , & qui a donné à l'examen d'un fait tout le temps & toute l'atten-

tion nécessaire , est forcé de convenir de la fausseté ou de la vérité de son existence. Mais on ne sauroit déterminer ni l'espèce , ni le nombre des présomptions , capables d'opérer cette conviction. Les circonstances d'un fait variant à l'infini , soit pour leur quantité , soit pour leur importance , les conséquences qu'on en tire doivent éprouver la même variation ; & tel indice sera d'un grand poids dans des circonstances données , qui ne sera d'aucune considération dans des circonstances différentes.

Aussi les Anciens qui établissoient les règles d'après la nature de l'homme , & non d'après des préjugés adoptés sans examen , n'ont-ils prescrit nulle part des Loix invariables sur la nature des preuves & la force des présomptions. Toutes les Loix Romaines se réunissent à dire , que les questions de fait doivent être remises à l'arbitrage des Juges (1). Les Modernes , qui ont été plus hardis , ont montré par leurs écarts le danger qu'il y a à vouloir assujettir à des règles fixes , des choses auxquelles la nature n'a pas jugé à propos d'en prescrire de semblables. On ne sauroit dire les maux qu'ils ont causé , & qu'ils font encore chez les nations assez stupides , pour aller chercher dans les livres , ce qu'on ne peut trouver que dans l'étude du cœur humain.

Le travail du Législateur , dans cette partie , doit

(1) *Leg. I. §. 4. ff. ad f. c. turpil. Leg. III. ff. de testib.* L'interprète des Loix Romaines , qui les a mieux connues , dit qu'on ne trouve rien dans tout le Corps du Droit sur la nature & la for-

ce des preuves ; & que c'est là l'ouvrage des Rhéteurs plutôt que des Jurisconsultes. C'est assez montrer le cas qu'il faisoit des règles sur cette matière *Cujac. recitation. ff. de probat.*

donc se borner à faire en sorte que la rectitude du jugement humain ne s'altère pas par de faux principes, à perfectionner, par une bonne éducation, l'ouvrage de la nature & à empêcher, par de sages Réglemens, que les Juges n'abusent de la liberté que l'imperfection des Loix humaines oblige de leur laisser, pour l'appréciation des preuves. Ainsi, dans tout ce que nous allons dire sur les diverses espèces de preuves, qui sont en usage dans les matières criminelles, nous avons moins pour but d'établir des règles nouvelles, que de mettre en garde contre celles qu'on a suivies jusques à présent.

Le premier objet de la preuve étant de constater le délit ; pour parvenir ensuite plus aisément à la connoissance de son auteur ; c'est par cette partie que nous commencerons nos réflexions.

§. I.

Du corps de délit.

DÈS qu'on ne constate le corps de délit que pour en connoître plus facilement l'auteur, il suit que dans le procès verbal qu'on dresse pour cela, il faut faire mention autant qu'il est possible de toutes les circonstances du délit ; faire les perquisitions les plus exactes sur ce qui s'est passé avant, dans le temps & après que le délit a été commis ; sur la nature & le genre des blessures, s'il s'agit d'un homicide ; interroger sur le champ toutes les personnes, qui peuvent en avoir la moindre connoissance.

Mais en même temps qu'on prend toutes les précautions possibles pour découvrir l'auteur du délit, l'équité exige qu'on laisse à celui qui est accusé de

l'être , la liberté de se défendre. Ainsi si l'accusé est déjà arrêté ou connu lorsqu'on dresse le procès verbal du corps de délit ; il faut qu'il y soit présent , qu'il puisse faire des réquisitions, auxquelles on aura égard, si elles sont justes ; & dont on fera mention dans tous les cas.

Si l'on a chargé des Médecins ou des Chirurgiens de dresser un rapport ; il faut d'abord qu'ils donnent, dans le plus grand détail, les motifs de leur décision ; ensuite que leur rapport soit communiqué à l'accusé, afin qu'il puisse y répondre ou y faire répondre par des gens de l'art. Il n'y a pas d'autre moyen de s'assurer avec impartialité de la vérité & de l'exactitude des faits.

Une triste expérience a prouvé qu'en rendant toutes ces pièces secrètes, les erreurs qui s'y trouvoient étoient presque toujours funestes à l'accusé. Car le Juge étant obligé de prendre, pour base de la preuve, les faits constatés par le procès verbal du corps de délit, ne peut, en partant d'un principe faux, qu'arriver à une conséquence fausse.

Qu'on parcoure les Histoires lamentables des assassinats judiciaires, on verra que la cause de presque tous ne vient que des inexactitudes & des erreurs, qui s'étoient glissées, des omissions qu'on avoit faites dans le procès verbal du corps de délit ; ou dans les rapports des Médecins & Chirurgiens (1).

Le corps de délit n'étant au fond autre chose que

(1) Telles sont les affaires de l'Anglade, de le Brun, de Calas, de Montbailly, &c. Voyez encore dans les Nouvelles Causes Célèbres Tom.

V. pag. 449. & suiv. des méprises de plusieurs Parlemens bien affreuses sur le même sujet.

le délit lui-même, il s'en suit qu'il n'est pas toujours nécessaire, que ce corps de délit soit mis sous les yeux de la justice, pour l'autoriser à prononcer la condamnation, ou du moins à faire l'instruction. Ainsi, lorsqu'il est question d'un assassinat; il n'est pas absolument nécessaire, que le cadavre du mort soit représenté. Ce seroit ouvrir une large porte à l'impunité, si tous les scélérats qui auroient été assez heureux, pour dérober à la connoissance de la Justice la victime de leur barbarie, étoient; par cette précaution, à couvert de la vengeance des Loix.

Les Loix Romaines en exigeant qu'avant tout le corps du crime soit assuré, ne demandent point la représentation du cadavre du mort, mais seulement qu'il soit constant qu'un homme a été tué (1).

Mais dans les cas où le corps de délit n'est pas représenté, comme dans ceux qui ne laissent pas de traces après eux; l'attention & les scrupules des Juges doivent s'accroître. Car il s'agit alors tout à la fois, de savoir si le crime a été commis, & d'en connoître l'auteur. On doit nécessairement commencer par s'assurer de quelque fait qui constate le délit, & en partant ensuite de ce fait comme d'un point fixe, tâcher d'arriver à l'auteur du délit. La plus légère omission est alors inexcusable. Il faut saisir les plus petites circonstances, ne rien négliger enfin de ce qui peut mener à la connoissance de la vérité.

(1) *Liquere debet hominem esse interemptum. Leg. I. §. item illud. ff. ad f. c. Sillam.*



§. I I.

De la preuve testimoniale.

LA preuve la plus forte que nous puissions avoir de la vérité ou de la fausseté d'un fait, est sans contredit celle qui vient du témoignage de plusieurs hommes sinceres & impartiaux. Mais l'incertitude où nous sommes presque toujours sur cette sincérité & sur cette impartialité, se communique nécessairement à la preuve testimoniale.

Lorsqu'un fait nous est attesté par un si grand nombre d'hommes, que nous jugeons qu'il est impossible que tant de gens aient été trompés ou se soient accordés pour nous tromper, que leur témoignage est d'ailleurs constant & uniforme, nous ne saurions raisonnablement le récuser. Mais cet accord d'un grand nombre de témoins à attester la vérité d'un fait, qui se rencontre toujours dans les évènements publics, manque pour l'ordinaire dans ceux qui sont l'objet des recherches de la Justice criminelle. On est réduit le plus souvent à un petit nombre de témoins; il n'est par conséquent plus impossible qu'ils se soient trompés ou qu'ils aient pu s'accorder pour nous tromper. Il faut alors, pour s'assurer de la vérité, se jeter nécessairement dans l'examen de chacun en particulier.

Toute preuve testimoniale peut être examinée sous deux points de vue différens; d'abord par sa surface extérieure, c'est-à-dire, par le nombre & la qualité des témoins; ensuite par sa substance intérieure, c'est-à-dire, par la fermeté & l'uniformité des témoignages.

L'Auteur du traité des délits & des peines se plaint de ce qu'on a exclu bien des gens de porter témoignage sous des prétextes frivoles. Il voudroit qu'on y admit tous ceux qui n'ont aucun intérêt à mentir.

Mais la règle qu'il propose, adoptée dans toute son étendue, ne serviroit qu'à soumettre encore davantage la preuve en matière criminelle à l'arbitrage des Juges.

Le but des Loix a bien été de n'admettre en témoignage que ceux qui n'ont aucun intérêt à déguiser la vérité. Mais elles ont du pour cela établir des principes généraux formés d'après ce qui arrive ordinairement, & non des règles particulières pour chaque cas ; à quoi meneroit cependant la maxime de l'Auteur dont nous venons de parler.

Ainsi, par exemple, l'union qui regne ou qui doit regner parmi les parens, les alliés, les amis, a fait rejeter leur témoignage (1). On a suspecté, par une raison contraire, le témoignage d'un ennemi.

L'on a jugé encore que celui qui n'avoit pas craint de se souiller déjà d'un crime, de mener une vie infame, seroit plus susceptible d'être suborné, que celui qui auroit eu toujours une conduite intègre ; d'après cela on a regardé son témoignage comme nul, ou du moins comme très-suspect. Ainsi l'affection, l'inimitié, l'infamie du témoin ont été autant de

(1) Il y a une autre raison plus sacrés de l'humanité que qui a du faire rejeter dans de se servir de leur témoignage les accusations le témoignage pour le perdre. Nous l'avons déjà dit ; jamais il n'y des parens ; c'est qu'ils ne aura de mœurs, si les Loix doivent se montrer que pour civiles aident les citoyens à défendre l'accusé, & que ce feroit renverser les droits les violer les Loix de la nature.

motifs , qui ont affoibli sa crédibilité aux yeux de la Loi.

Il n'en est pas moins vrai cependant qu'un homme peut être assez intègre , pour ne pas cacher la vérité , quelque raison qu'il ait de chérir ou de hair celui dans la cause duquel il est appelé en témoignage. Mais comme c'est-là une exception à la règle générale , la Loi n'a pu la prendre pour le fondement de ses décisions.

Pour peu que l'on réfléchisse sur les autres motifs , pour lesquels on a rejeté les dépositions de certains témoins , on verra qu'ils ont été également fondés sur des raisons tirées de la nature des choses. Ainsi , pour n'en plus citer qu'un seul exemple , une des qualités les plus essentielles dans un témoin , c'est qu'il ait eu la raison assez fortifiée , les sens assez entiers , pour juger nettement des objets sur lesquels il dépose. Delà on exclut le témoignage des impuberes. Celui des mineurs n'est pas non plus regardé comme parfait. Il arrive cependant assez souvent qu'il y a des mineurs plus en état de porter des choses un jugement exact , que beaucoup de majeurs ; mais ce n'est encore là qu'une exception à la règle générale.

On voit par ce que nous venons de dire quelle sagacité il faut dans les témoins qui déposent sur des crimes obscurs , ou sur des objets qui ne sont pas à la portée de tout le monde , comme l'hérésie , le sortilège , &c. A combien d'abominations de pareils délits ne peuvent-ils pas servir de prétexte ?

Les soupçons que l'on peut avoir sur la fidélité d'un témoin ne sont pas toujours une raison suffisante pour refuser de l'entendre. On doit recevoir son té-

moignage plutôt comme un indice , qui peut mener à la certitude , que comme une preuve qui l'établit.

On trouve dans plusieurs Loix du Digeste l'énumération de tous les points sur lesquels doit porter l'examen d'un témoin (1). Cet examen , qui tient toujours de la conjecture , place nécessairement le témoignage des hommes au rang des indices ; bien que tous les Criminalistes le mettent dans la classe des preuves. Il est vrai qu'ils supposent que les témoins sont des hommes véridiques & irréprochables ; mais supposer un pareil fait , c'est évidemment supposer ce qui est en question.

De l'examen de la personne & de la qualité des témoins , on doit passer à celui de leurs dépositions , ainsi que nous l'avons établi plus haut.

Il faut d'abord les considérer en elles-mêmes ; examiner si elles n'impliquent aucune contradiction ; si les témoins sont unanimes , concordans , fermes & invariables. Il faut ensuite comparer les témoignages entr'eux , pour voir s'ils ne sont pas calqués les uns sur les autres , & si par hasard plusieurs témoins ne se réduiroient pas à un seul. Tel est en effet l'incertitude des lumières de l'homme , que l'uniformité des témoignages , qui semble être le plus sûr indice de leur véracité , peut ne l'être souvent que de leur subornation. Enfin les témoins doivent rendre raison de leur déposition. C'est un des moyens les plus sûrs d'en connoître la vérité.

On comparera ensuite le témoignage avec les diverses circonstances soit du fait , soit de la vie de l'accusé ; on considérera s'il n'y a aucune contradic-

(1) *Leg. 1. 2. 3. ff. de testib.*

tion entr'eux ; si enfin tout bien éclairci , il résulte de cet examen une preuve assez forte pour opérer la certitude , c'est-à-dire , pour forcer le Juge à absoudre ou à condamner l'accusé.

§. I I I.

De la manière d'entendre les témoins.

LA manière dont on entend les témoins aide beaucoup à épurer leurs dépositions , & à les apprécier leur juste valeur. Plus on se fera hâté d'entendre les témoins après le délit commis , plus on sera sûr de la vérité du témoignage. Les idées seront plus fraîches dans la tête du témoin ; les complots n'auront pas eu le temps de se former. S'il dit faux ; on sera plus à portée de le convaincre.

La déposition doit être faite encore en présence de l'accusé. Lui seul peut rectifier le récit du témoin , & lui faire des interrogations qui éclaircissent sa déposition. On me dira peut-être que les Loix de certains pays défendent d'interroger les témoins. Mais ce sont-là de très-mauvaises Loix. Il est peu de gens capables de bien rendre un récit , d'en exprimer avec clarté toutes les circonstances ; s'ils ne sont aidés par quelqu'un , s'ils n'ont , pour me servir de l'expression d'un ancien , un accoucheur de leurs pensées. Aussi la plupart des dépositions seroient très-imparfaites , si elles n'étoient arrangées par le Juge d'après les interrogations qu'il fait aux témoins (1).

(1) M. d'Aguesseau n'étant qu'il n'y avoit point de bon encore qu'Avocat-Général, Juge qui n'interrogeait , les avouoit en plein Parlement , témoins. Voyez son plaidoyer

Chez les Grecs & chez les Romains , où l'instruction étoit publique , où les témoins étoient entendus en présence des Juges & de l'accusé , c'étoit ce dernier qui les interrogeoit. Les témoins avoient le droit d'interroger l'accusé à leur tour. C'étoit dans ce choc d'interrogations réciproques , que se montroit la vérité d'un témoignage , par la fermeté , l'exactitude du témoin , à répondre aux demandes & aux difficultés qu'on lui propofoit.

Il s'en faut de beaucoup qu'un accusé ait , parmi nous , le même avantage , bien qu'on le confronte au témoin qui a déposé contre lui. La plupart des témoins ignorent qu'ils seront un jour obligés de soutenir leur déposition en présence de l'accusé. Cette ignorance les rend souvent plus faciles à altérer ou à déguiser la vérité. Lorsque le moment de la confrontation arrive , ils sont déjà liés par leur première déposition , qu'ils sont obligés de soutenir , à peine d'être punis comme faux témoins.

On sent que cet inconvénient n'auroit pas lieu si l'instruction étoit publique , & que le témoin fut présenté sur le champ à l'accusé. Voilà pourquoi en Angleterre , comme nous l'avons déjà observé , où

51 , *toute la faute* , ajoutoit-il , *est de l'écrire*. Voilà par exemple une Loi bien singulière qu'il est permis d'enfreindre , pourvu qu'on ne dise pas qu'on l'a enfreinte. Dès qu'on convient de la nécessité où est un Juge d'interroger les témoins , il seroit bien plus sage de l'obliger d'écrire ses interrogations , que de le forcer

à les supprimer. Ceux qui se décident ensuite d'après l'information , pourroient , par ce moyen , distinguer ce qui vient du témoin même , d'avec ce qui peut lui avoir été suggéré par le Juge. Tandis que par l'usage contraire on est toujours exposé de confondre les idées de celui-ci avec celles du témoin.

l'on a conservé l'usage des Grecs & des Romains , le faux témoignage est fort rare ; & pourquoi on a établi , pour le réprimer , des peines si légères. Il devient plus commun dans un État à mesure que l'instruction y est plus secrète. Tout dépend , dans l'administration de la justice , de la bonté des Loix fondamentales.

§. IV.

Des indices.

LES indices sont des signes apparens & probables qu'une chose est. Les présomptions sont les jugemens qu'on forme d'après les indices.

Les indices & les présomptions sont fondés sur la liaison naturelle , qui est entre la vérité connue & la vérité que l'on cherche. Ainsi plus cette liaison est nécessaire , plus la présomption est infallible ; & si l'on en vient à ce degré de probabilité , qu'il soit impossible que la première soit certaine , & que la seconde soit douteuse , la présomption est considérée pour lors , comme une preuve complète , capable par conséquent de porter la conviction dans l'esprit.

Mais il est rare de trouver , dans les matières criminelles , des présomptions de cette force. Ce ne sont , le plus souvent , que de foibles lueurs , aussi propres à égarer un Juge qu'à le conduire à la certitude. Souvent même le hasard s'est plu à rassembler , sur la tête d'un innocent , tous les caractères du coupable. Souvent encore le véritable auteur du crime , a poussé la méchanceté jusques à prendre des précautions pour faire tomber les indices sur autrui.

Que doit donc faire un Juge dans une position si

terrible pour tout homme , qui connoît les droits de l'humanité & qui les respecte ? Il se gardera d'abord d'aller chercher des éclaircissemens dans ces Livres d'erreurs & de subtilités , qu'on a tant multiplié sur la Justice criminelle.

Ces Écrivains absurdes ont rassemblé toutes les espèces d'indices possibles ; ils les ont divisés en indices prochains en indices éloignés. Quelques-uns ont porté la témérité jusques à définir le nombre qu'il en falloit des uns & des autres , pour déterminer la condamnation d'un accusé. Les uns en ont exigé deux , les autres trois , &c. Ils n'ont pas vu que les indices naissent des circonstances du fait ; que ces circonstances doivent être envisagées en corps & non considérées séparément ; & que c'est du plus ou moins de relation qu'il y a entr'elles , que dépendent la foiblesse ou la force des indices. Cela est tellement vrai qu'en prenant séparément les indices notés par les Criminalistes , il n'y en a aucun qu'on ne puisse faire envisager indifféremment , ou comme favorable , ou comme contraire à l'accusé. Par exemple on voit un homme tenant en main un poignard ensanglanté , sortir d'un endroit où l'on trouve ensuite un cadavre assassiné : tous les soupçons doivent d'abord porter sur cet homme. Mais ne peut-il pas se faire , qu'au lieu d'être l'assassin , ce soit au contraire quelque ame compatissante qui , attirée par les plaintes & les cris de l'assassiné , est accourue pour lui apporter du secours & arracher le poignard que le meurtrier avoit laissé dans la plaie. Il faut donc nécessairement avoir recours à d'autres circonstances , pour juger sainement d'un indice qui paroïssoit d'abord si violent. Qu'on l'examine bien & on verra

qu'il en est de même de tous les indices possibles.

D'ailleurs l'homme ne suit pas toujours les Loix morales; l'expérience nous le prouve à chaque instant. C'est cependant d'après les Loix que les Législateurs ont établi leurs présomptions. Mais la certitude de la présomption ne peut pas être plus grande que celle de l'observation de la Loi même. Comme la Loi est violée à chaque instant; la présomption qui est fondée sur la Loi, ne peut jamais être regardée comme une preuve, qui exclue la possibilité de l'innocence de l'accusé.

Il y a sur cela une différence entre les Loix purement civiles & les Loix criminelles, qu'il est important de remarquer. Les premières ont établi des présomptions, qu'elles ont érigées en preuves dans certains cas. Parmi beaucoup d'exemples, nous pouvons prendre celui de la prescription. Les Loix civiles regardent comme le vrai propriétaire d'une chose, celui qui l'a possédée sans trouble, pendant un certain temps prescrit par elles; & l'on n'écoute plus après l'expiration de ce temps, le véritable maître qui la reclame, de quelque titre qu'il appuie sa demande.

Dans le recueil immense des Loix Romaines, on en trouve bien peu qui établissent de pareilles présomptions en matière criminelle; & l'on reconnoît facilement l'esprit du despotisme dans le petit nombre qui s'y rencontre. Je n'en connois qu'une de remarquable dans les Législations modernes; & de l'aveu de tous les sages, cette Loi est une Loi atroce. C'est celle, dont nous avons parlé plus haut, qui présume que toute fille qui n'a pas déclaré sa grossesse & qui accouche d'un enfant mort, l'a tué elle-même.

La

La raison de cette différence, quoique non exprimée par les Législateurs, est sensible. La Loi civile, de qui nous tenons le droit de propriété, est bien la maîtresse d'établir des règles pour fixer la manière dont on peut acquérir cette propriété ; mais quand il s'agit de la vie, de l'honneur, de ces biens précieux que nous tenons de la nature, c'est à ses Loix qu'il faut se conformer.

Avant de finir cet article, nous devons faire observer l'avantage qu'ont les nations non corrompues sur celles qui n'ont plus ni mœurs, ni vertus. Les Loix étant plus respectées & mieux observées chez les premières, les présomptions établies sur la nature des choses y seront plus sûres, seront un guide moins fautif pour le Juge. Plus une accusation sera atroce, moins elle sera vraisemblable. On y aura, par la même raison, plus de confiance dans les témoins. Mais pourra-t-on en dire autant des nations chez lesquelles les Loix les plus sacrées sont violées à chaque instant ; où l'on voit se renouveler fréquemment les crimes les plus affreux ; où rien n'est étonnant que de voir des hommes vertueux ?

§. V.

Des aveus & de l'interrogatoire.

UN des indices les plus forts, qui puissent se rencontrer dans la Justice criminelle, c'est l'aveu de l'accusé. Mais cet aveu est si peu ordinaire ; il est si naturel, qu'un accusé qui se sent coupable cherche à dérober aux yeux de la Justice la connoissance de son crime ; que lorsqu'il l'avoue de plein gré, la Loi présume qu'il y a été porté ou par la force, ou par la séduc-

tion, ou par foiblesse d'esprit, & souvent peut-être lassé de l'affreux séjour d'un cachot. C'est sur-tout par ce dernier moyen qu'on arrache les aveus à l'interrogation.

L'aveu de l'accusé doit donc être suspect aux yeux des Loix ; & il ne doit former une preuve, qu'autant qu'il est confirmé par les dépositions des témoins ou par d'autres indices. L'exemple de plusieurs innocens qui ont avoué des crimes, dont ils n'étoient pas coupables, prouve la sagesse de cette règle.

La Loi Romaine avoit poussé la précaution jusques à défendre de faire aux accusés des interrogations suggestives (1). » Les interrogatoires, suivant » les Criminalistes, dit le Marquis Beccaria, ne » doivent tendre au fait qu'indirectement, & jamais » en droite ligne. Les motifs qu'on a eu pour établir ces règles, sont qu'on ne veut pas suggérer à » l'accusé une réponse qui le sauve, ou parce qu'on » a cru qu'il étoit contre la nature qu'un coupable » s'accusât lui-même. »

On apperçoit ici une des plus grandes contradictions des Loix modernes. Pourquoi, en défendant de faire aux accusés des interrogations suggestives de crainte de lui arracher des aveus, a-t-on pris des moyens bien plus violens que ceux-là, pour parvenir au même but ? Pourquoi oblige-t-on un accusé, avant de l'interroger, de jurer qu'il dira la vérité ? Lors de la rédaction de la Loi criminelle de France,

(1) Avant l'Ordonnance de 1670 ce n'étoit point un usage observé généralement en France, de faire prêter le

serment aux accusés. Cette Ordonnance ajouta cette absurdité au Code criminel.

le fameux Président de Lamoignon observoit que cet usage tiroit son origine de la pratique de l'inquisition. Mais n'est-ce pas de la même source que sont sortis la plupart des formes de la procédure criminelle Française ?

Platon, qui avoit puisé ses Loix dans la raison & non dans les maximes du despotisme, recommande de ne pas rendre le serment trop commun, & surtout de ne pas l'exiger de ceux qui trouveroient quelque avantage à être parjures (1). Les Loix Romaines avoient adopté cette sage maxime de Platon.

Qu'avons-nous gagné à établir l'usage contraire ?
 » Le serment, dit le Marquis Beccaria, devient
 » peu à peu une simple formalité, & l'on détruit
 » par-là toute la force des sentimens de la Reli-
 » gion, l'unique motif de l'honnêteté de la plupart
 » des hommes. L'expérience montre l'inutilité de
 » cette pratique, puisqu'il n'y a point de Juge qui
 » ne convienne, que jamais le serment n'a fait dire
 » la vérité à un coupable ; & la raison fait voir que
 » cela doit être ainsi, en nous montrant que toutes
 » les Loix opposées aux sentimens naturels de l'hom-
 » me sont vaines & par conséquent funestes. »

Le Juge, à qui l'instruction du procès criminel est confiée, ne sauroit trop observer le caractère de l'accusé, qui est en sa présence, pour y conformer ses interrogations. Il est des hommes si simples, si timides, qu'un Juge aguerri & habitué aux détours des procédures, peut aisément les faire tomber en contradiction, ou leur faire avouer des crimes chimériques. D'autres au contraire sont si rusés, doués de

(1) *Plat. de Leg. Lib. XII.*

tant de présence d'esprit , que tout l'art du Juge le plus expérimenté ne sauroit les trouver en défaut. Cette extrême différence , qui se trouve entre les hommes , prouve la nécessité qu'il y a , que les interrogatoires , qui sont les vraies défenses des accusés , soient faits publiquement & en présence de tous les Juges , qui doivent prononcer sur leur sort.

§. V. I.

De la question.

LA question est une invention , de la tyrannie. Qu'on parcoure l'Histoire on la verra plus ou moins en usage chez les peuples , suivant qu'ils seront plus ou moins libres , plus ou moins éclairés. Elle fut inconnue en Égypte jusques au temps de la domination des Grecs & des Romains ; encore ces peuples ne l'employèrent-ils qu'à l'égard de leurs esclaves ; & cela même vient à l'appui de mes principes (1).

Parmi les Modernes elle a été adoptée & portée au dernier degré d'atrocité dans les pays où l'espèce humaine est la plus avilie , la plus tyrannisée , je veux dire , dans quelques pays d'Orient & dans ceux d'inquisition. Elle a été au contraire abolie ou modérée dans ceux où l'esprit humain a repris sa liberté en Angleterre , à Genève , en France sous Louis XVI.

Lorsque les Loix ont rendu les hommes faux , dissimulateurs , perfides ; qu'elles ont obligé la vérité de se réfugier dans les replis les plus cachés de leur

(1) On n'employa la question à Rome contre les citoyens , que lorsqu'il n'y eut plus qu'une petite différence entr'eux & les esclaves.

cœur , on ne fait plus comment s'y prendre pour la faire ressortir ; on a recours à la violence & aux tourmens. C'est pourquoi , avant d'entreprendre d'abolir la question dans les pays où elle est en usage , il faudroit commencer par éclairer les esprits , par leur rendre leur liberté & leur noblesse. On le tenteroit en vain dans ceux où la lumière de la raison n'a fait encore que de foibles progrès. » L'usage de la question , dit » un Jurisconsulte d'Italie , a tellement vieilli parmi » nous , qu'il semble que c'est médire des Magistrats » que de la blâmer (1). » Comment donc pouvoir se flatter de convaincre de la barbarie de cet usage , des esprits ainsi disposés ? L'habitude , les préjugés sont autant d'écueils contre lesquels viendra nécessairement se briser toute la force de la raison.

Nous ne répéterons point ici tout ce que l'ame humaine & sensible de l'Auteur du traité des délits & des peines lui a suggéré sur ce sujet. Nous nous contenterons d'observer que le moindre des reproches qu'on peut faire à cette méthode barbare de parvenir à la vérité , c'est d'être inutile & d'une dangereuse conséquence. Après qu'on a arraché l'aveu par les tourmens , on n'en est pas plus avancé qu'auparavant , puisqu'on est dans le doute de savoir si l'aveu de l'accusé est sincère , ou s'il a été forcé de le faire par la violence de la douleur.

Aussi la Loi Romaine n'employoit-elle la question qu'avec une espèce de répugnance , & en montrant beaucoup de méfiance pour les aveus qu'elle arrachoit (2). Elle recommandoit sur-tout de mettre

(1) *Paul Risi, observat. sur la just. crim.*

(2) *Leg. 1. §. 23. & seq. ff. de quest.*

dans les tourmens la plus grande modération qu'il seroit possible (1). Elle exemptoit même de la question les vieillards, les infirmes, les femmes, les impubères, &c. La Loi supposoit sans doute que la vieillesse, les infirmités, la foiblesse du sexe ou de l'âge, ne pouvoient qu'accroître les inconvéniens de la question.

Mais ces exemptions, nous disoient gravement tous nos Criminalistes, n'ont pas lieu parmi nous. Et pour quelle raison, dites nous donc Compilateurs absurdes, traiterions-nous avec plus de cruauté nos citoyens, qu'on ne traitoit les esclaves chez les Romains ? Pourquoi supposerions-nous moins de justice & d'humanité dans les Princes, sous l'empire desquels l'Europe a le bonheur de vivre, que dans les anciens Tyrans de Rome ? Nous avons pris tant de subtilités du Droit Romain, dont nous nous serions bien passés, & s'il y a dans ce Droit une Loi dictée par l'humanité, elle n'est pas faite pour nous ?

Il seroit inutile de parler ici de la question qu'on fait subir dans certains pays aux accusés pour purger les indices ou les contradictions ; aux témoins pour purger leur infamie ; ou pour mille autres raisons aussi frivoles & aussi injustes avancées dans les livres abominables de quelques Criminalistes.

§. V I I.

De la preuve considérée dans son rapport avec les Juges chargés de l'apprécier.

NOUS n'avons considéré jusques ici les indices qu'en eux-mêmes & relativement à leur force & à

(1) *Leg. 10. §. 3. ff. ibid.*

leur foiblesse. Il faut finir par les considérer relativement à l'esprit du Juge, dans lequel ils sont destinés à produire la certitude.

Nous avons remarqué plus haut qu'un fait est toujours vrai ou faux en lui-même ; que toute l'incertitude qu'il peut y avoir à cet égard n'existe que dans l'esprit du Juge. Indépendamment donc de l'obscurité qu'il peut y avoir dans les indices & les autres parties de la preuve, on voit qu'un Juge parviendra plutôt ou plus tard à la certitude, suivant qu'il aura plus ou moins de pénétration dans l'esprit ; de sagacité ou de justesse dans le jugement. Qui est-ce qui répondra qu'en faisant le balancement des preuves, il s'arrêtera principalement au point où la certitude se trouvera ; qu'il ne se laissera point entraîner en avant par la prévention, ni arrêter par des doutes superflus ? Au milieu de cette grande diversité des esprits, il y a un point de réunion où ils viennent tous aboutir ; c'est celui où se trouve cette certitude qui détermine la plupart des hommes, dans les actions les plus importantes de la vie. Or c'est la même espèce, le même degré de certitude qu'on exige pour condamner un accusé ; parce que c'est celle de tout homme qui jouissant de tous ses sens, a examiné les choses sans partialité & sans prévention.

C'est donc un usage bien sage que celui de certains peuples, qui donnent un grand nombre de Juges aux accusés, & qui leur permettent de recuser ceux qui leur sont suspects. C'est déjà une probabilité de plus pour la justice d'un jugement, parce qu'on écarte par-là le danger de la prévention & de l'inimitié cachée ; danger auquel on est exposé chez les peuples, où les récusations des Juges sont accompa-

gnées de tant de formalités , qu'il est presque impossible de pouvoir les tenter.

En choisissant ensuite les Juges parmi les citoyens d'un âge mur , qui aient de l'expérience & qui connoissent les hommes ; en les obligeant , lorsqu'ils ne sont pas en grand nombre , comme en Angleterre , d'être tous d'accord pour la condamnation des accusés ; on est moralement sûr que celui qui est trouvé coupable par de tels Juges , l'étoit véritablement ; & que ce qui leur a paru certain , l'auroit paru de même à tout homme judicieux & impartial.

Mais il n'en est pas de même des pays où l'on ne donne que sept Juges aux accusés & où cinq voix fussent pour la condamnation. Indépendamment du danger de la prévention ou de l'inimitié parmi des Juges , au choix desquels l'accusé n'a pas concouru , est-il impossible qu'il se trouve parmi eux cinq esprits faux ou d'un jugement trop précipité ?

C'est donc une vraie dérision que la réflexion que fait M. de Montesquieu , lorsqu'en comparant la Loi des Athéniens , qui exigeoit une voix de plus pour la condamnation des accusés , avec la Loi de France qui en exige deux , il dit que c'est cette dernière qui a été inspirée par un Dieu & non celle d'Athènes. Voilà à quoi mene la manie de montrer de l'esprit dans un sujet , où il ne faut que du sens & du jugement. En effet , n'avoit-on pas besoin du secours d'un Dieu , pour voir combien il étoit dangereux que trois ou quatre hommes , de l'impartialité & de la sagacité desquels on n'est pas même assuré , qui jugent en secret & qui sont dispensés de donner les motifs de leur opinion , pussent livrer leurs semblables aux supplices les plus barbares ? A Athènes il y

avoit un grand nombre de Juges qui étoient choisis de concert avec l'accusé, & qui prononçoient leur jugement en public. L'innocence y étoit beaucoup moins en danger quoiqu'il n'y fallut qu'une voix de plus pour la condamnation, parce qu'il est plus difficile qu'il se trouve trente Juges qui aient l'esprit faux; qu'il ne s'en trouve cinq. La Loi d'Athenes étoit vraiment digne d'un Dieu. Celle de France est l'effet d'un retour momentané du Législateur vers la justice & l'humanité. Juste Ciel, s'écrie avec raison M. de Voltaire, qu'il s'en faut que nous soyons des Dieux en Législation !

En finissant cette seconde Partie nous devons dire un mot d'une subtilité bien absurde de quelques Criminalistes, qui ont distingué la certitude du Juge d'avec celle de l'homme, & qui ont porté la démence jusques à soutenir qu'un Juge convaincu, comme homme, qu'un accusé est innocent, seroit néanmoins obligé de le condamner comme Juge, s'il apercevoit des preuves suffisantes dans la procédure. Il est bien vrai que les Loix, qui ont voulu écarter l'arbitraire des jugemens, n'ont pas permis aux Juges, certains d'ailleurs de la vérité d'un crime, de condamner le coupable, s'il n'y avoit contre lui des preuves juridiques. Mais cette règle établie en faveur de l'accusé ne doit pas être tournée contre lui. Le Juge ne doit prononcer sa condamnation que lorsqu'il est convaincu intérieurement qu'il est coupable; c'est-à-dire, lorsque son esprit est forcé de convenir que l'accusé a véritablement commis le délit qu'on lui impute. Or, comment peut-il croire qu'il soit dans ce cas, lorsqu'il a des preuves de son innocence? Tout ce qui sera contre l'accusé devra lui être néces-

fairement suspect. Si ce sont des témoins , ils seront faux ; si ce sont des indices , ils seront ou foibles ou trompeurs. Tels sont les élémens de la raison humaine qu'on a combattus jusques à présent. Le Marquis Bèccaria a bien raison de dire , que pour juger d'après le résultat d'une procédure , il ne faut que le bon sens , qui guidera plus sûrement que tout le savoir d'un Juge accoutumé à vouloir trouver des coupables , & qui ramene tout à un système emprunté de ses études.

§. V I I I.

Conclusion de cette Partie.

DANS la discussion que nous venons de faire des diverses espèces de preuves , qu'on emploie dans la Justice criminelle , nous avons vu que la plus sûre est bien celle qui se tire des dépositions des témoins ou des indices ; mais que la certitude en dépend principalement de la manière de faire l'instruction & des dispositions des Juges chargés de faire le balancement des preuves. L'instruction est donc la partie la plus importante de la Justice criminelle. Suivant qu'elle est bien ou mal dirigée , elle peut changer la nature des preuves , favoriser les malversations des Juges , prolonger la détention des innocens , procurer l'impunité aux coupables , & peut-être aider à faire tomber , sur la tête de l'homme de bien , les châtimens établis pour punir les scélérats.

C'est donc dans les Loix qui concernent l'instruction de la procédure criminelle , que doivent sur-tout éclater l'habileté , la sagesse & l'équité du Législateur ; & cependant c'est dans cette partie que les droits sacrés de l'humanité ont été le plus méconnus parmi nous.



TROISIEME PARTIE.

DE L'INSTRUCTION EN MATIÈRE CRIMINELLE.

VOICI l'axiome fondamental de l'instruction en matière criminelle. Tout homme qu'on attaque a, par le droit naturel, la faculté de se défendre. Bien loin que les Loix civiles, qui doivent toujours prendre pour modèle celles de la nature, puissent porter atteinte à ce droit inaliénable de l'homme, elles doivent au contraire le lui conserver en entier, & corriger, par leurs institutions, l'inégalité que la différence des facultés physiques ou intellectuelles pourroit mettre entre celui qui attaque & celui qui est attaqué. Ainsi, en permettant à un homme d'en accuser un autre, & en donnant à l'accusateur toutes les facilités possibles; elles doivent fournir aussi à l'accusé tous les moyens possibles de se défendre. Parcourons les diverses parties de l'instruction en matière criminelle, & voyons comment ces règles sacrées ont été observées.

§. I.

Des accusations.

LEs Grecs & les Romains avoient sur les accusations des principes bien différens des nôtres. Il étoit permis à chaque citoyen d'accuser tous ceux qui s'étoient rendus coupables d'un délit qui attaquoit l'ordre public. Car pour les délits qui n'attaquoient que

les particuliers , il n'y avoit que ceux qui en recevoient du dommage, qui eussent le droit d'en poursuivre la vengeance.

Il s'en falloit bien que chez eux , comme chez nous, le rôle de l'accusateur fut un rôle odieux. Tous les jeunes gens à Rome, qui avoient des talens, & qui aspiraient aux honneurs , débutoient toujours par quelque accusation d'éclat. On excluait seulement, du droit d'accuser, les hommes puissans ; dont le crédit auroit pu nuire à l'accusé ; les infames ; l'accusation étant regardée comme une fonction publique, qui ne pouvoit être exercée que par des personnes sans tache. Enfin il n'étoit pas permis aux parens de s'accuser entr'eux. Les Loix Romaines, qui ont toujours eu le plus grand respect pour les Loix de la nature, qu'elles regardoient avec raison comme la source de toutes les autres, ne permettoient pas que les parens s'exposassent à les violer, en s'accusant réciproquement.

Mais, lorsque le despotisme eut subjugué la République Romaine, les accusateurs furent des hommes odieux, parce qu'ils ne furent plus que des délateurs (1). Il fallut alors, pour réprimer leur licence, multiplier les formes, établir les peines les plus

(1) » Dans les beaux temps
» de Rome les citoyens, sur-
» veillans les uns des autres,
» s'accusoient publiquement
» par zèle pour la justice.
» Mais quand Rome fut cor-
» rompue, qu'il ne resta plus
» rien à faire pour les bon-
» nes mœurs que de cacher
» les mauvaises, la haine des

» vices, qui les démasquent,
» en devint un. Aux citoyens
» zélés succéderent des dé-
» lateurs infames, & au lieu
» qu'autrefois les bons accu-
» soient les méchans, ils en
» furent accusés à leur tour.»
Lett. de Rousseau à M. d'A-
lemb.

féveres contre la calomnie. Les accusations restèrent cependant ouvertes pour tous ceux qui voulurent s'en charger. Les principes à cet égard ne changerent pas après la renaissance du Droit Romain en Europe. Ce n'a été que fort tard qu'on a prétendu dans plusieurs États , que la partie publique avoit seule droit de poursuivre la vengeance des crimes , & que celui qui en avoit été principalement offensé n'avoit à prétendre que ses dommages & intérêts (1).

§. I I.

De la partie publique & des dénonciateurs.

LA plupart des Auteurs ont beaucoup loué la pratique moderne sur les accusations. On a regardé comme une invention utile , l'établissement de la partie publique , qui se chargeant seule de la vindicte des crimes , désarme , pour ainsi dire , les citoyens , & tend à maintenir dans la société l'harmonie & la paix.

Cependant lorsque les anciennes Loix permettoient l'accusation à chaque citoyen , elles pensoient que chaque citoyen devoit s'intéresser à la prospérité & au bonheur de l'État ; & qu'il avoit droit de poursuivre les délits qui en troubloient la tranquillité ou en attaquoient la sûreté. Le principe contraire suppose que les citoyens ne font rien dans

(1) On voit par la somme rurale de Bouteiller composée au commencement du quinzième siècle , qu'alors les accusations étoient encore

publiques en France , & que la partie civile concluoit à des peines capitales ou afflictives contre l'accusé , comme à des réparations civiles.

l'État , & qu'insoucians sur le bien général , ils ne s'occupent que de leur intérêt particulier.

D'ailleurs comme celui qui est chargé du ministère public n'a pas pour cela la science universelle , ni le talent de tout voir , en laissant à lui seul le soin de poursuivre la punition des crimes , on a été obligé d'admettre les dénonciations secrettes. » Ces accusations secrettes , dit le Marquis Beccaria , sont un abus manifeste mais consacré chez plusieurs nations. Elles n'y sont nécessaires qu'en conséquence de la foiblesse du Gouvernement. Elles rendent les hommes faux & perfides. Celui qui peut soupçonner un délateur dans son concitoyen , y voit bientôt un ennemi. On s'accoutume à masquer ses sentimens ; & l'habitude qu'on contracte de les cacher aux autres , fait qu'on se les cache bientôt à soi-même. » Nous voudrions pouvoir rapporter ici ce beau morceau , où sont décrits , avec l'éloquence la plus touchante , les inconvéniens des accusations secrettes. Mais il vaudra mieux démontrer l'inutilité de cet abus.

En effet , c'est le dénonciateur qui fournit les témoins & qui , sous le nom de la partie publique , est le véritable accusateur. Les hommes , accoutumés à se payer de mots , ont cru qu'il y avoit en cela une grande différence entre les accusations des Anciens & les dénonciations des Modernes ; quoiqu'au fond il n'y en ait qu'une bien petite , & qui n'est point à l'avantage de la pratique moderne , c'est que parmi les Anciens l'accusateur étoit connu , tandis qu'il est caché parmi nous.

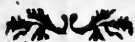
Pour établir de bons principes sur les accusations , il faut nécessairement en revenir à ceux du Droit

Romain ; se conformer exactement à la distinction qu'il fait des crimes publics & des crimes privés ; permettre à tout citoyen de poursuivre la vengeance des premiers ; abandonner celle des seconds à ceux qui en auroient été réellement offensés (1). Il faut surtout proscrire l'usage de certains États , qui permettent à la partie publique de poursuivre la réparation de tous les délits , quelques légers qu'ils puissent être , jusques à ce que le coupable ait obtenu du Juge un décret absoluire , qu'on ne manque pas de lui faire payer bien cher.

A la bonne heure que dans les cas où l'on permettroit aux citoyens de poursuivre pour les délits publics , on les obligeat de se joindre à la partie publique , qui auroit soin de réprimer leur zèle , lorsqu'il se laisseroit conduire par d'autres motifs que celui du bien public. Mais en laissant les accusations libres , on gagneroit à cela que les citoyens se surveilleroient mutuellement ; & l'on verroit cesser les délations qui cherchent à s'envelopper du secret , le plus ferme appui de l'autorité arbitraire.

(1) Peut-être même dans le dernier cas faudroit-il permettre de prendre la défense de ceux qui ne seroient point en état de se faire rendre justice. C'est ce que fit Solon à Athenes. » S'il y avoit » quelqu'un , dit Plutarque , » qui eut été blessé , battu , » forcé , ou autrement en-

» dommagé , il étoit loisible , » à quiconque vouloit , d'appeller l'outrageant en justice , & de le poursuivre. » Ce qui fut sagement ordonné pour accoutumer les citoyens à se ressentir » & à se douloir du mal les uns des autres , &c.



§. I I I.

De l'instruction secrète.

S'IL s'agissoit ici de faire des dissertations savantes, il nous seroit facile de prouver que l'instruction secrète tire son origine de l'inquisition ; & qu'elle ne fût introduite en France que par l'Ordonnance de 1539 , qui l'étendit dans tout le Royaume.

L'expérience a assez montré les inconvéniens de cette méthode. Nous avons déjà dit qu'elle facilite les faux témoignages. Que de moyens ne fournit-elle pas encore à un Juge prévaricateur ? Qui l'empêche de changer, par la rédaction, le sens de la déposition des témoins , la plupart illitrés , & incapables de comprendre toute la force des expressions que le Juge peut employer ? Dira-t-on qu'il sera contenu par la présence du Greffier ? Mais seroit-ce la première fois que deux hommes habitués à se voir journellement, se seroient accordés pour en perdre un autre ?

Quels maux ne peut pas faire encore un Juge honnête , si l'on veut , mais ignorant ? On fait tous les abus qui se commettent dans les Justices de Village. C'est-là cependant que se fait l'instruction de toutes les procédures ; & c'est d'après les tableaux qu'on y trace , que se déterminent les Juges qui prononcent définitivement sur le sort des accusés (1).

(1) Ce qu'il y a d'étonnant & même d'incompréhensible c'est que cette Ordonnance de 1539 , qui établit l'instruction secrète , est remplie de plaintes contre les préva-

rications des Juges inférieurs. Au lieu de travailler à les prévenir , elle fournit des moyens pour en commettre de nouvelles.

Telle est la force des préjugés & de l'habitude, que ces inconvéniens ne se firent pas sentir aux Commissaires que Louis XIV choisit pour rédiger son Ordonnance de 1670. Rien ne prouve mieux la petitesse de l'esprit humain, que leur attention scrupuleuse à fixer les formalités à suivre dans les diverses procédures ; à marquer les cotes, les signatures, les paraphes des pages, comme si toutes ces formalités minutieuses étoient capables d'arrêter la moindre prévarication (1).

Platon, au temps duquel on n'avoit pas fait ces admirables découvertes, dit : » Qu'il faut laisser aux » jeunes Législateurs le soin de fixer les formalités » de l'appel en Justice, des citations & des autres » procédures, mais qu'il est de son devoir de faire » des Loix sur la forme des jugemens (2). »

Ce Philosophe veut ensuite que l'instruction du procès criminel soit faite publiquement, en présence de l'accusateur, de l'accusé, & de tout le peuple, qui doit être en quelque sorte, le Juge des Juges eux-mêmes.

Cette méthode, grande & noble, de rendre la justice, adoptée par les Grecs & les Romains, conservée encore aujourd'hui dans tout son éclat en Angleterre, est la seule capable de prévenir les inconvéniens inséparables de l'instruction secrète.

(1) Ces formes sont plus encore. Au lieu d'être la sauvegarde des citoyens, elles ne sont que l'égide des Juges qui voudroient les opprimer. Pourvu qu'ils aient l'atten-

tion de les bien observer, ils sont surs de la réussite & de l'impunité de leurs prévarications.

(2) *Plat. de Legib. Lib. IX.*

§. I V.

Des faits justificatifs.

CETTE même Ordonnance qui rendit générale en France l'instruction secrète, ferma la bouche à l'accusé pendant tout le temps de la Procédure & renvoya sa justification à la fin. Elle fit plus encore; elle laissa au Juge le pouvoir de permettre ou non à l'accusé de se justifier. Dans le cas où cette faculté lui seroit accordée, elle voulut que ce fut le Juge qui choisit lui-même les faits, qui pourroient servir à la justification de l'accusé; elle ne laissa à ce dernier, que le droit de nommer sur le champ les témoins, qui pouvoient déposer sur ces faits.

Celui, qui fit cette Loi, supposoit sans doute, qu'un innocent ne pouvoit jamais être accusé. Sans quoi il ne seroit pas possible d'imaginer, qu'il eut pu violer jusqu'à ce point, le droit de la défense naturelle. Un accusateur qui jouit de la liberté à tout le tems, & tous les moyens nécessaires, pour dresser & pour prouver son accusation; il peut en tout état de cause produire des témoins contre l'accusé. Et un malheureux enfermé dans le fond d'un cachot, est obligé d'attendre la fin d'une instruction longue & rigoureuse, pendant laquelle les preuves de sa justification peuvent dépérir; & au moment qu'on lui permet de parler pour sa défense, il faut qu'il nomme promptement ses témoins pour prouver les faits qu'il a plu aux Juges de choisir; il faut qu'il devine les témoins qui peuvent déposer sur ces faits, qu'il renverse en un instant une accusation long-temps

méditée, & qui peut n'être que l'ouvrage de la méchanceté & de la subornation.

Il s'en faut de beaucoup, que les légères modifications que l'Ordonnance de 1670 a mis à celle de 1539, aient corrigé toute la barbarie de cette Loi, digne de figurer dans le Code de l'inquisition (1).

Si l'on veut une preuve de l'influence terrible que les mauvaises Loix ont sur l'esprit des hommes, on la trouve dans le sujet que nous traitons ici. Qui croiroit qu'en 1699, c'est-à-dire, il n'y a pas encore un siècle, on doutoit, dans une Cour respectable, si lorsque quelqu'un, qui passoit pour avoir été assassiné, venoit à se représenter dans le cours de l'instruction, il falloit constater sur le champ son existence, ou renvoyer cette formalité à la fin de l'instruction, comme s'agissant d'un fait justificatif?

Nous allons insérer ici un morceau du beau plai-

(1) En lisant le procès verbal de l'Ordonnance de 1670, on y voit les Commissaires, chargés de sa rédaction, mettre leur esprit à la torture pour empêcher un accusé de produire des témoins avant la fin de l'instruction, qui pussent le justifier. Cela forme une contradiction bien frappante avec cette autre disposition de la même Ordonnance, qui ordonne d'entendre les témoins *à charge & à décharge*, c'est-à-dire, de ne point supprimer de leur déposition, ce qui peut aller

à la justification de l'accusé. Or, si l'on reconnoît que l'on doit écouter les témoins produits par l'accusateur qui parlent à la décharge de l'accusé, pourquoi refuser d'entendre ceux qui seront produits par ce dernier? Pourquoi préférer la lueur trompeuse qui peut résulter des dépositions des témoins, qui doivent toujours paroître suspects, à la clarté qui naîtroit infailliblement des dépositions des témoins produits de part & d'autre?

doyer que Mr. d'Aguesseau fit en cette occasion. Il servira à confirmer tout ce que nous venons de dire sur les faits justificatifs.

Après avoir rappelé les principes des Anciens chez qui l'instruction se faisoit publiquement, & où l'accusation & la justification marchaient d'un pas égal; cet illustre Magistrat ajoute : » Si nous pouvions in-
 » terroger ces Maîtres du monde, ces sages Législa-
 » teurs, dont les Loix regnent souvent parmi nous
 » par la seule force de la raison, sans emprunter le
 » secours de l'autorité; s'il nous étoit permis de leur
 » demander les raisons & les motifs de cet usage;
 » ils nous répondroient d'abord que la Loi qui pré-
 » ssume toujours l'innocence & qui craint de décou-
 » vrir le crime (1), ne doit pas souffrir que l'accu-
 » sateur puisse tout, dans le temps que l'accusé ne peut
 » rien; & que la voix du premier se fasse entendre lors-
 » que le second est obligé de garder un triste & rigou-
 » reux silence; que si la balance de la justice ne doit pas
 » pencher plutôt du côté de l'accusé que du côté de
 » l'accusateur, elle doit être au moins égale entre l'un
 » & l'autre; & que le moindre privilège que doit es-
 » pérer un accusé qui peut-être innocent c'est l'in-
 » différence, & si l'on peut s'exprimer ainsi, l'équili-
 » bre de la justice. Ils nous diroient ensuite que pour
 » mieux juger de la vérité, il faut envisager d'un
 » même coup d'œil & dans un même point de vue
 » l'accusation & la défense; réunir toutes les circonf-
 » rances, rassembler les différens faits, ne point di-
 » viser ce qui est indivisible, de peur que voulant
 » juger dans un temps du crime, dans un autre de

(1) Cette Loi n'est pas sans doute la nôtre.

» l'innocence, on ne puisse juger sainement ni de
 » l'un, ni de l'autre ; que les preuves de l'accusé peu-
 » vent périr dans le temps que l'on s'applique uni-
 » quement à examiner celles de l'accusateur ; & que
 » quand l'accusé auroit le bonheur de conserver sa
 » preuve dans toute son intégrité, il est toujours à
 » craindre qu'une première impression trop vive &
 » trop profonde, ne ferme l'esprit des Juges à la lu-
 » mière de la vérité, & que la lenteur du contre-
 » poison ne le rende même inutile (1). «

§. V.

Du Conseil.

FAUT-IL permettre à un accusé d'avoir un conseil ? Il semble qu'une pareille question n'en devroit pas être une. On sçait la nécessité où sont la plupart des hommes, dans leurs moindres affaires de recourir à un conseil. La vie & l'honneur sont-ils donc des choses d'une si petite importance, qu'on puisse sans injustice, priver de ce secours, ceux à qui on les dispute ?

Ce fut encore l'Ordonnance de 1539, qui commença à priver, jusqu'après la confrontation, les accusés, du secours d'un Conseil. Celle de 1670 le leur enleva entièrement. Il faut pour l'honneur des Commissaires de Louis XIV, remarquer que cette disposition de l'Ordonnance ne passa pas tout d'une voix. Le même Président de Lamoignon qui s'étoit opposé à ce qu'on obligeat les accusés à prêter serment, avant leur interrogatoire, vouloit aussi qu'on leur permit d'avoir un Conseil. Le plus grand argument de

(1) *D'Aguesf. plaid. 51.*

ceux qui soutenoient l'opinion contraire étoit, que les Conseils pouvoient procurer l'impunité à un accusé par les longueurs & les difficultés qu'ils faisoient naître.

Mais d'abord c'est au Législateur à prévenir cet inconvénient par des réglemens sages. Ensuite, comme l'observoit très-bien, l'illustre Magistrat dont nous venons de parler; si le Conseil peut sauver un coupable, il peut aussi arriver que des innocens périssent faute de Conseil; & que comme il est impossible qu'un Législateur prévoie tous les inconvéniens, il faut qu'il se règle sur les plus considérables, & qu'il aille au-devant du plus grand mal; que de tous les maux qui peuvent arriver dans la distribution de la justice, aucun n'est comparable à celui de faire mourir un innocent (1).

L'Impératrice de Russie, dans cette belle instruction faite pour diriger les Rédacteurs de son Code s'exprime de cette manière. » Sous un Gouverne-
 » ment modéré, on n'ôte la vie à personne à moins
 » que la Patrie ne s'élève contre lui; & la Patrie ne
 » demandera jamais la vie de personne, sans lui
 » avoir donné auparavant tous les moyens de se dé-
 » fendre (2).

Le Roi de Sardaigne dans son Code publié en 1770, a adopté cette belle maxime. La même instruction que nous venons de citer, fournit encore une idée excellente au sujet du Conseil, qu'on ne peut sans injustice refuser à un accusé. » Il y a des gens,
 » dit-elle, qui veulent que le plus jeune des Assesseurs
 » de chaque Tribunal soit chargé par office de

(1) Voyez *Le Proc. verb.*
 de 1670. p. 162.

(2) *Art. 104.*

» la défense des accusés, comme dans nos Con-
 » seils de guerre l'enseigne de la Compagnie. Il en
 » résulteroit une autre utilité ; sçavoir, que les Juges
 » en deviendroient plus habiles dans l'exercice de
 » leurs emplois (1). »

§. V I.

De l'emprisonnement.

L'EMPRISONNEMENT, étant un attentat contre la liberté des citoyens, ne peut devenir légitime, qu'autant que la sûreté de la société l'exige. Delà il suit qu'on ne doit emprisonner que ceux, » dont les » délits peuvent mériter une peine corporelle «. Il est inutile autant que ridicule de décerner le décret de prise au corps, pour des crimes qui ne méritent qu'une peine infamante ; puisque cette peine peut s'infliger sans tenir la personne du coupable (2).

Dans les Républiques d'Athènes & de Rome, les plus grands criminels jouissoient d'une liberté pleine & entière, pendant tout le temps que duroit l'instruction de leur procès. Ils ne cessoient d'être libres, que lorsqu'ils étoient convaincus ou condamnés.

Ceux qui ont fait des vœux, pour voir renaître un usage si honorable & si consolant pour l'humanité,

(1) *Art. 117.* Il est bien étonnant que le despotisme militaire soit digne d'être le modèle de la Justice civile. Cela seul démontre les injustices de celle-ci.

(2) M. d'Aguesseau parloit donc plutôt d'après les préju-

gés que d'après les principes de la saine raison, lorsqu'il disoit qu'on ne devoit décréter de prise au corps, que dans les cas qui méritent une peine afflictive ou infamante.
Tom. IX. Lett. 111.

n'ont pas fait attention qu'il tenoit à l'heureuse constitution de ces anciennes Républiques , & qu'il n'auroit dans la plupart des Gouvernemens modernes, que les inconvéniens les plus fâcheux.

A Athènes & à Rome , on ne prononçoit la peine de mort contre les citoyens , que dans des cas extraordinaires. Chaque accusé pouvoit se dérober à la peine qu'il avoit méritée, en s'exilant volontairement. Le châtiment le plus grand , qu'on pût leur infliger, étoit la perte de la Patrie. L'emprisonnement y étoit par conséquent inutile. Mais, il ne peut en être de même dans des Gouvernemens étendus, où il faut contenir les passions humaines, par des peines sévères , qu'on ne peut infliger sans s'assurer de la personne du coupable.

Cela est si vrai , que lorsque le despotisme commença à s'introduire à Rome on vit alors cesser cet usage ; la sévérité des Loix criminelles s'accrut , & l'emprisonnement devint nécessaire avant la condamnation. On eut cependant toujours la sagesse de distinguer les accusés convaincus d'avec ceux qui ne l'étoient pas ; ceux qui n'étoient accusés que d'un crime léger , d'avec ceux à qui on imputoit des crimes qui méritoient une peine capitale. Les accusés non convaincus étoient mis sous la garde d'un foldat ou relâchés en donnant caution, & quelquefois en promettant seulement de se représenter lorsqu'ils en seroient requis. La fameuse Loi *habeas corpus* des Anglois , a été visiblement prise dans le droit Romain (1).

(1) Voyez les titres du Digeste & du Code de Custod. reor. Les Jurisconsultes Romains avoient puisé leurs

Elle étoit même autrefois en vigueur en France , dont le Gouvernement ne différoit en rien de celui d'Angleterre. Il y a deux Ordonnances l'une de Philippe Auguste , l'autre de Saint Louis , qui défendent d'emprisonner tout citoyen libre , qui est en état de donner caution. Elles n'exceptent de cette règle que les accusés d'homicide , de meurtre , de rapt ou de trahison , lorsqu'ils sont chargés ou par leur aveu , ou par une preuve légitime (1).

Il n'est pas aisé de dire comment on a passé , de ces principes si humains & si équitables , aux maximes si dures qu'on suit encore dans presque tous les Etats de l'Europe. Il est , par exemple , bien étrange , que le plus petit Juge de village , sur les soupçons les plus légers , ait le droit exorbitant de faire conduire ignominieusement dans les prisons , au milieu des plus grands scélérats , des citoyens honnêtes & domiciliés (2)

principes dans Platon , où l'on trouve le germe des dispositions les plus sages du Droit Romain. Voyez de *Legib. Lib. IX.*

(1) *Recueil des Ordon. de Guen. Liv. I. tit. 26. §. 1. Ordonn. du Louvre, Tom. I. pag. 19.* On voit , par l'ouvrage intitulé *Instruct. de Pratiq. &c.* que ceux même qui avoient été arrêtés ensuite d'une information , devoient être menés au Juge , avant d'être mis en prison , afin d'être ouïs en leurs défenses dans les faits proposés contre

eux ; & si l'on ne pouvoit trouver le Juge sur le champ , l'accusé étoit gardé sûrement & honnêtement , sans être emprisonné.

Enfin , dans tous les affranchissemens des Communes , le Roi & les Seigneurs promettent de ne faire arrêter personne par voie de fait & sans information précédente.

(2) Avant l'Ordonnance de 1670 le Juge envoyoit chercher , par un Huissier , sans scandale , l'accusé contre lequel il n'y avoit pas de grandes charges ou qui n'é-

Il feroit à désirer que dans chaque Etat, il y eût, comme dit Platon, trois sortes de prisons. Une appelée la prison de sûreté, uniquement destinée pour s'assurer de la personne de ceux qui y feroient mis. La seconde appelée prison de correction. La troisième enfin ou l'on enfermeroit ceux qui feroient chargés par des indices graves ou qui feroient convaincus (1).

L'accusé chargé seulement d'indices légers, pourroit être d'abord mis dans la prison de sûreté. A mesure que les Juges verroient que la preuve se fortifieroit contre lui, ils ordonneroient qu'il passeroit dans la prison du supplice. Ce feroit le premier pas, que l'on feroit vers la condamnation.

Par ce moyen on rempliroit le vœu d'une grande Princesse, qui dit : » Qu'il y a une différence considérable entre arrêter quelqu'un, & le mettre en prison ; qu'il ne faut pas que le même lieu serve à mettre en sûreté un homme accusé d'un crime avec quelque vraisemblance, & un homme, qui en est convaincu, &c. (2). »

Il faudroit encore comme on le désire dans un ouvrage célèbre ; » Qu'au lieu de trouver dans la prison la misère & le déshonneur ; les accusés y trouvaient presque les mêmes commodités que dans leurs domiciles : Qu'ils n'y perdissent rien de l'estime publique ; qu'on ne les y retînt qu'autant de temps qu'il en faut, pour constater leur crime ou

roit pas accusé d'un crime énorme, & le renvoyoit après l'avoir interrogé. Les rédacteurs de cette Ordonnance trouverent que ce sage mé-

nagement étoit superflu, & le supprimèrent.

(1) *De Legib.* Lib. X.

(2) *Instruct. de l'Impérat. de Russ.* art. 157.

» vérifier leur innocence... Et même comme il
 » n'existe jamais avant la condamnation, que des
 » présomptions du crime : comme l'accusé peut en-
 » core prouver son innocence : il faudroit écarter
 » des prisons & de l'instruction des procès criminels
 » toute sévérité, que les circonstances ne rendroient
 » pas nécessaire : Par exemple à quoi bon les ca-
 » chots, &c. (1). »

(1) *Supplem. à l'Encyc.*
 Voyez *accusé*, lorsque la
 France gémissoit sous le des-
 potisme féodal, sous ce Gou-
 vernement qui est l'objet des
 regrets de bien des gens, &
 que les Seigneurs, au lieu de
 vexer leurs vassaux par le
 moyen de leurs droits féo-
 daux, pouvoient s'emparer de
 leur personne même & leur
 faire essuyer tous les outrages
 qu'ils jugeoient à propos,
 ils avoient choisi, pour les
 emprisonner, les fonds des
 tours, qu'ils avoient construi-
 tes pour leur servir de refu-
 ge dans les guerres éternel-
 les qu'ils se faisoient entre
 eux. Ces endroits creusés
 bien avant dans la terre, où
 l'air ne pouvoit circuler,
 étoient par conséquent hu-
 mides, infects & mal-sains.
 Le Chancelier de l'Hôpital,
 Ministre humain & Philoso-
 phe, fit ordonner en 1560,
 que toutes les prisons se-
 roient construites au rès de

chauffée. Depuis plus de deux
 siècles, cette Loi, si digne de
 son Auteur, n'avoit point été
 exécutée. Ce n'est que sous
 le regne de Louis XVI qu'on
 s'est rappelé, qu'à la honte
 de l'humanité, on enfermoit
 les hommes dans des lieux où
 l'on n'oseroit mettre les ani-
 maux les plus vils. On ne
 peut lire sans attendrissement
 le passage suivant du préam-
 bule de l'Édit de 1777, por-
 tant suppression des Offices
 de Receveurs des domaines
 & bois. » Nous n'avons pu
 » être informés, sans une
 » peine infinie, que faute de
 » terrain où de bâtimens con-
 » venables, les prisonniers
 » détenus pour dettes & qui
 » ne sont souvent que cou-
 » pables d'imprévoyance,
 » étoient mêlés avec des
 » hommes avilis par le crime
 » & par la débauche; & que
 » bientôt corrompus dans
 » cette funeste société, ils
 » ne rentroient dans le mon-

Seroit-il convenable que la Loi déterminât les indices nécessaires pour ordonner l'emprisonnement d'un accusé, ainsi que le propose l'Auteur du traité des délits & des peines? Si l'on se rappelle ce que nous avons dit plus haut de la variation des indices

» de que pour y répandre les
 » vices, qu'ils y avoient con-
 » tractés. Nous n'avons pas
 » moins été affecté du comp-
 » te qu'on nous a rendu de
 » ces lieux souterrains, où
 » d'autres prisonniers sont
 » renfermés. Nous avons su
 » que les ténébrés, la con-
 » tagion, le manque d'air &
 » d'espace en avoient fait
 » des séjours d'horreur & de
 » désespoir; & si l'humanité
 » peut prescrire, d'épargner
 » même aux criminels ces
 » supplices ignorés & per-
 » dus pour l'exemple, c'est
 » un devoir cher à notre
 » cœur que d'en préserver
 » ceux de nos sujets, dont
 » le crime est encore incer-
 » tain, & qui se trouve-
 » roient punis avant d'être
 » jugés, &c. » Il faut avouer
 que c'est-là un langage tout
 nouveau dans nos Loix.

En Angleterre où les Loix
 criminelles sont si douces &
 si sages, on n'a guere une
 meilleure police que chez
 nous pour les prisons. Il est
 vrai que comme les empri-
 sonnemens y sont plus rares,

les inconvéniens de cette
 mauvaise police y sont moins
 dangereux. On se plaignoit
 l'année passée dans le Parle-
 ment du mélange des prison-
 nier détenus pour dettes,
 avec les scélérats arrêtés pour
 leurs crimes; & de ce que les
 prisonniers, condamnés aux
 travaux publics, étant déte-
 nus dans les prisons, jusques
 à ce qu'il y eut des places sur
 les alléges, y portoiient, en
 sortant de ces gouffres d'in-
 salubrités, où une fièvre éter-
 nelle regne sous le nom de
maladie des prisons, une espè-
 ce de peste; tandis que sans
 cette imprudence l'air & le
 travail conserveroient la san-
 té des forcats.

Non-seulement la construc-
 tion & l'emplacement des
 prisons blessent les droits
 de l'humanité; la police mê-
 me qu'on y exerce est très-
 défectueuse. Pourquoi per-
 mettre, par exemple, que le
 geolier perçoive un droit sur
 les alimens qu'il fournit aux
 prisonniers? Ces malheureux,
 presque tous réduits à la pau-
 vreté la plus extrême, doi-

& de leur force ou de leur foiblesse suivant les circonstances d'où ils naissent, on verra qu'une pareille Loi seroit très-difficile à faire ; & qu'il n'est pas plus possible de fixer les indices capables de déterminer l'emprisonnement, que ceux qui peuvent opé-

vent-ils payer plus cher leurs vivres que ceux qui jouissent de l'aisance & de la liberté ? Pourquoi n'y a-t-il pas des réglemens sur la police intérieure des prisons ? Pourquoi est-elle laissée à l'arbitrage d'un Magistrat quelconque & souvent du geolier. Quelles inhumanités & quelles barbaries ne s'y commet-il pas ? Les cheveux se dressent encore d'horreur lorsqu'on lit dans les causes célèbres la manière dont on traitoit, dans les prisons, l'infortuné d'Anglade, accusé fausement d'avoir volé le comte de Montgomery. Après l'avoir long-temps tenu dans un cachot, on l'appliqua à la question qu'il soutint sans rien avouer. Les Juges indignés de ce qu'il n'avoit point avoué un crime dont il n'étoit pas coupable, le privèrent des secours qu'on accorde aux plus grands scélérats dans ces tristes momens. Ils le firent transporter dans le cachot où l'on avoit mis Ravaiillac, au milieu des douleurs cuisantes que lui causoit le supplice

qu'il venoit d'essuyer. Tandis que le mari étoit si horriblement traité ; sa femme, qu'on croyoit sa complice, étoit enfermée dans un autre cachot, où la douleur & le désespoir lui firent faire une fausse couche. Elle n'eut d'autre secours, dans un état si déplorable, que ceux que lui donnoit sa fille en lui faisant sentir du pain trempé dans du vin, pour la faire revenir de ses fréquentes défaillances. Cette fille charitable étant ensuite tombée malade elle-même ; sa mere eut encore la douleur de la voir languir cinq mois sous ses yeux, sans pouvoir obtenir un Médecin pour elle. C'étoit le crédit du Comte, qui sans doute fut la source de ces horribles vexations. A la fin d'Anglade fut condamné aux galères. Cet infortuné y vécut une année dans des tourmens inexprimables, que lui causoit les suites de la question. Il n'eut d'autre consolation que la Religion, dans les bras de laquelle il se réfugia. Lorsque

rer la condamnation. Qu'on fasse attention que l'emprisonnement ne doit avoir lieu suivant nous, que dans les crimes qui peuvent mériter une peine capitale ou afflictive; que nous demandons une prison particuliere, & non infamante pour les accusés non convaincus; & l'on verra s'affoiblir les inconvéniens de la liberté qu'on est obligé de laisser aux Juges, pour l'appréciation des indices nécessaires pour l'emprisonnement, comme pour la condamnation.

L'Auteur du traité des délits & des peines, en voulant qu'on fixe les indices qui pourroient faire ordonner l'emprisonnement, avoit en vue de reprimer les vexations, & d'empêcher qu'un homme seul pût en faire emprisonner un autre, sous des prétextes frivoles. Mais, pour arrêter efficacement le mal, c'est à sa cause qu'il faut remonter. Tant que l'instruction sera faite par un seul Juge, on aura beau faire des Loix pour réprimer les abus; elles ne serviront qu'à en faire naître de nouveaux. La bonne administration de la justice dépend au criminel comme au civil, du choix des Juges & de la sage police des Tribunaux.

§. V I I.

Des Juges.

SUIVANT les idées antiques, les Juges n'étoient pas seulement destinés à décider les différends qui s'éle-

l'innocence de cette victime malheureuse de la cupidité d'un Grand, eut été reconnue, sa fille demanda des dommages intérêts à son assas-

sin. Ils lui furent refusés. Je ne crois pas que dans les annales des nations les plus barbares on trouve des horreurs de cette espèce.

voient parmi les citoyens. C'étoit là moindre de leurs fonctions. Le principal objet de leur établissement, étoit le maintien de la paix & de la concorde dans la Cité, en y faisant respecter les Loix & les mœurs, soit par leur exemple, soit par leur autorité. Pour cela on ne donnoit les Magistratures principales qu'à des vieillards, dont la capacité & l'intégrité avoient été éprouvées, dans des emplois subalternes. » Il faut que les Juges, dit Platon, soient » versés dans la connoissance du cœur humain. Ils » ne doivent être choisis que parmi des hommes déjà âgés, qui n'ont appris que fort tard ce que » c'est que l'injustice, & qui ne l'ont pas connue » en eux-mêmes, mais par les fréquentes occasions » qu'ils ont eu de l'observer dans les autres (1). »

Des Magistrats pareils ne pouvoient manquer de s'attirer le respect & la confiance des citoyens. On n'avoit pas besoin de leur prescrire par des Loix les égards qu'ils devoient à des hommes, dont la présence seule inspiroit la vénération la plus profonde. C'est le grand mérite des institutions des Anciens, d'avoir puisé leurs distinctions dans la nature même. C'est ce qui fait que l'antiquité méritera toujours d'être notre modèle en politique, comme en Littérature.

Nous avons vu dans notre discours préliminaire, que l'usage de tous les peuples, qui n'avoient suivi dans leurs Loix que les inspirations de la nature, avoit été uniforme sur cet article; & que par-tout on avoit confié aux vieillards le soin de l'administration publique. Le mot *Seigneur* par lequel les na-

(1) *De Républ. Lib. III.*

tions du Nord, qui ont fondé la plupart des Royaumes de l'Europe, désignèrent tout-à-la-fois leurs Chefs & leurs Juges, est visiblement dérivé du mot Latin, qui signifie vieillard (1).

Les principes sur cette matière ne changèrent en France, qu'à l'introduction de la vénalité. Les charges de Judicature avoient toujours été remplies jusqu'alors par des hommes, qui avoient vieilli dans l'étude du Droit, & qui s'étoient distingués par leurs lumières & leur intégrité. Ce fut le premier âge de la Magistrature. Jamais elle n'a montré plus d'amour pour le bien public, ni soutenu les intérêts de l'État avec plus de zèle & de fermeté, que dans ces temps heureux. Le Souverain lui-même partageoit le respect que tous les citoyens avoient pour leur personne. Le Chancelier de l'Hôpital rapporte quelque part dans ses Epîtres, que lorsque François I. voyoit paroître ces Sénateurs aussi vénérables par leur âge que par leurs vertus, ce Prince, quelque hautain qu'il fut, étoit saisi de respect, & ne manquoit jamais de se lever à leur approche & d'aller au-devant d'eux.

La vénalité causa du changement. Cela étoit presque inévitable. Nous avons dans le même Chancelier de l'Hôpital un témoin fidèle des maux qu'elle occasionna. Cet illustre Magistrat étoit à cette époque, Conseiller au Parlement de Paris, voici la peinture qu'il fait de ceux qui entrèrent alors par cette voie nouvelle dans le temple de la Justice. » Je m'occupe assidument des fonctions de ma charge, écrivoit-il au Cardinal de Fournon ; associé avec quelques-uns de mes

(1) *Senior.*

» amis que la cruelle mort a épargnés, nous sou-
 » tenons autant qu'il est possible l'ancien éclat de
 » cette compagnie fameuse. Que son lustre s'est ef-
 » facé ! Combien elle s'est avilie depuis qu'on en a
 » ouvert l'entrée à des hommes d'une réputation équi-
 » voque ; à des jeunes gens qui ne connoissent seu-
 » lement pas les premiers élémens du Droit ; à des
 » gens enfin que tourmente la soif des richesses ! Tels
 » sont les avantages que la guerre nous a apportés ,
 » en nous forçant de donner à (de tels hommes)
 » la récompense de la vertu ; en obligeant celle-ci
 » à céder la place à l'opulence. Et c'est cependant
 » lorsque les vices augmentent , que la vertu pour
 » les contenir devrait commander (1). »

M. de Montesquieu qui , comme nous l'avons dit
 ailleurs , ne semble souvent avoir entrepris son esprit
 des Loix , que pour faire l'apologie des établisse-
 mens & des constitutions modernes , n'a pas man-
 qué d'approuver la vénalité des charges. » Platon,
 » dit-il , ne peut souffrir cette vénalité. C'est comme
 » si dans un navire on faisoit quelque'un Pilote pour
 » son argent. Mais Platon parle d'une République
 » fondée sur la vertu ; & nous parlons d'une Monar-
 » chie. » Il est facile de voir le ridicule de cette
 distinction entre une Monarchie & une République,
 pour ce qui concerne le maintien du bonheur &
 de la paix intérieure. L'argument de Platon , dicté
 par le bon sens même , demeure donc dans toute sa
 force.

La raison qu'ajoute M. de Montesquieu , que la
 vénalité fait faire comme métier de famille , ce qu'on

(1) *Epistol.* Lib. I. pag. 15.

ne voudroit pas faire autrement, est encore plus mauvaise que la première. Cela supposeroit qu'on ne trouve point de Magistrats dans les lieux où l'on ne vend pas les charges. L'expérience de tant de nations prouve bien le contraire. D'ailleurs quand on est assuré d'avoir une place pour son argent, on songe à se procurer cet argent, plutôt que les qualités nécessaires pour la remplir.

Le premier effet de la vénalité est donc souvent de remplacer les lumières par l'ignorance, de détruire toute émulation, d'enlever à la vertu, la seule récompense qui soit digne d'elle, d'altérer les mœurs en excitant dans les cœurs une soif insatiable de l'or, qui devient le mobile universel & le seul degré sur lequel on mesure les hommes.

La simplicité & la gravité des mœurs, qui font un des plus beaux caractères de la Magistrature, devoient aussi décheoir par la vénalité. Les anciens Magistrats qui ne pouvoient s'élever que par une étude continuelle des devoirs de l'état auquel ils s'étoient dévoués, passoient toute leur vie dans la retraite, & menaient une vie simple & sans faste. Il n'en fut plus de même, dès que la porte du temple de la justice ne fut ouverte qu'aux richesses; & que le luxe, inondant toutes les parties de l'État, subjuguait encore ceux, dont le devoir étoit d'y opposer une barrière insurmontable. Il étoit tout naturel que des hommes, qui ne devoient le plus souvent leur dignité qu'à leur argent, cherchassent à s'attirer par leur faste la considération qu'ils sentoient ne pouvoir mériter par leurs talens. L'on vit s'établir alors cette maxime, que chacun doit figurer suivant son rang; & l'on auroit plutôt pardonné à un Magistrat

de manquer des qualités les plus essentielles à son état, que de n'avoir pas une bonne table & un équipage brillant (1).

Un des plus grands inconvéniens de la vénalité, celui peut-être auquel on n'a jamais fait attention, c'est d'éloigner des emplois publics beaucoup d'hom-

(1) Afin qu'on ne nous accuse point d'avoir voulu censurer un état pour lequel nous avons le respect que lui doivent tous les bons citoyens, & pour prouver que c'est le seul amour du bien public, qui nous a dicté ces réflexions sur la vénalité des charges, nous observerons que nous n'avons fait presque que répéter ce que les plus grands Écrivains, & même ce qu'il y a de plus illustre dans la Magistrature, ont dit avant nous. Nous ne citerons pour notre justification que les lettres de M. d'Aguesseau. On peut y voir les plaintes qu'il y fait sur le peu d'application des jeunes Magistrats. » Le caractère dominant des jeunes Conseillers, dit-il dans un endroit, n'est pas l'application à l'étude : les Magistrats prennent bien peu de soin pour s'instruire. » Lett. 281. Tom. 9. Dans un autre il attribue à la négligence des professeurs des Universités, l'ignorance qui n'est, dir-

il, à présent que trop commune parmi les jeunes Magistrats. Tom. 8. Lett. 418. Dans un autre enfin il déplore amèrement les fausses idées qu'on s'est faites dans le monde de la nature des charges, qu'on s'accoutume à regarder, dit-il, comme des biens patrimoniaux qui suivent l'ordre des successions. Tom. 8. Lett. 407. Malgré les abus qui peuvent s'être introduits dans la Magistrature Française, il faut convenir cependant, qu'il y a toujours eu & qu'il y a encore dans son sein beaucoup d'hommes très-respectables par leurs lumières, & par leurs vertus. Donnez les places aux talens & au mérite, & bientôt vous verrez tous ces ordres reprendre leur ancien éclat. Mais les hommes ont beau vouloir établir des distinctions que la nature défavoue : elle leur prouve, par une funeste expérience, qu'il n'y en a pas de plus solide que celle qu'établissent le mérite & la vertu.

mes à talens & vertueux , qui seroient faits pour les remplir. Pour peu qu'on ait observé le cœur humain , on doit s'être aperçu que les hommes de génie sont ordinairement ambitieux & amateurs de la gloire. Le désir de s'illustrer & de se distinguer est en eux un aiguillon qui les presse , & qui les force à surmonter les plus grands obstacles. Les hommes vulgaires peuvent bien avoir de l'ambition. Mais leur ame ne sentant en elle aucun moyen pour se satisfaire , est arrêtée par les moindres difficultés. La vénalité renverse cet ordre naturel. Ce moyen de parvenir peut être saisi par ceux , qui sont incapables de se tirer autrement de la foule ; & il n'est pas assez à la portée des autres. Si toutefois par hasard les circonstances les placent dans quelque emploi public , ils le quittent le plutôt qu'il leur est possible ; ou du moins ils ne portent pas leurs talens à ce degré de perfection , où ils seroient arrivés , s'ils n'avoient eu d'autre moyen pour s'élever (1).

La vénalité des charges a rendu nécessaire l'immovibilité. Les Magistrats sont les dépositaires de l'autorité publique. Mais leur immovibilité n'étant point absolue , comme celle du Souverain , il est manifeste qu'ils demeurent toujours comptables à l'État. La propriété patrimoniale même , n'est pas entière-

(1) Ne seroit-ce point là la raison pour laquelle les hommes qui ont le plus illustré la France par leurs talens , n'y ont presque jamais été élevés aux emplois publics , contre l'ordinaire des autres pays ? Ce que Platon disoit

d'Athènes ; que ceux qui y étoient honnêtes gens , l'étoient plus que par-tout ailleurs , parce que rien ne les invitoit à l'être ; ne pourroit-il pas aussi se dire , avec quelque restriction , de ce vaste Royaume ?

ment indépendante. Cette inamovibilité a sans doute des inconvénients , parmi ses avantages. Tel est le sort de toutes les choses d'ici bas. Les Hommes peuvent être tentés d'abuser de tout ; & parmi les inconvénients , ce sont les plus grands qu'il faut tâcher d'éviter. Personne ne respecte plus sincèrement que moi , l'ordre auguste de Citoyens dont je parle.

Lorsqu'après la fin de la seconde guerre Punique Annibal retourna à Carthage , il trouva que l'ordre des Juges y exerçoit impunément les vexations les plus criantes. C'étoient autant de petits Tyrans , qui dispoient à leur gré de la vie & des biens des citoyens , sans qu'il fut possible de se mettre à l'abri de leurs violences , parce que , ajoute l'Historien dont nous empruntons ce fait , leurs charges étoient à vie , & qu'ils se soutenoient mutuellement. Ce grand homme ne trouva pour l'instant d'autre moyen de faire cesser ces abus ; que d'abolir la perpétuité des charges & de les rendre annuelles (1).

En général ; dans un État où l'on est jaloux de mettre la liberté des citoyens hors de toute atteinte , il faut qu'on sente toujours l'autorité de la Magistrature , jamais celle du Magistrat (2).

On se flatteroit donc en vain , de rendre à l'admi-

(1) *Liv. Lib. 33. n^o. 46.* Autrefois les charges n'étoient point perpétuelles en France. A chaque rentrée du Parlement le Roi dressoit une liste de ceux , qui devoient le composer , comme on fait encore aujourd'hui pour la chambre des vacations. Ce

fut Louis XI qui déranga le premier cet ordre.

(2) C'est M. de Montesquieu qui nous fournit cette maxime dans le chapitre où il parle du gouvernement d'Angleterre. Il détruit par là tout ce qu'il avoit dit en faveur de la vénalité.

nistration de la Justice sa pureté primitive, si l'on ne commençoit par modérer au moins la vénalité des charges, & par restituer au mérite un bien que les richesses usurpent trop aisément sur lui. On feroit bien de suivre l'exemple d'Alexandre Sévère, qui ne nommoit personne aux emplois publics, avant d'avoir fait afficher leur nom & permis à tous ceux qui auroient à se plaindre d'eux, de se présenter. Il ajoutoit, au rapport de Lampride, que tandis que les Juifs & les Chrétiens prenoient cette précaution pour l'élection de leurs Prêtres, il étoit honteux qu'on la négligeât pour celle des Magistrats, à qui la vie, l'honneur & la fortune des citoyens sont confiés.

On sent qu'il peut se trouver des hommes, qu'une pareille Loi écarteroit des charges publiques; & que ceux qui y aspireroient seroient réservés dans leur conduite.

La Magistrature, dans un État quelconque, ne devoit point faire un ordre distingué des autres. Elle devoit être composée de citoyens de toutes les classes. Sans doute que cela sera impraticable, tant que la confusion & la barbarie des Loix Européennes subsisteront. Mais s'il arrivoit enfin qu'on vint à les réformer; que la Législation ne fut plus que le développement de la raison, & de la morale; que l'on dressât un plan d'éducation, dont l'étude de cette Législation fut la base; alors les citoyens pourroient, chacun à leur tour, remplir les charges de la Magistrature; & l'on verroit cesser plus d'abus, que je ne pourrois inutilement en remarquer ici & en décrire.



§. VIII.

Du choix des Juges en matière criminelle.

IL est très-juste , dit le Marquis Beccaria , qu'un accusé puisse recuser tous ceux de ses Juges qui lui paroissent suspects. Par-tout où un accusé jouit constamment de ce droit , le coupable paroîtra se condamner lui-même. Chez les Grecs & les Romains , les Juges étoient choisis par l'accusateur & par l'accusé. A mesure qu'on tiroit les noms des Juges de l'urne , où on les jettoit , pour les choisir par le sort , on avoit le droit de les recuser en alléguant quelque prétexte.

On voit dans le Panégyrique de Trajan , que sous le despotisme des Empereurs ce droit des Parties avoit souffert quelque atteinte. Pline loue Trajan de l'avoir rétabli. Justinien gêna ensuite par quelques formalités les récusations des Juges (1). Elles sont fort faciles , dans tous les Tribunaux de l'Europe , à l'exception de ceux où la vénalité a été établie. L'État ayant vendu le droit de juger , il n'a pas voulu

(1) *Leg. ult. Cod. de Judic.* Dans le procès verbal de l'Ordonnance de 1667 , on rappelle l'ancien usage des Romains au sujet des récusations ; & on y dit qu'en France on n'a pas cette faculté de recuser , parce que les Juges y sont établis par les Loix du Royaume & par l'autorité Royale , pag. 348. Il est sans doute fâcheux de

trouver , dans des ouvrages qui passent pour des monumens de sagesse , des réflexions de cette espèce. Comme si à Rome les Loix avoient été établies par une autre autorité que celle de l'État. Tout cela prouve combien peu étoient exactes & justes les idées que nos rédacteurs avoient de la nature des choses.

que les acquéreurs en fussent particuliers. On a exigé, pour réformalités & des preuves impossibles a prononcé des amendes considé-

(1) On exige presque par-tout des preuves par écrit des motifs de récusation qu'on propose; comme si lorsqu'on a dessein de nuire à quelqu'un, on avoit la maladresse de le mettre par écrit & la complaisance de lui communiquer cet écrit. Le titre des récusations de l'Ordonnance de 1677, annonce trop visiblement l'impression du pouvoir absolu. Que nos Loix sont inconséquentes ! Lisez-les. Vous les verrez tantôt marquer la plus grande méfiance pour les Juges, les menacer sans cesse de punition, d'amendes, de dommages & intérêts, de prises à partie; tantôt leur témoigner un excès de confiance; livrer à leur discrétion la vie, l'honneur, les biens des citoyens. Que prouve cela? sinon que les intentions du Législateur étoient bonnes, mais que ses institutions ont contrarié ses

te? Pour-
tions d
rars e
qu'il se
d'y rev
ment d
Conseil
à peine
Arrêts
la cassa
gleterr
à la sou
venu le
dre qu
ministr
sageffe
plus à p
les puni
été tou
Législa
despote
quelque
byse fit
varicat
sur le f
justice
charge
rité en
ricoteu

qui succomberoient dans leur demande
tion.

On sent combien ce dernier usage est
que l'autre. La facilité qu'on aura de récu-
pourra occasionner quelques longueurs
préviendra les injustices , que la difficulté
sations doit nécessairement entraîner. D'a-
possible d'obvier à tous les inconvéniens
sans un grand nombre de Juges , parmi
Parties auroient le droit d'en récuser un
terminé , & en les obligeant , comme à
faire leur récusation avant la contestation.

C'est une Loi très-utile encore que ce
que tout homme soit jugé par ses pairs ;
dit le Marquis Beccaria , lorsqu'il est
sort d'un citoyen , on doit imposer silence
sentimens qu'inspire la différence des ra-
fortunes. Nous osons même ajouter que
est absolument nécessaire dans les États ,
jugés ont encore accru cette distinction
de Nobles & de Roturiers ; où la foibles-
vernement , en transportant dans une
les biens & les honneurs , l'a autorisée
sorte à regarder l'autre comme comp-
méprisables & d'une nature différente.
que la supériorité de la vertu , des tal-
services rendus à l'État , ait des privilè-
ces privilèges ou distinctions , ne frapper

pour entrer dans les Compagnies ? N'est-ce pas humilier le peuple trop gratuitement ?

Observons que cet usage que chacun soit Jugé par ses pairs , étoit autrefois suivi en France (1) ; que c'est l'introduction des Juges gradués & du Droit Romain , qui l'a fait abolir ; que s'il subsiste encore en Angleterre & dans quelques pays du Nord , c'est que mieux que chez nous on a su y conserver les principes sages & équitables de nos peres.

En rétablissant un usage aussi respectable par sa sagesse , que par son antiquité , on y trouveroit encore cet avantage inappréciable , que les Juges qui condamneroient à mort , ne seroient pas toujours les mêmes. Il y a sans doute très-peu d'hommes , qui , dans les commencemens , lorsqu'ils sont obligés de

(1) On trouve encore des vestiges de cet usage dans le droit qu'ont les Conseillers au Parlement , d'être jugés par leur corps. Mais on aperçoit en cela combien on s'est éloigné de l'esprit de la Loi primitive.

Quand on vouloit que chacun fut jugé par ses pairs , c'étoit pour établir l'égalité entre l'attaque & la défense ; de sorte que lorsque l'accusateur & l'accusé étoient d'une condition différente , les Juges devoient être mipartis , c'est-à-dire , la moitié du rang de l'accusateur , & l'autre de celui de l'accusé. Ainsi , le privilège des conseillers au Parlement ,

pour être conforme à l'esprit de l'usage dont il dérive , ne devoit avoir lieu , que dans les procès d'un Conseiller contre un autre Conseiller.

Le Chevalier Temple remarque que cet usage d'être Jugé par ses pairs , remonte jusques à Odin , le premier conducteur des Gètes en Europe , & le fondateur de ce grand Royaume , qui fait le tour de la mer Baltique. Son origine touche à celle de la société. D'ailleurs dans les premières sociétés , où l'on n'avoit ni Patriciens , ni Plébéiens , ni Nobles , ni Roturiers : chacun étoit jugé par ses pairs.

prononcer sur la vie d'un de leurs semblables , ne soient saisis de quelque terreur. Mais tel est l'effet de l'habitude , qu'à force de juger des affaires criminelles , ils peuvent en venir au point de les décider peut-être avec plus de sécurité que les affaires civiles.

§. I X.

Des Tribunaux.

IL ne suffit pas qu'il y ait des Juges éclairés & impartiaux ; il faut encore que les Tribunaux soient disposés , & la machine politique montée de façon , que tous ses mouvemens soient prompts & efficaces , & favorisent cette vigilance , & cette célérité si nécessaires dans l'administration de la Justice , & sur-tout de la Justice criminelle.

Il faut pour cela qu'un État soit divisé de manière , que chaque citoyen soit toujours sous les yeux de la Loi & de ses Ministres ; il faut que toutes les parties se correspondent & se communiquent une impulsion mutuelle.

Nous avons un excellent modèle d'une pareille division , dans celle que les Peuples Septentrionaux firent de leurs conquêtes en Europe. On sçait qu'ils les divisèrent en différentes Comtés ou Provinces ; que ces Comtés furent sous-divisées en d'autres parties appelées *Centaines* ; & les Centaines sous-divisées encore en *Dixaines*. Chacun des habitans du Royaume étoit obligé de se ranger sous une de ces Dixaines ; & l'on regardoit comme errants & vagabonds , ceux qui n'appartenoient à aucune. Les peres répondoient pour leur famille ; la Dixaine pour les peres ;

la Centaine pour la Dixaine , & la Province pour la Centaine.

Il y avoit une Cour de Justice à la tête de chacune de ces divisions ou sous-divisions. Mais les Cours des Dixaines ou des Centaines ne jugeoient que les causes de peu d'importance. Celles d'une grande considération , telles que celles où il s'agissoit de la liberté ou de la vie , étoient réservées à la Cour de toute la Province présidées par le Gouverneur.

Toutes les personnes libres de la Dixaine ou de la Centaine en composoient le Tribunal ; comme celui de la Province étoit rempli par les personnages , les plus recommandables de cette Province.

C'est en conservant ces restes précieux de la sagesse de nos peres , que l'Angleterre s'est passée jusqu'à présent de Maréchaussée (1). Ainsi quand on a voulu établir une police exacte dans Paris , on a commencé par le diviser en différens quartiers , à la tête de chacun desquels on a placé un Commissaire.

(1) Il faut encore observer que chaque dixaine & chaque centaine répondoit des délits qui se commettoient dans son district , & qu'elle étoit obligée de livrer le coupable , ou d'indemniser celui qui avoit été volé , ou les parens de celui qui avoit été assassiné. Cette règle , imaginée par Aristote étoit suivie en Italie , en Al-

lemagne & même en France. On trouve plusieurs anciens Arrêts du Parlement de Paris , qui rendent les Seigneurs responsables des délits commis dans leurs Seigneuries. Les péages ne leur avoient été accordés que pour les indemniser des frais qu'ils étoient obligés de faire pour la garde des chemins.



§. X.

De la forme des jugemens.

NOUS avons vu par un passage de Cicéron , rapporté dans notre discours préliminaire ; que la sentence définitive chez les Athéniens , étoit toujours précédée de deux autres. Platon qui dans le projet de Loix qu'il a donné , a eu le bonheur de n'avoir le plus souvent qu'à rendre compte des usages de son temps , nous explique cela plus en détail.

Après que l'accusateur & l'accusé avoient été entendus , le plus ancien des Juges commençoit à les interroger. Tous les autres faisoient la même chose après lui , demandant à chaque partie des éclaircissemens sur les doutes , qui pouvoient leur rester. Celui qui n'avoit rien à demander , remettoit l'interrogatoire au suivant. On écrivoit ce qui paroissoit le plus décisif. Les interrogatoires finis , les Juges donnoient leur opinion qu'on écrivoit pareillement dans un papier , qu'on cachetoit ensuite & qu'on déposoit sur l'autel de Vesta. On faisoit la même chose par trois fois consécutives. Ce n'étoit qu'à la dernière que le Juge prenant les Dieux à témoin , qu'il alloit juger suivant la justice & la vérité , donnoit son suffrage définitif (1).

On voit avec quelle précaution , quelle prudence , on prononçoit sur la vie & l'honneur des citoyens. Il n'y avoit rien de précipité. On laissoit aux Juges le temps de réfléchir sur leur opinion & de revenir de leurs erreurs. Une pareille manière de rendre la

(1) *De Legib. Lib. IX.*

justice, ne pouvoit qu'inspirer de l'innocent accusé ; tandis que nos usages, qu'à lui donner de la terreur.

Les jugemens, se rendant autrefois en présence de tous le peuple, les Juges étoient quelque sorte dispensés de donner les motifs de leur sentence. Mais, ils ne sçauroient l'être aujourd'hui, l'usage n'est point que le peuple assiste au jugement des procès criminels. » grands désordres, dit Platon, qu'il y a dans un État, c'est lorsque les Magistrats & muets y dérobent leurs jugemens à la vue du public, & décident les causes en secret. » Cet État est menacé d'une ruine certaine. » la Loi ne commande plus aux Magistrats. » Magistrats à la Loi. Car le refus de rendre des jugemens, n'est autre chose que le mépris de la Loi (1). »

(1) *Nec decreta exeant cum silentio ; sed judices sententiæ suæ rationem adducant , idque palam atque astante coronâ ; ut quod ipsâ potestate sit liberum , famâ tamen & exislimatione sit circumscriptum. Bacon. de augm. scient. Lib. VIII. aphor. 38.* Les Juges étoient obligés de donner autrefois en France les motifs de leurs jugemens. Voyez une Ordonnance de

derne , en 1302. Les Juges de la Cour des Comptes rendoient leurs jugemens en public, & prononcoient la sentence en présence du peuple. C'est que les Juges de la Cour des Comptes étoient des Juges de la Cour de la Chancellerie. C'est que la Chancellerie étoit plain

Outre que le défaut de motifs dans les jugemens est contraire à la constitution politique, il est très-sûr que les jugemens seroient recevoir beaucoup plus d'attention, & les affaires plus profondes, si chaque Juge étoit obligé de rendre compte de son opinion.

On a agité une question que, pour l'honneur de la raison humaine, il ne faudroit peut-être pas résoudre, si lorsqu'un innocent a été condamné, il doit retracter le jugement, si entre l'interrogatoire & de l'exécution, on vient à découvrir l'innocence du condamné? Montaigne nous apprend qu'on le refusa de son temps (1). Cependant un jugement de condamnation n'est fondé, que sur la certitude qu'on croit avoir que l'accusé est coupable. Dès que cette certitude cesse, la condamnation doit tomber avec la cause qui l'a occasionnée.

L'opinion contraire paroît fondée en raison, & sur la présomption naturelle des hommes. Les Juges ont cru rendre leur autorité plus respectable, en leur donnant à leurs décisions cette immutabilité, qui n'est due qu'à celles de l'éternel, parce qu'à lui seul appartient le bien d'être essentiellement juste & infaillible.

§. X I.

Des jugemens de famille.

LES hommes se montrent en public à tel point, qu'ils sont dans leurs maisons. C'est

ducation qu'ils y reçoivent, qui fait les bons & les mauvais citoyens. Cependant, le Législateur n'a pour ainsi dire aucune autorité sur ce qui se passe dans l'intérieur des familles. C'est un asyle impénétrable pour lui. S'il établit des peines contre les délits, qui peuvent s'y commettre; il accoutumera les citoyens à mépriser les Loix, par la facilité qu'ils trouveront à se soustraire à celles de cette espèce. Tout cela avoit été apperçu & senti par les Législateurs de l'antiquité. Aussi n'avoient-ils rien oublié pour conserver dans les familles la paix & l'union, deux grandes sources de la vertu. Ils avoient abandonné la décision des différens, qui survenoient entre les parens, à l'arbitrage de leurs proches. Ils pensoient avec raison que leur jugement amiable pourroit étouffer dans leur naissance les mouvemens de la cupidité, que l'interposition des gens d'affaires n'auroit fait qu'irriter (1).

C'est pour la même raison qu'ils avoient donné un pouvoir si étendu aux peres sur leurs enfans; aux maris sur leurs femmes. La plupart de ceux qui l'ont lû dans l'Histoire des Loix, dont ils ne comprenoient pas l'esprit, n'ont pas manqué de se récrier sur l'étendue de cette autorité confiée aux peres & aux maris. Le vrai est cependant, qu'à Rome où ils en jouirent principalement, personne ne s'en plaignit tant que les mœurs furent pures; & qu'il ne fallut la modérer ou la détruire, que lorsque les mœurs furent arrivées au plus haut période de leur corruption. Il en resta cependant long-temps des vestiges dans le

(1) Le Chancelier de l'Hôpital fit rendre une Ordon-

nance semblable en 1560; elle n'a jamais été exécutée.

Droit Romain , que les ignorans , qui entreprirent de l'expliquer lors de sa renaissance , ne furent pas recueillir (1).

Le rétablissement des jugemens de famille , est le seul moyen de parvenir à celui des mœurs. L'autorité, au lieu d'être confiée au seul pere ou au seul mari , appartiendrait à un nombre déterminé de parens de part & d'autre. Elle s'étendrait sur tous les délits qui , en se passant dans l'intérieur des familles , se dérobent facilement aux regards de la Justice. Ne vaudrait-il pas mieux , par exemple , qu'un mari , au lieu de venir scandaliser souvent à pure perte les Tribunaux & le public des désordres de sa femme , & demander justice d'un délit dont personne ne doute , & qu'on ne punit presque jamais faute de preuves , s'adressât à un Tribunal domestique ?

On pourroit même étendre cette autorité des parens , sur tous les délits commis par les fils de famille , autres néanmoins que ceux qui attaqueroient la sûreté de la société ou la vie des citoyens. La peine établie par la Loi seroit prononcée par les parens. Ce seroit le seul & le vrai moyen de faire disparaître ce préjugé , qui flétrit toute une famille pour le crime d'un seul. Les hommes , accoutumés à ne juger des choses que par l'habitude ; ne verroient plus la même infamie dans une condamnation prononcée par les parens , que dans celle qui est prononcée par la Justice. Cette infamie ne se communiqueroit plus qu'aux parens , qui refuseroient de punir le coupable & d'indemniser l'offensé. Le préjugé changeroit de nature , & d'atrocité il deviendroit juste.

(1) Voyez le titre du Code , *De emendat. propinq.*

§. X I I.

Des contumax.

PAR le Droit Romain on ne condamnoit jamais à aucune peine, celui qui se déroboit par la fuite aux poursuites de la Justice. La raison étoit qu'il ne falloit condamner personne sans l'avoir entendu. La fuite de l'accusé, en délivrant la société de sa présence, faisoit à peu de chose près le même effet que la peine auroit pu faire.

Chez nos peres on se contenoit de condamner le contumax au bannissement ; & de faire un commandement général à tous ceux qui le trouveroient de l'appréhender & de l'amener à la Justice. On n'a inventé que fort tard la ridicule & inutile cérémonie des exécutions par effigie.

Il est à propos d'observer que la contumace est plus ou moins excusable, suivant que la peine est plus ou moins juste ; l'instruction plus ou moins au désavantage de l'accusé. On ne peut guere prononcer contre un contumax que des peines pécuniaires, pour indemniser celui qui a été offensé par son délit, sauf ensuite à lui infliger des peines plus sévères, s'il vient à se laisser saisir.

§. X I I I.

De l'exécution des jugemens.

LA peine étant établie pour arrêter l'activité des passions, il faut, pour qu'elle remplisse son objet, que ceux qui ont été témoins du délit le soient également de la punition. Le jugement doit donc être

exécuté dans le lieu du délit même. Cela se faisoit ainsi chez les Romains.

Dans quelques Provinces de la France l'exécution du jugement se fait toujours dans la Ville de la résidence de la Cour Souveraine , qui a jugé définitivement le coupable. On prive par-là les habitans , du lieu du délit , d'un spectacle qui , par sa rareté , feroit sur eux une impression , qui se perpétueroit pendant plusieurs générations ; impression que l'habitude affoiblit & rend même nulle dans les lieux où on la renouvelle fréquemment. Ce n'est plus qu'une espèce de Tragédie , où la canaille accourt en foule , parce que , comme dit M. de Voltaire , on y entre sans payer.

§. X I V.

De la durée de l'instruction & de la prescription en matière criminelle.

L'AUTEUR du traité des délits & des peines a fait un fort long chapitre sur ce sujet , que je n'entends point ou qui ne me paroît qu'un recueil de sophismes. Il dit entr'autres choses , que le temps pour la prescription & celui qu'on emploie à la recherche des preuves ne doivent pas croître l'un & l'autre en raison de la grandeur du crime ; parce que la probabilité que le crime a été commis est en raison inverse de son atrocité.

Mais cela ne peut avoir lieu que dans des cas bien rares ; dans ceux où le corps de délit n'est pas certain. Dès qu'il existe , dès que , par exemple , le cadavre de l'homme assassiné est représenté , il seroit un peu ridicule de vouloir faire diminuer le temps

pour la recherche de l'auteur de ce crime , *sous prétexte que la probabilité qu'il a été commis , est en raison inverse de son atrocité.*

C'est cependant de cet étrange principe que l'Auteur tire cette conséquence , que dans les grands crimes , par la raison même qu'ils sont plus rares , la plus grande probabilité de l'innocence de l'accusé doit faire prolonger le temps de la prescription & diminuer celui de l'examen ; & que dans les délits moins considérables , la probabilité de l'innocence de l'accusé étant moindre , il faut prolonger le temps de l'examen & diminuer celui de l'instruction.

Pour nous nous pensons au contraire qu'en fixant les délais , soit pour l'examen , soit pour la prescription , il faut avoir égard à l'atrocité du délit ; à l'impression qu'il a faite sur le public ; au dommage qu'il a causé à la société ou aux particuliers. Plus cette atrocité , cette impression , ces dommages seront considérables , plus le temps de l'examen devra être long.

C'étoit-là à peu près l'esprit des Loix Romaines. Les injures y étoient prescrites par un an ; l'adultère par cinq ans ; tous les autres crimes sans distinction par vingt ans. Il auroit cependant fallu en mettre une entre le vol & l'assassinat ; entre l'assassinat simple & le parricide , &c. C'est une attention qui n'échappera pas à un sage Législateur.

Peut-être poussera-t-il la sévérité jusques à n'admettre aucune prescription ; pour certains délits atroces , tels que ceux qui attaquent la sûreté de la société ou la vie des citoyens. L'existence de l'auteur de ces crimes ne peut être d'aucune utilité pour la société. Elle peut au contraire lui devenir funeste ,

en faisant naître dans le cœur des scélérats l'espoir de l'impunité.

Il est vrai cependant qu'après un temps considérable, la peine doit être plus douce que dans les temps voisins du délit. Car les peines sévères, pour être tolérables, doivent suivre le crime de près. Autrement on oublie volontiers le délit pour ne s'occuper que du sort malheureux du criminel. On voit plusieurs exemples de ce que nous disons ici, dans le Droit Romain. La plupart des actions qu'il accorde pour certains délits, tendent toujours à une peine plus forte, lorsqu'elles sont intentées dans l'an que lorsqu'elles le sont après.

Quand je dis qu'il faudroit prescrire un temps pour la durée de l'instruction ; ce n'est pas que je ne croie qu'une pareille Loi ne fut sujette à de grands inconvéniens. Il y a en effet, en la faisant, beaucoup d'écueils à éviter. Si vous fixez un délai trop court ; vous risquez, en ne donnant pas le temps d'approfondir la preuve, de procurer l'impunité au coupable. Si vous fixez un délai trop long ; des Juges négligens se serviront de la Loi-même, pour faire effuyer tout ce délai à un accusé innocent, dont le procès auroit pu être instruit dans un intervalle beaucoup plus court. Enfin, un délai quelconque aura toujours cet inconvénient, qu'un Juge prévaricateur, pourra s'en servir pour favoriser le coupable, en le laissant expirer sans faire aucune poursuite sérieuse. Tout cela prouve la maxime que nous avons établie plus haut, que dans l'administration de la Justice, la vigilance du Gouvernement & le bon choix des Juges peuvent plus, que tous ces Réglemens admira-

bles dans la spéculation , mais remplis d'inconvéniens dans la pratique.

§. X V.

Des graces.

LE caractère distinctif d'un bon Gouvernement , c'est que les citoyens y soient sous la plus grande dépendance possible de la Loi , & sous la plus grande indépendance possible de l'homme. Nous l'avons dit ci-devant. L'autorité de la Loi doit être universelle, inévitable, immuable. Il doit en être des Loix politiques comme des Loix physiques. Il ne faut en suspendre le cours que pour des prodiges , c'est-à-dire , pour des occasions d'éclat & pour un plus grand bien.

Ainsi tout délit véritable causant , ou à la société ou aux particuliers , un dommage quelconque , son auteur est tenu de les indemniser par les premières Loix de la nature. Aucune puissance n'a droit de l'en dispenser , puisque cette dispense contrarieroit les Loix fondamentales de la société.

Que M. de Montesquieu vienne nous dire après cela , que le droit de faire grace n'appartient qu'aux Monarques ; que les despotes à qui on ne pardonne jamais , ne pardonnent point aussi , &c. Rien au contraire ne caractérise mieux un État penchant vers le despotisme , que la facilité d'obtenir les pardons ; puisque , outre qu'elle montre une autorité supérieure à celle de la Loi ; elle la rend encore méprisable , en nourrissant l'espoir de se soustraire à son empire. Croit-on que les intrigues des Cours des Sultans ou des Sophis ne puissent pas procurer la grace de quel-

que scélérat protégé, comme cela arrive quelquefois dans les États Européens ?

Veut-on , de ce que nous disons ici , une preuve sans réplique ? Il ne fut pas question à Rome de grâces ; ni de pardon , tant que la République exista , c'est-à-dire , tant que les Loix furent justes. Les grâces furent une invention du despotisme , dans ses retours vers l'humanité. En effet , ce qui empêche de sentir les inconvéniens des grâces , c'est la cruauté & l'atrocité des Loix. On loue toujours un Monarque , qui fait usage de son autorité pour modérer les peines trop rigoureuses que la plupart des Loix prononcent contre les coupables. Mais si ces Loix étoient justes , proportionnées au délit ; la grâce qui en suspendroit l'exécution ne seroit plus qu'une injustice.

Il est étonnant que M. de Voltaire , qui a critiqué tant de passages de l'esprit des Loix , qui ne le méritoient pas , ait loué ce qu'il dit au sujet des grâces. Il est d'autant plus inexcusable , qu'il avoit lu les excellentes réflexions du Marquis Beccaria sur cette matière. Elles sont assurément un des plus beaux morceaux de son Ouvrage.

C O N C L U S I O N.

IL doit être prouvé que c'est moins par les supplices que par des Loix sages & réfléchies , qu'on vient à bout de maintenir les bonnes mœurs & avec elles toutes les vertus ; que pour conduire l'homme , il faut moins le garotter & le traîner par des liens extérieurs , que diriger avec prudence les ressorts qu'il porte au-dedans de lui-même.

Quique vous foyez donc , qui , placés à la tête des nations , voulez vous occuper de leur bonheur ; ne vous flattez pas d'arrêter le torrent de la corruption par la sévérité des peines ! C'est un moyen que les Tiberes & les Nérons imaginèrent inutilement avant vous. Si vous avez à faire à des hommes que l'esclavage , le luxe & la soif insatiable de l'or , sa compagne fidèle , aient entièrement avilis & corrompus ; commencez par les éclairer sur leurs devoirs & leurs droits. Faites leur connoître toute la dignité de leur être.

Écartez tous les obstacles qui s'opposent aux penchans légitimes de la nature. Favorisez-les autant qu'il fera en vous. C'est en se livrant aux sentimens que la nature lui a inspiré pour ses semblables ; c'est en remplissant les devoirs de la sociabilité , que l'homme peut espérer d'arriver au vrai bonheur. Il se flatteroit en vain d'y parvenir autrement. Si la nature avoit voulu l'y conduire par le moyen de l'or & de l'argent , elle ne les auroit point cachés dans les entrailles de la terre. Toutes les Loix qui porteront sur les sentimens naturels de l'homme , seront immuables comme eux ; mais celles qui auront une autre base , seront toujours imparfaites & variables.

Donnez au Gouvernement une forme fixe & assurée. Que tous les ressorts en soient tendus vers le bien général. Respectez la propriété ; mais cependant faites en sorte que chaque citoyen puisse , en travaillant , trouver sa subsistance & le bonheur dont il est susceptible. Que tous les membres de l'État soient égaux , c'est-à-dire , subordonnés aux mêmes Loix. Appliquez-vous moins à répandre de grandes lumières parmi eux , qu'à les préserver des préjugés. L'er-

reur est encore plus nuisible que l'ignorance. Un homme est bien savant lorsqu'il fait connoître & pratiquer ses devoirs ; & les Loix sont bien sages lorsqu'elles savent nous les faire remplir , plutôt par une douce habitude que par crainte.

Suivez les conseils d'une grande Princesse. Faites écrire les Loix en langue vulgaire. » Que le Code » forme un livre d'un moyen volume , qu'on puisse » acheter à bas prix comme un Catéchisme. Car le » citoyen , qui ne pourra connoître par lui-même la » suite de ses propres actions sur sa personne & sur » sa liberté , demeurera esclave d'un certain nombre d'hommes , dépositaires & interpretes des » Loix (1). » :

Mettez des impôts ; ils sont nécessaires pour la défense de l'État. Mais ne passez pas les bornes de cette nécessité. N'enrichissez pas , des sueurs des habitans laborieux de la campagne , les citoyens oisifs des villes ; ne gorgez pas du sang des peuples , quelques sangsues avides. Attachez par le bonheur les citoyens dans les campagnes. C'est dans la prospérité de la culture que réside celle de l'État. Ce sont les campagnes qui sont le vrai séjour des mœurs. Rarement y voit-on de ces crimes , qui font frémir l'humanité. Ils sont réservés pour des théâtres plus brillans. Ne forcez donc pas , en les dévastant par des charges intolérables , leurs habitans de les désertir , pour aller peupler les villes. En vain vous vous fiez pour leur entretien sur le commerce & sur le luxe. Bientôt une guerre , un revers imprévu , un changement même dans la police des autres États , va vous

(1) *Instruct. de l'Impérat. de Rus. n°. 158.*

enlever cette ressource ; & ces habitans des villes deviendront des brigands dans les bois & sur les chemins.

En finissant un ouvrage , que nous avons entrepris sans consulter nos forces , & dans lequel l'amour seul de l'humanité nous a soutenus , il ne nous reste qu'un souhait à faire. Quand tous les Princes , écoutant enfin la voix de la raison , feront-ils , du bonheur de leurs peuples , leur unique occupation ? Quand toutes les nations , réunies par les liens d'une amitié fraternelle , mettront-elles fin à leurs dissensions & ne feront-elles plus la guerre qu'aux méchans ? Mais que l'accomplissement de ce vœu me paroît encore dans un avenir éloigné ! Que dis-je ? Des règnes plus heureux brillent sur l'Europe ! O hommes , ô mes amis , ô mes freres , cet Ouvrage vous prouve si je désire le soulagement de vos maux ; si votre félicité n'est pas le vœu le plus ardent de mon cœur. Ah ! si quelqu'une de mes idées pouvoit être accueillie , si elle pouvoit opérer la cessation de quelque abus , le soulagement de quelque malheureux ; avec quel transport je m'applaudirois d'avoir osé la produire ! Et la mort vint-elle m'enlever au milieu de ma carrière ; je mourrois du moins avec la consolation de n'avoir pas été inutile à l'humanité !

F I N.

PRIVILÉGE GÉNÉRAL.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand Conseil, Prévot de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lientenans Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra : SALUT. Ayant jugé à propos de mettre sous notre protection l'Académie des Sciences, Arts & Belles-Lettres de Chaalons, & encourager les Travaux Littéraires des Membres qui composent ladite Académie, Nous avons cru devoir lui accorder nos Lettres de Privilége, de faire imprimer tous les Ouvrages qu'elle pourra produire. A CES CAUSES, Nous avons permis à ladite Académie, & Nous lui permettons par ces Présentes, de faire imprimer, par tel Imprimeur qu'elle voudra choisir, & autant de fois que bon lui semblera, de faire vendre & débiter par tout notre Royaume, pendant le tems de neuf années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes les *Recherches, ou Observations journalieres, ou Relations annuelles qui auront été faites dans les Assemblées de l'Académie ; Ouvrages, Mémoires, ou Traités de chacun des Particuliers qui la composent, & généralement tout ce que ladite Académie voudra faire-paroître en son nom, après avoir fait examiner lesdits Ouvrages, & les avoir jugés dignes de l'impression.* FAISONS défenses à tous Imprimeurs, Libraires & autres, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de notre obéissance : comme aussi d'imprimer, ou faire imprimer, vendre, faire vendre, débiter, ni contrefaire lesdits Ouvrages, ni d'en faire aucuns extraits sous quelque prétexte que ce puisse être, sans la permission expresse & par écrit de ladite Académie, ou de ceux qui auront droit d'elle ; à peine de confiscation des Exemplaires contrefaits, de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre à ladite Académie, ou à celui qui aura droit d'elle, & de tous dépens, dommages & intérêts ; A la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, dans

trois mois de la date d'icelles ; que l'impression desdits Ouvrages sera faite dans notre Royaume, & non ailleurs, en beau papier & beaux caractères, conformément aux Réglemens de la Librairie, & notamment à celui du dix Avril mil sept cent vingt-cinq, à peine de déchéance du présent Privilège ; qu'avant de les exposer en vente, les manuscrits qui auront servi de copie à l'impression desdits Ouvrages, seront remis dans le même état où l'approbation y aura été donnée, ès mains de notre très-cher & féal Chevalier, Garde des Sceaux de France, le Sieur HUE DE MIROMENIL, qu'il en fera ensuite remis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier, Chancelier de France, le Sieur DE MAUPEOU, & un dans celle dudit Sieur HUE DE MIROMENIL ; le tout à peine de nullité des Présentes : DU CONTENU desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ladite Académie, & ses ayant cause, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. VOULONS que la copie des Présentes qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin desdits Ouvrages, soit tenue pour dûement signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers Secrétaires, soi soit ajoutée comme à l'original. COMMANDONS au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution d'icelles, tous actes requis & nécessaires, sans demander autre permission, & nonobstant clameur de Haro, Charte Normande, & Lettres à ce contraires : Car tel est notre plaisir. Donné à Paris le dix-neuvième jour de Juin, l'an de grace mil sept cent soixante-seize, & de notre Règne le troisième. Par le Roi en son Conseil.

Signé, LE BEGUE.

Registré sur le Registre XX. de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N.º 698. fol. 174. conformément au Règlement de 1723. qui fait défenses, article IV, à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, autres que les Libraires & Imprimeurs, de vendre, débiter, faire afficher aucuns Livres pour les vendre en leurs noms, soit qu'ils s'en disent les Auteurs ou autrement ; & à la charge de fournir à la susdite Chambre huit Exemplaires prescrits par l'Article CVIII. du même Règlement. A Paris ce 26 Juin 1776.

Signé, LAMBERT, Adjoint.

DISCOURS


DE M. BERNARDI, Avocat au
Parlement d'Aix.

*Neque hoc agimus ut elegantiam vel ruditatem verborum
observemus , quod multi facere solent ; sed ut quæ recta
ratio secundum naturam in Legibus sit , quis error , in-
dagemus. Plat. de Legib. Lib. I.*



AVANT PROPOS

DE L'AUTEUR.

ES Loix , dans la plupart des États de l'Europe , sont un assemblage de coutumes imaginées dans des temps de ténèbres , qui ne peuvent rendre les Peuples heureux ; & qui deviennent souvent les instrumens des vexations de quelques hommes adroits ou puissans.

Cette imperfection des Loix modernes se fait principalement sentir dans la justice criminelle ; parce que roulant sur des objets qui touchent l'homme de plus près , ses erreurs sont par cela même plus sensibles & ses défauts plus saillans. Qui pourroit soutenir l'idée des atrocités dont la justice criminelle fournit tant d'exemples ? Qui pourroit voir de sang froid des citoyens tantôt poursuivis pour des délits légers ou chimériques , renfermés dans des lieux infects & mal sains pendant tout le cours d'une instruction longue & rigoureuse ; passer dans l'incertitude la plus cruelle , dans les larmes & le désespoir une gran-

de partie de leur vie ; de cette courte vie que la nature leur avoit donnée , pour goûter un instant le bonheur sur la terre ? Tantôt des échaffauts inondés de sang humain ; des hommes qui auroient pu être encore utiles à la société , & qui ne sont peut-être criminels que par l'injustice des Loix , repaître par leur supplice la curiosité barbare d'une populace avilie.

La Philosophie s'occupe depuis quelques années des moyens de faire cesser ces spectacles horribles. Mais ses réclamations n'avoient été guere accueillies jusques à présent , que par ce petit nombre de sages , qui au milieu de cet égoïsme , qui fait tous les jours de si rapides progrès , ont encore la bonne hommie de songer au bien général. Aujourd'hui les Gouvernemens plus éclairés , ou , ce qui vaut autant , connoissant le besoin de l'être , semblent faire plus d'attention à sa voix.

C'est dans ces circonstances qu'un ami de l'humanité a fait proposer par la société économique de Berne , de composer & rédiger un plan complet & détaillé de Législation sur les

matieres criminelles, sous ce triple point de vue.

1°. Des crimes & des peines proportionnées qu'il convient de leur appliquer.

2°. De la nature & de la force des preuves & des présomptions.

3°. De la maniere de les acquérir par la voie de la procédure criminelle, en sorte que la douceur de l'instruction & des peines soit conciliée avec la certitude d'un châtiment prompt & exemplaire, & que la société civile trouve la plus grande sûreté possible pour la liberté & l'humanité.

En applaudissant à un projet que l'amour des hommes a inspiré, & qui embrasse l'ensemble de la procédure criminelle, on est cependant forcé de convenir qu'il se rencontre des obstacles presque insurmontables dans son exécution. D'abord est-il possible de pouvoir considérer les Loix criminelles, abstraction faite des Loix civiles? Peut-on douter que ce ne soient ces dernieres, qui par la maniere dont elles dirigent les passions, dont elles distribuent les biens &

les maux , rendent presque toujours les hommes bons ou méchans ? Séparer les Loix civiles des Loix criminelles , n'est-ce point retomber dans le défaut grossier de toutes les Législations modernes , où l'on voit des Loix civiles , des Loix féodales , &c. ; enfin mille autres coutumes absurdes aussi opposées dans leur esprit & dans leurs dispositions ; qui divisant les citoyens entre eux , forment dans une seule société plusieurs sociétés différentes , & sont la source d'une infinité de divisions & de désordres ?

L'unité , cette qualité si recommandable dans les ouvrages de la nature & de l'art , n'est pas moins essentielle dans le Gouvernement politique. Elle fut l'objet des travaux des plus célèbres Législateurs de l'antiquité ; & cela suffit pour expliquer comment avec un si petit nombre de Loix ils firent tant de bien ; tandis qu'avec des milliers de volumes sur les Loix , nous avons fait tant de mal.

Chercher les meilleures Loix criminelles possibles , n'est donc au fond autre chose que chercher la meilleure forme possible d'administration.

Autrement comment s'occuper d'adoucir la rigueur & la sévérité des peines, puisque si elles étoient par elles-mêmes un frein efficace pour le crime, il faudroit plutôt chercher à les accroître.

La question une fois bien posée on voit qu'il est impossible d'entrer dans tous les détails que semble exiger le programme de la société économique de Berne. Car l'ouvrage qu'elle demande doit servir sans doute de guide aux Législateurs de toutes les nations. Cependant pour prescrire des Loix détaillées il faut nécessairement avoir en vue telle ou telle nation, pour les assortir à son caractère ou à ses mœurs ; autrement il faudroit parcourir toutes les situations possibles où un peuple peut se trouver ; ce qui est impraticable sur-tout dans un ouvrage de cette espèce ; on ne peut guère y établir que les principes fondamentaux. Le grand Législateur porte toute son attention sur les Loix fondamentales ; & lorsque dans le monde moral, comme dans le monde physique, elles sont bien ordonnées, les détails marchent d'eux-mêmes.

Votre programme, Messieurs, en se bornant aux seules Loix criminelles de la France, n'a guere moins d'étendue, que celui de la société économique de Berne. La solution des questions qu'il renferme dépend toujours d'une juste application des Loix fondamentales de la Législation.

» Pourquoi, dites-vous, se commet-il en
» France tant de vols, tant d'assassinats & tant
» d'autres crimes malgré la rigueur de nos
» Loix pénales, l'activité de notre Police, le
» zèle de nos Magistrats? Pourquoi même sont-
» ils plus fréquens parmi nous, que dans d'au-
» tres pays, où la douceur des Loix criminel-
» les, la facilité de les interpréter en faveur du
» coupable, les asyles multipliés, une commi-
» sérion religieuse, les préjugés nationaux,
» l'avilissement de la main-forte, en un mot où
» tout semble promettre l'impunité. »

Cette observation fait tout à la fois & l'apologie de l'humanité & la censure des Gouvernemens où l'on pense pouvoir prévenir les crimes par des peines sévères. Elle prouve bien évi-

demment que l'homme est naturellement bon ; & que pour le rendre vertueux , il n'y a pas d'autre moyen que de prévenir la corruption de sa bonté naturelle. Cette corruption ne peut donc venir que de ce qu'on s'est écarté des Loix primitives de l'espece humaine ; des Loix que la nature lui avoit données pour la guider & la diriger.

» Quelles peuvent être en France, continuez-
» vous , les Loix pénales les moins sévères &
» cependant les plus efficaces pour réprimer &
» contenir le crime, par des châtimens prompts
» & exemplaires , en ménageant l'honneur &
» la liberté des citoyens. »

Pour connoître la force qu'on doit donner à une digue , il faut connoître nécessairement celle de l'agent qu'on veut contenir. Pour connoître donc jusques à quel degré on peut porter la rigueur des peines , il faut nécessairement examiner le degré d'activité où la corruption est parvenue dans la société. Tous les autres articles de cette dernière partie du programme ne regardent que la manière de faire l'instruction & d'acquérir les preuves.

Pour donner des notices exactes des délits & des peines , & établir des principes clairs , nous avons cru qu'il falloit d'abord s'attacher à connoître qu'elles étoient les Loix fondamentales de l'espece humaine ; afin de juger ensuite plus sainement des autres Loix , en les comparant à ces règles primitives. Nous les avons exposées brièvement dans un Discours préliminaire ; où nous avons recherché ensuite l'application qu'on en a faite depuis l'origine de la société jusques à nos jours. Dans cet apperçu abrégé que nous avons présenté des révolutions des Loix , nous avons eu soin d'indiquer la source des abus qui se sont glissés dans les Législations modernes. Nous sommes revenu sur le même sujet , dans différens endroits de l'ouvrage , lorsque l'occasion s'en est présentée. En éclairant ainsi les Loix par l'Histoire , nous indiquons la vraie source de nos maux & le vrai moyen de les faire cesser , en les attaquant jusques dans leurs racines. Car tous ces partis moyens , ressource ordinaire des esprits médiocres , ne servent toujours qu'à remplacer des abus par d'autres abus.

Après le Discours préliminaire, nous traitons de la nature des délits & des peines. L'ayant fixée de la maniere la plus exacte qu'il nous a été possible, nous en établissons une division plus claire & plus sage que toutes celles que l'on connoissoit jusques à présent. Ensuite nous parcourons toutes les especes de crimes en détail. Enfin nous passons à la nature des preuves & à la maniere de faire l'instruction. Nous n'avons pas manqué de ramener sous chaque article les Loix criminelles de France, qui pouvoient y avoir quelque rapport, & d'en montrer ou la sagesse ou les inconvéniens.

Nous avons tâché d'éviter deux écueils, contre lesquels sont venus donner, suivant Bacon, tous ceux qui se sont mêlés d'écrire sur la Législation. Les uns, dit-il, & ce sont les Philosophes, ont avancé des choses admirables dans la théorie, mais peu susceptible d'être mises en pratique. Les autres, c'est-à-dire, les Jurisconsultes asservis entièrement aux Loix de leur pays, n'ont raisonné que d'après elles. Ce sont des

esclaves qui ne parlent que d'après les préjugés de leur état.

Leurs ouvrages ne sont en effet qu'un amas insipide de faux principes , de divisions absurdes & de termes extraordinaires. Ils ont fait une science difficile de ce qui ne devrait point en faire une. Ce n'étoit point la méthode des Anciens , nos maîtres en politique comme en littérature. Leurs ouvrages sur la Législation sont des traités de morale ; des développemens de ces vérités écrites dans le cœur de tous les hommes.

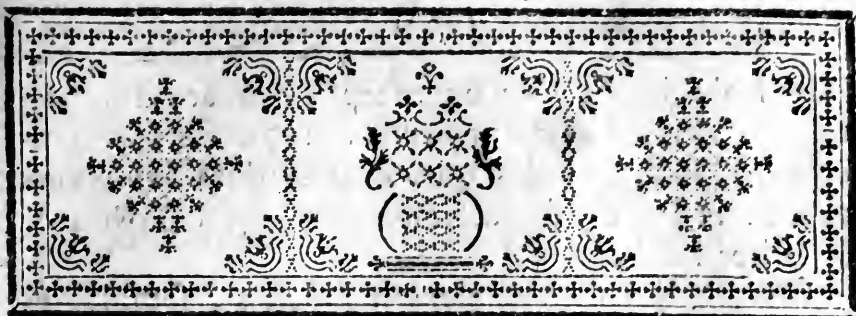
Nous nous sommes principalement attachés à marcher sur leurs traces ; & si cet ouvrage pouvoit avoir quelque mérite ; ce seroit sans doute celui d'avoir présenté d'une manière simple des vérités utiles à tous les hommes , & dont on leur avoit dérobé la connoissance , en les enfermant dans un labyrinthe de mots.

Peut-être trouvera-t-on que nous nous sommes beaucoup écartés des opinions communes.

Mais on voudra bien se souvenir que ce n'est ici qu'un projet ; & l'on a toléré tant d'erreurs si fatales à l'humanité , qu'on peut bien avoir quelque indulgence pour celles que l'amour des hommes auroit occasionnées.

Notre dessein avoit d'abord été d'accompagner ce traité de la justice criminelle du plan d'un Code général pour la France , où nous aurions tâchés de donner à ses Loix cette unité & cette simplicité, dont elles sont si dépourvues. Mais comme ce plan n'auroit pu être qu'une suite des principes établis dans cette ouvrage , avant de nous abandonner à un travail aussi pénible , nous avons voulu voir si nous ne nous ferions point égarés , & si nous étions toujours remontés aux vrais principes des choses. C'est dans cette vue plutôt que dans celle d'obtenir une Couronne à laquelle tout nous défend d'aspirer , que nous vous avons présenté, Messieurs, ce foible essai. Puissiez-vous le juger digne de quelque attention ! Un suffrage aussi éclairé porteroit la joie dans le cœur d'un jeune homme

malheureux , qui n'a connu jusques à ce jour
d'autre félicité , que de rêver à celle de ses
semblables.



DISCOURS

SUR LES LOIX PÉNALES,

QUI a obtenu l'accessit à l'Académie de
Châlons-sur-Marne, en 1780.

DANS un Siècle, dans un Pays, sous un
Gouvernement qui semblent faits pour
assurer l'empire de la raison & le triomphe
de l'humanité, des Loix de sang écrites
avec un stile de fer, des Loix dont l'obscurité, les
contradictions & les absurdités révoltantes ne se re-
sentent que trop de l'ignorance & de la barbarie des
tems qui les virent éclore, ces Loix décideroient-
elles toujours du sort des hommes? Encore si toutes
rigoureuses qu'elles sont, secondées par l'activité de
notre Police & par le zèle de nos Magistrats, elles
étoient capables d'arrêter les vols, les assassinats, les
crimes divers qui offensent la nature & troublent la
société? Mais non : à la honte de notre législation
& pour le malheur de la France, tandis que, dans
d'autres Pays, les crimes devroient se multiplier par
l'espérance de l'impunité que tout semble leur promettre,
ils sont peut-être plus fréquens parmi nous.

A

Nos Loix si cruelles n'opposent à l'audace des méchans qu'une barrière impuissante : que dis-je ? Peut-être ne servent-elles qu'à exalter dans les cœurs pervers le poison de la scélératesse , qu'à provoquer & irriter les forfaits.

Malgré des inconvéniens si funestes , semblables à ces stupides habitans des rivages du Nil , qui se prosternoient devant des monstres prêts à les dévorer , nous obstinerions-nous encore à respecter , à ne pas réformer ces Loix , dont le moindre vice est leur inutilité ? Non : le tems n'est plus où les esprits fléchissans servilement sous le joug de l'habitude & d'une routine aveugle , n'oseroient s'élever jusqu'à la vérité , sur-tout quand il s'agit de l'intérêt le plus grand , de la conservation & du bonheur des Peuples.

Empressé de répondre aux vues bienfaisantes d'un Prince qui fait asseoir sur son Thrône la sagesse & l'équité un Aréopage littéraire propose cette question , également faite pour occuper le Patriote & le Philosophe :

» Quelles pourroient être en France les Loix
 » Pénales les moins sévères & cependant les plus
 » efficaces , pour contenir & réprimer le crime par
 » des châtimens prompts & exemplaires , en ménageant l'honneur & la liberté des citoyens ? »

Après s'être fait une étude de procurer au Peuple la meilleure éducation possible , comme étant la voie la plus sûre pour prévenir le crime , les moyens de l'arrêter & de le punir efficacement , sans porter trop d'atteinte aux droits naturels & politiques des citoyens , étoient sans doute l'objet le plus digne d'intéresser les amis de la Patrie & de l'humanité.

Dans cette persuasion , au plan que nous avons

proposé d'une éducation populaire (1), nous allons joindre celui d'un nouveau Code Pénal ; mais en abrégé & tel que le permet l'étendue convenable à un simple Mémoire : trop bien payés mille fois de nos veilles si ces essais , dictés par le sentiment , l'expérience & la réflexion , peuvent contribuer à rendre nos semblables plus heureux en les rendant meilleurs !

Dans notre réponse à la question proposée , afin de mettre l'ordre & la clarté qu'exige la discussion d'un sujet aussi important que difficile , telle est la marche que nous suivrons.

1^o. Nous envisagerons sommairement la théorie des Loix Pénales , soit en général , soit relativement à la France , & nous en établirons les principes.

2^o. Nous indiquerons les vices principaux de notre Code Pénal.

3^o. Nous proposerons les réformes à faire dans la rédaction de ce même Code.

Par ce moyen nous examinerons successivement ce que doivent être les Loix Pénales , ce qu'elles sont actuellement parmi nous & le moyen de les ramener à l'esprit de leur institution.

(1) L'Auteur de ce Mémoire en avoit adressé un à l'Académie l'année précédente , en réponse à cette question : » Quel seroit le meilleur Plan d'Éducation pour le Peuple. » Et son

Ouvrage , qui avoit pour Sentence : *Sit mens sana in corpore sano* , fut l'un des trois que , parmi un assez grand nombre , l'Académie distingua particulièrement.



PREMIERE PARTIE.

*Théorie des Loix Pénales , soit en général ,
soit relativement à la France.*

LES Loix Pénales qui , en général , ainsi que toutes les Loix civiles , ont pour objet la sûreté , le repos & le bonheur de la société , sont en particulier les actes de la volonté & de la force publiques , appliquées à poursuivre & à punir les délits & les crimes.

Les délits & les crimes sont les actions contraires aux devoirs essentiels de l'homme , soit dans l'état de nature , soit dans l'ordre de la société.

Ces devoirs essentiels de l'homme sont les obligations que lui imposent les Loix divines & humaines envers Dieu & les hommes. Delà deux classes principales de délits ou de crimes , selon la nature de l'offense ou de l'objet offensé ; 1^o. Les actions qui n'attaquent directement que la Divinité ; ce sont proprement ce qu'on appelle *péchés*. 2^o. Les actions qui , outre la Loi de Dieu , toujours offensé quand on transgresse la Loi naturelle & les Loix humaines qui en dérivent , violent encore ces dernières Loix & attaquent directement les hommes ; ces actions sont des délits ou des crimes , ou des forfaits selon qu'elles blessent les particuliers ou la société entière , & suivant le degré de leur malice & de leur atrocité.

Telle est la nature des Loix Pénales dont l'objet spécial est la poursuite & la punition du crime , &

la fin essentielle d'empêcher le coupable de récidiver, en détournant de suivre son exemple ceux qui en feroient tentés.

Plus la volonté & la force publiques se conformeront, dans cette partie importante de la Législation, aux règles immuables de la raison & de la justice, plus les Loix Pénales seront bonnes & efficaces; parce que l'homme le plus injuste convaincu, malgré lui, de l'excellence de ces règles, lorsque la Loi s'élève contre lui, est forcé de souscrire lui-même à sa condamnation.

Examinons quelles sont ces règles que la raison & la justice prescrivent dans la formation des Loix Pénales.

Cet examen doit se faire sous deux points de vue différens.

1^o. Les Loix Pénales peuvent être considérées en elles-mêmes & dans leurs dispositions essentielles.

2^o. Sous les rapports qu'elles ont nécessairement avec le climat, la Religion, le Gouvernement, les Mœurs & le Caractere des Peuples auxquels elles sont destinées.

Reprenons successivement ces considérations & appliquons-en le résultat à la France.

A R T I C L E P R E M I E R.

Les Loix Pénales considérées en elles-mêmes & dans leurs dispositions essentielles.

LES Loix Pénales ont des dispositions & des qualités qui leur sont communes avec toutes les Loix: elles en ont qui leur sont particulières.

§. I.

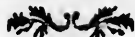
LEs qualités, les conditions indispensables qui sont communes aux Loix Pénales avec les autres Loix civiles sont la clarté, la simplicité, la précision, l'égalité, l'équité exacte & scrupuleuses.

1^o. Elles doivent, encore moins que les Loix civiles, avoir besoin d'une interprétation qui rarement juste & presque toujours arbitraire, entraîneroit souvent les inconvéniens les plus dangereux. En prévoyant les cas généraux de manière que les circonstances variables à l'infini, ne changent rien d'essentiel dans leur application aux cas particuliers, elles ne laisseront plus au Juge chargé uniquement du pouvoir exécutif qu'à décider, d'après les faits constants, si tel homme est tombé dans tel cas déterminé par la Loi & a encouru la peine qu'elle a fixée à cet égard.

2^o. Mises à la portée & à la connoissance de tous les citoyens, au lieu d'être conçues dans un idiôme étranger ou scientifique, les Loix Pénales seront rédigées & publiées en langue vulgaire ; au lieu d'être confinées dans la bibliothèque de quelques Magistrats ou des Jurisconsultes, elles seront entre les mains de tous les citoyens, pour leur servir d'instruction & devenir la sauve-garde de leur vertu & de leur bonheur ; parce que il est indispensable que chacun connoisse, d'une manière certaine & positive, ses obligations pour les remplir, les conditions du traité qu'il doit exécuter & les peines attachées à sa violation, surtout quand il s'agit de ses intérêts les plus chers, de ses biens, de sa liberté, de sa vie, de son honneur.

3^o. La société entière n'étant pas moins liée avec

chacun des individus qui la composent que ceux-ci le sent avec elle , on sent combien il est nécessaire que les Loix & principalement les Loix Pénales étendent également leur autorité sur toutes les classes , sur tous les membres de l'État ; combien il seroit odieux & funeste que des faveurs , que des privilèges , que des considérations particulières s'opposassent à leur libre exécution. Si la nature de notre constitution nationale , en mettant les honneurs , les richesses , le pouvoir , tout enfin entre les mains du petit nombre , ne laisse à la multitude presque d'autres biens que l'existence ; réparons du moins autant qu'il est en nous , au lieu de l'aggraver encore , une injustice dont les suites pourroient devenir si terribles. Pour l'intérêt même des grands & la sûreté des riches , craignons que le peuple ne soit tenté de rétablir l'égalité primitive de la nature par des moyens violens , qui renverseroient le corps social. Que nos loix , & sur-tout nos Loix criminelles , adoucissent les maux , corrigent les abus de nos Loix politiques. L'inégalité monstrueuse de celles-ci fait que les uns enorguillis de leur grandeur , enivrés de leurs richesses , les autres aigris par le sentiment de leur avilissement & de leur misère , se croiront tout permis ; ceux-là pour abuser de la fortune , ceux-ci pour en réparer les torts : prévenons également les excès des premiers & les attentats des seconds ; que tous , au moment où ils seroient tentés de rompre le frein des Loix civiles , voient également sur leur tête le glaive de la Justice prêt à les frapper.



§. I I.

OUTRE les qualités ci-dessus , communes à toutes les Loix civiles , les Loix Pénales étant , comme on l'a dit , destinées à poursuivre , à punir le crime , afin de remplir ce double objet , en faisant choix des moyens les plus sages & les plus judicieux , elles ont à embrasser deux parties principales ; ce sont la procédure criminelle & les peines. Examinons-les en détail.

La procédure criminelle renferme l'instruction & le jugement.

L'instruction , qui a particulièrement pour objet de découvrir la vérité des faits , pour parvenir à l'absolution ou à la condamnation de l'accusé , doit réunir les qualités suivantes :

1^o. La promptitude ; afin d'éviter le dépérissement des preuves nécessaires à constater le délit & l'auteur du délit. Par conséquent l'instruction doit être débarrassée de tous ces conflits de Juridiction qui ne servent qu'à rendre sa marche lente , incertaine & difficile.

2^o. L'équité , afin de concilier , autant qu'il est possible , les droits du citoyen & ceux de la société.

3^o. La prudence , pour ne point embarrasser l'innocence dans les pièges tendus au crime , pour ouvrir à la première toutes les portes tendantes à sa justification , & fermer au second celles qui menent à l'impunité.

Les jugemens en matière criminelle sont les décisions prononcées sous l'autorité souveraine , & qui statuent sur la satisfaction due à la partie civile & la réparation due au Public. Comme ces jugemens

prononcent non-seulement sur les biens des citoyens , ainsi que ceux en matiere civile , mais encore sur la liberté , la vie , l'honneur , sur-tout ce que l'homme a de plus cher ; on sent que les qualités , que les précautions exigées pour l'instruction , ne le sont pas moins pour le jugement.

1^o. Il ne doit point différer la décision attendue également par le prévenu , par sa partie & le public. Le plus petit retard , une fois que l'instruction est complete , est un tort irréparable fait à l'accusé , pour lequel l'incertitude & la prison sont des supplices anticipés & exubérans ; à sa partie dont le dédommagement ne sçauroit être trop prompt ; & enfin au public qui , blessé par un délit , où peut-être tenté par l'exemple séduisant d'une jouissance criminelle , a un besoin pressant d'une réparation satisfactoire ou d'un exemple effrayant.

2^o. Le jugement criminel ne doit intervenir que sur les preuves les plus claires & les plus frappantes , il doit absoudre l'innocent & ne condamner que le coupable.

3^o. Dans le doute , présumer toujours en faveur de l'innocence est un parti suggéré par la prudence & la raison.

Ce qui concerne les peines a pour objet la nature même des peines & leur exécution.

Les peines , ces remèdes violens mais nécessaires pour réprimer chez les individus le despotisme des passions , qui tendent sans cesse à briser les liens de la société ; les peines , ces moyens sensibles de corriger l'abus des facultés naturelles , commis au préjudice des droits du citoyen , doivent moins être une vengeance inutile du passé qu'un exemple utile pour

l'avenir. En procurant le plus petit mal particulier & le plus grand bien général , elles doivent se borner à empêcher le coupable de retomber dans le crime & sur-tout à en détourner ceux qui seroient tentés de l'imiter.

D'ailleurs devant servir de contrepoids & de châtimens aux délits , elles doivent par conséquent être tirées de la nature même de ces délits & proportionnées au préjudice qu'ils ont causé , ou aux membres ou au corps de la société. Alors seulement les peines seront justes & nécessaires : alors elles ne seront plus des actes d'une violence arbitraire & tyrannique , dont les suites entraîneroient tôt ou tard la ruine du corps social ; mais des remèdes salutaires qui en écarteront les maux politiques & maintiendront son bien être physique & moral. En conséquence de ces principes incontestables les peines paroissent précisément être la privation ordonnée au coupable des mêmes biens , des mêmes avantages dont son délit a privé les autres , & dans la même mesure. Tout ce qui sort de cette ligne tracée par l'équité est une injustice , une vexation.

Telles sont les règles que doivent suivre les Loix Pénales dans la fixation des châtimens , pour qu'ils soient convenables & conformes à leur institution naturelle.

Quant à la manière dont les peines doivent être infligées & à l'exécution des jugemens qui les ont prononcées , comme leur but principal est l'exemple , on ne sçauroit leur donner un appareil trop imposant , trop majestueux , trop effrayant. Ce n'est pas la curiosité barbare ou stupide de l'oisive multitude qu'il s'agit d'amuser , c'est l'horreur du crime ,

c'est la crainte du châtement qu'il faut inspirer , afin que si la Justice doit frapper une victime , celle-ci , en tombant , sauve du moins le peuple.

ARTICLE II.

Les Loix Pénales considérées dans leurs rapports avec le climat , la Religion , le Gouvernement , les Mœurs & le Caractère des Peuples , & relativement à la France en particulier.

TANDIS que des frimats éternels ou des vapeurs brûlantes , des forêts immenses & sombres ou de tristes marais , des montagnes effrayantes ou des sables arides & déserts , semblent perpétuer l'état sauvage , éloigner l'homme de ses semblables & l'appeller au crime , tandis qu'un pareil climat rend par conséquent la rigueur des Loix , en quelque sorte nécessaire ; un Ciel pur & tempéré , un sol fertile qu'arrosent des fleuves majestueux , bordés par de rians côteaux , l'abondance , la variété , des productions multipliées à l'infini pour le besoin ; pour le plaisir , semblent assurer aux habitans de cet heureux climat , tous les agrémens , toutes les qualités de la vie sociale , & leur indiquer des Loix aussi douces que leurs passions.

Une Religion sanguinaire & licentieuse , qui ne présente à l'esprit effrayé pour divinité qu'un maître jaloux & tyrannique , pour dogmes qu'une fatalité inévitable , pour récompenses que des voluptés grossières , rendra les caractères tout à la fois atroces & efféminés ; une Religion qui n'offrira qu'un fantôme

de divinité, spectatrice indifférente des actions & du sort des hommes, pour terme de la vie qu'un anéantissement total, & pour toute règle de morale, que la liberté absolue de chercher exclusivement en tout son utilité, sa satisfaction personnelle, cette Religion anéantira les notions du juste & de l'injuste, détruira tous les principes des mœurs, & lâchera la bride à tous les vices; par conséquent les Loix Pénales ne sçauroient opposer une digue assez forte au torrent des passions trop aisément débordées.

Au contraire une Religion qui en épurant les cœurs de toutes les taches de la corruption humaine, en éclairant les esprits du flambeau des vérités célestes, proscribit jusqu'à la pensée du mal, & fortifie les intérêts du tems par ceux de l'éternité; cette Religion élèvera l'homme au-dessus des foiblesses de la nature, portera toutes les vertus jusqu'à l'héroïsme, & ne fera de ses fidèles disciples qu'un peuple, une famille de sages; par conséquent les Loix humaines, celles sur-tout destinées à punir doivent avoir peu à faire quand la Religion a autant fait.

Qu'ici une indépendance aveugle, livre les individus isolés, à la bizarrerie de leurs fantaisies, à la fougue de leurs passions, à l'audace de leurs penchans; là, qu'une Anarchie Républicaine, en mettant aux prises des intérêts sans cesse opposés, dans le choc tumultueux des prétentions réciproques écarte la lumière de l'ordre, étouffe la voix de la Justice; plus loin qu'un despotisme dur assis sur les ruines de la Liberté naturelle, en faisant de la multitude avilie le jouet infortuné de ses caprices, s'expose à devenir à son tour la victime du désespoir, ces sortes d'existences politiques, si elles peuvent mériter ce nom, ne

sont bonnes qu'à flétrir les ames ou à les exalter de la maniere la plus dangereuse, & rendent nécessaire la violence des Loix les plus sévères; tandis que l'administration paternelle, mais ferme d'un Roi citoyen, en unissant par les liens de la bienveillance mutuelle ses sujets entr'eux & avec lui, en communiquant à tous les cœurs l'amour du devoir, la passion du bien & l'utile fanatisme de l'honneur, n'aura presque le soin d'employer d'autre leçon que l'exemple, d'autre réprimande que le silence, d'autre punition que la honte.

Graces aux influences combinées de ce climat heureux, de cette Religion sublime & sainte, de ce Gouvernement modéré, dont nous venons d'esquisser le tableau, le peuple qui jouira de ces avantages, fera facilement porté à l'exercice des vertus sociales : Son caractère sera de la trempe la plus excellente, ses mœurs seront naturellement douces; & conséquemment la rigueur des Loix Pénales, ailleurs si nécessaire pour réprimer les funestes effets du climat de la Religion, du Gouvernement & du caractère, seroit ici nuisible ou tout au moins inutile.

A ces traits qui ne reconnoîtra la France & la nature des Loix Pénales qui lui conviennent? Il est vrai que cet état fortuné n'a pas toujours été son partage. Les crises qui troublèrent sa Constitution politique, & au milieu desquelles sa Législation se forma, ont eu sur les Loix Pénales en particulier une influence malheureuse, qui encore aujourd'hui n'est que trop puissante.

A peine échappés au joug des Romains, pour retomber sous celui des Barbares du Nord, les habitants des Gaules associèrent bizarrement aux Loix de

leurs anciens Maîtres, celles de leurs nouveaux conquérans ; Loix multipliées à l'excès, parce que chaque horde armée dictoit ou plutôt établissoit les siennes, le fer à la main ; Loix aussi opposées entr'elles qu'à la raison, qu'à la nature & qu'à l'équité ; Loix qui sacrifèrent toujours la multitude foible au petit nombre d'hommes puissans. Dans l'incertitude & la confusion qui devoient résulter de ce mélange monstrueux de Règlements divers, les Loix Pénales cherchèrent leurs décisions dans le Droit canonique. Je ne sçais quel esprit religieux & mystique affecta de rapprocher des actions spirituelles, les actions purement temporelles, d'assimiler la Justice humaine à la Justice divine. Le Gouvernement Théocratique des Hébreux, s'étoit présenté comme le plus parfait, & le sacerdoce trop souvent profita de cette disposition des esprits, pour étendre son autorité sur les Corps politiques. La Jurisprudence criminelle adopta les maximes du Clergé, les opinions de la Théologie ; les Tribunaux des Cours admirent les principes des Tribunaux de l'Eglise. Le Monachisme se prévalant des connoissances, & des lumières qu'il avoit conservées dans la nuit de l'ignorance, introduisit dans le système des peines publiques, faites pour corriger des hommes & des citoyens, les maximes austères de la discipline claustrale.

Ce n'est pas tout : Le régime ou plutôt le désordre féodal vint achever de renverser toutes les idées, de confondre toutes les notions. Une classe de citoyens payoit le droit d'être criminelle impunément avec l'argent qu'elle avoit enlevé à celle, dont les moindres délits étoient expiés par des tortures, des mutilations & la mort. D'autres usurpateurs heureux

se faisoient un revenu du crime. L'esprit fiscal fit de leurs Grefes des banques lucratives; les peines dues aux forfaits étant rachetables, & pour ainsi dire monnoyées, sur-tout à l'égard des peines de lèse-Souveraineté, les délations, les accusations, les condamnations se multiplièrent avec une facilité malheureuse, dont la cupidité des Seigneurs s'engraissoit. Tout changea de nom dans l'ordre des délits. On ne vit par-tout, d'après les vues intéressées des Possesseurs de fiefs, ou les idées étranges de certains Théologiens, que crime de lèse-Majesté divine ou humaine.

Aveuglés par la superstition, opprimés par la violence Tyrannique, les Peuples achevèrent de perdre entièrement de vue les premiers principes de la raison & de la Justice. Également soumis, par des Tribunaux ignorans, à des épreuves ridicules & terribles, l'innocent & le coupable trouvèrent ou leur condamnation ou leur justification, dans le plus ou moins de force, d'adresse & de bonheur, avec lequel ils subissoient ces épreuves absurdes.

Les chimères de l'Astrologie judiciaire & de la Magie, ces écarts de l'esprit humain, condamné à parcourir toutes les routes du mensonge avant de parvenir à la vérité, épaissirent encore les ténèbres de l'erreur : Le choc des opinions religieuses augmenta le trouble & la confusion. C'est de ce cahos général que l'on vît sortir l'institution du combat singulier, ce moyen également insensé & criminel de prouver que l'on a droit & raison, quand on tue son adversaire, & que les Loix après l'avoir autorisé ne sont pas encore venues à bout de détruire entière-

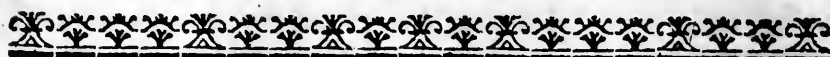
ment. Delà ces accusations de crimes secrets, renfermés dans la pensée & au fond des cœurs, accusations d'autant plus faciles à intenter, que les preuves du contraire étoient plus difficiles à établir, & qu'elles ouvroient un champ vaste & fécond aux haines, aux inimitiés, à toutes les passions basses & cruelles, couvertes du beau voile de la Religion.

Au milieu de cette nuit affreuse qui couvrit la France, & l'Europe entière pendant tant de siècles, vers le milieu du douzième, on retrouva les Loix Romaines perdues ou défigurées depuis long-tems. Cette découverte produisit une nouvelle révolution dans les esprits & dans les Tribunaux. On se rapprocha à certains égards des principes de l'ordre & de l'équité ; mais à d'autres égards, l'Empire des préjugés de l'erreur & de la Tyrannie se soutint. On abusa même dans plusieurs points essentiels des dispositions cruelles de certaines Loix du Code Romain. Celle des douze Tables, celles de Décemvirs, des usurpateurs, des Tyrans qui ruinèrent la République, celles des Empereurs qui signalèrent leur zèle, pour venger le Christianisme naissant des attentats de ses ennemis, les Loix en particulier portées par ces Maîtres cruels & orgueilleux, contre les Esclaves & les Sujets, dont ils suspectoient la soumission & la fidélité ; ces Loix par leur rigueur sécondoient trop bien l'esprit de domination farouche, ou la piété plus fervente qu'éclairée de plusieurs de nos Rois. Delà, l'usage affreux & injuste de *la question*, pour forcer par les tourmens un malheureux à s'accuser lui-même, lorsque d'ailleurs les accusations & les preuves sont insuffisantes pour opérer sa condamnation. Delà, cette prétention cruelle & extravagante de venger la Divinité offensée,

offensée, dont quelques Princes se sont fait un système & un devoir.

On ne parlera pas de la facilité malheureuse avec laquelle on adopta les tourmens, les supplices les plus barbares, qu'une cruauté industrieuse & réfléchie s'étoit plu à imaginer dans des contrées, où les mœurs atroces pouvoient à peine excuser cette affreuse nécessité. On ne rappellera pas cette facilité, moins révoltante au premier coup d'œil, mais peut-être plus dangereuse par ses suites avec laquelle on suivit les maximes avides du fisc tracées par les Empereurs Romains. Les compositions pécuniaires des Barbares, qui avoient imaginé un tarif pour les outrages & les mutilations, avoient préparé les voies à ce genre d'exaction qui change des Délateurs en Intendans, & se fait un revenu du crime réel ou prétendu. On ne finiroit pas de rapporter les erreurs, les vices, les monstruosités que renfermoit notre Législation lors de la renaissance des Lettres en Europe; mais, ce qu'on ne peut s'empêcher de remarquer avec un étonnement mêlé de douleur, c'est que depuis cette époque, malgré les progrès que les lumières de la raison & de la Philosophie ont faits parmi nous, nos Loix en général & particulièrement nos Loix criminelles, n'offrent encore qu'un ramas indigeste de formes, & de dispositions obscures & sanguinaires, entièrement à la charge & au détriment de l'innocence.

Après avoir posé les vrais principes qui doivent guider dans la formation des Loix Pénales, principes tirés des règles immuables de l'Ordre, de la Raison universelle, & des rapports nécessaires que doit suivre toute bonne Législation, voyons maintenant en quoi notre Code criminel s'écarte de ces principes.



SECONDE PARTIE.

Vices du Code Pénal actuellement suivi en France.

NOS Loix Pénales, convenons-en, présentent dans leur ensemble, bien des vices soit essentiels, soit relatifs. Détaillons-les, les uns après les autres.

ARTICLE PREMIER.

Vices de nos Loix Pénales dans leurs dispositions essentielles.

1^o. **E**LLES sont remplies d'obscurité, de contradictions entr'elles, de contrariétés avec la Loi Naturelle, & par cette raison elles jettent dans l'incertitude, la méfiance, l'abbatement ou la révolte, ceux qu'elles devroient rassurer, éclairer, protéger & contenir. Pour s'en convaincre, qu'on parcoure, si l'on peut, l'énorme, l'indigeste collection des ordonnances criminelles qui existent dans les dépôts publics, & dont la plupart sans être abrogées formellement, sont tombées en désuétude. Que résulte-t-il de ces vices trop reconnus ? Le plus grand mal : Confondues dans la foule des Edits, Déclarations, Ordonnances, aussi multipliées qu'insuffisantes & inutiles, les Loix les plus sages restent sans exécution ; elles sont ensevelies dans l'oubli presque dès le moment de leur promulgation.

2°. Tels sont les vices de nos Loix Pénales dans les quatre branches de leur district, & dans les détails de leurs dispositions.

§. I.

Vices dans l'instruction criminelle.

1°. LA Compétence est embarrassée par des difficultés de concurrence, de prévention, d'attribution &c. qui ne sont propres qu'à retarder la connoissance, la poursuite & la punition du crime.

2°. La raison & l'équité gémissent des atteintes, portées trop facilement à la liberté naturelle & civile de l'homme, par des décrets lâchés légèrement & souvent sans nécessité.

3°. Les emprisonnemens faits avec trop de dureté, & les Prisons malsaines & dangereuses, présentent souvent dans un vrai séjour d'horreurs, l'innocence accablée de fers & gémissante à côté de la scélératesse. La Prison n'est-elle pas, ainsi que la question dont on parlera ci-après, une peine contre celui qui n'est pas encore déclaré coupable, & qui sera peut-être reconnu innocent : Peine injuste dans ce dernier cas, parce que cet infortuné n'en méritoit aucune : Peine injuste dans le premier cas, parce que ç'en est une ajoutée à celle que la Loi a prononcée.

4°. Que de dangers, que d'absurdités dans le serment que l'on veut faire faire à l'accusé ! Il met en opposition l'amour de soi, la défense naturelle, la première des Loix, avec le respect dû à la Religion & l'hommage qu'on doit à la vérité. On force un malheureux à prononcer sa condamnation ou à se parjurer.

5°. Comment concevoir & expliquer le refus de donner un Avocat, un Défenseur à l'Accusé, tandis qu'on lui en accorde un chez presque toutes les Nations! Étonnée, confondue par l'appareil imposant de la Justice, l'innocence abandonnée à elle-même, n'aura-t-elle pas la langue liée, pour repousser les accusations de la calomnie, tandis que le crime audacieux, enhardi par l'habitude même des forfaits, repoussera peut-être victorieusement les reproches & les convictions de la vérité. D'ailleurs, par quelle inconséquence cruelle, pendant que nos Loix permettent à un Défenseur de s'aider du ministère d'un Avocat, refusent-elles cette faculté à un Accusé? Quoi! Il est loisible de confier la défense de quelques droits litigieux à un Jurisconsulte éclairé, dont les lumières & la fermeté les font valoir; & l'innocence ne trouveroit point d'appui contre l'ennemi de ses jours, de son honneur! Une petite partie du patrimoine des hommes, leur fortune entière est-elle donc plus précieuse que leur vie! Ajoutons que l'intérêt d'une action civile, étant toujours infiniment moins vif que celui d'une action criminelle, le cœur est moins ému, l'esprit est plus libre, plus maître de lui dans le premier cas, & que par conséquent le secours d'un Défenseur dans le second devient bien plus nécessaire.

6°. Le refus de donner à l'accusé communication des charges, ce refus peut-être convenable avant son interrogatoire est certainement inique après qu'il l'a subi.

7°. L'incertitude & le danger des jugemens par experts, sur des comparaisons d'Écritures & de Signa-

tures, n'ont-ils pas souvent réprouvé la confiance qu'on accorde à ces Jugemens ?

8°. Quelles suites funestes n'a pas eues trop souvent la sévérité de nos Loix, à l'égard des témoins qui se retractent après leur récollement & lors de la confrontation ? Ne ferme-t-elle pas tout retour au repentir tardif, mais salutaire, d'avoir calomnié l'innocence, & de l'avoir exposée à périr ? L'attente de la mort, s'il se repent, fait que le calomniateur n'hésite pas à persévérer dans son accusation. Il faut de toute nécessité une victime : Le choix dépend de lui. Balancera-t-il ?

9°. La dispense ou la faculté arbitraire de confronter les témoins à l'accusé, semble livrer celui-ci à la fureur de la haine, plutôt qu'à la justice des Loix.

10°. Que d'abus dans les lettres d'abolition, pardon, commutation de peine, révision de procès &c. Lettres presque toujours accordées à des coupables puissans, & refusées au foible & aux malheureux ? L'égalité des peines, oui, l'égalité absolue & invariable, n'est-elle pas indispensable ? Mais tel supplice, dira-t-on, est plus dur pour l'homme de condition, pour l'homme élevé délicatement & énervé par la mollesse ; que pour l'homme vulgaire, accoutumé aux privations & à la peine ? Oui sans doute ; mais l'homme d'un rang, d'une naissance au-dessus du commun, n'est-il pas à proportion plus coupable que l'homme du Peuple, quoique leur délit soit le même ? Le premier avoit eu dans une éducation plus cultivée, dans les exemples domestiques, dans les sentimens d'honneur naturels à la Noblesse, & sur-tout dans les secours,

les faveurs de la fortune , des leçons , des moyens , des préservatifs qui lui donnoient pour éviter le crime , bien des facilités que n'avoit pas le second abandonné en naissant à la contagion des mauvais exemples , à la bassesse de ses sentimens , au danger de ses penchans & à la Loi impérieuse du besoin , sans que l'éducation hélas ! vicieuse ou nulle parmi le Peuple lui servit de correctif.

11^o. L'abus criant de la question soit préparatoire , soit préalable subsiste (1) ! Il subsiste tandis que plusieurs Peuples ne l'ont jamais mise en usage , que d'autres se sont empressés depuis long-tems de la supprimer. Quels témoignages de la vérité , quelles preuves que ces aveux ou plutôt ces mensonges arrachés , parmi les gémissemens & les cris , à la douleur & au désespoir ?

12^o. L'humanité est révoltée du procès fait , de la condamnation prononcée à un absent , & même à un cadavre.

13. Que de lenteur , quelle négligence dans l'expédition des procès , & des procès criminels de la part des premiers Juges , & même des Cours Supérieures , malgré les dispositions de l'Ordonnance de 1670.

14^o. Que d'inconvéniens n'y a-t-il pas à ce que le Juge qui a instruit le procès criminel , puisse en être le rapporteur ? Si l'ignorance , l'inexactitude ou la pas-

(1) Ceci a été écrit en 1780 au mois de Février. La sagesse , l'humanité de Louis XVI n'avoit pas encore aboli la Question préparatoire. On

espère que ces vertus de son cœur le porteront à supprimer également la Question préalable.

sion ont prévariqué dans l'instruction, ne continueront-elles pas impunément dans le rapport ?

15°. C'est dans la demande d'être admis à ses faits justificatifs, & dans leur déduction, que l'accusé éprouve tout ce que le refus de lui accorder un Conseil, un Défenseur a d'odieux & d'injuste.

On en peut dire autant de la précipitation avec laquelle l'Ordonnance veut, qu'il nomme les témoins à sa décharge, & du refus d'en admettre d'autres après la nomination des premiers.

16°. Autre abus enfin, que le Juge soit arbitrairement le maître de rejeter ou d'admettre ceux des faits justificatifs qu'il veut.

§. I I.

Vices dans les Jugemens criminels.

10. **O**N statue définitivement en bien des cas, sur la liberté, l'honneur & la vie des citoyens, & ce, en nombre de Juges insuffisant. Les cas prévôtaux, les plus graves des cas, en fournissent l'exemple.

20. On enveloppe, par des condamnations injustes, les enfans dans la condamnation de leurs peres. Il seroit plus excusable peut-être, que les peres fussent punis des crimes de leurs enfans; mais, aux yeux de la Justice de pareilles prononciations sont également réprouvées. Et cependant, en combien de cas la confiscation des biens d'un pere de famille, l'infamie, la dégradation de Noblesse prononcée contre lui, associent-elles au châtement de son crime son innocente famille ?

Si pour certains forfaits des considérations supérieures justifient de semblables jugemens, ce ne peut-

etre que pour quelques cas bien rares. (*Voyez l'État des Délits & des Peines.*)

§. I I I.

Vices dans l'exécution des Jugemens criminels.

DANS l'exécution des Jugemens criminels, on met peu d'appareil ; ou plutôt ; il n'est propre qu'à révolter contre la mesquinerie , le ridicule & la cruauté des préparatifs. Au lieu d'inspirer l'horreur du crime, ils n'inspirent que l'horreur du supplice ; ils excitent la pitié bien plus que l'indignation à la vue du coupable sur lequel un boureau poudré , galonné , va charpenter ou danser ignoblement. Tout semble outrager l'humanité , sans effrayer l'imagination ; rien n'épouvante , tout dégoûte & révolte dans ces scènes multipliées de sang - froid , tout horribles qu'elles sont.

§. I V.

Vices dans la nature des peines.

DANS le choix des peines , & ceci est l'article le plus intéressant , que de bévues , d'inconséquences & d'injustices !

1^o. Inutilité de la plupart des peines usitées parmi nous pour remplir leur objet légitime.

La marque de Fleurs-de Lys ou tout autre , appliquée sur l'épaule , y demeurant cachée , elle n'affiche pas l'infamie qui , pour l'ordinaire , est nulle si elle n'est publique , manifeste. Par - là le frein de la honte est sans effet sur le coupable qui n'est point reconnu , & à l'égard de la société qui ne le recon-

noissant pas ne peut se méfier de ses intentions perverses. La plupart des condamnations ne sont pas moins inutiles pour les particuliers lésés qui ne recouvrent presque jamais , ou les effets & les biens dont ils ont été dépouillés , ou les dédommagemens & les réparations qu'ils étoient en droit d'attendre. Enfin les peines sont très-souvent inutiles au public , qui n'a d'autre satisfaction que le triste amusement d'un spectacle barbare. Blessée par le délit d'un individu , la société devrait profiter de ses peines & des privations que la Loi impose à ce membre coupable.

20. Plusieurs d'entre ces peines , au lieu de réprimer le crime ne servent qu'à le faire circuler au loin. Telle est la condamnation aux galères *à tems*. Le condamné , après avoir subi son châtimement momentané , n'osant plus reparoître dans les lieux qui l'ont vû naître aux yeux de sa famille & de ses concitoyens , va traîner ailleurs des jours que le besoin , le défaut de ressources , l'opprobre & l'avilissement livrent absolument à l'habitude du crime. Tel est encore le bannissement à tems & à perpétuité. On convient cependant que dans certaines occasions le bannissement , sans entraîner les inconvéniens que l'on vient de remarquer , a l'avantage de n'éloigner le coupable , que pour lui éviter de nouveaux & de plus grands crimes. Mais on n'a point fait la distinction essentielle de ces cas particuliers.

30. Les peines ne naissent point de la qualité des délits & n'y sont point appropriées , ou assorties.

Les délits attaquent ou la Religion , ou les Mœurs , ou la police & la tranquillité publique , ou l'honneur & la réputation , ou les biens & les propriétés ,

ou la sûreté & la vie des particuliers, ou le salut de l'État & les jours du Souverain. Telle est la division, tel est l'ordre des délits selon la mesure de leur gravité, c'est-à-dire, selon qu'ils sont nuisibles & dommageables à la société.

Les Loix Pénales n'étendent leur empire que sur les actions, & encore n'est-ce qu'autant que celles-ci préjudicient à l'intérêt public ou particulier des hommes ; car celles qui n'attaquent vraiment que Dieu & la Religion, ou la morale & le Droit naturel, sans contre-coup pour la société, celles qui restent enveloppées dans les ténèbres du mystère le plus secret, ne sçauroient être de la compétence des Tribunaux criminels ; c'est à l'Église à les punir dans cette vie-ci ; c'est à Dieu à les punir dans l'autre. La société ne peut connoître légitimement de ces sortes d'actions, qu'autant qu'elles intéressent l'ordre public & qu'elles sont publiquement constatées. Delà vient que dans le même crime bien avéré il faut distinguer le *péché* d'avec le *délit*, ce qui est uniquement du ressort de la Justice divine & religieuse d'avec ce qui est soumis à la justice humaine & séculière. On doit abandonner à l'autorité de l'Église, à la vengeance de Dieu ce qui offense Dieu & l'Église, & se borner à sévir contre ce qui blesse uniquement la société.

Deorum offensæ Diis curæ !

Cependant nous voyons en foule les Loix criminelles pénétrer dans le sanctuaire, les hommes s'établir Juges entre Dieu & les hommes, les Tribunaux temporels prendre en main la vengeance des prévarications purement spirituelles. Nous voyons des peines pécuniaires, infamantes & corporelles, prononcées pour la transgression des Loix du Christianisme, tan-

dis que les peines Canoniques seroient suffisantes.

Tout est dénaturé dans l'application des châtimens aux délits. Le tort fait à l'honneur est puni par de l'argent ; celui fait aux propriétés & aux biens l'est par la mort ou l'infamie : quelle inconséquence !

4°. Enfin les peines ne sont nullement proportionnées aux délits. Qu'arrive-t-il de leur disproportion révoltante ? que l'excès même de leur rigueur contribue à favoriser le crime , à lui assurer l'impunité. Quel maître , s'il a un grain d'honneur & d'humanité, voudra , pour un larcin fait sans violence , mener à la potence un domestique jeune & capable , après un moment d'oubli , de rentrer dans le sentier de la vertu ? Quel accusateur trouvera-t-elle cette jeune fille coupable d'avoir recélé le fruit de sa passion & la source de son déshonneur , quand sa foiblesse doit la conduire à la mort ! Voilà donc le vice couvert & favorisé par les Loix faites pour le punir !

Mais un autre danger de cette étrange disproportion , le voici : Le domestique , surpris par le maître qu'il vole , le poignardera pour se débarrasser d'un accusateur & d'un témoin. S'il étoit dénoncé & arrêté , qu'il eut pris , ou non , cette précaution , il seroit également condamné à la mort. S'il la prend , il diminue considérablement les risques qu'il a à courir , hésitera-t-il ?

Autant en fera le brigand qui ne devient assassin que par le même motif. Peut-être aussi , ô comble d'horreur ! Cette fille , à qui l'honneur défendoit d'être mere , craignant d'être trahie par les cris de son fils Mais je m'arrête : je n'ose achever.



ARTICLE II.

Vices qui blessent les rapports nécessaires des Loix Pénales avec le climat, la Religion, le Gouvernement, les Mœurs & le Caractère de la nation.

1^o. **A**U lieu de se conformer comme elles le doivent jusqu'à un certain point avec le climat tempéré de la France, nos Loix sont aussi sévères, aussi dures qu'elles pourroient l'être pour des peuples qui habiteroient un sol agreste & sous un ciel rigoureux. Il est même des nations sauvages, des hordes de barbares qui, loin de pratiquer nos usages affreux de la Potence, de la Roue, du Feu, ne connoissent pas la peine de mort.

2^o. Notre Religion qui inspire essentiellement la comiseration, la clémence, le pardon des ennemis, qui puise dans le sein du Pere commun de tous les hommes l'amour de ses créatures, peut-elle, aujourd'hui que son véritable esprit est mieux connu, peut-elle approuver, excuser même ces supplices assimilés aux tourmens de l'enfer, ces tortures lentes & recherchées, qui déchirant le corps sensible d'un malheureux, souvent pour un oubli momentané, exposent son ame désespérée au danger presque inévitable d'une damnation éternelle ?

3^o. Les principes du Gouvernement actuel, mélange heureux de l'autorité Monarchique avec la confiance démocratique, ces principes dont l'amour du Souverain & de la Patrie, dont l'honneur François & la modération Philosophique sont la base, ne condamnent-ils pas visiblement cette rigueur

dans les peines que le despotisme oriental & la servitude Asiatique admettent à peine ?

4°. Nos mœurs si douces, notre caractère si enjoué, si facile, peuvent-ils comporter des Loix, des peines, dont l'aspect rebutant, dont les cruautés atroces conviendroient mieux aux farouches habitans du Japon ? Doux & humains dans le commerce de la vie, comment sommes-nous si cruels & si féroces envers ceux qui ont mérité la mort ou même une peine bien moindre ? Voit-on donc parmi nous un grand nombre de criminels par système ? Voit-on fréquemment se renouveler en France ces scènes d'horreur qu'enfante si souvent ailleurs la scélératesse nationale ? Non : le François se laisse entraîner par l'exemple, séduire par le besoin aveugle, par la passion du moment, mais il ne trahit gueres la vertu, de dessein prémédité & par un système suivi. Peut-être dans des tems de trouble & de violence, dans le feu des dissensions civiles où les esprits étoient aigris, les caractères exaspérés, nos Loix Pénales pouvoient-elles convenir ; on l'accorde : mais cela prouveroit-il qu'elles conviennent aujourd'hui que les circonstances ont changé, & que la nation est redevenue ce que la nature l'a faite, douce, aimable, enjouée, généreuse & bienfaisante ?

D'ailleurs, qu'on y prenne garde ; quel danger n'y a-t-il pas à donner à un Peuple des Loix trop rigoureuses ? Quand une fois l'honnêteté publique, la conscience & la Religion n'opposent plus au débordement des mœurs qu'une digue impuissante ; que feront les Loix Pénales en croissant de sévérité ? Les esprits & les caractères se mettront d'abord au niveau, & bientôt s'élèveront au-dessus des Loix. La

cruauté de celles-ci a beau redoubler , elle ne sert qu'à irriter encore , qu'à justifier en quelque sorte l'atrocité de ceux-là ; & alors l'inutilité de pareilles Loix est le moindre de leurs inconvéniens.

Mais ce n'est pas assez d'avoir indiqué le mal , il s'agit de proposer le remède.

TROISIEME PARTIE.

Réforme proposée dans nos Loix Pénales pour servir à l'établissement d'un nouveau Code Criminel en France.

POUR ramener nos Loix Pénales à l'esprit de leur institution 1^o. rapprochons-les de la nature, souveraine Législatrice , mere des vertus & de tout ce qui est bon sur la terre ; & confrontons-les avec les principes immuables de la raison & de l'équité. 2^o. Approprions-les à la trempe actuelle du caractère national , à la forme présente , à l'esprit du Gouvernement François , en un mot au nouvel ordre des choses.

A R T I C L E P R E M I E R.

Réforme des vices généraux de nos Loix Pénales.

1^o. **L**A simplicité , la clarté doivent accompagner la rédaction de notre nouveau Code Pénal. La précision des Loix qui le composeront doit être telle qu'elles n'aient pas besoin d'interprétation , &

ne laissent à la décision du Juge que les degrés d'adoucissement aux peines qu'elles n'auront pû elles-mêmes calculer ; car on ne sçauroit se le dissimuler , il est impossible de déterminer avec une exactitude Géométrique les nuances de malice dans les délits , ni celles de rigueur dans les peines.

2^o. L'égalité si désirable , la base de toutes bonnes Loix , sera celle des nôtres. Elle fera taire & les orgueilleuses prétentions de l'homme puissant & les murmures séditieux de l'homme pauvre & foible. La Cour , la Ville , la Capitale , les Provinces , les Grands , les Magistrats , les Militaires , les Bourgeois , l'Artisan & le Peuple auront le même poids , & la même mesure. Tant de privilèges abusifs , tant de concessions odieuses , tant de droits iniques , arrachés ou surpris dans des tems difficiles à la foiblesse des Souverains , disparaîtront aux regards d'un Monarque équitable & ferme. Jamais circonstances ne furent plus favorables pour rétablir l'Empire imprescriptible de la justice. Aussi en profiterons-nous.

L'influence trop grande que la Religion & l'Église avoient eue sur le systême des Loix sera diminuée , celle de l'autorité , de la faveur , du crédit sera renfermée dans de justes bornes. En ne souffrant plus que de superbes violateurs de l'ordre , triomphent insolemment de l'impuissance des Loix à leur égard , c'est le moyen de les rendre vraiment efficaces contre tous. Car leur inexécution est de tous leurs vices peut-être le plus dangereux.



ARTICLE II.

Réforme des vices particuliers de nos Loix Pénales.

EN proposant les remedes , nous suivrons la même marche que dans l'exposition détaillée ci-dessus des abus & des maux.

§. I.

Changemens dans l'instruction.

CONCERNANT l'instruction criminelle ou la Procédure , nous proposons une refonte absolue de l'Ordonnance de 1670 , en y joignant les dispositions nouvelles des Réglemens , Édits , Ordonnances , Déclarations & autres Loix postérieures , à ce sujet , & en y faisant entrer les corrections suivantes.

1^o. Pour simplifier la compétence & accélérer la marche de l'instruction , il sera statué que l'intérêt de la sûreté publique exigeant toute la célérité possible dans la poursuite , le jugement & la punition des crimes qui troublent la société , & tous les Juges devant par état concourir de tout leur pouvoir à cette fin désirable ; ils seront tous indistinctement capables & compétens pour connoître de tous délits *en premiere instance , & définitivement* (en nombre requis) *quand le coupable aura été pris sur le fait*. Celui qui aura prévenu les autres , restera nanti de la connoissance , mais dans la concurrence le Juge du lieu où le délit aura été commis aura la préférence , parce qu'il peut plus aisément , plus sûrement , plus promptement que tout autre acquérir la preuve du délit & en

en hâter la punition ; parce que l'ordre public ayant été troublé principalement dans le lieu du délit , il est important pour l'exemple que le délit y reçoive sa punition. Enfin les distinctions qu'on a prétendu établir pour les différens délits , soit qu'elles fussent prises de la nature même des crimes, ou de celle des lieux , ou bien de la qualité & du rang des délinquans , toutes ces distinctions disparaîtront devant la Justice qui , le bandeau sur les yeux , ne doit faire en aucun cas acception de personne.

Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agira de juger *définitivement* , & lorsque le coupable ne sera pas pris en *flagrant délit*. En général & sur-tout quand il s'agit de crimes capitaux & de peines afflictives , la Loi ne sçauroit prendre trop de précaution pour éclairer la conduite & l'esprit des Juges , pour pèsér au poids du Sanctuaire les raisons qui doivent opérer la condamnation ou l'absolution de l'accusé. C'est pourquoi nous estimons que dans les cas *les plus légers* & où il ne s'agira que de peines *pécuniaires*, de *réprimandes* ou de *quelque tems de prison* , il *suffira de trois Juges du premier degré de Jurisdiction* , tels que ceux des Justices Royales ou Seigneuriales. Dans les cas *moyens* qui donneroient lieu à des peines afflictives mais modérées , telles que le *fouet sous la custode* , *l'admonition* , *l'aumône* , &c. il faudra *cinq Juges d'un Tribunal moyen* , comme sont les Sénéchaux. Et enfin pour les cas graves qui exposent à l'infamie & aux peines corporelles & capitales , il n'en faudra pas moins de *sept* & d'un Tribunal supérieur. Voilà pour la compétence.

Si d'ailleurs on s'appercevoit que les Juges Seigneux se laissassent prévenir deux fois de suite

par les Juges Royaux ; les Seigneurs supporteroient les frais de la procédure. Si au contraire les premiers s'acquittent de leur devoir ; les frais de l'instruction seront au compte du Domaine : mais pour la troisième négligence ou omission de poursuite on supprimeroit les Justices Seigneuriales, ces vestiges de la féodalité qui ravissent au Souverain le plus beau de ses Droits, & qui , par le vil intérêt qui arrête les poursuites couteuses du crime , ouvre une porte fréquente à la scélératesse & à l'impunité.

2°. Un accusé , s'il est connu & domicilié , ne pourra être décrété de prise de corps pour aucuns cas , sans une information préalable & une instruction contradictoire faite avec lui. A l'égard de tout autre , pour lui ravir légitimement un bien aussi précieux que la liberté , il faudra des indices d'autant plus clairs , d'autant plus forts que le crime dont on l'accusera sera plus atroce ; ces indices seront des commencemens de preuves , tels que la vie précédente de l'accusé , ses variations , ses aveux extrajudiciaires , la voix publique , la déposition d'un complice , un corps de délit sur-tout.

3°. La Prison, cette peine d'un délit qui n'est pas prouvé , la Prison qui ne devrait être que l'asyle destiné pour la sûreté de celui qui est accusé & poursuivi , n'offre presque par-tout qu'un séjour de misère & d'horreur , où des hommes entassés pêle-mêle dans un lieu mal-sain , froid & humide , respirent un air corrompu , éprouvent des tourmens précoces & multipliés , qui hâtent ordinairement l'instant de leur mort , quoique souvent ils ne l'aient pas méritée , que dis-je ! quoique souvent par leur innocence reconnue ils méritent , pour l'atteinte portée à leur li-

berté , à leur réputation , une réparation authentique de la part du corps entier de la société. Les Prisons seront donc rendues plus saines , plus spacieuses , plus aérées ; elles seront visitées plus exactement. Les prisonniers jouiront des commodités que sollicitent en leur faveur l'humanité , la Religion & cette commisération qu'on ne sçauroit refuser aux malheureux , fussent-ils coupables. Les Prisons continueront cependant d'être écartées & secrettes , (on entend les Prisons destinées à renfermer *les accusés*) afin qu'en déroband ces hommes , souvent honnêtes , aux regards de leurs concitoyens , elles leur sauvent l'humiliation d'avoir pu être soupçonnés. Il seroit bon au contraire que les *cachots* réservés aux *criminels convaincus* , en cas qu'ils dussent leur tenir lieu de peine , offrissent en plein jour à tous les yeux la honte du forfait & la certitude du châtiment , au lieu d'être des tombeaux anticipés , où le crime est enfoui sous la terre sans aucune utilité pour ses habitans.

4°. Le serment ne sera plus déferé à l'Accusé , pour les raisons palpables que nous avons apporté de son absurdité.

5°. On accordera un Avocat à l'Accusé , non lors de l'interrogatoire , mais lors de la confrontation & dans la suite de l'instruction.

6°. On lui communiquera les charges du procès & les noms de ses accusateurs , & des témoins immédiatement après son interrogation , afin qu'il puisse éclairer ses Juges & justifier son innocence.

7°. Les Jugemens si incertains des experts en fait d'écritures , signatures &c. , ne seront plus des preuves suffisantes , pour asseoir le Jugement & la condam-

nation de l'Accusé, s'il n'y a pas d'autres preuves, d'autres témoignages contre lui.

8°. Les Témoins en tout état de cause, mais sans connivence avec l'Accusé, dont on éclairera toutes les démarches, pourront se rétracter sans par là s'exposer à aucune peine afflictive ni capitale. La porte sera ouverte au repentir, s'ils ont porté une accusation calomnieuse; ils pourront réparer leur faute au lieu de la consommer; ils en feront quit-tes pour des dommages & intérêts civils, & une réparation authentique & judiciaire, envers celui qu'ils auront fait mal à propos retenir dans les fers, mais dont ils ne feront pas, par leur impénitence, par leur persévérance criminelle, flétrir l'honneur, ou répandre le sang injustement.

9°. La confrontation des Témoins avec l'Accusé, fera indispensablement ordonnée & exécutée. Autrement ce seroit exposer l'innocence à périr sous les coups, que lui porteroient des bras invisibles.

10°. C'est la plus belle prérogative de la Couronne, que le droit de faire grace. La clémence fait que les Rois sont véritablement les images de Dieu sur la terre; mais, les cas gracieables de leur nature doivent l'être également pour les sujets de toutes les classes. Si les gens du Peuple sont assez malheureux, pour n'avoir pas de quoi fournir aux frais *des Lettres de grâce*, la sollicitation doit en être confiée aux Procureurs du Roi, auxquels sur l'attestation de pauvreté du détenu, seront expédiées *gratis*, ou à peu de frais, les lettres nécessaires à la réhabilitation du coupable dans la société.

11°. L'injustice, l'incertitude, l'inutilité & la barbarie de la Question ou Torture, soit *préparatoire*, soit

préalable, sont trop bien démontrées par les Écrivains les plus sages & les plus éclairés, trop bien attestées par la raison & l'expérience, & trop vivement senties aujourd'hui pour qu'il soit besoin d'insister davantage sur la nécessité de *leur* suppression. La première de ces Tortures laisse toujours la même ignorance *des faits*; la seconde, les mêmes doutes, la même ignorance concernant les *Personnes* ou *Complices*. Quel fruit pourroit-on par conséquent espérer d'une cruauté gratuite? Seulement dans les quatre cas qui intéressent souverainement le Prince & l'État, pourroit-on tenter cette voie hasardeuse, pour se procurer la connoissance (*fort suspecte à la vérité,*) des Complices & des circonstances secrètes du crime, mais ce ne fera jamais que *la Question préalable*, c'est-à-dire, celle ordonnée contre un Coupable dûment atteint & convaincu. (*Voyez le Tableau des Délits & des Peines, à la fin*).

12°. On ne fera de procès aux absens, qu'après mûre réflexion, & la nomination d'un Curateur *ad Litem*, qui sera entendu dans ses dépositions & interrogatoires publiquement. *Le serment*, en ce cas, lui *sera déferé*, & il répondra devant Dieu & devant les hommes, de la manière dont il défendra de concert avec le Conseil qu'il se choisira, la cause de l'absent Accusé. On ne fera de procès aux Cadavres que de ceux qui, vivans, eussent mérité pour des délits connus & prouvés, qu'on leur en fit un. Sans cela on les enterrera sans bruit en les plaignant de leur malheur ou de leur démence, car la barbarie hideuse dont on use envers un mort, est perdue pour lui & pour les autres. Il faudra également que les contumaces soient convaincus, pour être condamnés.

13°. Afin d'éviter les lenteurs de la négligence dans les Tribunaux criminels, il sera envoyé tous les mois, par les Procureurs du Roi, un état détaillé de tous les Procès criminels, de tous les Prisonniers avec des notes sur chacun d'eux, contenant la date de leurs écroues, la nature de leurs crimes &c. Et M. le Chancelier ou Garde des Sceaux tiendra la main, à ce qu'on juge sans délai.

14°. Le Juge qui aura instruit un Procès criminel, n'en pourra être le Rapporteur. Il faut, par délicatesse, qu'il évite tout ce qui peut laisser aux accusés, l'ombre du soupçon sur l'intégrité scrupuleuse des Magistrats.

{ 15°. L'Avocat de l'Accusé présentera, dans sa Re-
& quête, l'énoncé de tous les faits justificatifs
{ 16°. pertinens à la cause de son client. Et si le Rapporteur trouvoit quelque difficulté à les admettre tous; il en conférerait sans perte de tems avec les autres Juges qui décideront. Cette demande en faits justificatifs, ne sera point faite trop précipitamment ni leur admission non plus. Autrement, il sembleroit que la Justice veut, à toute force, trouver un Coupable.

§. I I.

Changemens dans les Jugemens criminels.

NOUS avons fixé ci-devant en parlant de la Compétence le nombre de Juges requis, pour la connoissance & le jugement des Délits légers, moyens & graves. Ajoutons que lorsqu'il s'agira de prononcer la mort, les Juges en signant l'Arrêt le motiveront toujours, chacun par les raisons de décider qui l'au-

ra déterminé , & que cet Arrêt n'aura d'exécution qu'après un *exéquatur*, souscrit par le Roi ou M. le Chancelier; sur l'examen & le rapport d'un *Conseil royal*, établi exprès pour cet objet. La perte d'un citoyen est une calamité pour l'État, & mérite bien qu'on ne se porte à cette extrémité qu'avec toute la circonspection, la réserve & la modération possibles. D'ailleurs, comme nous diminuons beaucoup le nombre des cas dignes de la mort; (*Voyez ci-après le Tableau des Délits & des Peines*,) ce Conseil funèbre ne sera pas, on l'espère, aussi occupé qu'on le penseroit.

Si d'ailleurs, dans l'instruction & le jugement des Procès criminels, en conséquence des reformes proposées, il survient quelque longueurs, ces longueurs procéderont du fait même du Procès, & seront en faveur des Accusés. On trouve de toute part des inconvéniens, il faut éviter les plus fâcheux; & il n'en est pas qui le soit davantage que le risque de faire périr l'innocence, par trop de précipitation.

§. I I I.

Changemens qui ont les peines pour objet.

UN Procès criminel, la poursuite du crime & la punition du Coupable, forment une espèce de guerre entre le corps de la société & l'un de ses membres. Il n'y a de guerre juste, que celle qui est nécessaire. Il n'y a dans la guerre de rigueurs légitimes, que celles qui sont indispensables. Il en est de même des Peines. De plus il faut que par leur utilité réelle, elles se fassent excuser. Et certe utilité, on le répète, consiste bien plutôt dans la réparation de l'offense,

& l'exemple du châtiment; que dans une vengeance barbare & superflue.

Pour réunir à la fois la justice & l'utilité des Peines, il faut observer entr'elles & les Délits, il faut garder invariablement une analogie, une parité, une proportion exactes; mais en appropriant aux moindres Délits des Peines si légères, que l'échelle graduée de celles-ci n'offre au dernier terme, que la Peine de mort naturelle & aussi douce qu'il sera possible; les cas d'ailleurs, pour lesquels on la prononcera, doivent être on ne peut pas plus rares; car, ce remède affreux d'un mal cruel, ce remède qui ne remédie à rien, au contraire, qui pour un homicide commis, illégalement à la vérité, en commet un autre légalement, ce remède doit répugner autant à l'humanité, qu'à la Religion & même à la saine Politique.

Ce sont les motifs qui ont guidé dans la formation du Tableau ci-après. Pour servir d'introduction à ce Tableau, telles sont les observations générales que nous croyons devoir faire précéder.

Les Délits contre la Religion & ceux contre les bonnes mœurs, en ce qu'ils intéressent la société, seront punis, les premiers, par le ridicule & le mépris, les seconds par la honte & l'infamie. Pour ceux dont la police & l'ordre public seront blessés directement, on joindra aux punitions ci-dessus, la Prison, l'exil dans les Landes ou les Colonies, ou enfin d'autres peines afflictives proportionnées au trouble & au désordre causés. Ceux qui blessent l'honneur & la réputation donneront lieu à des réparations satisfactoires, même à des Peines infamantes, suivant la gravité de l'offense. Les vols, les rapines, les atteintes portées aux Droits, aux Biens, aux propriétés des

Particuliers, des Corps civils, du Prince ou de l'État, trouveront leurs réparations dans des Peines pécuniaires, des privations de Biens, des confiscations au profit des personnes ou des corps lésés. Suivant l'énormité de ces Délits, s'ils étoient accompagnés de fausseté, de violence, on prononcera contre les Coupables des Peines afflictives ; & à défaut de facultés de leur part, des condamnations aux travaux publics, dont le tems & la durée se mesureront sur l'étendue de l'offense, & dont le produit, déduction faite de la subsistance & de l'entretien nécessaire du coupable, sera appliqué à la réparation & aux dédommagemens dûs à la Partie lésée. Enfin, les crimes qui attaquent la vie seront punis par la mort, dont les accessoires seront assortis à la nature de l'homicide, à ses circonstances & à la qualité de la personne homicidée. En un mot, les Peines tirées de la nature des Délits, suivant un ordre gradué entr'elles, seront proportionnées à l'énormité de celle-ci, c'est-à-dire, au dommage causé à la société.

D'ailleurs, la dégradation de Noblesse & la confiscation de Biens, ne devant plus être prononcées que pour un petit nombre de Délits très-rares, on a diminué les effets de cette injustice jusqu'ici trop fréquente, qui associoit les innocens à la Peine réservée pour les Coupables. Ce ne sont que les cas *majeurs*, les attentats directs contre l'État & le Souverain, qui pourront faire prononcer un Jugement si rigoureux, auquel la bienfaisance du Prince, apportera les adoucissmens qu'il jugera convenables.



§. I V.

Changemens dans l'exécution des Jugemens criminels.

ON ne sçauroit donner à l'exécution des Jugemens criminels, un appareil trop grand ; trop imposant, sur-tout quand ils condamnent à des Peines affliktives, infamantes & capitales. La condamnation d'un citoyen, sa mort est une calamité, un deuil pour l'État ; c'est cependant le triomphe de la Justice, que le jour & l'exemple de ses vengeances. Il faut tâcher de réunir les signes les plus capables d'inspirer la tristesse, la crainte, sur toute chose, l'horreur du crime & le dessein de rester vertueux.

Pour cette effet, il n'y aura point d'exécution, ne s'agit-il que de peines légèrement affliktives & infamantes, qui ne soit précédée des formalités suivantes.

Le Condamné sera promené au son du tambour, de place en place, de carrefour en carrefour, les mains liées derrière le dos, accompagné de Satellites en nombre suffisant, pour assurer l'exécution ordonnée & le bon ordre. A chaque place ou station, un Crieur public annoncera à haute voix, la Loi violée, le crime commis, & l'Arrêt prononcé. Si la marque avec un fer chaud est ordonnée, elle sera imprimée sur la joue droite pour la première fois, & en cas de récidive sur la joue gauche ; afin que la condamnation produise son effet, l'infamie manifeste & publique du Criminel. S'il y a peine de mort, outre ce qu'on vient d'observer, on revêtira le Coupable d'une chemise ensanglantée, on lui assurera dans la main, l'instrument du meurtre, six des Sa-

tellites , destinés à le fusiller , seront autour de lui , portans des crêpes à leurs chapeaux. Le Tambour également voilé d'un crêpe , & le tocsin répandront l'épouvante & la consternation ; & le cadavre de l'homicidé ou son effigie en cire, revêtue de ses habits teints de sang , étendue au lieu du supplice , achèvera de consterner les bons citoyens , & d'effrayer les méchans. Le Criminel , à genoux devant ce cadavre , fera tout haut l'amende honorable , avant d'être exécuté , & après que la lecture de la Loi & de l'Arrêt aura été faite pour la dernière fois , les coups de fusil seront lachés au signal que donnera le Greffier en élevant le livre de la Loi , pendant que les cloches sonneront en mort. L'exécution faite, comme il faut respecter encore l'humanité , même dans ceux qui l'ont outragée , le corps de l'homme exécuté sera porté en terre dans un lieu destiné à cet objet , par des gens préposés à cela , dans un tombereau peint en noir. Le supplice ayant expié l'offense , la vengeance de la société expirera avec l'homicide , de façon qu'excepté les quatre cas de *lèse-Patrie* & de *lèse-Majesté au premier Chef* , désignés dans l'État ci-après , les biens du supplicié ne seront point confisqués , sa mémoire ne sera pas condamnée , ni sa famille déshonorée , ni encore moins proscrite.

Voyez pour l'application des principes exposés ci-dessus , pour l'exécution des vues indiquées , le Tableau suivant , où l'on a rassemblé , sous un même coup d'œil , les divers Délits , leurs circonstances , les réparations publiques , les satisfactions particulières qu'ils entraîneront , & les observations qu'on a crues nécessaires sur chacun de ces Délits , & des Peines qui leur sont assignées.

T A B L E A U

DES DÉLITS ET

Conformément aux principes établis

N^o. 1. DÉLITS ET CRIMES CONTRE DIEU ET LA

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Moyens de réparation publique.</i>
Confiden- ce & si- monie.		
Apostasie. Schisme. Hérésie.	S'il n'y a ni publicité ni scandale, la Justice humaine n'a pas droit d'en connoître.	
Déisme. Incréduli- ré Matérialis- me.	S'ils sont accompa- gnés de scandale public, de prédication ou de publication d'ouvrages impies.	Le Pilon avec écri- teau & la Prison à tems ou à perpétuité suivant la gravité du cas pour les trois premiers.
Athéisme.	S'il y avoit trouble & sédition, <i>Voyez N^o. 8. délits contre l'Etat.</i>	Pour les quatre der- niers, exposition publi- que sur une sellette avec bonnet de fol, & habil- lement ridicule, puis en- fermé aux petites Mai- sons. Les livres & ouvrages impies lacérés & pré- cipités dans les égouts & cloaques publics.

PROPORTIONNEL

DES PEINES,

& aux vues proposées ci-dessus.

RELIGION , ÉNONCÉS D'APRÈS LES CRIMINALISTES.

*Moyens
de satisfaction
particulière.*

Observations.

Ces actions étant plutôt des *péchés* que des *délits*, étant plus du ressort de la discipline Ecclésiastique que de la Jurisdiction séculière, elles ne donnent lieu qu'à des peines canoniques & spirituelles. Seulement la privation des bénéfices pourroit être la peine ou réparation publique.

Attendu le scandale & le trouble causés, les peines décernées contre les perturbateurs du repos public sont nécessaires, mais elles suffisent, pour les trois premiers délits.

Pour les quatre derniers, il est à propos de livrer les coupables, ainsi que leurs ouvrages s'ils en ont répandu, à la dérision & au mépris public, mais en les séquestrant de la société pour éviter la contagion. *Ridiculum acri tutius ac melius magnas plerumque secat res*, est une maxime dont l'application paroît excellente dans l'occasion dont il s'agit.

N^o. 1. DÉLITS ET CRIMES CONTRE DIEU ET LA

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Moyens de réparation publique.</i>
Parjure.	S'il est fait en Justice & nuit à quelqu'un.	La peine du faux. V. N ^o . 5.
Inobserva- tion des Fêtes & Diman- ches.	De la part des Ouvriers qui , des Marchands & Cabaretiers, qui vendent à boutiques & tavernes ouvertes ces jours-là. De la part des Bateleurs qui représentent près des Églises & pendant le Service Divin.	Pour la première fois défense de récidiver. Pour la seconde amende de 5 liv. & la troisième amende de 10 liv. avec prison à tems. Amende de 10 liv. & chassés avec défense de récidiver sous peine de 30 liv. d'amende & de prison.
Violation des Ci- metieres & Sépul- tures.	Si c'est par inconsidération. Si c'est par haine contre la personne inhumée. S'il étoit accompagné de vol & d'enlèvement.	Réprimande par les Juges de Police. Amende, Prison proportionnées à la gravité du délit & aux facultés du délinquant , après réprimande publique. Voyez <i>vol</i> ci-après N ^o . 6.
Trouble apporté au Servi- ce Divin.	S'il est fait sans un grand bruit & scandale assez fort pour empêcher le Prêtre de faire ses fonctions. Si le bruit & le scandale ont empêché les fonctions du Prêtre. S'il y a blasphêmes & imprécation ou juremens , <i>Voyez l'article suivant.</i>	Blâme, ou admonition suivant la gravité du cas avec aumône & même amende. Amende , aumône , amende-honorable - sèche & prison. Si le cas est très-grave , accompagné de juremens, insultes & blasphêmes , amende-honorable & Prison perpétuelle.

*Moyens
de satisfaction
particulière.*

Dommages & intérêts
&c. Voyez N^o. 5.

Réparation faite publiquement à la mémoire du défunt ou à sa famille : intérêt civils avec dommages proportionnés.

Observations.

Si le parjure est fait extrajudiciairement il n'a que la conscience & Dieu pour vengeurs.

A raison de leur publicité, ces délits concernent la Police, & c'est à elle à les punir. Mais ce qui se passe dans l'intérieur des maisons & dans le secret est du ressort de la conscience.

Concernant les Bateleurs, voyez ci-après Discours de bonne aventure. Même observation.

Sous ce premier point de vue ce délit est du ressort de la Police.

Ce délit tombe sans ce second point de vue dans la classe de l'injure & est puni comme tel. — S'il étoit accompagné de *vol* ou d'*enlèvement*, le délit seroit puni comme tel; Voyez ces articles N^o. 6.

Les punitions décernées contre les perturbateurs du repos public & de l'ordre social, sont celles qu'il convient d'employer dans les cas dont il s'agit ici, en les proportionnant à la gravité des délits.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Moyens de réparation publique.</i>
Juremens & blas- phèmes.	S'ils sont faits en pu- blic & avec scandale.	Admonition pour la premiere fois , pour la deuxieme amende & au- mône. Pour la troisieme amende-honorable avec écriteau & prison.
Profana- tion & sa- crilege.	S'ils sont faits dans l'Eglise pendant le Ser- vice Divin.	Outre les peines ci- dessus la langue sera percée d'un fer chaud.
	Des choses Saintes.	La main meurtrie sur un billot par le Bour- reau. Aumône, amende avec écriteau & la Pri- son à tems.
Métiers de Devins & diseurs de bonne aventure.	Des choses Sacrées.	Aumône, amende-ho- norable avec écriteau , le poing coupé & Pri- son perpétuelle.
	Si le délit étoit ac- compagné de vol & d'enlèvement.	Voyez l'arr. vol. N ^o . 6.
	S'ils n'employent & s'ils n'intéressent que des choses profanes.	Chassés avec défense de revenir, après avoir gardé Prison le tems convenable & avoir été pendant deux heures au Pilon avec l'écriteau: DEVIN.
	S'ils ont employé des choses Saintes ou Sa- crées.	En cas de récidive le fouet, l'écriteau, Pri- son plus longue suivant le cas.
	S'ils ont fait du tort ou du préjudice en pa- roles ou en actions.	Peine des <i>Profana- teurs</i> ., Voyez ci-dessus. Peines de l' <i>injure</i> ou du <i>vol</i> . Voyez ci-après Nos. 4. & 6. Voyez <i>Va- gabonds</i> .

Mêmes

*Moyens
de satisfaction
particulière.*

Observations.

Mêmes observations que ci-dessus. Le repos public troublé par le scandale & l'action impie exige des réparations proportionnées à l'offense.

Mêmes observations que ci-dessus. La tranquillité de l'Etat tenant au respect du à la Religion de l'Etat, autant qu'à celui qu'exigent les mœurs & le Gouvernement, l'Etat est intéressé à punir tout ce qui blesse extérieurement ce respect si désirable.

Dans ce dernier cas les propriétés blessées demandent les réparations convenables.

Le public est intéressé à être tout-à-fait désabusé & vengé de ces fortes de gens, qui trouvent dans la crédulité du peuple un moyen criminel de subsister à ses dépens, au détriment de l'ordre public, des bonnes mœurs & de la Religion.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Moyens de réparation publique.</i>
Maléfices	Sur les choses. Sur les personnes.	Amende , aumône , prison à tems ou à per- pétuité , suivant la gra- vité des cas. Voyez in- jure , N ^o . 4.
Enleve- ment de Religieu- se.	Par séduction.	Peines du rapt de sé- duction , l'amende sé- che.
Inceste spirituel.	Par violence.	Peines du rapt de violence ou du viol. Voyez ces art. N ^o . 3.
Viol com- mis par un Confesseur envers sa Pénitente.		On ajoute l'amende- honorable avec l'écriteau : VIOLATEUR.
Usurpa- tion des biens de l'Eglise.	Par adresse ou par force.	Peines de vols, Voyez les art. divers du N ^o . 6.
Vols & en- levemens faits dans les tom- beaux & cimetières.	Par adresse ou par force , de jour ou de nuit.	On ajoute à cause du scandale & de la profa- nation les peines énon- cées ci-dessus : verbo PROFANATION. A cause du poing coupé, au lieu des Galères perpétuel- les , la condamnation dans les ateliers pu- blycs , à traîner les tom- bereaux , avec une chaî- ne & l'écriteau : VOLEUR & PROFANATEUR.
Vols faits des choses Saintes & Sacrées.	Par adresse ou par force , de jour ou de nuit.	Peines décernées pour l'injure, V. le N ^o . 5. écrits brûlés par le Bourreau , amende-honorable avec écriteau analogue.
Outrages & excès commis à l'égard & contre la	En paroles. En écrits. En actions.	

*Moyens
de satisfaction
particulière.*

Domages & intérêts, intérêts civils & réparations publiquement faites.

Intérêts civils envers la famille de la personne violée. Elle, renfermée pour la vie.

Intérêts civils envers la personne lésée, proportionnés à sa qualité & aux facultés du coupable.

Intérêts civils, domages & intérêts au profit des Bénéficiaires ou Collateurs des Bénéfices, s'ils sont vacans.

Idem, au profit des parens ou héritiers des défunts.

Idem, au profit des Églises & fabriques lésées.

Observations.

Ce délit tombe dans le cas de l'injure, Voyez cet article N^o. 4.

Mais si la mort ou le danger de mort s'en est suivi, c'est un homicide, Voyez N^o. 7.

Ces délits sont du nombre de ceux contre les mœurs, Voyez ci-après, N^o. 3.

Mais pour la réparation du scandale qu'a causé la profanation il faut une peine plus exemplaire.

Outre la peine proportionnée à la nature & à la manière des vols commis, le scandale public causé par la profanation exigent les réparations publiques ordonnées en pareil cas.

Outre les peines de l'injure & de l'homicide indiquées ci-après, Nos. 4 & 7, pour réparation du scandale on ajoute la peine indiquée ci-dessus pour le sacrilège.

N^o. 1. DÉLITS ET CRIMES CONTRE DIEU ET LA

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Moyens de réparation publique.</i>
personne des Prêtres.	Si les excès ont été jusques à causer la mort.	Peines décernées pour l'homicide, Voyez N ^o . 7. le p ^o ing préalablement coupé, amende-honorable avec écriteau.

N^o. 2. DÉLITS CONTRE LES BONNES

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Fornication simple.	En cas qu'il y ait racrochement fait dans les rues, les promenades, &c. S'il y a du bruit & du tapage qui ait éclaté. S'il y a eu quelque vol ou excès commis.	Contre les prostituées & raccrocheuses admonition & défense de récidiver. Pour la deuxième fois amende & aumône. Pour la troisième enfermement à l'Hôpital. Renfermement dans une Maison de Force pour six mois, & sur la récidive, pour toujours. Voyez vol. N ^o . 6 & injure, N ^o . 4 ou homicide N ^o . 7.
Concubinage.	S'il n'y a point de scandale, c'est à l'Eglise seule à le punir. S'il y a scandale. Si c'est de la part d'un Ecclésiastique.	Blâme. Ordre de renvoyer la Concubine. En cas de récidive celle-ci sera renfermée à tems, & pour la troisième fois à perpétuité, le Concubin admonesté. Outre les Peines ci-dessus, les Peines Cano-

RELIGION , ÉNONCÉS D'APRÈS LES CRIMINALISTES.

<i>Moyens de satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>

MŒURS ET LA CHASTÉTÉ.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
Le délit étant mu- tuel & volontaire de de part & d'autre, point de réparation particu- lière.	Ce crime est très-grand sans doute, aux yeux de Dieu & de l'É- glise; mais, quand il n'y a ni scanda- le ni trouble public, il est purement du ressort de la conscience & de l'Église. -- Quand ces accessoires s'y trouvent ils intéressent la Po- lice. -- S'il s'y joint le vol, les ex- cès, les assassinats, les peines por- tées par la Loi dans ces cas ont lieu contre les coupables.
Privation des droits du sang contre la femme & les enfans, qui sont illégitimes, & n'ont qu'une pension viagè- re. Le reste des biens déférés aux plus pro- ches héritiers de droit.	Ces ordres de renvoyer les Con- cubines, ces privations des droits du sang, ces blâmes & les autres peines indiquées ici, ne peuvent avoir lieu contre les Laïcs, que sur les plaintes de leurs parens assem- blés, ou sur celles des pere & mere; & contre les Ecclésiastiques, ainsi que les privations des bénéfices,

Privation de béné-

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
		niques, & la privation de Bénéfices. Enlèvement de la Concubine, qui sera renfermée à tems, & en cas de récidive à perpétuité.
	S'il y a scandale public.	Amende , aumône.
Stupre & séduction simple.	S'il y a abus de confiance ou d'autorité.	Fouet & Galères à tems.
	S'il y a indignité de la part du séducteur & de la séductrice.	Fouet & Galères à perpétuité.
Polygamie.	Dans le cas ordinaire & sans circonstances de faux. Mais avec scandale & éclat.	Aumône , Amende , Pilon avec autant de quenouilles ou de chapeaux que l'on à trompé de femmes ou d'hommes , & en outre amende-honorable avec l'Écriteau : <i>Polygame public.</i>
	S'il y a des faux de Commis.	Le premier Mariage tiendra. La Peine du faux , <i>Voyez N^o. 5.</i>
Inceste.	S'il y a scandale public & qu'il soit com-	Amende , Aumône , amende-honorable avec

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>fice qui retombera dans la main du Collateur.</p>	<p>elles ne seront prononcées que sur les plaintes de leurs Supérieurs ; autrement ce seroit une espèce d'inquisition qui seroit tyrannique.</p>
<p>Domages & intérêts envers les femmes & filles abusées, suivant la qualité des parties lésées, & la faculté des délinquans.</p>	<p>Ce ne peut-être que sur les plaintes portées, par les parties intéressées ou leurs proches parens, que la Justice humaine peut poursuivre & punir la plupart de ces délits.</p>
<p>Ils seront plus considérables dans le deuxième, & plus encore dans le troisième cas.</p>	<p>Outre les peines qu'exige l'ordre public violé, la profanation du mariage demande pour réparation du scandale, une punition exemplaire.</p>
<p>Renvoi à la première femme ou au premier mari, s'ils y consentent ; domages & intérêts envers les autres parties intéressées, avec confiscation de partie des biens, appliquée à la nourriture & entretien des enfans issus des autres mariages, que celui qui sera réhabilité par la Loi.</p>	<p>D'ailleurs, la société intéressée à ce que les sujets habiles au mariage donnent & assurent des citoyens à l'État, doit chercher à rajuster & réunir des époux séparés, avec autant d'ardeur que l'Église le désire.</p>
<p>Privation en outre de tous droits sur les biens des autres femmes & de leurs enfans.</p>	<p>Si les hommes ou les femmes épousés, pendant & durant un premier mariage, n'avoient pas été de bonne foi, ils seroient déchus du bénéfice que la Loi prononce, en faveur & pour dédommagement de la bonne foi trompée.</p>
<p>Ces délits étant mutuels & réciproques,</p>	<p>Dans tous les cas possibles du délit, dont il s'agit, entre Sécu-</p>

N^o. 2. DÉLITS CONTRE LES BONNES

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Luxure contre na- ture.	mis au premier ou au deuxième degré. En ligne collatérale. En ligne directe.	l'Écritéau , <i>Incestueux</i> ou <i>Incestueuse</i> . & Pri- son de cinq ans , con- tre toutes parties , ou plutôt encore envoi en exil aux Colonies , de celle des deux parties la plus en état de sup- porter le voyage , & de donner des enfans à l'État ; & l'autre ren- due à la société , après cinq ans , avec ordre de se représenter de- vant les Magistrats tous les six mois ; en cas de récidive , Prison per- pétuelle.
	Inceste spirituel.	Peine du Sacrilège , <i>Voyez ci - dessus Délits contre la Religion N^o. 1.</i>
	Masturbation mutuel- le.	Aumône publique , amende - honorable & Prison perpétuelle.
	Abus des sexes diffé- rens.	
	Abus du même sexe. Abus des animaux.	Point d'Écritéau ni d'explication publique du Délit ; lors de l'a- mende-honorable.
Maquerel- lage.	Le rang , l'âge des filles ou femmes que l'on a prostituées , aug- mente la gravité du Dé- lit. Elle croît encore par	Anende, fouet & mar- que des lettres MAQ. sur la joue droite , pour la première fois , après une course faite sur un Ane , avec un

<i>Satisfaction particuliere.</i>	<i>Observations.</i>
ne ſçauroient donner lieu à des ſatisfaCTIONS particulières, à moins qu'il n'y eût abus de confiance ou d'autorité & d'âge.	liers, les parens ſeuls ont le droit de le pourſuivre; & entre Eccléſiaſtiques ou Réguliers, leurs Supérieurs. D'ailleurs, les preuves de ces crimes quoique rares & difficiles, doivent être convaincantes. Sinon la peine de calomnie aura lieu contre les Accuſateurs. <i>Voyez calomnie N^o. 4 & 5, article injure & faux.</i>
Dans ces cas qui ſeroient affimilés aux rapt de ſéduction ou de violence, & même plus criminels encore, il y auroit des dommages & intérêts prononcés, proportionnés aux facultés du coupable.	La même obſervation doit être faite pour tous les crimes <i>ſecrets</i> , leſquels ont d'autant plus beſoin d'être prouvés éclairément, qu'ils ſont plus énormes.
Point de ſatisfaction, particulière, à moins qu'il y eût abus de l'ignorance & de la ſimplicité ou de l'autorité. En ces cas, <i>Voyez rapt de ſéduction & viol</i> , & les dommages & intérêts ſeroient a proportion plus conſidérables.	On ſuppoſe toujours qu'il y a un ſcandale tellement public, que la réparation publique ſoit indiſpenſable. Excepté cette néceſſité abſolue, il eſt auſſi ſage qu'utile de dérober dans les ténèbres du myſtère & d'un cachot perpétuel la connoiſſance, la poſſibilité de pareilles monſtruoſités.
Intérêts civils & dommages & intérêts envers les filles & femmes abuſées, & qui ont été proſtituées, ſi ce n'a pas été ſciemment & volon-	Les Loix ne ſçauroient trop protéger les mœurs, parce que ſi les mœurs viennent à ſe perdre, les Loix elles-mêmes deviennent inutiles.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	l'abus de confiance ou d'autorité.	accoutrement ridicule, & ensuite Prison à tems. - En cas de récidive amende, fouet plus considérables, marquée sur la joue gauche, comme ci-dessus; & renfermement à perpétuité dans une Maison de force.
	Si la prostitution a été commise par un Domestique, ou une Gouvernante ou Servante, qui auroient emmenés les filles de leurs Maîtres ou Maîtresses, dans un lieu de débauche, alors c'est un rapt de séduction.	<i>Voyez ci-après rapt de séduction.</i>
Adultère.	Simple: &	Renfermement de la femme pendant deux ans, &c. Suivant les dispositions de l' <i>authentique</i> , pour les deux premiers cas.
	Commis par un Ecclésiastique	Dans les cas suivans amende-honorable avec l'Écritéau ADULTÈRE, Profanateur, Adultère indigne ou Valet, Géolier, adultère. Et Galères perpétuelles.
	S'il y a indignité;	
	S'il y a abus de confiance;	
	S'il y a abus d'autorité & de force.	
Rapt de séduction des mineurs & mineures ou Religieuses.	Ainsi que dans le stupre & tous les cas de luxure, le rang, l'âge aggravent ces Délits.	Dans le premier cas, aumône au profit des pauvres & prisons, jusqu'à l'obtention des lettres de remission, & la célébration du mariage, s'il peut avoir lieu entre le ravisseur & la personne ravie. -- Dans le dernier cas, où le mariage est impossible, prison à tems ou à per-
	Si les mêmes circonstances que dans le cas ci-dessus de l'adultère, se trouvent dans le rapt de séduction, elles donnent lieu à des peines proportionnées.	

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>tairement. Dans ce dernier cas , ces intérêts & dédommagemens seront au profit de leurs familles.</p>	<p>..... <i>Quid Leges , sine moribus vanæ proficiunt.</i></p>
<p>Ces intérêts croissent à raison de l'indignité du délinquant ou du rang de la personne outragée.</p>	<p>Mais en protégeant les mœurs, les Loix , doivent éviter les recherches indiscrettes & la rigueur déplacée , en un mot , tout ce qui ressembleroit à une inquisition civile, presque aussi révoltante qu'une inquisition religieuse. O Loix Pénales , sagesse & prudence d'un côté, vigilance & fermeté de l'autre, voilà votre marche!</p>
<p>Déchéance des droits nuptiaux, & autres peines pécuniaires , prononcées par l'authentique, Loi suivie parmi nous.</p>	<p>L'homme adultère, qui ne nuit pas aux siens, tandis que la femme adultère leur préjudicie , n'est pas aussi coupable qu'elle envers la société. Au lieu que la femme déchire les liens, viole les droits de la nature, du sang & de l'ordre social. C'est pourquoi les Loix ne poursuivent alors qu'elle, mais seulement au nom du mari outragé.</p>
<p>Dans les quatre cas suivans , intérêts civils au profit du mari outragé & peines canoniques contre les Ecclésiastiques adultères.</p>	<p>Quand il y a abus de confiance ou d'autorité, ou de caractère, &c. comme d'un Domestique, d'un Gouverneur, d'un Tuteur, d'un Juge, d'un Prêtre, d'un Maître &c., c'est autre chose. L'ordre social est offensé grièvement, & il exige une réparation proportionnée à l'offense.</p>
<p>S'il y a parité de condition & consentement des deux parties , le mariage couvrira le délit. S'il y a disparité trop grande ou refus de se marier de la part du séducteur , dommages & intérêts civiles envers la famille de la personne séduite.</p>	<p>Il est de l'intérêt & de l'honneur des familles, qui seules, sont en droit de se porter accusatrices en Justice pour ce cas, d'assoupir ces</p>

N^o. 2. DÉLITS CONTRE LES BONNES

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
<p>Viol.</p>	<p>La qualité de la personne violée , augmente le Délit ou le change tout-à-fait.</p> <p>Mêmes observations que ci-dessus , pour la qualité ou l'indignité du viol reur.</p> <p>Si le viol est commis à l'égard d'une prostituée.</p> <p>S'il l'est à l'égard d'une veuve ou d'une fille honnête, mais que le crime n'ait pas été consommé.</p> <p>Si le crime a été consommé.</p> <p>S'il y a indignité.</p> <p>Si le crime a eu lieu à l'égard d'une femme mariée.</p>	<p>pétuité, selon l'indignité de la personne & la gravité des circonstances.</p> <p>Prison , amende & aumône.</p> <p><i>Idem</i>, amende-honorable sèche, bannissement à tems ou du moins abstention des lieux , où réside la personne offensée , & à la volonté de celle-ci.</p> <p>Amende, aumône plus fortes. Amende-honorable publique, & bannissement du ressort ou même du Royaume à perpétuité, selon la gravité du cas.</p> <p>Galères à perpétuité.</p> <p>Peines de <i>l'adultère</i>, plus fortes & jointes à celles ci-dessus.</p>

*Satisfaction
particulière.**Observations.*

sortes d'affaires & , s'il n'y a pas trop d'inégalité de rang & d'état, de terminer leurs griefs par un mariage qui couvre tout. Mais, s'il y a indignité de la part du séducteur, les peines indiquées doivent suffire à leur satisfaction.

Les peines portées contre ce délit, doivent augmenter à proportion de la gravité des circonstances & varier suivant leur nature.

Voyez ci-dessus les articles divers des cas désignés ci-à côté *verbo fornication, adultère, inceste, inceste-spirituel*. Et les diverses peines désignées pour tous ces cas, seront augmentées à cause de la violence, mais toujours *citra mortem*.

Car nous croyons qu'on ne doit donner la mort, qu'à celui qui l'a donnée ou voulu donner.

N^o. 2. DÉLITS CONTRE LES BONNES

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	Si à l'égard d'une sœur.	Peines de l'inceste, idem.
	Si à l'égard d'une Religieuse ou de la part d'un Religieux ou Ecclésiastique.	Peines de l'inceste spirituel & de la profanation, plus fortes.
Rapt de violence.	Mêmes effets des mêmes circonstances pour ce Délit, que pour les précédens.	Amende, aumône, amende-honorable avec l'Écritéau: <i>Ravisseur par violence</i> , & galères à tems; mais abstention pour toute la vie de se trouver plus près que vingt lieues de la personne ravie, sous peine de mort, comme rebelle au Prince & à l'État.
	S'il y a indignité.	Galères à perpétuité.

N^o. 3. DÉLITS CONTRE LA

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Concernant les Jeux	1 ^e . S'ils sont purement de hazard - à égalité de chance.	Confiscation des cartes, dés, instrumens de jeux & deniers expo-

MŒURS ET LA CHASTETÉ.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Confiscation de moitié des biens du ravisseur au profit de la personne ravie , l'autre moitié adjugée aux parens du premier , mais déduction faite des aumônes & de l'amende envers le Roi.</p> <p>Le mariage déclaré impossible ou nul ; les enfans déclarés illégitimes & réduits à une pension viagère , prise sur la partie des biens confisqués.</p>	<p>La différence essentielle qu'il y a entre le rapt de séduction , & celui de violence qui suppose un consentement quelconque dans le premier cas , & ne sçauroit le supposer dans le second , cette différence doit exister également entre les peines de chacun de ces délits.</p> <p>En outre , le premier peut se remettre par des lettres du Prince , & être couvert comme on l'a dit , par le mariage ; mais , cette permission ne devant jamais être donnée pour le second , il est irrémédiable.</p> <p>D'ailleurs , les complices seront punis comme le ravisseur & des mêmes peines , au lieu que dans le rapt de séduction , sur-tout si le mariage des parties intervient , ils ne sont sujets qu'au blâme , à l'amende & à une prison à tems.</p>

POLICE ET L'ORDRE PUBLIC.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Point de restitution à faire aux parties lésées , & les dettes con-</p>	<p>Cette frénésie ruineuse , la source de tant de malheurs & de crimes , ne devoit pas être tolérée en-</p>

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
publics & prohibés.	<p>2^e. S'ils présentent une inégalité de chance en faveur du Banquier.</p> <p>3^e. S'il y a eu des friponneries commises. <i>Voyez vol</i> N^o. 6 ou <i>faux</i> N^o. 5.</p> <p>4^e. S'il y a eu des violences exercées. <i>Voyez injure</i> N^o. 4.</p>	<p>sés à ces jeux , avec amende au profit des pauvres. Maisons de brélan & jeux fermés, pendant six mois, pour la première fois, pendant deux ans, pour la seconde, rasée la troisième fois.</p>
Concer- nant l'Im- primerie.	<p>Supposition ou déguisement de nom & de demeure en . . contre-faisant les ouvrages.</p>	<p>Confiscation des livres presses, outils, &c. pour la première fois ; pour la seconde on y ajoutera la prison, & déchéance de la Maîtrise.</p>
	<p>Édition faite en pays étranger ou sans permission.</p>	<p>Interdiction pour un tems, si ce sont des Imprimeurs regnicoles ; s'ils sont étrangers , amende , & prison à tems ; en cas de récidive , privation de la Maîtrise contre les premiers ; amende , prison plus forte contre les seconds & expulsion ou bannissement du Royaume.</p>
	<p>Livres contraires à la Religion, aux mœurs, au Gouvernement.</p>	<p>Amende , confiscation , les livres lacérés , précipités dans les flammes , ou les cloaques. Amende contractées</p>

*Satisfaction
particulière.*

tractées au jeu, nulles de droit pour les deux premiers cas. Dans le troisième, restitution des sommes d'argent ex-croquées; dans le quatrième, demande de pardon; mais sans dommages ni intérêts civils, pour les parties lésées.

Domages & intérêts au profit des Libraires privilégiés, ou des Auteurs qui ont obtenu directement le privilège violé, ces dommages pris sur les biens du coupable, ou à défaut de biens sur le produit de la confiscation des ouvrages, dont le reste sera au profit des pauvres.

Observations.

core moins autorisée, par ceux mêmes qui sont faits pour donner l'exemple; & la police ne sçauroit tenir trop rigoureusement la main, à la stricte exécution des Loix faites à ce sujet.

S'il y a eu des friponneries ou des violences commises, cela aggrave & change même le délit. Alors les peines prononcées contre ces délits, sont ajoutées à celles indiquées pour les jeux défendus.

La Litterature est devenue une espèce de brigandage public, & ce sont les Auteurs sur-tout qui en sont les victimes. Le mal est que les réglemens tombent en désuétude le lendemain de leur promulgation; & que le crédit, l'intrigue & l'intérêt se jouent impunément des Loix à cet égard, comme à tant d'autres!

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Commis par les Mendians, Gens sans aveu & Vagabons.	Sans armes & moins de quatre ensemble, & s'il n'y a que du liber- tinage ou de l'insolen- ce.	norable avec écriteau , pour la première fois galères à tems , pour la seconde, & à perpétuité pour la troisième.
	Si les Mendians sont armés , & au nombre de quatre ou plus.	Les valides , enfer- més dans les ateliers publics les plus voisins ; les invalides dans les Hôpitaux les plus pro- ches, tous marqués de la lettre M , dans la main droite. En cas de récidive , s'ils s'échap- pent, les premiers aux galères & les seconds en prison pour toujours.
	La nature & les di- verses circonstances des délits , commis par les Mendians & Vagabonds, rangent ces délits dans la classe des vols , des homicides , des incen- dies & alors elles les assujettissent aux peines portées contre ces dé- lits. Voyez N ^o . 6, 7 & 8.	Les valides condam- nés aux galères à tems , les femmes & invalides à la prison à tems , mar- qués tous de la lettre M au front. En cas de récidive la prison seroit ainsi que les ga- lères à perpétuité.

*Satisfaction
particulière.*

Il n'y a pas ordinairement de quoi fournir aux réparations personnelles.

S'il y avoit de quoi ce seroit le premier emploi, du produit de la confiscation, que l'on feroit de tout ce qui seroit trouvé sur les Mendians.

Observations.

Il est d'abord nécessaire qu'il y ait par arrondissement des hospices pour les pauvres, afin de les occuper & de les nourrir du produit de leur travail, s'ils sont valides, & de celui des fonds de charité, s'ils sont invalides. Ceux qui s'y rendront volontairement y seront traités avec plus d'égards, que ceux qui y seront conduits après avoir été arrêtés pour libertinage, &c. ceux ci marqués de la lettre M dans la main, afin d'être reconnus. Ces hospices seront, ou des *Hôpitaux* pour les femmes, enfans infirmes ou vieillards, ou des *Ateliers de Charité*, pour les valides hommes & garçons de 15 ans, jusqu'à 70.

Les occupations assorties aux talens & à l'aptitude des sujets, aux besoins de l'État, aux circonstances locales, rendront utiles à la société ses membres les plus méprissables, même ceux qui seroient criminels ; (*Voyez galères de terre*). à moins qu'ils n'aient été coupable d'*homicide*, ou des crimes contre l'État, pour lesquels nous assignons la peine de mort.

Mais le malheur, la misère souvent sont immérités ; & le soin de sa conservation, la défense de

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Concer- nant la chasse.	<p>Si la chasse a été faite hors des possessions appartenantes aux particuliers qui n'ont pas le droit de chasse.</p> <p>Si elle a été faite dans les possessions de ceux qui n'ont pas ce droit, mais avec armes à feu, cannes ou bâtons creusés & armés d'un dard, arquebuses & autres instrumens défendus, avec chiens de chasse, appats tendus, appeau mis exprès.</p> <p>Sic'est en tems prohibé.</p> <p>Si c'est de bêtes non nuisibles tels que le gibier à plume.</p> <p>Si la chasse a été faite par ceux qui en ont le droit, mais en tems prohibé avec appat, appeau ou armes défendues.</p>	<p>Confiscation de tous les instrumens de chasse, appeaux & chiens, avec amende de 10 l. pour la première fois, de 20 l. & prison à tems, pour la seconde - de 3 liv. prison & fouet, pour la troisième, pour la quatrième on ajoutera au fouet double, à l'amende de 40 l., le bannissement à tems.</p> <p>La durée de la prison ne pourra être moindre de huit jours, ni excéder un mois.</p> <p>Pour la première fois amende de 10 l., pour la seconde, amende & confiscation, pour la troisième amende double, & à la confiscation, on ajoutera la défense de la chasse à tems; & pour la quatrième fois,</p>

*Satisfaction
particulière.*

Si la chasse a été faite chez autrui, sans armes prohibées, la confiscation sera au profit de la partie lésée, avec dommages & intérêts proportionnés.

Si la chasse chez autrui a été faite avec armes prohibées, l'amende aura lieu; & ce sera au profit de celui chez qui on aura chassé.

Si le Chasseur n'est pas sorti de ses possessions, mais a chassé en tems prohibé, ou avec instrumens défendus, la confiscation & l'amende seront au profit du Seigneur.

Dommages & intérêts au profit des parties lésées, & proportionnés au dommage causé.

Observations.

soi-même; la première des Loix de la nature, rendent excusables, de la part des individus vraiment pauvres, la mendicité & tous les moyens d'exciter la compassion pour subsister. Cette mendicité, les courses des mendiants ne deviennent des délits, que, quand l'État a pourvu à leur subsistance, par des moyens sûrs & honnêtes. C'est un devoir du Gouvernement.

Les Loix faites pour le bien de la société, ne sauraient interdire aux hommes le droit aussi naturel que juste, de prendre & tuer dans leurs possessions, le gibier qui les endommage. La prohibition de cette faculté est un de ces restes odieux du régime, où plutôt du désordre féodal, que l'humanité, la justice & la saine politique doivent, sinon proscrire absolument, du moins réformer & adoucir.

Cependant, en laissant à tous les hommes l'usage de cette faculté, qui est une des branches de la défense de soi-même, il est peut-être à propos, sur-tout dans une Monarchie, de restreindre pour le peuple, la liberté de tuer le gibier aux cas suivans; Sçavoir;

1°. Que ce soit chacun chez soi.
2°. Que ce soit un gibier mal-faisant. 3°. Avec des armes défensives seulement, sur-tout sans armes à feu. 4°. Que ce soit sans appar, sans appeau; enfin, pour

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	<p>Les Gardes - chasses abusant de la confiance & de l'autorité , seront punis plus sévèrement. Bien attendus qu'il n'y aura de Gardes-chasses que ceux reçus à la Table de Marbre.</p>	<p>cette défense sera pour toujours (sous peine de prison).</p> <p>Pour la première fois, amende de 30 l. & interdiction à tems, pour la seconde, amende de 60 liv. & destitution.</p>
<p>Concer- nant la pêche.</p>	<p>Si la pêche est faite par les gens qui , n'en ont pas le droit , hors de leurs possessions , ou avec engins , filets , appats & drogues que l'ordonnance des Eaux & Forêts , énonce avec raison , comme prohibées. Ou si l'on n'a pas rejeté le poisson trop petit , selon les dimensions marquées par la même Ordonnance. Ou si la pêche a été faite en tems prohibé , c'est-à-dire dans la saison du frai.</p> <p>Si ceux qui ont droit de pêche , l'ont faite chez les autres ou chez eux avec engins défendus , ou en tems prohibé ou avec des drogues nuisibles.</p>	<p>Confiscation de tous les instrumens de pêche, si elle a été faite chez autrui ; de tous ceux défendus, fût-elle faite chez soi.</p> <p>En outre condamnation à une amende de 10 l. , pour la première fois , de 20 l. & de prison à tems, (comme ci-dessus pour la chasse ,) la seconde fois ; la troisième l'amende de 30 l. , fouet & prison plus longue.</p> <p>S'il y a eu des drogues nuisibles, cette dernière peine de 30 l. d'amende & de prison & du fouet aura lieu dès la première fois en doublant pour la seconde ; ainsi de suite.</p> <p>La première fois , amende de 20 l. , la se-</p>

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
Même dédommagemens proportionnés aux cas.	<p>éviter un dommage certain & non pour faire un gain illégitime. <i>Damni vitandi causâ, non lucri faciendi.</i></p> <p>Le Roi est trop bon, trop juste pour vouloir plus long-tems que <i>ses plaisirs</i>, soient la peine ou la ruine de son pauvre peuple, & son exemple sera la plus efficace de toutes les leçons, & la meilleure de toutes les Loix.</p>
<p>Les mêmes réglemens indiqués ci-dessus, à l'occasion de la chasse, auront lieu par rapport à la pêche, pour les dédommagemens à accorder aux particuliers lésés, ou aux Seigneurs.</p>	<p>La nature a fait les ruisseaux, les rivières, la mer pour tous les animaux, à plus forte raison pour tous les hommes. Les Loix civiles ont apporté des restrictions à cette destination générale; mais ces restrictions ne doivent pas être tyranniques. Les rivières ou les fleuves navigables, sont censés appartenir au Roi, comme étant la personne de l'État; mais la faculté des pêches, n'est pas contraire à cette disposition sociale, à moins que le genre de pêche n'embarrasse, n'intercepte la libre navigation ou ne cause quelque dommage à autrui. Ainsi, nous ne prononçons point de peine contre ceux qui pêcheront, à moins que ce ne soit dans les cas suivans : Sçavoir;</p> <p>1.^o Si la pêche est faite chez les autres. 2.^o Si elle est faite d'un poisson trop petit nommé <i>Nourris</i> ou <i>Alvin</i>. 3.^o Si elle est faite avec des instrumens défendus, des appats, des drogues nuisibles.</p>

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	<p>La peine sera pour les Privilégiés & Gentilshommes.</p> <p>Pour les Pêcheurs reçus publiquement, & à la Mairiſe des Eaux & Forêts.</p>	<p>conde, amende de 30 l. avec confiscation d'inſtrumens, filets, engins &c., pour la troiſième même confiscation, amende de 40 l., & privation à tems du droit de pêche, ſous peine de priſon, la quatrième fois, privation de ce droit pour toujours, ſous peine plus gravés.</p> <p>De la première fois, amendé de 30 l. & interdiction pour ſix mois, en cas de récidive, amende de 60 l., priſon & destitution.</p>
<p>Concer- nant les bois.</p>	<p>Enlevemens faits de pieds d'arbres, dans les forêts des Particuliers ou du Roi.</p> <p>Abatis de feines, glands & grâines, commis aux mêmes lieux,</p>	<p>Amende de 30 à 100 liv. pour la première fois, ſelon la nature de l'enlevement & les facultés des délinquans. Le double, la ſeconde fois & la priſon.</p> <p>Amende de 10 à 30 liv. la première fois, de 20 à 60 l., la ſecon-</p>

*Satisfaction
particulière.**Observations.*

On observera que les Pêcheurs publics des Seigneurs ou autres, doivent ainsi que les Gardes-pêches, être reçus aux sièges compérens, pour avoir les droits attachés à cette profession ; lesquels droits seront resserrés dans les bornes de la Justice, & de la raison.

Le règne présent qui semble vouloir chaque jour réintégrer l'humanité, dans ses droits naturels, achevera sans doute d'anéantir tant de prohibitions & d'exclusions tyranniques, dont les siècles de Barbarie n'ont laissé que trop de vestiges subsistans, même au siècle de la Philosophie.

Si la Noblesse, les Seigneurs, les Grands, le Souverain croient devoir encore s'opposer au libre exercice de la pêche, & de la chasse de la part du peuple aux conditions ci-dessus, du moins faut-il à raison des libertés qu'il prendra, n'user que de peines modérées, & ne point assimiler ces libertés à des crimes.

La faculté d'amasser du bois mort & même d'ébrancher dans les grandes forêts & celles du Roi, semble être un droit inhérent à l'existence des hommes. Aussi ne prononcerons-nous aucune peine en ce cas. Mais s'il y a quelque dommage causé, ou même des libertés prises sans permission, & qui excèdent la faculté d'amasser le chaufa-

Idem que ci-dessus.

Domages & intérêts, proportionnés au tort causé, par ces différens cas.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	sans permission. Si l'on a mis le feu , sans permission pour faire des cendres ou du charbon.	de & prison à tems. Amende, confiscation de tout ce qui a servi à la confection des cendres ou du charbon , avec la prison , qui sera de quinze jours , & l'amende de 50 l. , pour la première fois ; pour la seconde, du double, ainsi que la prison.
	Autres cas énoncés dans l'ordonnance des Eaux & Forêts.	Pour les autres cas énoncés dans l'Ordonnance, les peines portées par cette Ordonnance.
Débit d'étoffes prohibées.	Quand le débit de ces choses est fait furtivement par adresse , par moins de quatre personnes ensemble , sans armes ni violence.	Confiscation dans ces trois cas, des denrées, marchandises, chevaux, voitures & amende au profit du Roi ou des Fermiers, pour la première fois. <i>Idem</i> & amende double, pour la seconde. <i>Idem</i> , amendetriple & prison, pour la troisième fois.
Fabrica- tion & dé- bit de ta- bac de contre- bande.	Si les délinquans sont gens employés dans les Fermes du Roi.	Outre les peines ci-dessus , le fouet & la destitution dès la première fois.
Fabrica- tion & dé- bit de faux sel.	Quand il y a port d'armes , nombre de quatre ou plus ensemble, ou violence com- mise.	Outre les confis- cations ci-dessus & l'a- mende qui sera de 200 liv. , condamnation aux travaux publics, pour 5 ans, dès la première

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>· Dommages & intérêts au profit des Fabricans, & Marchands, Privilégiés pris sur les biens ou la confiscation des effets du coupable, dans le premier cas. Dans les deux autres au profit des Fermes du Roi, ou de ses Gabelles.</p> <p>Les dommages & intérêts envers les fermes, plus forts.</p> <p>Dommages & intérêts, comme ci-dessus, & plus considérables en faveur des parties lésées.</p>	<p>ge nécessaire, accordée par la nature aux pauvres, dans les bois des riches, alors il y aura des peines contre les premiers, mais modérées & plus conformes à la nature du délit.</p> <p>Quant aux autres articles de l'Ordonnance des Eaux & Forêts, auxquels on ne déroge pas ici, ils resteront dans toute leur force.</p> <p>Les Loix civiles, en apportant quelques restrictions à la liberté naturelle, en établissant des droits sur certaines denrées ou marchandises au profit du corps social, en proscrivant certaines importations pour l'avantage du débit, & de l'exportation des denrées du sol, & des productions de l'industrie nationale & des revenus de l'État; les Loix civiles, observera-t-on, imposent avec raison des peines aux particuliers, qui contreviennent à ces réglemens publics. Mais, comme l'effet de ces contraventions est uniquement de blesser les intérêts de l'État ou de diminuer ses revenus; la peine doit d'abord être purement pécuniaire; si ensuite, la violation de l'ordre & du repos public, a été considé-</p>

N^o. 3. DÉLITS CONTRE LA

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
		fois ; la seconde amende de 400 liv., & travaux publics pour dix ans, ou même à perpétuité, si la violence & les excès ont été considérables.
	Dans la violence & la force s'il y avoit des outrages, des coups & la mort donnée.	Peines de l'injure ou de l'homicide, (Voyez N ^o . 4 & 7.) Ajoutées à celles ci-dessus.
	Si la révolte a été faite à force ouverte, contre les ordres directs du Souverain.	Peines de la violence publique & de rébellion. (N ^o . 8.) Ajoutées à celles indiquées ci-dessus.
	Si dans le débit des denrées, étoffes ou marchandises il y a du faux, si elles sont altérées.	On ajoute la peine du faux, Voyez N ^o . 5.

N^o. 4. DÉLITS CONTRE L'HONNEUR DES PARTICULIERS

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Injures de vive voix mais sans que l'honneur soit outragé.	Faites-en un lieu particulier. Faites-en un lieu public, & 1 ^o . entre gens du peuple. 2 ^o . Entre Bourgeois notables.	Défense de récidiver, intimée en particulier, ou en public suivant le cas, sous des peines plus fortes. Même défense faire avec plus d'appareil, &

POLICE ET L'ORDRE PUBLIC.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p><i>Idem</i>, que ci-dessus & proportionnés aux injures & outrages. Voyez N^o. 4 & 7. Verbo <i>injure</i> ou <i>homicide</i>.</p> <p><i>Idem</i>. Voyez N^o 8. Verbo <i>délits</i> contre l'État & rébellion à force ouverte.</p> <p><i>Idem</i>. Voyez N^o. 5.</p>	<p>nable, si elle a été faite par la force & les armes, quelques peines afflictives peuvent bien être justes; mais elles doivent être proportionnées au délit, sur-tout quand celui-ci n'est, comme il l'est presque toujours, qu'un retour instantané vers l'usage d'une faculté, que l'homme semble tenir de la nature.</p> <p>Cette observation fondée, on le croit, en raison & en justice sera la même, pour les trois espèces de délits à côte, & sert de motif à la diminution des peines portées contre, dans des tems où la violence féodale, l'avidité financière & l'esprit fiscal avoient tourné les têtes, dénaturé les choses & avili par leurs cruautés l'admission publique.</p>

OU DE L'INJURE ET DE SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Excuses faites en particulier, ou en public suivant le cas.</p> <p><i>Idem</i>.</p>	<p>Si l'injure est mutuelle & réciproque, nulle satisfaction particulière, à moins d'une grande disproportion entre les parties, mais réparation publique de la part de l'agresseur, & proportionnée au manque d'égards, au rang & à l'état du</p>

N^o. 4. DÉLITS CONTRE L'HONNEUR DES PARTICULIERS

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Paroles outragean- tes & con- tre l'hon- neur.	3 ^o . Entre gens de Ro- be ou d'Eglise.	sous des peines plus graves.
	4 ^o . Entre Gentils- hommes.	<i>Idem.</i> } Toujours avec plus de for- <i>Idem.</i> } ce & d'ap- pareil.
	1 ^o . De la part de gens du peuple à son égal.	Aumônes.
	A son Supérieur.	Aumône & amende.
	2 ^o . De la part du Bourgeois à son égal. A son Supérieur.	Aumône , amende & blâme. Aumône , amende , blâme & prison de huit jours à un mois de du- rée, suivant la dispo- portion.
	3 ^o . Gens de Robe ou d'Eglise, vis-à-vis leur égal, ou une femme, ou un Gentilhomme.	Aumône , amende , admonition & prison.
	4 ^o . De la part des Gens d'épée , Gentils- hommes & Militaires, vis-à-vis ceux de l'art ci-dessus.	Ici les peines croif- sent à proportion, que le délit devient plus grave. Les peines seront dans les cas art. premier, l'aumône simple ; art. second amende & au- mône ; art. troisième , amende aumône, ad- monition & prison de six mois.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<i>Idem.</i> Que dessus en présence de deux personnes.	Citoyen provoqué, moindre que si l'injure n'avoit pas été rendue par celui-ci.
En présence de quatre personnes.	
Réparations d'honneur au Greffe, & intérêts civils modiques.	
<i>Idem.</i> Intérêts civils plus forts.	1°. Si l'injure n'est pas grave ou s'il n'y a point une grande disproportion d'état entre le coupable & l'offensé, la voie extraordinaire quoique la plus prompte, ne devoit pas être prise ou admise.
<i>Idem.</i>	2°. Si la calomnie est jointe à l'injure, la peine doit être plus grande, & si c'est une accusation fautive portée en justice, elle donne lieu à la peine prononcée contre les accusations calomnieuses.
Réparation d'honneur à l'audience, avec une acte au greffe, intérêts civils pour faits applicables à la volonté de l'offensé.	3°. Si les injures soit verbales, soit réelles, soit par écrit, sont de Gentilhomme à Gentilhomme, & sur-tout si elles blessent l'honneur, le délit devient bien plus grave qu'entre personnes d'un autre état, par les suites funestes qu'il peut avoir. C'est pourquoi, autant par justice que par prudence, il est à propos de prévenir les excès de la sensibilité, piquée en lui donnant les satisfactions légitimes, en humiliant l'amour-propre, en flétrissant même l'honneur de ceux qui les ont attaqués & blessés chez les autres. En conséquen-
<i>Idem.</i> Que ci-dessus.	Voyez l'art. faux. N°. 5.
Réparation d'honneur faite à l'audience, avec un acte au greffe. Intérêts civils proportionnés à la qualité de la personne offensée, applicable à son choix : Permis à elle d'abrégier la prison.	

N^o. 4. DÉLITS CONTRE L'HONNEUR DES PARTICULIERS

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	Vis-à-vis de leurs sembiables ou de leurs Supérieurs.	Amende , admoni- tion, aumône & prison d'un an , ou de deux au plus, & défense, sous peine de bannissement & d'infamie, de se trou- ver, de deux autres années , au lieu où habite l'offensé. Le ter- me pourra être plus long selon les circonstances. <i>Voyez l'observation quatrième ci-à côté.</i>
Démentis & menaces en paroles seulement.	Selon les propor- tions observées ci-des- sus, la gravité du délit croit, & donne lieu à des peines plus graves.	Aumônes aux Hôpi- taux & amendes plus fortes ; l'admonition, comme ci-dessus , pri- son pendant deux mois pour les Bourgeois, & deux ans , pour les Gentilshommes avec dé- fense à l'agresseur , de se trouver pendant trois autres années, aux mêmes lieux que l'of- fensé habite; ou même bannissement à tems, suivant la gravité de l'offense, l'indignité de l'agresseur & le rang de l'offensé. Le tout précédé de la défense d'user de voies de fait, sous la peine des galè- res.
	Si les paroles outr- geantes, les démentis	Amende honorable , à genoux, au milieu du Réparation

*Satisfaction
particulière.*

Réparation d'honneur faite devant le Lieutenant des Maréchaux de France, en présence de quatre Gentilshommes, dont acte demeurera entre les mains de l'offensé, & la minute au greffe du Tribunal. Et ce, au sortir de la prison.

Les mêmes réparations personnelles, & demandes de pardon, avec promesse de rendre les égards de civilité & d'honnêteté, dûs à un galant homme, faites devant les personnes ci-dessus énoncées, & qui seront moitié de la classe de l'offenseur, moitié de celle de l'offensé.

*Voyez l'observation 4^e.
ci-à côté.*

Observations.

ce nous avons indiqué la prison de deux ans, & le ban ou l'éloignement de trois ans, des lieux qu'habite l'offensé, dont celui-ci fera cependant le maître d'abrégier la durée de moitié.

4^o. Si les injures ont eu lieu de la part d'un Ecclésiastique, ou vis-à-vis un Ecclésiastique outre les peines Civiles, les peines Canoniques & Ecclésiastiques auront lieu, comme on l'a dit, N^o. 1.
Délits contre la Religion.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
<p>Injure réelle ou voies de faits.</p> <p>Menaces du geste seul en le- vant une canne ou chose semblable.</p>	<p>ou menaces ont eu lieu au Palais de la Justice , ou du Prince.</p> <p>Si c'est dans l'Eglise.</p> <p>Les mêmes distinc- tions de rang & de per- sonnes , faites à l'occa- sion des injures verba- les , rendent à propor- tion les circonstances de l'injure réelle plus graves , & doivent éta- blir la même gradation dans les peines.</p>	<p>parquet ou de la salle d'assemblée.</p> <p>L'amende honorable sera faite sur la porte de l'Eglise , à genoux.</p> <p>Les mêmes peines indi- quées pour l'injure, ver- bale en observant que les aumônes & l'amende seront plus fortes, la pri- son plus longue du dou- ble, dans les propor- tions gardées pour la différence des person- nes. Avec défense de ré- cidiver, & à toutes par- ties de se porter à au- cune voie de fait, sous peine de la potence & de se trouver pendant le tems indiqué ci-de- vant, aux mêmes lieux que l'offensé. Selon l'in- dignité du coupable , le rang de l'offensé, il peut y avoir lieu au bannisse- ment à tems convena- ble, pour éviter les sui- tes d'une semblable af- faire, toujours dange- reuse, sur - tout si les deux parties sont gens d'épée.</p>
<p>Actions & façons insultan- tes.</p> <p><i>Nota.</i> Il faut qu'el- les soient marquées & claire- ment faites</p>		

*Satisfaction
particulière.*

Observations.

Mêmes peines que celles indiquées à l'article précédent. Les pé-
cuniaires au profit de l'offensé s'il le veut, si-
non appliquées à des œuvres pieuses à son
choix.

Outre ces peines pé-
cuniaires , réparation
d'honneur & demande
de pardon, en présence
de tel nombre de person-
nes , qu'il conviendra,
prises moitié parmi les
égaux de la partie of-
fensée , moitié parmi
ceux de la partie offen-
sante ; avec promesse
de rendre les égards
dûs, &c.

Si le bâton a été le-
vé , l'offensé aura un
bâton en main qu'il au-
ra reçu de celles de
l'offensant , avec pou-
voir de s'en servir.

Aux peines ci-dessus,
il faut ajouter pour tous
les délits ci-à côté, que
la demande de pardon

Les observations faites à l'art.
précédent , doivent à plus forte
raison avoir lieu pour celui-ci.
L'offense est effective & plus sen-
sible.

C'est sur-tout entre gens d'épée,
qu'il faut prévenir & éviter les sui-
tes des menaces faites, & des coups
donnés.

Dans le premier cas , le bannis-
sement indiqué ci-à côté, semble
suffire en mesurant la durée de ce
bannissement (qui aura lieu au sortir

Nº. 4. DÉLITS CONTRE L'HONNEUR DES PARTICULIERS

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
à dessein.		
Coups donnés, blessures faites mais sans pré- médita- tion.	Mêmes remarques sur les différences qu'occa- sionnent dans les peines, celles des personnes & du rang. La nature du coup & des blessures, croissent dans la pro- portion suivante.	Amende, aumône très- fortes, & blâme avec prison à tems propor- tionné, avec défense de récidiver sous les mê- mes peines que ci-des- sus.
	Coups donnés { Avec le coude ou genouil, Avec le poing fermé, Avec le pied, Avec armes dé- fensives, Avec bâton.	Outre ces peines, pilo- ri avec écriteau & ban- nissement, à un tems portionné à l'endroit blessé, & à la gravité de la blessure.
	Idem. { Sur les mem- bres, Ou le corps, Sur la tête, Au visage; Soufflet : Avec armes of- fensives.	
	Après effraction de portes.	On ajoute les galères à tems. Au lieu du bannissement.
	Si la mort s'en est sui- vie sur le champ, ou dans les quarante jours.	Peine de l'homicide, Nº. 7. Article <i>homici- de simple</i> .
	Si les coups ont été donnés par un Valet à son Maître.	Outre les peines ci- dessus, fouet & bannisse- ment à tems.
	Par un fils à ses pere ou mere.	Fouet & prison à la volonté des parens,

*Satisfaction
particulière.*

doit être faite un genouil en terre.

Domages & intérêts civils, comme ci-dessus, mais plus considérables. Et applicables au choix de la partie offensée.

Mêmes réparations d'honneur, que celles indiquées aux articles précédens, même demande de pardon, mais elle sera faite à deux genoux en terre; & même s'il y a indignité de la part du coupable, & dignité de celle de l'offensé, amende-honorable sèche avec les peines ci-à côté.

Observations.

de la prison,) sur les convenances de justice & de prudence.

Dans ce second cas où le fantôme tyrannique de l'honneur, & le préjugé fanatique ameneroient infailliblement un duel, ou une rencontre préméditée, il est de la prudence de mettre l'agresseur hors d'état de se porter ainsi que l'offensé à un pareil excès, l'un aigri par les peines infamantes qu'il aura essuyées, l'autre par l'outrage qu'il aura reçu. On pourroit à cela en donnant au premier après sa sortie de prison, un garde de la Connétablie, si le bannissement des lieux qu'habite l'offensé n'est pas prononcé pour des considérations particulières, & sur-tout en donnant à l'offensé des satisfactions aussi fortes qu'il peut raisonnablement les souhaiter.

C'est pourquoi nous estimons que les mêmes outrages qu'un Gentilhomme a eu l'indignité de faire à son égal, doivent lui être faits publiquement par le Bourreau, ou du moins par le Guichetier, *dans la prison*, en présence des Juges & des personnes qui auront eu connoissance de l'outrage, au cas qu'il n'ait pas été public.

Par ce moyen la vengeance doit être bien assouvie & s'éteindre dans le cœur de l'offensé, & s'il y avoit ou rencontre ou duel, il seroit censé aussi coupable que l'agresseur.

N^o. 4. DÉLITS CONTRE L'HONNEUR DES PARTICULIERS

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	A une fille ou femme.	avec écriture analogue. Carcan, avec écriture analogue.
	A une femme grosse.	Mêmes peines que ci-dessus, & prison jusqu'à l'accouchement de la femme battue. Si l'enfant meurt, peine de l'homicide. <i>Voyez</i> N ^o . 7.
	A un Ecclésiastique, si c'est dans l'Eglise.	Peine du sacrilège. <i>Voyez</i> N ^o . 1.
	A un Magistrat. { Hors du Palais, au Palais ou lors de ses fonctions. }	Bannissement à tems. Peine de lèse-Majesté, N ^o . 8, au second chef.
	A un Officier du Prince, si c'est dans ses fonctions.	Mêmes peines que pour l'art. précédent. <i>Voyez</i> N ^o . 8.
	A un Gentilhomme, si c'est au visage, ou par un soufflet, ou avec un bâton, & si c'est par un Gentilhomme.	Outre les peines ci-dessus indiquées. Dégradation de Noblesse, prison pendant vingt ans, après avoir été bâtonné par le Bourreau, & au sortir de la prison, bannissement pour la vie des lieux où réside l'offensé.
Injures par écrit. Satyres & Épygrammes. Couplets outrageans.	Mêmes nuances à observer entre les parties d'un rang, d'un état, d'un caractère semblables ou différens.	Outre les réparations publiques, indiquées précédemment, pour les injures de vive voix ou réelles, outre les peines proportionnées à la gravité des cas, les écrits, libelles, dessins ;

*Satisfaction
particulière.*

Observations.

seur. Et tous deux mériteroient les mêmes peines. *Voyez* duel, N°. 7 *homicide.*

Mêmes satisfactions particulières, que pour les injures verbales ou réelles, mêmes peines pécuniaires souvent plus fortes, à cause du débit des ouvrages injurieux, & nombre suffisant d'Ar-

Les paroles, les menaces, les démentis ni la plus part des gestes ou actions ne laissent aucunes traces ; *Verba volant*, au lieu que les écrits, les dessins & tableaux restent, *Scripta manent* : l'injure commise par les délits précédens s'efface bientôt de la mémoire, ceux-

N^o. 4. DÉLITS CONTRE L'HONNEUR DES PARTICULIERS

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique</i>
Libelles. Gravures Dessins. Peintures d'un genre injurieux.		tableaux &c., injurieux seront lacerés publique- ment par le Bourreau , l'auteur <i>piloré</i> , avec écriteau s'il est présent, effigé de même s'il est absent. Confiscation des ex- emplaires du libelle, é- crits ou dessins outra- geans , & des outils qui ont servi au délit; inter- diction contre les Ar- tistes , ou Imprimeurs , Colporteurs & Distri- buteurs , pour un tems convenable , ou priva- tion pour toujours de leurs offices , charges , maîtrises , privilèges & même , peine du carcan avec écriteau , selon la gravité du cas.

N^o. 5. DÉLITS CONTRE LA VÉRITÉ OU

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Faux par paroles & en justice, soit par faux témoigna- ge, soit par	Le tort causé à un tiers par le faux en pa- roles pour lui être fait, 1 ^o . Dans ses biens , 2 ^o . Dans sa liberté ,	Amende & aumône. Amende , aumône & Prison à tems propor- tionné.

OU DE L'INJURE ET DE SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>rêts de condamnation, accordé aux parties offensées aux dépens du coupable, avec permission de les faire afficher par-tout où les premiers voudront.</p>	<p>ci en perpétuent le souvenir. Les premiers sont pour ainsi dire conscris dans le cercle étroit du canton où ils ont été commis : Ces derniers se propagent rapidement dans la Ville, dans la Province, dans le Royaume, par-tout. Ainsi la peine doit en être plus grave, plus exemplaire, & la réparation plus durable.</p>
<p><i>Na.</i> L'écríteau portera ces mots : <i>Faiseur ou Imprimeur de libelles, de couplets outrageans, de dessins injurieux, &c. ou distributeur d'iceux, &c.</i></p>	

CRIME DU FAUX PRINCIPAL ET INCIDENT.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Dans tous ces cas, la retractation publiq. doit avoir lieu. En outre dommages & intérêts proportionnés au tort causé.</p> <p>Intérêts civils convenables.</p>	<p>Quand la calomnie est extrajudiciaire, sa punition doit être bien moins rigoureuse mais toujours assortie & proportionnée au tort qu'elle a causé.</p> <p>Quand elle est faite judiciairement, rien de plus juste sur-tout ici que la peine du talion. Et si des</p>

N^o. 5. DÉLITS CONTRE LA VÉRITÉ OU

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
subornation de témoins.	3 ^o . Dans son honneur,	Amende, aumône & bannissement à tems après amende-honorable avec écriteau.
	4 ^o . Dans sa vie.	Outre l'amende , l'aumône & l'amende-honorable avec écriteau , le même genre de mort qu'a subi l'innocent ou qu'eut subi l'accusé s'il eut été coupable du crime qu'on lui impuroit.
	Par une accusation fausse qui exposeroit un innocent à la perte de ces divers avantages.	
	Par écrit. Dans des conventions ou actes privés.	Amende , retractation & blâme. Lacération des écrits faux en présence de témoins.
	Dans des actes publics mais extrajudiciaires.	Amende , aumône , retractation , lacération publique des écrits faux & flétrissure de la lettre F.
	Dans des actes publics & judiciaires.	Les mêmes peines qu'à l'article précédent en y ajoutant l'amende-honorable & le fouet.
	Dans les Arrêts des Cours.	Outre les peines ci-dessus galères à tems ou à perpétuité , selon la gravité des cas.
	Dans les écrits & ordres royaux.	Voyez ci-après N ^o . 8. Crimes contre l'État & le Souverain.
	Si ce sont des personnes publiques & en charge.	Outre les peines ci-dessus une forte amende envers le Roi , & une aumône considérable au

CRIME DU FAUX PRINCIPAL ET INCIDENT.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Outre les peines pécuniaires , réparation d'honneur.</p>	<p>accusations fausses exposent un innocent à des peines , celles-ci doivent être infligées au calomniateur dans la même proportion.</p>
<p>Outre la réparation d'honneur , intérêts civils bien plus considérables , & même confiscation d'une partie des biens du coupable au profit de l'accusé ou de sa famille.</p>	<p>D'ailleurs il faut observer que le <i>faux</i> , de quelque nature qu'il soit , est moins un délit existant par lui-même, qu'un moyen plus coupable , un accessoire plus odieux d'un délit qui tombe dans le cas du <i>vol</i> s'il attente au bien , de l'<i>injure</i> s'il attaque la liberté ou l'honneur , & de l'<i>homicide</i> s'il met la vie en danger ; & que par conséquent , il peut être rapporté à ces trois sortes de crimes. Mais nous en avons fait un article exprès pour nous conformer à l'usage & à la Jurisprudence reçue.</p>
<p>Mêmes peines pécuniaires & satisfaction particulière que ci-dessus.</p>	
<p><i>Idem</i> , envers la partie lésée.</p>	
<p><i>Idem.</i></p>	
<p><i>Idem.</i></p>	
<p><i>Idem</i> , au profit des particuliers lésés.</p>	
<p><i>Idem.</i></p>	<p>La confiance publique étant trompée, il faut des réparations publiques proportionnées.</p>

N^o. 5. DÉLITS CONTRE LA VÉRITÉ OU

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
En actions.	<p>Dans le commerce,</p> <p>1^o. sur les objets de luxe & de fantaisie.</p> <p>2^o. Sur ceux de première nécessité. 3^o. Sur les choses précieuses.</p> <p>De plusieurs manières, 1^o. dans les poids ou mesures ; 2^o. dans la qualité des choses vendues.</p>	<p>pain des prisonniers, ainsi que la destitution ignominieuse de l'Office, Emploi, &c.</p> <p>Amende, aumône, confiscation des marchandises, denrées, outils, instrumens, poids, balances, &c., pour la première fois. Pour la seconde on y ajoutera l'amende-honorable & la prison. Pour la troisième, le fouet, la marque F, & la condamnation de la boutique ou maison qui seront murées, & la prison, le tout proportionné au cas.</p>
	S'il y a un dol considérable.	On ajoute aux peines ci-dessus le carcan avec écriteau.
	Si la fraude est commise avec danger pour la santé.	On ajoute la peine des galères à rems ou à perpétuité, suivant la grandeur du danger.
	Si le danger est imminent pour la vie des acheteurs.	Les peines portées contre les empoisonnemens, Voyez homicide, N ^o . 7.
	Subornation de témoins.	Voyez ci-dessus, faux en paroles : mêmes peines que pour faux témoignage.
	Supposition ou chan-	Amende, aumône,

CRIME DU FAUX PRINCIPAL ET INCIDENT.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Domages & intérêts proportionnés au tort causé & en faveur de la partie lésée, pris sur les biens du coupable ou sur la valeur des effets confisqués dont le surplus sera appliqué au profit des prisonniers.</p> <p><i>Idem</i>, que dessus, mais plus considérables en proportion avec le dol commis.</p> <p>Intérêts civils, domages & intérêts.</p> <p><i>Idem</i>, mais plus considérables.</p> <p>Mêmes satisfactions particulières que pour faux témoignage. <i>Voyez ci-dessus.</i></p> <p>Domages & intérêts</p>	<p>S'il n'y a dans la fraude qu'un dol commis par intérêt & cupidité, sans danger pour la santé ou la vie des acheteurs, ce délit est du ressort de la Police.</p> <p>S'il y a du danger pour la santé ou la vie, la connoissance de ce délit appartient aux Juges criminels.</p>

Nº. 6. DÉLITS CONTRE LA VÉRITÉ OU

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	gement de nom , sup- position de personnes. Supposition de Parr.	carcan avec écriteau & prison à tems. Outre les peines ci- dessus qui auront lieu pour les peres & meres. Les Accoucheurs ou Sages - femmes seront fouettés, marqués de la lettre F, & interdits de leur profession.
	Falsification de con- trôle, marque, cachets sur le tabac , toile , étoffes.	Voyez <i>contrebande</i> ci-dessus, Nº. 3. Délits contre la Police. Aux peines indiquées pour la contrebande , on ajoute la marque de la lettre F, & le fouet.
	Falsification de mon- noies ou altération, ro- gnement , &c.	Voyez ci-dessus, <i>faux</i> <i>dans les objets de com-</i> <i>merce.</i> Amende, aumône, fouet, marque de la let- tre F, & galères à tems après l'amende-honora- ble avec écriteau.
	Fabrication de coins, marques du Prince, & de monnoies d'or, d'ar- gent ou autre métal.	Mêmes peines que ci-dessus ; mais la peine des galères sera à per- pétuité, <i>Voyez</i> Nº. 8. <i>Délits contre l'Etat.</i>

Nº. 6. DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS ,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique</i>
Vol simple ,	Vols qui ne blessent que des intérêts privés	Il ne paroît pas que ce soit ici le cas de

CRIME DU FAUX PRINCIPAL ET INCIDENT.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
civils , restitution des biens usurpés. Intérêts civils envers les familles lésées.	L'abus de la confiance publique exige des réparations plus considérables.
Mêmes peines pécuniaires que pour la contrebande , mêmes satisfactions particulières envers les Marchands ou les Fermiers de Sa Majesté. Mêmes peines pécuniaires que pour le faux dans le commerce, au profit des pauvres ou des particuliers lésés. <i>Idem.</i>	Outre le préjudice causé aux particuliers il y a dans ces trois espèces de délits un tort causé à la société. Et les deux dernières sont directement contre l'État & le souverain. <i>Voyez</i> N ^o . 8.

OU VOL ET SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
Restitution de la chose volée.	Ces sortes de vols ne peuvent donner lieu qu'à la voie civile, &

N^o. 6. DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS ,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
premier degré.	<p>& de famille, comme ceux faits par les enfans à leurs peres & meres, &c.</p> <p>Ceux faits par les veufs & veuves aux héritiers de leurs maris ou de leurs femmes.</p> <p>Ceux enfin, qui sont faits par des personnes qui ont quelque droit à la chose volée.</p>	<p>réparation publique. Tout au plus d'une réprimande de la part du Magistrat de Police, mais faite à huit clos.</p>
Vol simple, deuxieme degré.	<p>Vols faits par des étrangers, ou qui n'ont aucun droit à la chose volée, sur-tout s'ils sont d'une condition vile.</p>	<p>Pour la première fois amende & aumône, & à défaut de facultés de la part du coupable, condamnation aux travaux publics pour un tems proportionné au tort causé - La nourriture & l'entretien du coupable, prélevée sur le montant de ses journées dans les ateliers de charité, le surplus servira aux dommages & intérêts dûs à la partie civile, & ensuite au paiement de l'amende & de l'aumône.</p>
Vol simple, troisieme degré.	Récidive.	<p>En cas de récidive la condamnation aux travaux publics, sera pour le double du tems de la 1^e f., elle sera précédée du fouet & del'écrit. <i>Voleur.</i></p> <p>La troisième fois on <i>Idem,</i></p>

*Satisfaction
particulière.*

Observations.

Idem, Et dommages.

Idem, Dommages & intérêts.

Outre la restitution de la chose volée, dommages & intérêts qui seront pris sur les biens du coupable, ou à défaut de facultés sur le prix de ses journées, dans les ateliers publics des Travaux de Charité, déduction faite de sa nourriture & de son entretien.

Outre la restitution comme ci-dessus, dommages & intérêts en faveur de la partie civile, pris, &c.

Idem.

ordinaire contre les parens, veufs, veuves, héritiers, dépositaires ou autres non étrangers, à moins que la déprédation ou spoliation d'hérédité ne soient très-considérables, ou qu'ils n'aient cessé d'avoir droit à la chose, au moyen de quelqu'acte de liquidation, partage, renonciation, cession, &c. Mais les complices étrangers sont dans le cas d'être pour suivis, par la voie extraordinaire.

Cette condamnation aux travaux publics, dans les ateliers Royaux, ou Municipaux & de Charité, n'aura rien de trop pénible, ni d'infamant à un certain point. Le coupable ne sera point enchaîné, n'aura point d'écriteau à son bonnet, si ce n'est en cas de récidive. Il sera seulement vêtu d'un sarreau de drap brun, & surveillé par les gardes postés à la porte de l'enceinte ou pallissade qui enclorra les ateliers publics.

Les galères (*de terre*) seront autre chose, comme on le verra ci-après.

La récidive exige une peine plus grave & un moyen de reconnoître le coupable. A la peine pécuniaire on ajoute l'infamie momentanée.

A la troisième fois, le coupable étant incorrigible, l'infamie doit être durable & la peine afflictive.

N^o. 6. DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS ,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Vols qualifiés, premier degré, par adresse dont le Voleur fait métier & habitude.	Escamotage. Filouterie. Jeux de hazard avec dés ou cartes préparés.	ajoutera la marque : <i>Vol</i> dans la main droite & la condamnation aux galères à perpétuité. Amende , aumône , carcan avec écriteau & condamnation avec le bonnet intitulé , <i>Voleur</i> , aux travaux publics , pour la première fois. Pour la seconde , fouet & marque des lettres , <i>Vol</i> , comme ci-dessus & galères ou prison à rems. Pour la troisième fois , marqué dans l'au- tre main des lettres <i>Vol</i> . Et les galères à per- pétuité , si le coupable étoit inhabile au servi- ce des galères (<i>de terre</i>) prison , dans les mêmes proportions.
Vols qualifiés, deuxieme degré, par l'abus de la confian- ce particu- lière ou publique.	Usure criante. Banqueroute (<i>frauduleuse</i>). Stellionat.	Blâme avec amende & aumône pour la pre- mière fois ; pour la seconde , pilori avec écriteau ; pour la troi- sième ; travaux publics avec bonnet intitulé du crime.
Vols qualifiés, troisième	Recèlement de cho- ses & de personnes. Commis dans les jar- dins ou vergers. Sur les marchés pu-	Amende , aumône , fouet & marque des let- tres <i>Vol</i> . Et condamna-

*Satisfaction
particulière.*

Observations.

Idem, que ci-dessus.

S'il paroïssoit par les informations & les charges du procès que la filouterie dont il s'agit, n'est pas une habitude, un métier de la part de l'accusé, on ne le puniroit que comme pour un vol simple du second degré ci-dessus. Mais si c'est un genre de vie décidément pris, l'infamie & les peines afflictives semblent nécessaires.

Restitution, dommages & intérêts ou même confiscation de partie des biens au profit des particuliers lésés, *au prorata* du tort causé.

Si le dol, la mauvaise foi étoient insignes, le pilori avec l'écriteau seroit dès la première fois la peine convenable.

Restitution, intérêts civils, dommages & intérêts &c., comme ci-dess.

Restitution de la chose volée ou de sa valeur avec dommages & inté-

Le cas d'une nécessité extrême, d'un besoin de manger pressant, & plus encore celui de l'ignorance où

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation ptblique.</i>
degré, par l'abus & la violation de la foi publique.	blics ou dans les Auberges. Vols de pigeons , poissons, volailles, bestiaux, chevaux, bornes, charrues, gerbes, toile ou fil mis au blanchissage, linge mis à sécher, &c.	tion aux travaux publics à tems convenable pour la première fois. Pour la seconde, à perpétuité après avoir été fouetté & marqué dans la seconde main. Et on portera le bonnet intitulé <i>Voleur.</i>
Vols qualifiés, quatrième degré, par le dol insigne de personnes publiques, ou gens de confiance.	Commis par des Voituriers, Aubergistes ou Loueurs de maisons, Serruriers, Perruquiers, Domestiques, Gens d'affaires, Gens de Justice. Commis aux spectacles publics, dans l'auditoire de la Justice, dans les Maisons royales, les Églises, les grands chemins, dans un incendie ou naufrage, mais dont le voleur ne seroit pas la cause ; & s'il est sans armes, & qu'il n'y ait pas de violence exercée.	<i>Idem</i> , que l'art. précédent. On ajoute l'interdiction des fonctions à tems, pour les personnes publiques, la première fois ou même la destitution selon l'énormité du cas. Et pour les gens de confiance, la prison à tems. <i>Idem</i> , que l'art. précédent. On ajoute l'amende-honorable, faite dans la Salle d'Audience, à la porte des Maisons royales, à celles des Églises, ou dans la Place publique la plus voisine de l'endroit du naufrage ou de l'incendie, ou à la porte de la Ville la plus proche du grand-chemin.
Vols qualifiés, du cinquième	Vol commis de nuit avec déguisement, par des gens vagabonds & sans aveu au nombre de 4 ou	Amende, Aumône, fouet, marque des lettres : <i>GAL.</i> & galères de terre à perpétuité,

OU VOL ET SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

Satisfaction particulière.

Observations.

rêts proportionnés, ou confiscation de biens au prorata du tort causé, en faveur de la partie lésée, ou le produit du travail, la nourriture & entretien défalqués, appliqués à défaire de biens aux indemnités particulières.

Idem, que ci-dessus.

le coupable pourroit être sur la propriété de la chose volée, doit excuser le vol; mais il faut que ce vol soit léger, & seulement pour satisfaire le besoin impérieux du moment.

Idem, que ci-dessus.

Si le vol commis dans les Églises est de choses Saintes ou Sacrées, c'est un des délits contre la Religion & la Divinité. Voyez ces articles ci-devant N^o. 1.

Si le vol est de choses spécialement appartenantes au Prince ou à l'État, c'est un des délits contre le Prince & l'État. Voyez ces articles ci-après, N^o. 8.

Idem.

Ces galères (de terre,) car celles de mer sont reconnues inutiles à l'État, différent des simples travaux publics, en ce qu'ici les condam-

N^o. 6. DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
degré, par la licence, la force & la violence.	plus, & avec des armes, par des soldats, avec effraction extérieure, par escalade, &c.	ou si le coupable y est impropre, cachot à perpétuité.
Vols qualifiés, du sixième degré, par la violence ouverte & le dessein de tuer en cas de résistance de la part de ceux qui sont volés.	<i>Nota.</i> Si le voleur portant des armes meurtrières s'en étoit servi, & avoit tâché de tuer ou même avoit blessé.	La peine de mort auroit lieu en ce cas, parce que cette espèce de Vol devient un <i>Assassinat</i> . Voyez ce mot, N ^o . 7 homicide.

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Homicide simple.	En cas de défense naturelle. Dans le premier moment d'une juste douleur. Dans une ivresse extrême.	Amende, aumône, prison jusqu'à l'obtention de lettres de grace quant à la mort. Abstention à tems convenable des lieux où

OU VOL ET SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<i>Idem.</i>	nés sont attachés à une chaîne de fer ou traînent au pied un boulet de canon & portent un bonnet surmonté d'une plaque de cuivre où sera inscrit : GAL, qui sera imprimé dans les deux mains. D'ailleurs leur salaire apprécié, ne sera jamais à leur profit, mais les indemnités particulières une fois payées, l'État profitera seul de leurs travaux. Enfin, la moindre révolte sera punie de la mort. Au lieu que les employés aux travaux des ateliers publics ne sont que surveillés, comme on a dit ci-dessus & leur désobéissance ou révolte ne seroit punie que du fouet ou de coups de nerfs-de-bœuf, & le montant de leur salaire, déduction faite des indemnités & intérêts à la partie civile, des amendes & aumônes prononcées & du montant de leur nourriture & entretien, tournera ensuite à leur profit.

OU HOMICIDE ET SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
Intérêts civils, aumône funèbre pour le repos de l'âme de la personne tuée, & dommages & intérêts proportionnés aux cas, envers la famille ou les	On ne sçauroit trop le répéter. La mort d'un citoyen est une perte irréparable, que la mort de l'homicide ne sert qu'à augmenter au détriment de la société bien plus qu'à son avantage. Cependant la Loi du talion, cette

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	<p>Dans un premier moment de fureur.</p> <p><i>Nota.</i> En tous ces cas avec des armes purement défensives.</p> <p>Si l'homicide dans les cas ci-dessus a été commis avec des armes offensives, meurtrières & défendues.</p>	<p>résident les proches de la personne tuée.</p> <p>Si le Prince ne trouvoit pas le cas grâtable, le coupable seroit exposé à des travaux meurtriers, à des opérations de Chirurgie, à des épreuves dange-reuses, comme de lever la pierre des latrines, à placer un coq sur la flèche d'un clocher, &c.</p> <p>L'amende & l'aumône plus fortes; & si la peine de mort est remise par le Souverain, condamnation pour la vie aux travaux publics & meurtriers, avec la marque de la lettre H, dans les deux mains.</p>
Suicide.	<p>S'il n'est pas consommé, & que le coupable de ce délit, ne le fût pas d'un autre crime.</p> <p>Si le mort n'étoit condamné pour aucun crime avant de s'être ôté la vie.</p>	<p>Il sera promené publiquement avec l'équipage & la marotte d'un fol, puis, enfermé dans l'Hôpital des fols, à tems, avec un traitement & un régime appropriés à sa démence, ou à perpétuité si l'on voit qu'elle est incurable.</p> <p>Aumônes prises sur ses biens au profit des pauvres, amende envers le Roi, & le cada-</p>

*Satisfaction
particulière.*

héritiers de l'homicide pris sur les biens de l'homicide, & à défaut, sur le prix de ses journées dans les ateliers publics, auxquels il sera condamné pour les deux premiers cas. Pour les deux derniers on ajoute la rélegation à rems, dans les Landes ou les Colonies.

Idem, que ci-devant, mais les sommes plus considérables. Et privation de tous droits, sur les biens de la personne tuée dans tous les cas.

Observations.

Loi avouée par la raison & prononcée par la sagesse même exige, indique, que si la mort a été donnée sur-tout à dessein, & avec préméditation, la mort soit la peine du malfaiteur. Mais, il faut dans ce cas terrible, en ménageant l'humanité même dans ceux qui ne l'ont pas ménagée chez les autres, il faut que l'appareil du supplice en imprimant l'horreur du crime & la crainte de sa punition, puisse servir à détourner les autres d'imiter le coupable. Il faut que cet appareil inspire plus d'indignation que de pitié, en réveillant dans les esprits les idées de justice, & de la nécessité cruelle où la société a été réduite de frapper & de faire périr un de ses membres.

On suppose qu'il y a eu un éclat qui rend le délit public & notoire; car s'il n'y a pas eu de publicité, il suffira de renfermer le coupable, ou de l'enterrer comme il est dit.

Le suicide est un de ces crimes, dont il est prudent de dérober la connoissance & même la possibilité, autant que cela peut s'accorder avec la nécessité d'un exemple. Quand cet exemple est nécessaire, la dérision publique est la peine la plus capable de détourner de ce crime, ceux que la crainte de la mort ne sauroit arrêter.

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Affassinat & meurtre de guer-à- pens.	Si le mort étoit con- damné pour crime avant qu'il se fût tué.	vre enterré dans le ci- metière des foux. Aumônes, amendes comme ci-dessus, mais plus fortes & le cada- vre ou son effigie, fu- bira les peines & le supplice qu'il auroit mérité.
	1 ^o . Projeté mais sans démarches pour l'exé- cution.	Aumône, amende, prison à tems, fixée par la volonté de la partie; & à défaut de moyens, pour le paiement de la sauve-garde accordée à la partie, prison perpé- tuelle ou rélégation aux colonies avec défense de repasser en France, sous peine de mort.
	2 ^o . Suivi de démar- ches sans effets.	<i>Idem</i> , que ci-dessus; fouet, marque du mot <i>Affassin</i> & galères per- pétuelles.
	3 ^o . Suivi de blessures si l'intention de tuer n'est pas prouvée ma- nifestement, mais seule- ment celles de battre.	Aumônes, amende, marque du mot <i>Affassin</i> , & le coupable exposé aux opérations de Chi- rurgie, aux tentatives risqueuses & aux tra- vaux meurtriers.
	4 ^o . Suivi de la mort ou de simples blessures, mais avec le dessein de tuer bien prouvé.	Aumône, amende forte au profit du Roi & fusillement simple du criminel, vêtu d'une chemise ensanglantée, tenant dans la main l'ins-

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Intérêts civils & payement d'une sauve-garde accordée à la partie, le tout pris sur les biens du coupable, sinon il sera transféré aux Colonies pour toujours ou mis en prison à perpétuité.</p>	<p>C'est encore ici le cas, comme pour les délits qui attaquent la Divinité, du <i>ridiculum acri</i>, &c.</p>
<p><i>Idem</i>, que ci-dessus & plus considérables.</p>	<p>Il seroit à propos, indépendamment des accessoires que l'on a indiqués pour le supplice de mort, que les six fusiliers destinés à la donner, fussent vêtus de noir avec des crêpes pendans à leur chapeau, que les rambours des gardes fussent voilés de crêpes, que les cloches des Hôtels de Ville par leur bruit lugubre annonçassent le deuil, & l'effroi comme dans une calamité publique, que la charrette qui amène le coupable & doit remmener son cadavre fut tendue ou teinte de noir & ensanglantée, que le corps de l'homicidé ou son effigie en cire, & vêtue d'une chemise ensanglantée aussi fut mis sous les yeux de l'Assassin, que le Greffier lut dans toutes les places où on promenera le coupable, & sur-tout au lieu du supplice la Loi, le fait qu'elle a prévu & condamné, & l'arrêt que les Juges ont prononcé en conséquence.</p>
<p><i>Idem</i>, & plus considérables : encore qu'à l'article précédent.</p>	<p>Enfin, il faudroit que tout contribuât non à servir d'inutile spectacle, à la cruelle ou oisive mul-</p>
<p>Confiscation de partie des biens de l'Assassin, au profit de la famille de l'homicidé.</p>	

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Argent reçu ou engage- ment pris pour tuer.	<p>Dans les deux cas ci-dessus, 1^o. & 2^o. où l'engagement homicide n'a point été suivi d'effets.</p> <p>Dans le troisième cas N^o. 3 ci-dessus, où il n'y a eu que des blessures sans dessein de tuer.</p>	<p>trument du meurtre avec l'écriveau <i>Assassin</i>, & le cadavre ou l'effigie de la personne homicidée, sous les yeux, Voyez page 13, où l'on a indiqué les circonstances du supplice convenables pour le rendre exemplaire & utile.</p> <p>Aumône, amende, galères à tems, fixé par la partie, ou perpétuelle, selon l'indignité du coupable, & toujours dans le cas deuxième fouetté, marqué préalablement.</p> <p>Aumône, amende, galères ou prison perpétuelle après que le coupable aura été fouetté, & marqué du mot <i>Assassin</i> & qu'il aura eu les mains, les bras & le visage meurtris & ensanglantés par le Bourreau. La meurtrissure se fera par des pièces de monnoie rougies au feu, qu'on appliquera sur le coupable aux endroits indiqués, s'il a été ou dû être payé pour commettre le crime, sinon avec un bistouri, mais</p>

*Satisfaction
particulière.*

Confiscation de partie des biens du coupable, au profit de la personne qu'il s'étoit engagé de tuer.

Idem, qu'à l'article précédent.

Observations.

titude, mais de leçon dont l'impression fut durable & salutaire.

Nota. Au lieu d'être fusillées les femmes ou filles qui mériteront la mort, seront décollées avec le même appareil que ci-dessus.

Nota. Les homicides qui pour les cas remarqués ci-à côté, ne sont condamnés qu'au danger incertain de mourir; après avoir subi les épreuves & les risques d'une opération dangereuse, d'une tentative meurtrière &c. le nombre de fois proportionné à la gravité de leur délit, profiteront du bénéfice de l'événement, s'ils en réchappent, & ne seront plus exposés à mourir, à moins de nouveaux délits de leur part; mais, ils seront séquestrés pour toujours de la société, soit dans les prisons, soit dans les ateliers de travaux publics.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	Dans le quatrième cas, N°. 4 ci-dessus, où la mort de l'assassin s'en est suivie.	sans fracture ni danger pour la vie. Même genre de mort accompagné des mêmes circonstances, auxquelles on ajoutera avant le fusillement la brûlure des deux mains, par le moyen des pièces de monnoies rougies au feu, comme ci-dessus.
Duel ou rencontre après des insultes faites ou souffertes.	Si la mort d'aucun des coupables ne s'en est suivie.	Contre les deux coupables, amende forte au profit du Roi, au-mône de même au pain des prisonniers, dégradation personnelle de Noblesse faite publiquement par le Bourreau, qui cassera leur épée après la leur avoir arrachée du ceinturon : Amende-honorable, un bâton attaché sur le dos dont ils seront battus & souffletés par le Bourreau dans les rues, les carrefours & à la place de l'exécution. Écriteau sur le front <i>Spadassin</i> . Et ensuite marqué sur le dos du même mot, & galères perpétuelles.
	Si la mort de l'un des coupables seulement s'en est suivie.	Outre l'amende & l'au-mône contre tous deux & la dégradation per-

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p><i>Idem.</i></p> <p>Point de satisfaction particulière, les deux champions étant également coupables.</p> <p>Les enfans, la famille ou les héritiers du mort, seront reçus à</p>	<p>Les moyens que l'on a indiqués à l'article des injures & voies de fait N^o. 4, pour prévenir les combats, rencontres & vengeances particulières, en donnant à l'offensé les satisfactions publiques qu'il peut désirer, & sur-tout en punissant grièvement l'agresseur, ces moyens rendent les simples rencontres les armes à la main, quoique prétendues fortuites, aussi criminelles que les duels manifestes. On espère d'ailleurs que les peines portées ici contre le délit en question, acheveront de détruire ce préjugé barbare, qui, après avoir fait dépendre l'honneur d'un citoyen de l'opinion fausse des sots, fait croire plus fortement encore qu'il ne peut être réparé que par une vengeance personnelle, que par le sang de l'offensé ou celui de son adversaire ; préjugé absurde qui suppose que l'on a droit & raison si l'on se bat.</p> <p>Au reste c'est sur-tout de l'exem-</p>

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
		<p>sonnelle de Noblesse ci-dessus, contre le coupable survivant; celui-ci, après l'amende-honorable avec l'écriteau <i>Spadassin</i>, & avoir été bâtonné & souffleté par le Bourreau, sera pendu, tenant à la main une épée de bois.</p> <p><i>Idem</i>, sur l'effigie du mort, dont la mémoire sera condamnée.</p> <p>Les mêmes amendes & aumônes contre tous deux, leurs effigies battues, souffletées & pendues par le Bourreau; lesquelles seront représentées avec l'écriteau <i>Spadassin</i>, & une épée de bois à la main, la mémoire des morts condamnée.</p>
Fratricide.	<p>Que la mort s'en soit suivie, ou non, s'il y a eu dessein ou exécution incomplète, le délit sera puni de même que si la mort s'en étoit suivie.</p>	<p>Amende, écriteau <i>Fratricide</i>. Aumône, amende considérables appliquées comme ci-dessus, & fusillement du coupable vêtu d'un chemise ensanglantée, tenant dans la main l'instrument du crime: Le cadavre ou l'effigie de son frere tué, mise sous ses yeux.</p> <p>La veuve, les enfans pour suivre</p>

*Satisfaction
particulière.*

poursuivre la réparation du délit; & en ce cas, ils seroient exemptés des peines portées par la Loi & qui rejail-
liroient sur eux. Ils seront réhabilités par le Prince, & obtiendront des intérêts civils convenables.

Observations.

ple que la haute Noblesse, les Grands & les Princes doivent donner de leur soumission aux Loix de l'État, à celles de la raison & de la nature, à celle de Dieu, que l'on doit attendre & espérer la cure de cette épidémie nationale, reste Gothique des épreuves risibles, imaginées dans les siècles d'ignorance, & qui n'est qu'un abus méprisable, qu'une image fausse & ridicule de la vraie bravoure. C'est ainsi que pensa Turenne.

Tous les biens du coupable confisqués au profit de la veuve & des enfans, ou des plus proches parens du mort.

Sur ces biens une pension viagère, prise pour les enfans & la femme du coupable, s'il en a.

L'horreur du supplice doit croître avec celle du forfait.

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Infanticide.	Exposition des nouveaux nés.	de son frere présens au supplice.
	1 ^o . S'ils ne sont pas morts.	La mere admonestée en cas qu'elle n'ait pas porté son enfant en lieu de sûreté. En outre amende & aumône proportionnées à ses facultés, au profit des pauvres orphelins.
	2 ^o . S'ils sont morts sans le fait direct des meres.	Amende, aumône & renfermée dans un Hôpital ou reléguée aux îles à perpétuité, avec défense de revenir, sous peine de mort.
	3 ^o . Si l'enfant est mort par le fait direct de la mere.	Amende, aumône, amende-honorable, & avec écriteau, puis devant le cadavre ou l'effigie de l'enfant ensanglantée, la coupable aura la tête tranchée.
	Suppression de part, ou infanticide proprement dit.	Mêmes peines, même supplice qu'à l'article précédent. L'écriteau sera dans ce cas, comme dans le précédent: <i>Mere Homicide</i> .
	Avortement involontaire, 1 ^o . S'il a lieu après le récélé de la	Amende, aumône & réclusion à tems dans une Maison de Force,

*Satisfaction
particulière.*

Confiscation des biens de l'accouchée au profit de l'enfant exposé, s'il n'y en a pas d'autres vivans. S'il y en a, l'enfant exposé partagera par égale portion avec eux, indépendamment des intérêts civils en sa faveur, préalablement pris sur la totalité desdits biens.

Observations.

Il est bon de ménager les ressources du mystère à l'honneur des filles foibles, en ménageant des moyens de conservation aux fruits de leur foiblesse.

La nature frémit de la seule idée de ce crime, ainsi que des suivans.

Mais dans celui-ci, elle est combattue par ce cruel honneur, né de la société, dont la voix l'emporte bien souvent dans le cœur d'une jeune fille, après qu'elle s'est sacrifiée à l'amour ou à l'intérêt. Cette contradiction étrange de nos préjugés, de nos sentimens, de nos mœurs avec nos Loix, nous met dans la dure & fréquente nécessité de braver celles-ci ou du moins d'éluder, d'adoucir leur rigueur.

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	grossesse, & dans les quarante premiers jours d'icelle.	après l'amende-honorable sèche.
	2 ^o . Si l'avortement a lieu dans la même hypothèse, après les quarante premiers jours de grossesse.	Amende, aumône, amende-honorable & réclusion pour toujours dans une Maison de Force ou relégation perpétuelle, sous peine de mort dans les îles.
	S'il étoit prouvé que la mere a déterminé & forcé l'avortement.	La peine de la suppression de part ci-dessus.
Parricide de la fille, ou du fils envers le pere ou la mere, ou de ceux-ci envers un de leurs enfans.	Avec armes, car s'il est commis avec poison; c'est le cas de l' <i>empoisonnement</i> ci-après.	Amende, aumône très-fortes, prises sur la confiscation des biens, amende-honorable avec l'écriveau, <i>Parricide</i> devant l'effigie ou le cadavre de son pere ou de sa mere. Le poing coupé après qu'il aura tenu pendant l'amende-honorable l'instrument de son crime, qu'on lui mettra dans la main gauche, ensuite fusillé, &c. comme à l'article assassinat & le corps du coupable mis en pièces & jeté à la voirie.
Empoisonnement	Soit que la mort s'en soit suivie ou non.	Aumône, amende très-fortes, amende-honorable avec l'écriveau <i>Empoisonneur</i> . Ensuite, renfermé dans une cage de fer maillé, remplie

OU HOMICIDE ET SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Intérêts civils & dommages & intérêts, au profit de la partie civile ou, à son défaut, au profit de la famille.</p>	<p>Tous les sentimens sont révoltés, toutes les idées sont renversées par ce forfait. Le seul Régicide l'emporte sur le Parricide, dans l'ordre social & politique; dans l'ordre naturel, celui-ci est plus affreux; mais nous ne considérons la gravité des forfaits que par le tort qu'ils causent à la société.</p> <p>La parité, l'analogie du supplice avec la nature du crime, font que l'on réserve la peine du feu pour les incendiaires. <i>Voyez ci-après.</i></p>

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

Especies des délits.	Circonstances des délits.	Réparation publique.
Incendie.	Si ce crime étoit commis envers pere ou mere.	de couleuvres, vipères, &c. de bêtes vénimeu- ses & fustillé, comme il est dit article <i>Affassinat</i> , après un certain tems proportionné à l'énor- mité du crime.
	Si c'est à la campa- gne, 1 ^o . Dans un lieu inhabité.	Outre les peines ci- dessus, celle du poing coupé & l'écriveau: <i>Em- poisonneur parricide</i> .
	2 ^o . Dans un lieu ha- bité, mais si personne n'a péri.	Aumône & amende, fouet & marque des let- tres <i>Incen.</i> & condam- nation aux travaux pu- blics, ou suivant le cas aux galères, à tems pro- portionné au tort causé, après l'amende-honora- ble avec l'écriveau : <i>Incendiaire</i> .
	3 ^o . S'il a péri quel- qu'un, ou bien, si l'in- cendie a eu lieu dans une ville.	Mêmes peines que ci-dessus; mais les tra- vaux publics ou les ga- lères à perpétuité.
		<i>Idem</i> , que ci-dessus, mais au lieu des galères après la promenade, & l'amende - honorable, avec l'écriveau : <i>Incen- diaire-homicide</i> , le cou- pable fera assis & garrot- té avec une chaîne de fer sur une chaise de même métal, qui aura par-dessous un brasier allumé. Il sera revêtu

*Satisfaction
particulière.*

Outre les peines pécuniaires ci-dessus, celles portées pour le parricide ci-devant.

Domages & intérêts proportionnés au tort causé, pris sur les biens du coupable, & , à défaut de biens, sur le prix de ses travaux publics, déduction faite de sa nourriture, de l'aumône & de l'amende envers le Roi.

Idem, que ci-dessus.

Observations.

Mais, la vue des bêtes vénimeuses, qui déchireront le sein de l'empoisonneur, l'écriteau qui à l'entour de sa tête sortante par le haut de la cage maillée, annoncera son crime & toujours l'effigie ou le cadavre, s'il est possible des personnes empoisonnées, uniront toujours dans l'esprit des spectateurs l'idée du crime, & celle du châtiment.

Les Ordonnances n'ont pas fixé jusqu'ici d'une manière précise, la peine des incendiaires. Le crime dont ils se rendent coupable, renferme quelque chose de si lâche, de si traître & de si noir; les suites peuvent en être si funestes; que l'on ne sçauroit sévir contre les incendiaires avec trop de rigueur. L'exemple doit en être effrayant; & la peine du talion, modérée cependant n'est pas trop forte quand le crime a fait périr quelqu'un, ou a risqué évidemment de le faire périr.

La *négligence* grossière ne mérite pas le même traitement que la malice, la cupidité, le dol ou la vengeance; mais elle donne lieu à des peines pécuniaires aussi fortes, & à une *admonition*.

La *négligence* simple pour les dommages & intérêts de la partie civile, ne sera poursuivie que par la voie ordinaire.

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	<p>Si l'incendie a été allumé dans un Palais , Bâtiment public ou une Église , & qu'il y ait péri quelqu'un.</p> <p><i>Nota.</i> S'il n'y a eu que le seul projet de formé sans exécution.</p> <p>La menace seule.</p> <p>La négligence, si elle est grossière & qu'il y</p>	<p>d'une chemise de souffre , & il y mettra lui-même le feu au moyen d'une torche qu'il tiendra forcément dans la main, & après qu'il aura senti les premières ardeurs du feu il sera fusillé , & son corps brûlé.</p> <p>Aux peines ci-dessus, on ajoutera le poing droit coupé & la torche sera enfermée de force , par un gantelet de fer dans la main gauche du criminel , le tout après amende-honorable, avec l'écriteau <i>Incendiaire public,</i> ou <i>Incendiaire sacrilège.</i></p> <p>Le fouet & la prison à tems ou pour toujours, suivant les circonstances.</p> <p>Blâme avec défense de récidiver , & surtout de passer à l'exécution , sous les peines capitales ci-dessus.</p> <p>Admonition avec injonction d'être plus soi-</p>

OU HOMICIDE ET SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>Confiscation d'une partie de ses biens en indemnité, au profit ou de la Ville. & Communauté lésée, ou du Prince, ou de la Fabrique & Paroisse, dont l'Église aura été brûlée.</p> <p>Sauve-garde donnée à la partie civile aux dépens du coupable, & à défaut de facultés de sa part le payement en sera pris sur celui de ses salaires, dans les ateliers publics.</p> <p>Même sauve-garde, &c. qu'à l'article précédent.</p> <p>Dommages & intérêts proportionnés, pris</p>	

N^o. 7. CRIMES CONTRE LA VIE DES PARTICULIERS,

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
	ait de la faute de l'accusé.	gneux à l'avenir , sous des peines plus fortes.
	<i>Nota.</i> La négligence légère se poursuit par la voie ordinaire , pour les dommages & intérêts de la partie lésée.	

N^o. 8. ET DERNIER DÉLITS ET CRIMES

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Fabrication de poudre & salpêtre sans permission.	Si cette fabrication est faite sans autre motif que le désir du gain.	Amende , aumône au profit du Roi , & prison à tems pour la première fois. Pour la seconde , on y ajoute le fouer ; la troisième, les travaux publics à tems.
	Si cette fabrication est faite d'en l'intention d'en faire passer aux ennemis de l'État.	Peine de <i>haute trahison</i> , Voyez ci-après ce délit.
	Si c'est l'épée , ou pistolets d'arçon.	Saisie de l'épée avec défense de récidiver , sous des peines plus fortes. <i>Idem</i> , des pistolets.
Port d'armes sans permission.	Si ce sont des armes défendues, comme pistolets de poche , cannes à lances , bayonnettes , poignards , filets , &c.	Confiscation de ces armes , amende au profit du Roi , & même prison à tems , selon la qualité des armes plus perfides & qui supposent de mauvais desseins.

OU HOMICIDES ET SES DIFFÉRENTES ESPÈCES.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
sur les biens de la patrie, sinon sur le prix de ses travaux dans les ateliers publics.	

CONTRE L'ÉTAT ET LE SOUVERAIN.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
Confiscation des poudres, salpêtres, outils & autres choses servant à la contravention au profit des Bureaux de Salpêtre, & Fabricans les plus voisins.	<p>Ce délit ainsi que les dix suivans, peuvent se rapporter à ceux contre la Police générale du Royaume, & l'ordre public : Les peines doivent y être analogues.</p> <p>L'épée, l'arme la moins défensive à la guerre, & la plus offensive en tems de paix, devrait être interdite à tous les Citoyens & même aux Militaires. Cela préviendrait bien des querelles, des duels & des meurtres.</p> <p>On ne devrait permettre les armes à feu qu'en voyage.</p>

N^o. 8. ET DERNIER DÉLITS ET CRIMES

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Enrolle- ment de su- jets sans permission du Roi.	Au service de l'étran- ger.	Amende, admonition & incapacité de possé- der aucune charge , emploi ni honneurs dans le Royaume.
	Au service de l'en- nemi.	<i>Voyez ci-après haute trahison.</i>
	Sans excès & si le prisonnier est trouvé in- nocent d'ailleurs.	Prison à tems pour sa désobéissance.
Bris de Prison.	S'il est trouvé coup- able d'un autre délit.	La peine de ce délit sera augmentée à cause de la révolte.
	S'il s'est évadé.	Procès par contuma- ce & condamnation , comme convaincu du dé- lit ; pour lequel il étoit détenu.
	Contre ses complices du dehors.	Amende , aumône , galères perpétuelles.
	Géoliers & Guiche- tiers négligens.	Amende , aumône , galères à tems.
	S'ils sont complices , sciemment de l'évasion.	Aumône , amende , fouet & galères per- pétuelles , marqués des lettres G A L.
	S'il y a excès commis contre les Géoliers , &c.	Peine de l'injure & voie de fait ci-devant , N ^o . 4.
	S'il y a mort d'iceux.	Peine de l'homicide , N ^o . 7.

CONTRE L'ÉTAT ET LE SOUVERAIN.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Démolition ou construction illicite des murs, remparts de ville, forteresse, &c.	Sans dessein de favoriser directement l'ennemi de l'État.	Amende & même confiscation de partie des biens du coupable, au profit du Roi, reconstruction ou démolition faites aux dépens du même coupable. Privation de Justice & Fief si c'est un Seigneur, ou prison à tems, si c'est un simple Particulier.
	Avec dessein de favoriser les ennemis de l'État.	<i>Voyez crime de haute trahison.</i>
Infraction de sauvegarde.	Sans violence.	Amende, prison à tems & proportionné aux circonstances du délit; qui pourroit mériter les galères & même la mort.
	Avec violence.	
	En blessant.	
	En donnant la mort.	
Assemblées illicites.	Sans armes.	Privation d'Offices, Fiefs, Justices si ce sont des Seigneurs ou Gens en place, & si ce sont des Particuliers, amende & prison.
	Avec armes. S'il y a de la violence.	Galères à tems, Galères à perpétuité.

*Satisfaction
particulière.*

Domages & intérêts,
au profit des Particu-
liers ou des Villes &
Communes , qui ont
souffert des entreprises
dont il s'agit.

Domages & inté-
rêts envers la partie,
&c.

Observations.

Si ces délits sont accompagnés
d'outrages , de rapines , de violence ,
de blessures , de la mort ; on ajoute
les peines portées pour ces délits
différens , & l'accessoire change le
principal. Voyez N°. 4 , 6 , 7.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Amas d'armes sans per- mission.	Sans dessein de les faire passer à l'ennemi.	Confiscation des ar- mes avec amende au profit du Roi. Prison à tems & en cas de réci- dive , à perpétuité-- D'ailleurs si ce sont des Gens titrés & Seigneurs confiscation des Fiefs , &c. , pour la première fois ; pour la seconde, dégradation pour vingt ans.
	Avec le dessein de les fournir aux ennemis de l'État	Voyez <i>haute trahison</i> ci-après.
	Sans armes.	Privation de rang & de distinctions, les dé- serteurs mis à la queue du régiment, pour la première fois ; pour la seconde, travaux pu- blics, avec bonnet in- titulé <i>déserteur</i> pendant deux ans, ensuite réha- bilité dans le corps ; & enfin, pour la troisième, condamnation aux tra- vaux publics à perpé- tuité.
Défertion des troupes.	Avec armes.	Les galères à tems
	Vers l'ennemi.	Les galères à perpé- tuité.

CONTRE L'ÉTAT ET LE SOUVERAIN..

*Satisfaction
particulière.*

Observations.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Sédition & émotion populai- res.	S'il n'y a que des dis- cours.	Amende , prison à tems.
	S'il n'y a pas d'excès commis & sans armes.	<i>Idem.</i> La prison plus longue, les Chefs con- damnés aux travaux pu- blics , pour un tems proportionné.
	S'il y a des excès des armes & de la violence.	Peines de la <i>rébellion ouverte</i> ci-après.
Rebellion simple aux Officiers ou ordres de Sa Majesté.	Quand il n'y a point d'excès, ni d'outrages commis & sans armes.	Amende , prison à tems. Les Chefs con- damnés aux travaux pu- blics, pour un tems pro- portionné à l gravité du cas & à la qua- lité de la personne. Si ce sont des Gens en place , interdiction à tems des Charges, Offi- ces, ou privation à tems de Fiefs, Justices, pour la première fois. Pour la seconde, fouet & ga- lères si ce sont de sim- ples particuliers, avec la marque GAL ; sinon, destitution d'Offices , Charges, Emplois ; con- fiscation de Fiefs & Jus- tices ; démolition de Maisons & Châteaux , & Prison.
	S'il y a excès commis & s'il y a des armes.	Peine de <i>rébellion ou- verte</i> ci après.

CONTRE L'ÉTAT ET LE SOUVERAIN.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
<p>1. 1000</p> <p>2. 1000</p> <p>3. 1000</p> <p>4. 1000</p> <p>5. 1000</p> <p>6. 1000</p> <p>7. 1000</p> <p>8. 1000</p> <p>9. 1000</p> <p>10. 1000</p>	<p>1. 1000</p> <p>2. 1000</p> <p>3. 1000</p> <p>4. 1000</p> <p>5. 1000</p> <p>6. 1000</p> <p>7. 1000</p> <p>8. 1000</p> <p>9. 1000</p> <p>10. 1000</p>

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Libelles contre le Gouverne- ment & la personne du Roi, ou la famille Royale. Chartre privée.	Des personnes détenues violemment.	Amende , aumône ; amende-honorable , le poing coupé , prison perpétuelle , les écrits lacerés & brûlés par le Bourreau devant le cou- pable.
Sédition & rebellion ouvertes aux ordres & Offi- ciers de Sa Majesté.	Avec armes & quand il y a des outrages & excès personnels , com- mis.	Amende , aumône très-fortes, amende-ho- norable avec écriteau <i>Rebelle</i> , confiscation de partie des biens , poing coupé & prison perpé- tuelle.
	S'il y a eu mort d'hom- me.	Au lieu de la prison perpétuelle , on ajoute le fusillement , comme pour l'assassinat avec l'é- criteau <i>Rebelle & Homicide</i> .
Falsifica- tion du sceau Royal.		Amende au profit du Roi , aumône , amende- honorable avec l'écrit. <i>Falsificateur</i> du Sceau Royal. Le poing cou- pé , prison perpétuelle.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
Intérêts civils envers la partie lésée.	Ces trois sortes de délits sont de la classe de l' <i>injure</i> , & méritent des peines assorties à la gravité du crime, qui croit à raison de ce que cette injure, outre qu'elle intéresse les particuliers lésés, offense l'État & le Souverain.
Intérêts civils & dommages au profit des personnes outragées.	La circonstance de la mort donnée, range ce délit dans la classe de l'homicide; mais il intéresse l'État.
Intérêts civils & dommages & intérêts, envers la partie lésée, pris sur les biens du coupable.	Ce délit se rapporte aux crimes de <i>faux</i> ; mais il devient plus grave, par le trouble apporté à la société & à la foi publique.

N^o. 8. ET DERNIER DÉLITS ET CRIMES

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Monopole.	Sans armes ni violence.	Aumône , amende , confiscation des denrées monopolées , & prison ou galères à tems , selon la gravité du cas.
Transport d'or & d'argent hors du Royaume sans permission.	S'il y avoit des armes ou de la violence. Tort fait à l'État que l'on prive de la richesse fictive , la plus nécessaire après les richesses naturelles , les denrées territoriales.	Ce seroit le cas de la <i>concussion</i> . Ci-après. Amende au profit du Roi , confiscation des effets & espèces transportées , avec les bagages , chevaux , équipages , &c. En cas de récidive , prison ou galères à tems.
Péculat & concussion.		Confiscation des deniers injustement levés , amende considérable au profit du Roi , & même confiscation de partie des biens , & galères à tems , ou à perpétuité suivant le cas.

*Satisfaction
particulière.*

Domages & intérêts au profit des particuliers lésés, & proportionnés au tort causé.

Les deniers confisqués, rendus aux particuliers sur lesquels ils ont été pris, avec domages & intérêts proportionnés.

Observations.

Ces délits sont vraiment *des vols* mais ils sont publics. Ils doivent être rangés dans la classe des vols, punis de même, mais plus grièvement à raison de l'offense faite à l'État en général.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Faux-fel avec force & armes.	<p>Si ce délit étoit sans armes & sans violence, <i>Voyez ci-dessus, délits contre la police.</i></p> <p>1^o. S'il y a force ar- mée.</p> <p>2^o. S'il y a eu des excès commis contre les Gardes ou autres.</p> <p>3^o. S'il y a eu mort d'homme.</p>	<p>Amende forte & con- fiscation non-seulement du fel, voitures, che- vaux, mais de partie des biens du coupable au profit du Roi, fouet, marque F & galères à tems.</p> <p>Les galères, à perpé- tuité.</p>
Falsifica- tion & fa- brication de monnoie.	<p>S'il n'y a point de force ni de violence.</p> <p>S'il y a force armée & dans les cas divers de l'article précédent.</p>	<p>Fusillement simple avec écriteau <i>Fausfaire & Homicide.</i></p> <p>Peines de faux ci- dessus, N^o 5.</p> <p>Mêmes peines que celles portées pour les trois cas de l'article précédent.</p>
Attentats faits à la personne des Minis- tres ou principaux Officiers de l'État.	<p>Les grands Officiers de la Couronne, les Chefs de la Magistra- ture, résidens près de la personne du Roi, les Gouverneurs de Pro- vince sont les Officiers de l'État dont il s'agit. Encore faut-il que les attentats soient commis non pour une animosité particulière, mais à rai- son du pouvoir qu'ils exercent & des ordres dont ils sont chargés.</p>	<p>Aumône considéra- ble. Amende-honora- ble avec écriteau Expli- catif. Le poing coupé, partie des biens confis- qués au profit du Roi & galères perpétuelles.</p> <p>S'il y eu a des bleffu- res ou la mort donnée, fusillement, <i>comme ci- dessus pour l'assassinat.</i> N^o. 7.</p>

CONTRE L'ÉTAT ET LE SOUVERAIN.

*Satisfaction
particulière.*

Observations.

Ces délits se rapportent au crime de *faux*, s'il n'y a point de violence. S'il y en a, à l'*injure*, & si la mort s'ensuit à l'*homicide*.

Ce délit se rapporte à l'*homicide*, si la mort ou des blessures graves ont eu lieu, sinon à l'*injure*.

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Ligue & trahison formée contre l'État.	De vive voix ou par écrit mais d'une manière prouvée & convaincante, qui marque le dessein formel de trahir le Prince & l'État.	Aumônes considérables, confiscation de la moitié des biens, amende-honorable avec écritureau <i>Traître à l'État</i> . La tête tranchée si c'est un femme ou un noble. cassée, si c'est un roturier.
Livraison des places & villes à l'ennemi.	Par intelligences pratiquées. Par force ouverte.	Aumônes, confiscation des deux tiers des biens, amende-honorable avec écritureau, & la tête ou tranchée ou cassée, <i>comme ci-dessus</i> .
Attentats faits à la personne & à la vie des enfans du Roi ou Princes de son Sang.	Si le seul projet avoit été formé & non exécuté. Si le coupable a procédé à l'exécution.	Outre les peines ci-après, on fusilleroit le coupable au lieu de le démembrer. Aumônes, amende-honorable avec l'écritureau <i>Assassins des Princes</i> ; le poing coupé. Le corps mis en quatre quartiers, à coups de coupe-vents par le Bourreau. Ensuite brûlé & ses cendres jetées au vent. Le criminel vêtu comme il est dit pour les assassins, & tenant l'instrument de son crime, &c.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>
	<p>Ces quatre délits intéressent essentiellement l'État & la Nation : Les deux premiers attaquent sa liberté, sa propriété, son existence politique. Les deux derniers attaquent, sa tranquillité intérieure & son Gouvernement, dont le Souverain est le chef & ses enfans sont l'espoir.</p> <p>Par ces raisons outre la confiscation de la majeure partie ou de la totalité des biens des coupables, la <i>Question</i> ou Torture aura lieu contr'eux, si les Juges la croient absolument nécessaire, mais seulement <i>préalable</i>, & pour obtenir la révélation de tous les complices. Ce sont des cas extraordinaires & majeurs, où l'on déroge aux principes généraux en faveur de cette raison décisive, <i>salus Populi suprema Lex esto.</i></p> <p>Heureusement ces derniers cas sont très-rares, & il y a bien à espérer qu'ils le seront encore plus que jamais !</p>

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Lignes & trahison formée contre l'État.	De vive voix ou par écrit mais d'une manière prouvée & convaincante, qui marque le dessein formel de trahir le Prince & l'État.	Aumônes considérables, confiscation de la moitié des biens, amende-honorable avec l'écriteau : <i>Traître à l'État.</i> La tête tranchée si c'est une femme ou un noble. Cassée, si c'est un roturier.
Livraison des places & villes à l'ennemi.	Par intelligences pratiquées. Par force ouverte.	Aumône, confiscation des deux tiers des biens, amende-honorable avec l'écriteau, & la tête ou tranchée ou cassée, <i>comme ci-dessus.</i>
Attentats faits à la personne & à la vie des enfans du Roi ou Princes de son Sang.	Si le seul projet avoit été formé & non exécuté. Si le coupable a procédé à l'exécution.	Outre les peines ci-après, on fusilleroit le coupable au lieu de le démembrer. Aumône, amende-honorable avec l'écriteau <i>Affassin des Princes</i> ; le poing coupé. Le corps mis en quatre quartiers, à coups de couprets par le Bourreau. Ensuite brûlé & les cendres jetées au vent. Le criminel vêtu comme il est dit pour les assassinats, & tenant l'instrument de son crime, &c.

CONTRE L'ÉTAT ET LE SOUVERAIN.

*Satisfaction
particulière.*

Observations.

Ces quatre délits intéressent essentiellement l'État & la Nation : Les deux premiers attaquent sa liberté, sa propriété, son existence politique. Les deux derniers attaquent, sa tranquillité intérieure & son Gouvernement, dont le Souverain est le chef & ses enfans sont l'espoir.

Par ces raisons outre la confiscation de la majeure partie ou de la totalité des biens des coupables, la *Question* ou Torture aura lieu contr'eux, si les Juges la croient absolument nécessaire, mais seulement *préalable*, & pour obtenir la révélation de tous les complices. Ce sont des cas extraordinaires & majeurs, où l'on déroge aux principes généraux en faveur de cette raison décisive, *salus Populi suprema Lex esto.*

Heureusement ces derniers cas sont très-rares, & il y a bien à espérer qu'ils le seront encore plus que jamais !

Nº. 8. ET DERNIER DÉLITS ET CRIMES

<i>Espèces des délits.</i>	<i>Circonstances des délits.</i>	<i>Réparation publique.</i>
Attentats faits à la personne du Roi.	Soit qu'ils aient eu leur exécution ou non.	<p>Les peines & le sup- plice actuellement en usage , & qui eurent lieu à l'égard de l'in- fâme Damiens, avec l'é- critureau REGICIDE. Confiscation totale de biens.</p> <p><i>Di ! tale avertant mon- strum !</i></p> <p>Cependant , comme il est prouvé que des che- vaux ne suffisent pas pour démembrer un homme , il faudroit au bout d'une demi heure au plus de tourmens , se servir de bistouri pour couper les nerfs du criminel , & abrégér des douleurs excessives, qui révoltent l'humani- té , & mettent le salut du condamné en danger, par le désespoir auquel il peut se livrer au mi- lieu de pareilles tortu- res.</p>

CONTRE L'ÉTAT ET LE SOUVERAIN.

<i>Satisfaction particulière.</i>	<i>Observations.</i>

AVANT PROPOS.



Le soutien de tout État policé sont (1) les Mœurs, la Religion & les Loix. Le détracteur des Mœurs est l'ennemi commun de l'État, parce que sans les Mœurs il n'y a ni foi dans les contrats, ni principe dans les actions; d'où il suit qu'il n'y a plus de sûreté pour les biens & les personnes. L'impie en tant qu'il divulgue sa pensée, & qu'il veut se faire des prosélites doit être envisagé comme un criminel, il attaque le Souverain par l'endroit le plus respectable. Le prévaricateur, qui se rit de la Loi ou qui en fait l'objet de sa satire, est un furieux dont il est d'autant plus important de se garantir; qu'il emploie toute la subtilité de son esprit pour se faire illusion & pour tromper les autres. On doit, ainsi que l'observe l'Auteur des Loix civiles, regarder la Religion comme le fondement le plus naturel de l'ordre de la société, qui doit subsister par l'union de la Religion & de la Police.

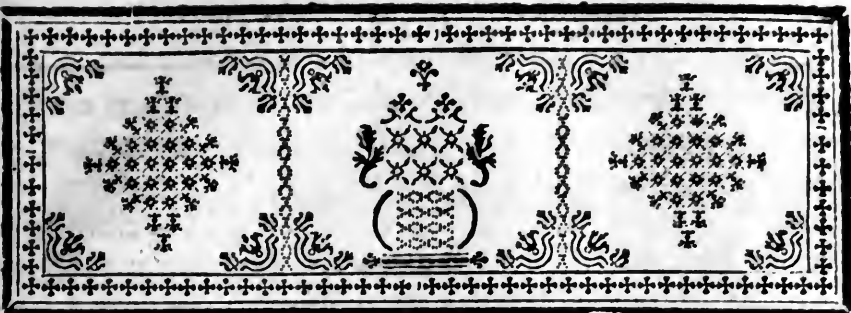
Il est de la sagesse d'un Gouvernement de bien

(1.) N°. 17. *Res bona est*, &c.

AVANT PROPOS.

connoître la source des différens crimes qui peuvent troubler la tranquillité publique. Il est de sa gloire de prévenir ces crimes autant qu'il est possible de le faire ; il est de son devoir de punir les crimes qu'il n'a pu arrêter , en ménageant l'honneur & la liberté des Citoyens,

EXTRAITS



EXTRAITS

*De différens autres Mémoires envoyés à
l'Académie, sur la même Question.*

Défauts de notre Législation, source des crimes.

C'EST à la lenteur des nos formes judiciaires (1), à leur marche embarrassée, à leur multiplicité, à la disproportion des peines avec les délits; enfin à la rigueur excessive de nos Loix Pénales qu'il faut attribuer tous les abus & les maux qui en dérivent. C'est en prononçant la peine de mort contre les déserteurs, qu'on a rendu les désertions plus fréquentes & plus considérables. C'est en prononçant la même peine pour les vols domestiques, sur les grands chemins, ou avec effraction qu'on a multiplié les assassinats, parce qu'un homme mort ne parle plus. Depuis que l'Impératrice Élisabeth a aboli dans ses États la peine de mort, les meurtres & tous ces crimes atroces qui souillent la terre ont disparu. Oui ce sont ces Loix écrites avec le sang des hommes qui les invitent à le répandre, en familiarisant leur imagination avec

(1) N°. 9. *Trahit sua*, &c.

l'horreur des supplices , & en leur faisant tout entreprendre pour s'y soustraire. C'est dans le moment des exécutions les plus sanglantes que se commettent les vols en place de Grève. C'est dans l'enceinte des murs où l'on attache les cadavres des criminels suppliciés , que des bandes de scélérats concertent , le verre à la main , les assassinats les plus horribles. Nos Loix Pénales , contre l'intention du Législateur , ne servent qu'à endurcir les ames , & à les rendre féroces.

La foiblesse de la police dans les provinces & surtout dans les campagnes , l'inexactitude des Juges Seigneuriaux à arrêter les coupables , & à punir les crimes ; le droit d'asyle accordé en France à tous les étrangers criminels qui continuent leurs forfaits , & qui corrompent la nation par leurs mœurs dépravées , sont autant de sources qui multiplient les crimes.

Moyen général de prévenir les crimes.

SI le Législateur est éclairé (1) , il attaquera le mal dans son principe ; il fera des Loix sur les devoirs , dans lesquels il fera entrer l'éducation publique & l'éducation privée , la police générale & celle des familles , les encouragemens & les récompenses. Il proscrira les mauvaises mœurs , & singulièrement tout ce qui tend à l'irrévérence , & à l'inobservation des Loix une fois établies ; il en fera connoître l'esprit ; il les fera honorer , aimer , observer , pour persuader aux sujets qu'ils ne sont point conduits par une autorité arbitraire. » Ce ne sont pas les Ordonnances , » disoit Isocrate , » mais les mœurs qui servent à régler

(1) N°. 17. *Res bona.*

» un État. Ceux qui ont une mauvaise éducation ne
 » font point scrupule de violer les Loix ; les gens
 » de bien se conforment de bon cœur à des éta-
 » blissemens honnêtes. Les Athéniens faisant ces ré-
 » flexions, cherchoient principalement non de quelle
 » maniere ils puniroient les désordres, mais com-
 » ment ils pourroient porter les citoyens à ne vou-
 » loir rien faire qui mérita châtement. Ils prenoient
 » donc soin de tous les citoyens en général, mais
 » sur-tout de la jeunesse. » Ces vues si sages ont
 été celles des Lacédémoniens, des Perfes & des
 Égyptiens.

C'est sur ces principes réclamés par toutes les na-
 tions policées qu'un Souverain peut calquer ses
 opérations. Dans une Monarchie c'est l'honneur &
 la vertu qui doivent être la base des mœurs. Et c'est
 sur cette base que doivent porter toutes les Loix.
 Que de moyens le Législateur ne pourroit pas saisir
 pour réveiller dans le François le sentiment de l'hon-
 neur ! Que ne pourroit pas ce ressort sur les mœurs,
 s'il étoit mis en mouvement par la protection & les
 encouragemens ?

Une Police active , moyen de prévenir les crimes.

UNE administration vigilante produit de plus
 grands effets que tout l'appareil des supplices (1).
 La vigilance du Magistrat, guidé par la Loi, est effi-
 cace par elle-même. C'est en étouffant les crimes dans
 leur germe qu'il en arrête la naissance ; c'est en per-
 çant l'obscurité dans laquelle le méchant cherche à
 envelopper ses projets, & en leur ravissant l'espoir de

faire le mal impunément , qu'elle le force à réprimer ses penchans criminels. Les châtimens ne devroient être que le complément de la police ; & il ne faudroit les employer que dans le cas où la vigilance du Magistrat n'auroit pû empêcher les crimes de naître. Mais il faudroit que le ministère public fut autorisé à la poursuite des délits privés , & que la partie offensée put y recourir sans s'exposer aux frais d'une procédure dispendieuse ; il faudroit que le prétexte de ménager l'honneur d'une famille n'arrêtât point le Magistrat , & que cette police fut aussi sévère dans les provinces qu'elle l'est dans la capitale ; il faudroit que le Magistrat qui l'exerce ne dépendit jamais du Seigneur local.

Moyens de prévenir les vols.

IL faudroit , pour étouffer le germe des vols (1), assurer à la portion du peuple la plus indigente un sort au-dessus de la misère , & pour y parvenir que le prix des journées de l'artisan ou manœuvre dans chaque Province fut toujours en proportion avec le prix des grains & des autres choses nécessaires à sa subsistance. Ce seroit la matière de quelques Réglemens de police qui pourroient être faits tous les ans par chaque Bailliage pour l'étendue de son territoire. Ajoutez que chaque particulier manquant d'ouvrage pourroit être employé par la Paroisse , ou par le Gouvernement à quelqu'ouvrage public. La misère du peuple a sa source ordinaire dans les excès , les maladies & dans les surcharges d'impôts. L'activité de la Police réprimera les excès , l'humanité du

Gouvernement empêchera le pauvre d'être accablé sous le poids des impôts ; les Curés & les Bureaux de charité soulageront le pauvre dans ses maladies. Ainsi on ne le verra plus désormais recourir au vol pour satisfaire des besoins de première nécessité.

Caractère d'une Loi sage.

LA Loi est un précepte commun à tous pour réprimer les délits qui se commettent par une volonté délibérée (1), ou par ignorance. Pour qu'elle ait toute sa force il faut qu'elle soit portée par une autorité légitime, & qu'elle soit rendue publique en termes si clairs qu'elle soit bien comprise par tous ceux qu'elle doit régler. Son but est de contenir, par la crainte des peines, tous les sujets dans le devoir, de rappeler ceux qui s'en sont écartés, & de punir de manière que la peine infligée à un seul puisse en retenir plusieurs. Suffit-il qu'une Loi, pour être promulguée, soit lue dans une audience en présence de deux ou trois Juges ? comment les peuples la connoîtront-ils ? ne pourroit-on pas lui assurer une publicité effective en la faisant afficher, & en la faisant publier par les Procureurs des Seigneurs, & par les Curés des Paroisses dans toute l'étendue du ressort ? Combien d'injustices seroient arrêtées si le citoyen connoissoit d'une manière précise la volonté du Législateur ?

État actuel de nos Loix.

LE droit Romain (2), les Coutumes particulières des lieux, les Édits, Déclarations, & Ordonnances depuis la fondation de cette Monarchie jusqu'à

(1) N°. 7. *Le temps perdu.*

(2) N°. 17. *Res bona.*

nos jours, composent le droit François ; vous pouvez y ajouter la Jurisprudence des Arrêts , cahos immense qu'une étude de cent ans ne pourroit saisir dans tous les détails. Toutes nos Loix ont leurs erreurs primitives dans la Législation des Empereurs Romains. Les Romains emprunterent leurs Loix des Athéniens ; les Athéniens prirent leurs Loix chez les Égyptiens ; ceux-ci adoptèrent les Loix des Phéniciens & des Chaldéens. Chacune de ces Nations assimila les Loix de ses voisins à ses mœurs , & à ses usages. Nos Loix trop multipliées , & écrites pour la plus part dans une langue étrangère , ne peuvent être connues des peuples , qui sont cependant punis , pour ne s'y être pas conformés. L'humanité demanderoit donc nécessairement une rédaction qui supprimât toutes les Loix anciennes , & qui annonçât clairement aux peuples leurs obligations essentielles , puisque la Loi n'est que l'expression du devoir , & le prononcé de la peine dûe à l'infraction du devoir.

État actuel de nos Loix Pénales.

L'ORDONNANCE de 1670 (1), la Déclaration de 1731, l'Ordonnance de 1737, sont les Reglemens les plus célèbres sur les matieres criminelles ; partout on y trouve les traces de l'amour du bien public , de justice , & même de respect pour l'honneur & la liberté des sujets.

Le premier axiôme de cette partie de notre droit , est que la Loi ne connoit point de coupable avant un corps de délit , de maniere qu'il faut commencer par constater l'existence du délit. Car si le crime n'est pas

(1) N^o. 17. *Res bona.*

constant, il n'y a point d'auteur à chercher; & s'il n'y a ni témoins, ni indices contre l'accusé, il n'y a pas lieu à l'instruction du procès.

Le second axiôme est que *nemo auditur perire volens*. On ne recevrait pas la déclaration de celui qui s'accuseroit lui-même, pour asseoir un jugement contre lui. Un autre axiôme, aussi exactement suivi que les deux autres est celui-ci : *Libertas civium omni casu servetur*. Nos Ordonnances respectent la liberté d'un citoyen à un tel point, qu'il ne suffit pas d'être prévenu de crime, pour se voir constitué prisonnier; il faut avant tout, qu'il y ait plainte rendue par un accusateur, ou soutenue par un dénonciateur, & que le Magistrat puisse au besoin produire à l'accusé; il faut que cette plainte soit suivie d'une information; il faut que ceux qui déposeront, prêtent serment de dire la vérité, sous peine d'être punis comme faux témoins; il faut que l'on connoisse leur âge, leur condition, & l'intérêt plus ou moins sensible qu'ils peuvent avoir au fait sur lequel ils ont à déposer, afin que le Juge pese la déposition, & qu'il démêle la vérité du mensonge. Lorsque les témoins sont entendus, il faut que le tout soit communiqué à l'Officier, chargé de la vindicte publique pour qu'il examine, & qu'il donne son avis. Il faut que le Magistrat lui-même prononce sur le vû de la Procédure, un premier Jugement, qui déclare qu'il y a lieu de s'assurer de la personne de l'accusé.

Ces formalités remplies, l'accusé arrêté en vertu du décret, doit être interrogé dans les vingt-quatre heures de sa détention, sur le délit qui en est la cause. Immédiatement après l'Interrogatoire subi, le prévenu peut réclamer sa liberté, qui ne lui est refu-

sée que par les circonstances particulières, & la force des preuves résultantes de ce commencement d'instruction Judiciaire.

Un quatrième axiôme, reçu dans ces sortes de cas, c'est qu'il faut que non-seulement la sûreté, la liberté du citoyen soient conservées, mais encore son honneur & sa réputation ; tant qu'il n'est pas jugé coupable, ou que les conclusions du ministère public ne tendent point à condamnation de peine afflictive, on a pour l'accusé tous les égards dûs à sa personne, à son état, à son rang.

Les récusations des Juges, les confrontations, les récollemens dont la fin est d'ouvrir à l'accusé une voie pour se défendre, & pour établir son innocence, la récusation des témoins qui déposent contre lui, la permission qui lui est accordée en différens cas de prendre un Conseil, l'admission des faits justificatifs, à la décharge de l'accusé, les conclusions par écrit, cachetées & sans motifs, pour que les motifs ne puissent former aucun préjugé dans l'esprit du Juge, la prescription qui commence à courir du jour que le crime a été commis, & non de celui qu'il a été découvert, la Loi qui ordonne aux Juges en cas de partage d'opinions, d'embrasser pour le criminel l'avis le plus doux de ceux qui ont été ouverts, enfin le principe qui ne permet pas de renouveler l'accusation éteinte par un jugement définitif, suivant cet adage du droit, *non bis in idem* ; tant de précautions ne démontreroient-elles pas les vrais fondemens de notre Législation, qui sont la Justice & la Clémence. Cependant toutes ces Loix Pénales, quelques justes qu'elles paroissent, sont des Loix purement humaines, & par conséquent toujours

réformables: elles sont sujettes à plusieurs abus qui blessent l'humanité, & c'est au Législateur à réformer ces abus.

*Examen nécessaire pour procéder à la réforme des
Loix Pénales.*

POUR juger si les Loix établies sont sages & utiles (1), il faudroit remonter aux temps où elles furent promulguées, voir les circonstances qui les déterminèrent, connoître l'esprit des peuples qui les reçurent, découvrir les effets qui en résulterent, examiner si en punissant les coupables, elles diminuerent le nombre des crimes. Il faudroit ensuite revenir à l'état actuel de la société, comparer les mœurs anciennes avec les modernes; considérer les révolutions que le Commerce, le Luxe, le Gouvernement, l'Education perfectionnée, ont causées parmi les hommes; vérifier si le ressort des ames est le même aujourd'hui, que dans les siècles précédens; saisir le mouvement général dont la cause, les effets, les contre-coups doivent régler l'établissement des Loix, & prononcer d'après ces connoissances, sans se laisser entraîner par le préjugé aveugle qui en cette matiere, prononce en faveur de l'antiquité. Les Loix humaines variables comme les choses sur lesquelles elles statuent, doivent changer avec l'esprit & les mœurs.

L'essai de la Tactique de M. Guibert (2), offre un Tableau de politique très-essentiel à connoître, pour quiconque s'occupera des Loix Pénales. La politique est divisée en politique interrieure, & politique

(1) N°. 29. *Tout châtimet.*

(2) N°. 17. *Res bona.*

extérieure. La première sert de base à la seconde. Tout ce qui prépare le bonheur & la puissance d'une société est de son ressort, Loix, mœurs, coutumes, préjugés, esprit national, justice, police, population, agriculture, commerce, revenus de la Nation, dépense du Gouvernement, impôts, application de leur produit; il faut qu'elle voie tous ces objets avec génie & réflexion, & pour cela qu'elle se forme un système général, auquel doivent concourir toutes ses opérations. La réforme des Loix doit être calquée sur l'esprit & les mœurs de la nation, pour former un ensemble; il faut donc que les Loix Civiles, les Loix de Police viennent à l'appui des Loix Pénales, encore plus pour prévenir les crimes que pour les punir, en réformant ou en perfectionnant les mœurs. La politique extérieure ne regarde que le dehors de l'État, comme ses alliances & ses rapports avec l'étranger. Quelles profondes connoissances! Quelle Justice! Quel vif intérêt pour le bien de la société! Quelle immensité de combinaisons! Quelle précision dans la juste application des peines, ne demande pas la réforme des Loix Pénales, dans ceux qui s'appliqueroient à un travail si nécessaire! Car un seul homme en seroit incapable.

Réforme dans les Prisons.

TOUT accusé non convaincu a droit de passer pour innocent (1). Il n'est point rare d'ailleurs de voir des innocens accusés. Quelque criminel que soit un homme, s'il a mérité la mort, s'il la doit subir, mérite-t-il avant ce moment fatal toutes les hor-

(1) N^o. 16.

reurs de nos cachots, pendant des années entières ! Ne seroit-ce pas punir deux fois un même crime ? Sur ces principes l'humanité demande qu'on condamne à jamais ces lieux , ou l'accusé est confiné dans les entrailles de la terre , ou les malheureux ne voyent presque jamais le jour , & ou une vapeur meurtrière qui n'est jamais renouvelée , qui corrompt tout ce qu'elle atteint , occasionne des maladies continuelles.

L'humanité demande que ces dépôts soient exposés à l'air le plus sain , qu'il y ait plusieurs chambres percées de grandes fenêtres bien ferrées , que dans ces chambres il y ait des rangs de lits très-simples , avec une grande paille sur chacun , quelques couvertures grossières qui garantissent ces malheureux des rigueurs du froid. Ces cris de l'humanité se font fait entendre au cœur du Monarque qui nous gouverne avec tant de sagesse ; l'Hôtel de la force changé en prison publie sa tendresse pour les malheureux. On pourroit leur accorder de grosses chemises tous les huit jours , comme cela se pratique dans quelques villes : quant à la nourriture , si on ne l'augmente pas , il faudroit au moins qu'elle fut saine.

Occupations des Prisonniers.

IL est étonnant qu'on ait tardé si long-temps à chercher les moyens les plus utiles d'occuper les prisonniers. Qui empêcheroit de les occuper à battre du Plâtre , à faire du Ciment , à la Charpente , à la Serrurerie , aux Cordages , au Cotton , aux Moulins à bras , &c. ? Ces occupations empêcheroient les complots , feroient diversion avec les idées les plus désespérantes , & ban-

niroient quantité d'horreurs qui se commettent dans les prisons. Il faudroit, il est vrai, des cours, des hangards, & différentes pieces joignant les prisons; mais seroit-il si difficile de trouver dans les Villes le terrain nécessaire, sur-tout si on renonçoit à placer toujours les prisons à côté des Palais, où se rendent les Magistrats : Ne trouveroit-on pas dans le travail des prisonniers de quoi payer les gages de quelques Géoliers de plus, qui auroient soin de garder les différens ateliers, où les femmes seroient entièrement séparées des hommes, comme elles doivent l'être dans l'intérieur de la prison ? Ces occupations seroient utiles au bien de la société, toujours résultant du nombre des bras qui travaillent.

Le dénonciateur doit être connu.

IL est des crimes que le ministère public seroit hors d'état de poursuivre (1), s'ils ne lui étoient dénoncés. Suivant nos Loix il n'est tenu de nommer son dénonciateur qu'après que l'accusé a obtenu la décharge de l'accusation. Cet usage a les plus grands inconvéniens. Le dénonciateur est-il de bonne foi ? A-t-il personnellement un intérêt dans la poursuite ? Il ne doit pas craindre de se montrer pour agir conjointement avec le ministère public. Est-il sans intérêt ? Sa dénonciation doit paroître suspecte : Il est à craindre qu'il ne l'ait faite que pour perdre son ennemi. N'en a-t-on pas vu des exemples ? Si ce dénonciateur étoit connu dès le premier pas de l'instruction ; combien de poursuites auroient été mieux appréciées ! Combien d'accusés auroient pu facilement

(1) N^o. II. *Humanitas.*

découvrir aux Juges les motifs secrets, & l'imposture de la dénonciation !

L'Instruction criminelle devrait être publique.

N'A-t-on pas vu souvent de faux témoins dans l'obscurité d'une instruction criminelle (1), tenter d'assassiner l'innocent avec le glaive de la Justice ? L'objet de la poursuite étoit la réparation du trouble fait à l'ordre social ; n'est-il pas contre l'essence même des choses , que l'instruction qui lui est relative soit un secret pour la société , tandis que des contestations civiles , qui n'intéressent que quelques particuliers , sont discutées & jugées en pleine audience ? Tel est le sort des vertus humaines ; pour ne se pas démentir , elles ont souvent besoin d'être contenues par la présence imposante du public. Un plaignant qui accuse en présence de ses concitoyens , des témoins qui se présentent devant eux dans les Tribunaux , semblent y porter leur conscience à découvert. L'attention publique pèse sur elle. Si ces témoins ont des liaisons suspectes avec l'accusateur , ils savent qu'ils vont être récusés sur le champ ; s'ils se sentoient coupables d'imputations fausses , ils savent que l'accusé va les réfuter avec cette confiance que la vérité inspire ; & que si le respect public donne des entraves à l'imposture , elle donne une sorte d'énergie à l'innocence.

(1) N^o. 11. *Humanitas*.



Maniere d'entendre les témoins.

COMME il n'est rien de si dangereux que l'arbitraire (i), dans la recherche des preuves, qui doivent constater les crimes; il faut des regles fixes pour guider le Magistrat dans cette opération. La déposition de chaque témoin, reçue séparément, peut avoir les plus grands inconvéniens. Il paroît plus sûr de les faire comparoître en audience publique, de les faire conférer entr'eux, & tout haut, en présence du Juge, & pendant un temps déterminé par la Loi, sur le fait dont ils auroient à déposer; le Juge ensuite & sans déplacer feroit rédiger leurs dépositions par écrit, l'une après l'autre. Si la séance publique étoit insuffisante pour tout finir, ou que des témoins eussent fait défaut, ceux qui auroient déposé seroient dispensés de reparoître; les autres viendroient de nouveau à jour & heure marqués, avec les défaillans au nombre de quatre au moins, qui procéderaient comme il auroit été pratiqué en la précédente séance. Il devoit être procédé à tous interrogatoires, & à la confrontation au moins par trois Juges & toujours en audience publique. Le caractère des preuves n'est pas de moindre conséquence que la maniere de les établir. Des soupçons, des conjectures, des indices seuls ne suffisent pas pour établir une entière conviction sur l'auteur d'un délit. Les preuves doivent être si claires, que le Juge & tout homme sensé soient entièrement convaincus, que l'accusé a véritablement commis le crime dont il est prévenu.

(1) N^o. 6. *Jam satis terris.*

*Suppression du serment prêté par l'accusé avant
l'interrogatoire.*

IL y a sur cette matière une dissertation profonde peu connue (1), mais rapportée dans le procès verbal de l'Ordonnance de 1670 , où M. le P. De Lamoignon apporta les raisons les plus fortes , pour abolir le serment qu'on fait prêter aux criminels , avant l'interrogatoire de dire vérité.

» Il n'y a pas un seul Juge : dit ce Magistrat ,
 » qui puisse présumer que de bonne foi , & par la
 » religion du serment un accusé eût été porté à dé-
 » clarer des choses capables de lui faire perdre la
 » vie ; & l'expérience a toujours montré le con-
 » traire. Il y a de l'inhumanité d'ouvrir le chemin
 » du parjure , par les Loix qui le condamnent , &
 » de forcer un accusé de choisir ou la mort , ou le
 » parjure. Il fait voir que ce sentiment avoit été ce-
 » lui des plus grands hommes qui l'avoient précédé
 » dans la place qu'il occupoit , & qu'il n'y avoit au-
 » cune Loi positive qui eut ordonné ce serment ,
 » dont l'usage ne remontoit qu'aux formalités des
 » procédures de l'inquisition. Il rapporte une Loi de
 » l'Empereur Justinien , qui abolit le serment qu'on
 » faisoit prêter aux veuves de ne se point remarier ,
 » quand elles se chargeoient de la tutelle de leurs
 » enfans , parce que ce serment étoit presque tou-
 » jours violé , & que ces parjures déshonoroient la
 » Religion. Il concluoit que les raisons d'une pareil-
 » le suppression étoient encore plus forte dans la
 » question présente , parce que quelque pente que

(1) N°. 17. *Res bona*,

» les femmes aient pour se remarier , elle n'égale
 » point la passion qu'un accusé a d'éviter la
 » mort ».

Suppression de la Question.

ANTOINE PIN est condamné à la Roue (1), pour avoir tué Joseph Sevas , & il est appliqué préalablement à la question. L'infortuné subit son jugement , il est mis à la torture , il proteste de son innocence. Ses tourmens finis la tête se perd ; il avoue son prétendu crime , il déclare même le lieu où l'on trouvera le cadavre de celui dont on venge la mort ; on suit sa déclaration , & après toutes les recherches imaginables , il ne se trouve aucune trace du délit. Cependant , Antoine Pin périt sur l'échaffaut. Quelque temps après Joseph Sevas , prétendu assassiné revient sur les lieux ; & il est reconnu par ses parens , voisins , & autres. Voilà un fait attesté par l'Arrêt du 4 Septembre 1730 , Tome III du Code de Louis XV.

Carondas (2) rapporte l'exemple d'un mari qui , accusé d'avoir tué & brûlé sa femme dans un four , confesse le crime dans les douleurs de la torture ; cependant , sa femme se présente comme on faisoit le rapport du procès.

La question , disent la Bruyere & Menage , est une invention sûre pour perdre un innocent qui a la complexion foible , & sauver un coupable qui est né robuste. Ceux qui la peuvent supporter , & ceux qui n'ont pas assez de force pour la soutenir mentent éga-

(1) N°. 17. *Res bona.*

(2) Livre neuvième , réponse première.

lement ,

lement, & comment ne mentiroient-ils pas ? Pour s'en convaincre, il suffiroit de lire le Mémoire instructif sur la maniere dont se doit donner la question ordinaire, extraordinaire, avec extension, ou avec brodéquins. Mais, laissons ces horreurs qui blessent la Justice, qui déshonorent l'humanité, & surtout la Nation Française; quelles soient à jamais bannies du Code Pénale ! Les Nations du Nord l'ont supprimée; étoit-ce de ces Nations que nous devions recevoir des leçons de justice & d'humanité ?

Effets des lenteurs dans les Jugemens.

ON gémit de voir vieillir dans les fers des malheureux, qui n'ont pas encore été jugés (1). Les lenteurs dans les Jugemens font oublier le crime du coupable, & ne présentent, lors de l'exécution, qu'un objet de pitié : elles font donc manquer le but du Législateur ; elles font souffrir le coupable plus qu'il ne devoit souffrir ; elles font par conséquent murmurer contre les Juges.

Moyens d'accélérer les Jugemens.

LA Loi ne pourroit-elle pas fixer un temps pour prononcer en faveur du malheureux (2), si on n'a pas les preuves suffisantes ; ou contre lui, si les preuves sont suffisantes ? Six mois paroissent suffire pour décider un Juge à prononcer sur l'innocence, ou le crime d'un citoyen. Si on croit devoir recourir à un plus ample informé, six autres mois doivent suffire, en sorte qu'au bout d'un an dans les cas les plus difficiles, la prison doit être ouverte à celui contre lequel on n'a découvert aucune preuve suffisante.

(1) N°. 16.

(2) N°. 16.

Pour accélérer les Jugemens, il paroît conforme à l'humanité de supprimer les différens degrés de Jurisdiction qu'on fait parcourir à l'accusé , & qui causent nécessairement des délais éternels, & par conséquent une multiplication de peines pour le malheureux , & de frais pour le Souverain. Il conviendrait donc que le Roi se chargeât de faire rendre la Justice , que les Seigneurs font rendre dans leurs terres, & que pour cela ils indemnifassent le Roi de la manière qui seroit jugée la plus convenable, que dans ce cas le prisonnier fut traduit dès l'instant de sa capture dans les prisons des Conciergeries ; des Parlemens du Ressort , pout y être jugé sans appel ; que la Chambre de la Tournelle s'occupât entièrement de faire les informations nécessaires, de dresser l'instruction du procès , & de prononcer le jugement définitif. Pour accélérer on pourroit faire faire l'information sur les lieux par les Juges inférieurs.

Les jugemens Prévôtaux décident en dernier ressort, sans le concours d'autres Juges que les Assesseurs. Les Présidiaux jugent en dernier ressort certains cas déterminés par la Loi ; pourquoi ne pas suivre la même marche dans tous les procès criminels ?

Caractère des peines décernées par une Loi sage.

LEs peines infligées aux coupables doivent tendre (1), autant qu'il est possible, à la correction du coupable ; elles doivent être un exemple de terreur pour les autres, & elles doivent réparer le tort fait au membre de la société qui a souffert du délit ; cette réparation si négligée est réclamée par la Jus-

(1) N°. 18. *Quid brevi.*

rice. Comme il n'est aucun pouvoir supérieur aux Loix de l'équité , il n'est personne qui puisse dispenser de la réparation du dommage causé par le délit.

La plus sévère des peines pourroit ne pas excéder les précautions suffisantes, pour mettre efficacement les malfaiteurs hors d'état de nuire (1). L'honneur est le ressort des Gouvernemens Monarchiques, & ce ressort utile est principalement l'ame de la Nation Françoisse. Avec ce mobile heureux on peut adoucir les Loix Pénales autant qu'on le veut. En maniant l'opinion on donne aux peines les moins sévères, toute l'efficacité dont les peines sont susceptibles. Par-là en frappant sur la délicatesse des citoyens on réprime le crime (2), & on ménage leur honneur & leur liberté. Tout châtiment, dit Beccaria, doit être essentiellement public, prompt, exemplaire, & le moins rigoureux possible dans les circonstances données.

Les peines doivent être proportionnées aux délits.

LA proportion des peines au délit (3) doit se mesurer sur le dommage causé par le délit, & sur la nature des biens dont la peine prive le coupable. Le plus grand de tous les biens est la vie; la perte de la vie ne peut donc jamais être comparable à des dommages causés dans les biens, ou dans la réputation des membres de la société. La peine de mort seroit donc injuste pour le voleur. L'infamie, la condamnation aux travaux publics, dont le salaire

(1) N°. 6. *Jam satis terris.* peines.

(2) Trait. des délits & des (3) N°. 18. *Quid brevi.*

feroit employé à la réparation de la partie lésée, les amendes pécuniaires ; &c., pourroient être substitués à la peine de mort, qui ne seroit portée que contre les homicides.

Pour proportionner les peines au délit (1), il faudroit les examiner relativement au caractère, à l'éducation, à la réflexion des criminels, & aux circonstances plus ou moins aggravantes. Ces peines ne devroient être prononcées que sur des preuves qui emportent avec elles la plus grande conviction, après avoir tout employé pour trouver un innocent sans chercher un coupable, & après avoir cherché pour sauver un malheureux, les moyens qu'on peut employer innocemment, pour sauver une personne distinguée par ses richesses, par sa famille ou par sa place. Cette conduite demande une ame impartiale, amie de l'humanité, & qui réunisse à de profondes lumières une expérience consommée ; le contraire exposeroit la vie des citoyens à l'ignorance, aux préventions, & à la légèreté.

Ce n'est pas la raison qui conduit le vulgaire (2), c'est l'expérience qui détermine ses idées. Il ne juge de la distinction des crimes, que par la différence des punitions qui y sont attachées. S'il ne voit qu'une peine établie, il pense que tous les crimes sont égaux, & il est indifférent pour lui d'offenser tout à la fois les Loix & la Nature, de commettre un vol, ou un assassinat, parce qu'il croit toujours ne commettre que le même crime qu'il voit puni par le même châtiment. Or tel est le vice de nos Loix Pénales. Le parricide, l'assassin féroce, le malheureux que la faim

(1) N°. 9. *Trahit sua.*

(2) N°. 20, *Tout châtiment.*

conduit au crime, le voleur domestique, l'empoisonneur, l'incendiaire, le rébellionnaire aux exécutions des Jugemens, tous sont punis de mort. L'étranger qui introduit des marchandises prohibées, le citoyen qui refuse de payer des droits perçus au nom du Roi, le faussaire qui trompe la confiance publique par des actes supposés, le filoux industrieux, le voleur audacieux qui ne paroît point sur les chemins publics, & qui ne fait aucune effraction sont tous punis par la peine des galères.

Les potences furent établies sous Saint Louis, qui le premier voulut réprimer les excès du regne féodal. La roue fut inventée dans les forêts de l'Allemagne, & consacrée en France par une Loi de François I, pour arrêter les brigands qui infestoient les Provinces. Si pour rendre les peines proportionnées au délit, il faut avoir égard aux mœurs, quelle différence entre les mœurs des François sous ces deux époques & nos mœurs actuelles!

Les crimes contre la sûreté publique, doivent être punis de peines afflictives. Ceux qui attaquent la tranquillité publique, de la contrainte personnelle; les crimes contre l'honneur, de peines infamantes; les crimes contre la fortune, de peines pécuniaires. Ce système général est susceptible de plusieurs nuances qui seront déterminés par la Loi.

Les crimes doivent être punis dans les lieux où ils ont été commis.

LEs Romains & Louis XIV avoient ordonné (1), que les criminels seroient punis dans les mêmes lieux où ils avoient délinqué. Ils

(1) N°. 20. *Tout châtiment,*

étoient convaincus que dans toute punition, il faut chercher plutôt l'instruction pour l'avenir, que la vengeance des fautes passées, & ils sçavoient que les forfaits se multiplient, si l'idée du crime est séparée de celle du châtiment. L'intérêt mal entendu du fisc a seul arrêté l'exécution d'une Loi si sage. Les malfaiteurs commettent le crime par-tout, & ce n'est guere que dans les capitales que les échafauds sont dressés; & tandis que l'exemple du crime est donné tous les jours aux habitans des villes & des campagnes, l'exemple du châtiment n'est presque jamais mis sous leurs yeux. Quelles sont les suites de cet usage? Les habitans des Capitales, trop souvent témoins des exécutions criminelles, n'en reçoivent plus une impression salutaire. Les habitans des Provinces & des Campagnes ont toute l'idée du crime, & n'ont aucune idée des supplices décernés contre les criminels. Les peines portées par la Loi n'ont plus de prise sur les scélérats qui habitent les Capitales, & dont l'imagination s'est familiarisée avec les échafauds; ces peines ne font aucune impression sur ceux qui se disposent au crime dans les Provinces, parce qu'ils n'en ont jamais été témoins. En suivant la Loi, les exécutions devenues moins fréquentes dans les Capitales, rameneront les citoyens à la sensibilité; elles frapperont dans les Provinces & les Campagnes, & l'horreur qu'elles inspireront servira à prévenir les crimes.

La peine de mort doit être très-rare.

LA peine de mort est trop multipliée par nos Loix (1). En la prononçant contre les déserteurs on a rendu les désertions plus fréquentes & plus

(1) N°. 20. Tout châtim~~ent~~.

considérables ; en la prononçant contre les voleurs, on a occasionné les assassinats. Il y a des voleurs en Angleterre & en Italie ; il y a peu d'assassinats, parce que dans ces pays le voleur n'est pas puni de mort. La peine de mort est injuste pour celui qui n'a offensé le particulier que dans ses biens ou sa réputation , parce qu'on lui ôte la vie, qui étant le plus grand de tous les biens, n'est point comparable à la perte des richesses ou de la réputation. On a peine à concevoir comment la douceur Françoisse a pu se déterminer à prononcer peine de mort contre des contrebandiers. Nos Loix peu conséquentes, proconcent peine de mort pour un vol avec effraction, dont l'objet peut être la valeur d'un Louis, tandis qu'elles ne prononcent que la peine des galères contre un voleur, qui trouvant un cabinet ouvert enleve vingt ou trente mille livres.

La peine de mort trop multipliée, ne fait plus impression sur les scélérats qui ne la regardent que comme un mauvais quart d'heure. C'est leur langage ordinaire quand ils s'attroupent. Le plus léger des inconvéniens attachés à la peine de mort, dit Montesquieu, est d'être une peine inutile ; le plus grand des inconvéniens est de priver l'État d'un grand nombre de sujets qui pourroient lui être utiles, & de répandre dans les esprits une espèce de férocité en les familiarisant avec l'appareil des potences & des roues.

On pourroit donc réduire la peine de mort au crime de lèse-Majesté au premier chef, & à l'assassinat volontaire (1). L'assassin périt sur un échafaud, victime d'une Loi promulguée pour sa propre conserva-

(1) N°. 11. *Humanitas.*

tion. Car cette Loi faisoit défense d'attenter à sa personne de même qu'à celle de tous les autres individus, cette peine a une juste analogie avec son crime, la mort du coupable délivre la société d'un homme pervers, qui ne doit plus lui appartenir, puisqu'il a rompu les liens des conventions sociales. Son supplice prévient d'autres crimes qu'il auroit pu commettre, & devient un exemple nécessaire pour opposer à la perversité.

Modération dans la peine de l'infamie.

EXCEPTÉ Louis XI, qui n'imita pas toujours la clémence de nos Rois (1), tous nos Souverains ont été persuadés que l'infamie étoit un vrai châtimement, pour une nation idolâtre de l'honneur; & c'est pour l'infliger qu'ils ont inventé le carcan, le pilori, le fouet & l'amende-honorable. Les trois premiers moyens paroissent les seuls utiles pour remplir les vues du Législateur. Le quatrième paroît insuffisant pour punir le coupable. Si c'est un homme du peuple qui subit cette peine, il n'est pas affecté du rôle ignominieux qu'on lui fait jouer en le traînant aux pieds des Tribunaux, pour demander à la justice & à son accusateur le pardon de ses fautes. Si c'est un homme d'une famille honnête qui est condamné, il n'éprouve pas toute la sévérité de la punition, parce qu'il n'avoue ses fautes qu'en présence d'un petit nombre de témoins. Le premier inaccessible à la honte, qui n'est ni continue, ni jointe à des peines corporelles, confesse son crime sans trouble. Le second trouve dans l'indulgence de ses Juges, & dans les

(1) N^o. 20. *Tout châtimement.*

préjugés de la Nation qui nécessite cette indulgence, le moyen d'échapper à l'ignominie du châtement.

L'infamie est subordonnée à l'opinion. En l'appliquant à tous les délits, elle devient nulle. Le même homme que vous venez de déclarer infame pour un simple délit, est vengé par l'opinion générale de la honte que vous avez voulu lui imprimer; & de quel poids peut être une condamnation qui n'opere que dans l'opinion, & que l'opinion rejette? Cette peine devoit donc être rare pour être plus frappante, & elle ne doit être infligée que pour des actions, que toute la Nation regarderoit comme infames. La Loi doit varier l'infamie, & la proportionner aux circonstances du délit, en sorte qu'elle soit plus attachée à la nature du crime qu'à la condamnation.

Le préjugé qui fait réjaillir sur toute une famille l'infamie (1) attachée au crime d'un membre coupable, est de la dernière injustice, & il emporte pour l'État la perte de quantité de sujets. Cette famille malheureuse n'a plus d'espérance pour l'établissement de ses membres; toute place, toute ressource lui est interdite. Faut-il s'étonner si les enfans d'un scélérat imitent leur pere? N'est-il pas naturel que des êtres infortunés, privés de la considération publique, abandonnés, sans secours, se livrent au désespoir, & s'exposent à tout oser, & à tout entreprendre?

Pour remédier à ces maux si préjudiciables au Citoyen & à l'État; le Juge dans le prononcé de la sentence ne pourroit-il pas déclarer innocente la fa-

(1) N^o. 12. *Si vous pensez.*

mille du criminel , faire défense à tous citoyens , sous des peines pécuniaires considérables , & fixées par la Loi de faire jamais aucun reproche aux membres de cette famille , & les déclarer habiles à posséder les charges , & à entrer dans les corps relatifs à leur naissance & à leur état ? Pour faire tomber plus efficacement ce préjugé destructeur , le Gouvernement ne pourroit-il pas , aussi-tôt la peine portée contre le criminel , procurer quelque place honorable à un des membres de cette famille , qui soit relative à ses talents ? Alors la multitude ne seroit-elle pas convaincue que la considération attachée à la vertu doit dépendre de la vertu même , & non du crime d'autrui , & qu'il est injuste que l'innocent souffre pour le coupable ?

La nature d'une sage confiscation.

LEs confiscations qui s'étendent à l'universalité des biens du coupable sont excessives (1). Est-il juste que des enfans , des parens proches soient privés , par un crime qui leur est étranger , d'une fortune à laquelle les appelloit la Loi du sang. Ne sont-ils pas assez malheureux d'avoir eu un pere ou un oncle criminel , sans être encore réduits à la mendicité ? N'est-il pas au-dessous de la Majesté de nos Rois , de devoir aux crimes de leurs sujets l'augmentation de leurs richesses ? Il seroit donc plus conforme à l'humanité & à la dignité du Législateur de ne confisquer dans la fortune du coupable condamné à mort réelle ou civile , s'il est riche , que ce dont il auroit pu lui-même priver sa famille par un acte de mort , suivant

(1) N°. II. *Humanitas.*

la Loi de son Territoire. Cette portion confisquée seroit vendue , & les deniers remis dans la casse publique , pour être employés aux frais des poursuites criminelles qui se font par la partie publique , & aux indemnités que peuvent rendre nécessaires les méprises souvent inévitables dans les Tribunaux. Si le coupable n'a que le nécessaire , la confiscation ne devroit point avoir lieu ; à plus forte raison , si sa fortune est au-dessous du nécessaire.

Qu'on bannisse à jamais de notre Code Pénal (1) cette confiscation inventée par ce Dictateur Romain , qui ne respecta jamais les droits de la nature & de l'humanité , abolie ensuite par Justinien , renouvelée en France dans ces temps malheureux , où les corps étoient aussi serfs que les esprits , & entretenus encore aujourd'hui dans plusieurs de nos Provinces où le Gouvernement féodal à long-temps écrasé les hommes qui les habitoient. Punition moins atroce pour le coupable qui la subit , que pour les êtres innocens sur lesquels elle s'étend , dont toute la faute est d'être les enfans de leurs peres , & qui privés de tout n'ont d'autre ressource que la mendicité ou le crime. Conservons cette confiscation établie par les Empereurs Trajan , & Antonin le Pieux , qui concilie tout à la fois les droits de la nature , & l'intérêt public , & qui en laissant aux enfans l'héritage de leur pere , ne prive que celui-ci de la propriété de ses biens.

Mais peut-être seroit-il encore plus sage d'abolir toute espèce de confiscation , même celle qui ne s'étendrait que sur les biens , dont la Loi laisse au coupable la libre disposition.

(1) N°. 20. *Tout châtiment.*

Moyens de rendre utiles les amendes pécuniaires.

LEs amendes pécuniaires infligées avec sagesse (1) pourroient être substituées à plusieurs peines afflictives, parce que les hommes tiennent à leurs biens. C'étoit la peine la plus ordinaire des anciens Germains & des anciens Francs. Elle est parmi nous excessive à l'égard du pauvre qui n'a que ses bras ; elle est inutile & insuffisante à l'égard des riches.

Que les amendes pécuniaires prononcées contre le voleur pauvre, soient proportionnées à ses profits journaliers. Quelles ne soient jamais assez considérables pour le priver de l'absolu nécessaire, mais qu'elles le soient assez pour lui enlever une partie de ses profits, par-là nous forcerons ce criminel à travailler plus assidûment & sans relâche ; le travail étant dans nos mœurs un véritable châtiment, la condamnation infligée produira l'effet de la peine.

Les riches, au lit de la mort, pleurent la perte des honneurs qui avoient fait l'objet de leur ambition, & celle des trésors qu'ils avoient entassés ; c'est le cri de la nature ; profitons-en dans les amendes pécuniaires. Que ce malheureux qui a mérité, par ses crimes, l'animadversion des Loix éprouve pendant sa vie les mêmes douleurs qui l'attendent au lit de la mort. Que celui qui a voulu faire perdre la réputation de son semblable, par des libelles diffamatoires ou autrement, que l'injuste ravisseur soit puni par la privation momentanée ou perpétuelle, partielle ou presque totale de la propriété de ses biens, suivant les circonstances du délit. Que le concussionnaire qui

(1) N°. 29. *Tout châtiment.*

s'est engraissé de ses rapines, perde pour toujours avec ses trésors l'honneur qu'il avoit méprisé. Que cet homme sans mœurs convaincu d'adultère soit flétri par la Loi, & voye passer à jamais dans la main des enfans qu'il a donnés à un pere étranger, ou la totalité de ses biens, s'il n'a point de descendans, ou une partie de ses richesses, s'il a lui-même des enfans légitimes. La réparation sera jointe à la peine. Les amendes pécuniaires prononcées contre les riches coupables de crimes, devroient toujours être assez considérables pour leur faire éprouver des privations humilïantes, & si le crime est énorme, pour le réduire au simple nécessaire de la vie. Cet état fera pour eux plus cruel que les peines afflictives. Le citoyen est conservé ; le crime est puni ; la peine est exemplaire ; & le but du Législateur est rempli.

Le Bannissement insuffisant.

LE bannissement produisoit chez les anciens Romains l'impression la plus vive (1), parce qu'ils étoient attachés à leur patrie. Cet attachement patriotique n'est pas dans nos mœurs actuelles. Les personnes de tous états quittent sans regret leurs foyers, quand ils esperent trouver un bien être loin de leur patrie. Comment la peine du bannissement auroit-elle prise sur des ames vendues au crime ? Les bannir d'une Ville ou d'une Province, c'est les obliger d'aller infecter une Ville, ou une Province voisine par la dépravation de leurs mœurs. La Loi qui les bannit, ne les punit pas & ne venge point la société. Si le banni est un homme opulent, ses ri-

(1) N^o. 20. *Tout châtiment.*

chesses le suivent par-tout; si c'est un commerçant, il trouve par-tout l'exercice de son commerce, surtout en passant chez l'étranger, qui donne plus souvent sa confiance à un commerçant hardi & entreprenant qu'à un commerçant vertueux; si c'est un artisan, un cultivateur, par-tout il trouvera à occuper ses talens & ses bras. Si le criminel est banni hors du Royaume, nous servons mal nos voisins; & nous autorisons les Nations étrangères à nous donner en échange les brigands qu'elles chassent de leurs États, & qui viennent répandre dans nos Provinces la corruption de leurs mœurs. Cette peine, mal calquée sur le bannissement des anciens Romains, devoit donc être rayée du Code de nos Loix Pénales.

*La peine des Prisons & des Galères à temps
dangereuse.*

DANS un Recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides (1), depuis 1756 jusqu'en 1775, imprimé à Bruxelles en 1779, on lit ce qui suit : » Les vagabonds arrêtés dans les prisons partie criminels, mais contre lesquels il n'y a » aucune preuve, partie libertins, ou tout prêts à le » devenir, passent le temps de leur captivité dans la » plus funeste de toutes les sociétés, & dans une oisiveté qui ne leur laisse d'autre occupation que de » se préparer à de nouveaux crimes. Peut-t-on douter que le simple libertin n'y devienne criminel, » & que celui qui avoit commis seul quelque délit, » ne sorte de la prison enrôlé dans une bande de » scélérats? Ainsi en procurant au public le bienfait

(1) N^o. 17. *Res bona.*

» momentanément de séquestrer quelques mauvais sujets,
» on relâche tous les ans des troupes entières de mal-
» faiteurs , devenus plus redoutables qu'avant leur
» détention. » Le remède à ces maux seroit d'observer ce que nous avons dit ci-devant sur la réforme dans les prisons , & d'envoyer le plutôt possible ces vagabonds aux travaux publics.

Les galères ne frappent point le peuple qui n'en a nulle connoissance (1). Par un abus de l'administration , ceux qui y sont condamnés rompent presque toujours leurs fers , aussi-tôt qu'ils peuvent acheter leur liberté. Tant qu'on ne pensera pas à y remédier , on sera autorisé à confondre cet abus avec l'établissement de la peine. Il est notoire que la plupart des captifs se procurent avec leurs profits journaliers un sort beaucoup plus doux que celui de tant de cultivateurs honnêtes , qui après avoir labouré leurs champs pendant plusieurs mois n'ont pas de pain à donner à leur famille affamée. Il est donc vrai que dans leur état actuel , nos galères ne sont plus des lieux de tourmens & de peines pour les gens du peuple. Ajoutez que ces galères coutent beaucoup au Roi , & ne produisent rien à l'État. Mais ce qu'il y a de plus dangereux , c'est que la plupart , de ces malheureux , ou qui ont fait leur temps , ou qui ont racheté leur liberté en reviennent plus corrompus , plus scélérats & plus déterminés au crime. La peine des galères n'est donc ni exemplaire , ni utile au coupable , ni avantageuse à l'État. Il faudroit donc ou la supprimer , ou établir une autre police parmi les galériens.

(1) N°. 20. *Tout châtement.*

Maniere de rendre plus utiles les Lettres de cachet.

» **S'**IL y a des circonstances où il n'est pas possible
 » de refuser d'accorder des lettres de cachet (1),
 » c'est, » suivant le Judicieux auteur du Recueil, cité
 » dans l'article précédent, » parce que l'usage établi
 » depuis long-temps de demander des ordres du
 » Roi, n'a laissé aucun moyen légal de pourvoir à
 » l'honneur des familles, & en même-temps de
 » prévenir les crimes, ce qui vaut toujours mieux
 » que d'avoir à les punir. Mais s'ensuit-il qu'un
 » seul Ministre doive avoir le pouvoir terrible de
 » statuer arbitrairement sur la liberté d'un citoyen,
 » même avec le consentement d'une famille dont
 » quelquefois les motifs, à la honte de l'humanité,
 » sont si contraires à la Justice? Ne pourroit-on pas
 » sur cet objet établir une Police légale, non arbi-
 » traire, & prompte dans l'exécution, & qui dans
 » ce genre d'affaires put remplir à la fois l'objet qui
 » intéresse les familles, en leur épargnant l'infamie;
 » & celui qui intéresse le ministère public, en fé-
 » questrant les coupables de la société? » Cet éta-
 blissement n'affoibliroit en aucune maniere l'autorité
 de nos Rois, & il déchargeroit un Ministre à qui
 ces détails enlèvent nécessairement des momens tou-
 jours précieux à l'État.

Plan de peines exemplaires sans être cruelles.

LA Loi pourroit ordonner la mutilation (2), les
 galères de terre, & la déportation dans nos
 Iles. La mutilation pourroit varier suivant les diffé-

(1) N°. 17. *Res bona.*(2) N°. 20. *Tout châtim.*

rentes espèces de crimes. Par ce moyen qui ne feroit pas cruel , le criminel porteroit malgré lui sur son visage l'image de son crime ; les citoyens , & les étrangers en auroient horreur ; cette peine seroit infamante & exemplaire. Les galères de terre seroient une peine qui affligeroit plus le coupable que la mort même , puisqu'elle pourroit durer toute la vie du coupable , qui porteroit avec ses chaînes la marque de son crime ; d'autres marques désignées par la Loi pourroient être relatives à l'espèce du crime. Cette peine seroit utile à l'État en appliquant le criminel au défrichement des terres , aux mines & aux travaux publics ; elle seroit exemplaire , & elle laisseroit au criminel le temps du repentir. Cette peine rempliroit donc toutes les vues du Législateur qui détermineroit , suivant la nature & les circonstances du crime , si la peine des galères seroit à temps , ou si elle seroit perpétuelle. Cette peine fut sagement employée par les Grecs & les Romains. La déportation dans nos Isles seroit utile au coupable qui y recouvreroit aisément des mœurs plus pures , parce qu'il seroit assuré de ne pouvoir pas y faire le mal impunément , & parce que la perte de sa liberté lui reprocheroit sans cesse ses désordres qu'il expieroit par des travaux continuels. Tel est l'usage de l'Angleterre & de la Russie.

La Loi pourroit ordonner contre les coupables la dégradation de la noblesse en certains cas (1), la perte de leurs charges , la défense d'en posséder à l'avenir , la confiscation des biens , comme nous l'avons expliqué dans l'article 18 , la détention perpétuelle ou à temps dans les prisons. Graduez ces pei-

(1) N°. 19. *Perspiciendum est.*

nes suivant la nature du délit ; vous les adoucirez , & vous les rendrez plus efficaces , sur-tout par la promptitude.

Joignez à ces peines le carcan , le pilori , le fouet , les amendes pécuniaires. La variation de ces peines toujours proportionnées au délit rendroit presque inutile parmi nous la peine de mort , & banniroit les potences & les roues inventées , comme je l'ai remarqué , à des époques où les mœurs des François étoient si différentes de nos mœurs actuelles.

Que la peine de mort décernée contre l'assassin féroce soit la plus douce possible (1) ; que le bourreau se contente de lui tirer un coup de fusil , que son corps soit honorablement inhumé , & que défense soit faite de faire aucun reproche à sa famille. Le coupable a payé ce qu'il devoit à la société , & ses parens doivent jouir comme les autres citoyens des droits de la société.

Les principales espèces de délits.

Les délits peuvent attaquer la Religion , la personne Sacrée de nos Rois , la fidélité que leur doivent leurs sujets , l'exécution de leurs Loix , & leurs finances. Les délits peuvent attaquer la vie , la réputation , l'honneur , & les biens des citoyens. La vraie Religion essentielle au bonheur réel des États , en perfectionnant les mœurs , doit être sous la protection des Loix. Tout ce qui attaque ouvertement le culte public trouble nécessairement un État où cette Religion est dominante ; & tout ce qui trouble

(1) N°. 16.

la tranquillité publique mérite l'animadversion des Loix. La liberté d'être un blasphémateur , ou un impie dangereux par des écrits ou par des discours scandaleux , est aussi funeste aux mœurs que la liberté d'être un libertin affiché. Celui qui élevé dans le sein de la Religion ne sçait pas en respecter les Loix , parce qu'elles sont contraires à ses passions , respectera bien peu les Loix de l'État, lorsqu'elles s'opposeront à ses intérêts ou à ses passions. Celui qui ne sçait pas respecter les Loix est l'ennemi de l'État.

C'est par la puissance Divine que regnent nos Rois. Le Souverain Législateur des Chrétiens ordonne de rendre à César ce qui appartient à César , & de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu ; il place le trône à côté de l'Autel qui en est le plus ferme appui. Nos Rois sont les peres de leurs sujets ; c'est leur titre le plus cher & le plus respectable. Le crime qui attaque nos Rois est donc le plus grand de tous les crimes dans l'ordre social. A ce crime se rapportent la rebellion à l'exécution des Loix connues pour telles , sur-tout avec sédition , les trahisons contre la patrie ; ajoutez-y le pécumat , les concussions , & la fausse monnoie.

Les principaux délits qui attaquent la vie des citoyens sont le parricide , l'assassinat volontaire , le suicide , l'infanticide , l'empoisonnement , le duel & l'homicide involontaire. Le crime de lèze-Majesté au premier chef, le parricide & l'assassinat volontaire, doivent être punis de mort. Le suicide s'est puni lui-même , & sa mort a suffisamment vengé la société. L'homicide involontaire ne mérite pas la peine de mort, mais la réparation envers la famille qui souffre du délit , & toute autre peine relative aux circonstances.

L'infanticide est un crime qui doit être prévenu (1). Ouvrez dans les provinces des asyles aux filles que la foiblesse a conduites au crime pour y cacher leur honneur sous le voile du mystère. Otez l'ignominie & la honte qui est empreinte sur leur front, dès l'instant que leurs débauches sont connues. Moins il y aura de contrainte, moins il y aura de crimes. Leurs foibles ne leur feront plus oublier qu'elles sont meres; la pudeur & la nature reprendront leur empire.

C'est à la sagesse du Législateur à choisir, pour punir les empoisonneurs, les peines les plus relatives à la nature, & aux circonstances de l'empoisonnement, après une réparation préalable du dommage causé par le délit. Nous faisons la même réflexion pour la peine du rébellione, pour la trahison, pour le péculation & pour les concussions.

Ne pourroit-on pas prévenir les duels en établissant dans chaque compagnie deux censeurs de mœurs, grades distingués qui ne seroient accordés qu'au mérite & à la vertu? Leur fonction seroit de veiller sur la conduite du soldat. Ne pourroit-on pas en établir deux autres dans le Régiment qui veilleroient sur la conduite des Officiers? Ces censeurs porteroient dans un temps fixé par la Loi leurs plaintes à l'État-Major assemblé, qui prononceroit des peines proportionnées au délit & déterminées par le Code militaire. Ne seroit-ce pas un moyen de bannir les jeux excessifs, la crapule & le libertinage, sources ordinaires des duels? La dégradation de la noblesse avec expulsion du corps ne seroient-elles pas la peine analogue à cette espèce de crime, si le duelliste est Gentil-hom-

• (1) N°. 21, *Justitiam*.

me ? L'expulsion & la condamnation aux galères de terre à perpétuité , avec confiscation d'une partie des biens pour dédomagement envers la famille qui souffre du délit , ne pourroient-elles pas convenir au duelliste roturier ? Ne seroit-il pas à propos que le Législateur , avant de statuer sur cette matière , consultât les militaires les plus anciens , les plus braves , & les plus vertueux ? Certainement il faut avouer que nos peines contre le duel sont trop sévères. Peut-être même avons-nous indiqué des remèdes trop violens. Une amende toujours considérable , mais toujours proportionnée à la fortune du coupable , seroit peut-être le moyen le plus sage. Alors le Juge maintiendrait l'exécution de la Loi , parce qu'il ne seroit point arrêté par la sévérité du supplice.

C'est par la calomnie , la médisance , & les libelles diffamatoires qu'on attaque la réputation d'autrui. Les peines les plus analogues à ces délits seroient les amendes pécuniaires , & l'infamie , si le délit est considérable par ses circonstances & par ses suites.

Les délits qui attaquent les biens des citoyens sont les fraudes qui regardent spécialement une police vigilante , les vols simples , les vols domestiques , les vols avec effraction , les vols sur les grands chemins , les vols dans les Lieux Saints , le crime commis par les faussaires , & ceux qui commettent des exactions , ou violentes , ou indirectes dans la perception des impôts , ou dans l'exercice du ministère public.

Avant de statuer sur les peines relatives , qui ne seroient jamais peines de mort , l'humanité demande que le Magistrat examine si le vol de l'accusé est le premier qu'il a commis , si avant ce premier vol ses

mœurs étoient irréprochables , si c'est la misère extrême qui le lui a fait commettre , ou s'il n'y a pas été entraîné par quelque scélérat ; si au contraire le voleur est un fénéant , un libertin de profession , & voleur d'habitude ; dans le premier cas il seroit condamné à la réparation , sans peine afflictive , ou infamante ; dans le second il faudroit le séquestrer de la société & le condamner à porter dans les travaux publics la marque indélébile de son crime.

Tous les vagabonds de profession devroient être condamnés pour un temps aux travaux publics , moins comme une peine que comme un moyen de prévenir les crimes , & de faire servir au profit de l'État des bras jusqu'alors inutiles à la Société.

La confiscation des biens , la privation de la liberté , & la déportation dans les Isles pourroient être la punition des faussaires & des banqueroutiers.

F I N.



